JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des **DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE** : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

26, Rue Desair, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone

{ Renseignements : 579-01-95

{ Administration : 578-61-39

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

(Art. 133, 134, 135 et 137 du règlement.)

Femmes (loi-cadre tendant à assurer la promotion des femmes et l'amélioration de la vie des familles).

18050. — 20 mars 1975. — **Mme Constans** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la résolution de l'O. N. U. faisant de l'année 1975 l'année internationale de la femme. Cette initiative de l'O. N. U. appelle, pour le moins, dans notre assemblée, un débat quant à des propositions concrètes et précises susceptibles d'améliorer les conditions des femmes de notre pays. En conséquence, elle lui demande s'il entend porter à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la discussion de la proposition de loi-cadre déposée par les députés communistes, proposition de loi qui envisage une politique globale tendant à assurer la promotion des femmes et l'amélioration de la vie des familles.

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

(Art. 133, 134, 135 et 137 du règlement.)

Informatique

(options prises pour le développement d'une politique française).

17860. — 14 mars 1975. — **M. Cousté** demande à **M. le Premier ministre** de faire le point des négociations avec la CII et de préciser quelles sont finalement les options prises pour le développement d'une politique française de l'informatique.

Enseignants (sécurité d'emploi des assistants en sciences économiques, juridiques et politiques).

17938. — 22 mars 1975. — **Mme Constans** souhaite interroger **M. le secrétaire d'Etat aux universités** sur ses projets à l'égard des assistants en sciences économiques, juridiques et politiques. Cette catégorie de personnel de l'enseignement supérieur non-titulaire est soumise à renouvellement annuel dans ses fonctions, ce qui rend

leur situation fort aléatoire. Elle lui demande donc s'il n'envisage pas la reconduction automatique dans leur poste pour l'année universitaire 1975-1976 de tous les assistants actuellement en fonctions et s'il compte leur assurer la sécurité de l'emploi dans la perspective de leur future titularisation.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIER MINISTRE

D. O. M. (rattachement au ministère de l'intérieur de l'administration préfectorale et de la police nationale).

17867. — 22 mars 1975. — **M. Fontaine** demande à **M. le Premier ministre** de lui faire connaître les raisons pour lesquelles il ne croit pas devoir rattacher à leur ministère de tutelle, c'est-à-dire le ministère de l'intérieur, l'administration préfectorale et la police nationale dans les départements d'outre-mer. Il lui indique que ce sont les deux seules administrations qui restent encore en dehors de la règle normale en vigueur sur le territoire métropolitain.

Rapatriés (aide de l'Etat aux rapatriés de Madagascar).

17868. — 22 mars 1975. — **M. Fontaine** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation des Français ayant ou devant quitter Madagascar à la suite d'événements politiques. Il constate que pour ces Français rapatriés, il n'existe aucune mesure d'accueil. Il lui demande de lui faire connaître si le Gouvernement n'envisage pas d'apporter une aide à ces compatriotes afin que leurs droits soient les mêmes que ceux qui ont été reconnus aux autres catégories de rapatriés il y a douze ans.

Protection de la nature (réalisations immobilières de la Côte des Monts (Vendée)).

17864. — 22 mars 1975. — **M. Gau** demande à **M. le Premier ministre** de lui faire connaître si des instructions ne devraient pas être adressées d'urgence au préfet de la Vendée pour lui rappeler les dernières directives gouvernementales et les nouvelles orientations qui, d'après les communiqués, ont été arrêtées pour éviter la rupture des équilibres écologiques et la dévastation de l'environnement. Dans une déclaration rapportée en novembre 1974 dans un hebdomadaire, le ministre de l'équipement indiquait qu'il demandait que l'on renonce à certaines opérations qui auraient saccagé les forêts « autour » de Saint-Jean-de-Monts. Or, à la même époque, le préfet de la Vendée rappelait que l'ensemble balnéaire créé par la Société d'économie mixte de la Côte des Monts avait reçu l'agrément de la commission interministérielle du tourisme et celui du conseil supérieur d'architecture et d'urbanisme en 1968 ; qu'en ce

qui concerne Saint-Jean-de-Monts, il y avait lieu d'opter entre deux solutions : laisser l'opération en son état ou la poursuivre en la diminuant ou la modifiant et en diminuant son impact pour respecter au maximum l'environnement ; qu'il s'était rangé à cette deuxième solution sans donner la moindre précision dans son communiqué ; que ceci signifie que de nouvelles tranches d'opération vont être réalisées (comme le fait entendre fréquemment un poste périphérique aux heures de grande écoute) et que des dunes sauvages vont devoir céder la place à des boulevards de bilume, avec tous les inconvénients de mobilisation des sables pour l'arrière pays ; que les autorisations de défrichement seront sans doute obtenues alors que la dernière en date non prévue à l'origine remonte à août 1974. Comment une telle attitude qui s'appuie sur des délibérations de 1968 peut-elle se concilier, d'une part, avec les déclarations du ministre de l'intérieur qui, lors du débat ultérieur sur le conservatoire du littoral, déclarait qu'il fallait « préserver » et que de nouvelles directives pour la protection du littoral et les routes de desserte seraient appliquées à partir du 1^{er} janvier 1975, d'autre part, avec la politique générale du Gouvernement qui paraît n'avoir pas hésité à suspendre immédiatement un certain nombre d'opérations sacrifiant l'environnement, la protection de la nature, de la faune et de la flore et témoignant du souci de l'homme. Il désirerait connaître si une exception a été prévue en faveur de la société d'économie mixte d'aménagement de la Côte des Monts permettant à cette dernière d'échapper aux directives annoncées par le chef de l'Etat et les motifs de cette exception. Il demande en outre de préciser si, comme pour les aménagements réalisés par les établissements du Languedoc-Roussillon et de l'Aquitaine, la société d'économie mixte d'aménagement de la Côte des Monts a fait l'objet d'un contrôle approfondi de la part des autorités de tutelle, d'une part, et de la Cour des comptes, d'autre part. Il serait enfin désireux de connaître si, comme il avait été assuré au cours de la campagne présidentielle, les associations de sauvegarde de l'environnement en Vendée et la commission des sites ont été associées ces derniers mois à l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement et des plans d'occupation des sols depuis la nouvelle politique définie par le Gouvernement, participation que le Président de la République a demandé en février 1975 au Premier ministre de faciliter, notamment à l'échelon du département, s'agissant de l'aménagement.

Assurance vieillesse (paiement mensuel des pensions de retraite).

17912. — 22 mars 1975. — **M. Durleux** expose à **M. le Premier ministre** que les fonctionnaires touchent leur traitement mensuellement et lui demande s'il n'estime pas que les retraités de la fonction publique, ainsi que d'une manière générale tous les pensionnés, devraient également percevoir une retraite ou leur pension mensuellement au lieu de trimestriellement, étant au surplus observé que de tous les Etats du Marché commun la France est le seul à avoir un tel mode de règlement.

Français à l'étranger (sécurité des ressortissants français demeurés à Phnomh-Penh (Cambodge)).

17958. — 22 mars 1975. — **M. Deprez** demande à **M. le Premier ministre** combien de ressortissants français sont demeurés à Phnomh-Penh et quelles mesures il compte prendre pour leur sauvegarde. Il souligne l'urgence d'une décision permettant de mettre à l'abri nos compatriotes et de rassurer leur famille dont l'inquiétude est grande.

Assurance vieillesse (paiement mensuel des pensions de retraite).

17961. — 22 mars 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur l'intérêt suscité par l'accord de principe à une mensualisation du paiement des pensions ; donné par la dernière loi de finances. Considérant que cette mesure, qui avait fait l'objet de propositions de loi de tous les groupes parlementaires, était très attendue, il lui demande de bien vouloir préciser sous quel délai le Gouvernement entend en généraliser l'application à tous les retraités des secteurs public et privé et à tous les départements.

Recensement (respect de la règle du secret statistique).

17984. — 22 mars 1975. — **M. Plonéix** rappelle à **M. le Premier ministre** que les feuilles de logement distribuées dans le cadre du recensement de la population précisent notamment : « La loi sur le secret statistique (7 juin 1951) garantit que les renseignements individuels figurant sur les questionnaires du recensement ne serviront qu'à l'établissement de tableaux statistiques anonymes ; ils ne pourront être utilisés en aucun cas à des fins d'ordre fiscal ou pour un contrôle administratif quelconque. » Il lui demande si la règle du secret statistique ainsi rappelée sera aussi bien respectée que l'a été la règle du secret des communications téléphoniques.

Jeunes (libération d'emplois pour les jeunes et protection sociale des jeunes à la recherche du premier emploi).

17990. — 22 mars 1975. — **M. Vacant** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation de l'emploi chez les jeunes. Il cite à titre d'exemple : un jeune homme âgé de vingt et un ans, ayant terminé son service militaire, titulaire d'un baccalauréat de technicien en mécanique et ayant accompli deux années de gestion à l'I. U. T. de Clermont-Ferrand ne peut, depuis plusieurs mois, trouver un emploi. De plus, n'ayant jamais travaillé, il ne peut prétendre à aucune couverture sécurité sociale, maladie ou accident. Ce cas est un exemple entre des dizaines qui pourraient être cités, et ceci n'est plus tolérable. Il lui demande quelles solutions de première urgence il entend prendre pour faire face à cette situation : 1° au sujet d'une protection gratuite d'office par la sécurité sociale des jeunes à la recherche du premier emploi ; 2° au sujet de la libération d'emplois pour ces jeunes, retraite d'office à soixante ans et contrôle très sérieux des emplois réservés.

Cambodge (rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement Lon Nol).

17997. — 22 mars 1975. — **M. Odru** expose à **M. le Premier ministre** qu'en raison de la situation au Cambodge le Gouvernement français vient d'évacuer le personnel de son ambassade à Phnom-Penh mais il maintient ses relations diplomatiques avec l'administration Lon Nol responsable du coup d'Etat de mars 1970. **M. Odru**, en rappelant ses nombreuses interventions et celles du groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale, demande à **M. le Premier ministre** de rompre sans tarder ses relations avec l'administration Lon Nol et de reconnaître enfin le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, seul représentant légitime du peuple cambodgien. **M. Odru** estime qu'une telle mesure serait profitable aux intérêts véritables des deux pays et à la paix en Indochine et dans le monde.

D. O. M. (extension des dispositions relatives à l'allocation d'aide publique aux chômeurs).

18015. — 22 mars 1975. — **M. Fontaine**, en donnant acte à **M. le Premier ministre** des mesures prises par le Gouvernement pour améliorer la situation des travailleurs victimes du ralentissement de l'activité économique ou menacés de l'être en leur donnant un complément de ressources, lui demande de lui faire connaître les raisons pour lesquelles ces dispositions d'inspiration généreuse qui traduisent la solidarité nationale en faveur de ceux qui sont les plus touchés par la crise, ne trouvent pas leur application dans les départements d'outre-mer en général et à la Réunion en particulier où le chômage sévit avec une intensité angoissante. Ce n'est pas l'attribution de crédits chômage dont l'ajustement ne correspond pas à l'augmentation du coût de la vie qui peut être valablement invoquée pour répondre à la situation présente. Il lui serait reconnaissant de lui indiquer les motifs retenus pour refuser l'extension aux départements d'outre-mer de l'allocation d'aide publique qui est une allocation non contributive.

Presse et publication (maintien et développement de la presse régionale en Ile-de-France).

18030. — 22 mars 1975. — **M. Pinte** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les problèmes que pose l'impression d'éditions locales d'un quotidien dans la région parisienne. L'application des mêmes règles de travail aux éditions nationales d'un quotidien imprimé à Paris et à ses éditions régionales impose des contraintes financières supplémentaires qui risquent de condamner les éditions régionales en Ile-de-France. La disparition d'une presse locale personnalisée à laquelle sont très attachés les habitants du bassin parisien serait très regrettable, non seulement pour les travailleurs qui en sont les artisans et qui seraient privés d'emplois, mais aussi pour les lecteurs qui verraient se restreindre, une fois de plus, leur liberté d'information. En outre, un mauvais coup serait porté à l'expression régionale sans laquelle il n'est pas possible de concevoir une véritable démocratie locale. En conséquence, il lui demande de lui préciser les mesures qu'il envisage de prendre en vue de maintenir et de favoriser le développement d'une presse régionale en Ile-de-France.

Questions écrites (absence de réponse à deux questions).

18034. — 22 mars 1975. — **M. Haesebroeck** demande à **M. le Premier ministre** pour quelles raisons il n'a pas encore été répondu aux questions n° 10650 du 20 avril 1974 et n° 13405 du 14 septembre 1974.

Corse (fonds d'expansion économique de la Corse : délais excessifs d'engagement des crédits).

18038. — 22 mars 1975. — **M. Zuccarelli** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation de gestion du compte spécial du Trésor intitulé Fonds d'expansion économique de la Corse. Il lui fait observer qu'un arrêté du 7 mars 1975, paru au *Journal officiel* du 11 mars 1975, page 2677, a annulé 40 777 522 francs sur la dotation de 1974 et a reporté ce crédit sur la dotation 1975 du fonds. Cet arrêté de report, bien qu'il soit parfaitement conforme à l'ordonnance organique sur les lois de finances, traduit la relative lenteur avec laquelle s'effectuent les opérations du fonds. L'importance de ce report paraît anormale, compte tenu des nombreuses opérations en instance de financement auprès du fonds. En outre, la Corse se trouve lésée par cette lenteur d'engagement des crédits du fait de l'augmentation des prix des travaux qui a été particulièrement forte en 1974 et qui se poursuit actuellement à un rythme élevé. Il est évident que les crédits reportés contribueront au financement d'un volume de travaux moindre que celui qui aurait pu être financé en 1974. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les divers responsables de la gestion de ce fonds engagent désormais plus rapidement les crédits mis à leur disposition par la loi de finances et qui découlent des impositions réclamées aux contribuables corse.

Protection de la nature (dépôt d'un projet de loi ayant valeur de charte).

18042. — 22 mars 1975. — **M. Forens**, constatant avec satisfaction l'importance donnée par le Gouvernement à la recherche de solutions pour la protection de la nature, demande à **M. le Premier ministre** si, conformément aux préoccupations exprimées par le Président de la République, le Gouvernement entend déposer prochainement un projet de loi qui aurait valeur de charte pour les prochaines générations, étant fait observer qu'une telle initiative présenterait un intérêt majeur au moment où l'Etat oriente sa politique énergétique vers l'implantation de centrales nucléaires.

Energie nucléaire (ouverture d'un débat au Parlement sur l'implantation des centrales nucléaires).

18059. — 22 mars 1975. — **M. Julia** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur l'intérêt qui s'attache à une information complète du Parlement et de l'opinion publique sur les problèmes que pose l'implantation des centrales nucléaires. Il lui apparaît indispensable que le Parlement soit tenu au courant des questions que pose la création de ces centrales aussi bien en ce qui concerne le bilan énergétique que les conséquences écologiques qu'elles peuvent avoir. Il lui demande en conséquence si un très large débat sera ouvert au Parlement dès la rentrée d'avril prochain.

Radiodiffusion et télévision (communication pour avis du projet d'Antenne 2 à la délégation parlementaire).

18062. — 22 mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** rappelle à **M. le Premier ministre** que le président du conseil d'administration de la société « Antenne 2 » dont il est membre en tant que représentant du Parlement a transmis le 6 février à **M. le secrétaire d'Etat** auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement, le projet de la société « Vidéo Communication Service » avec avis favorable unanime du conseil d'administration en lui demandant de bien vouloir le soumettre à la délégation parlementaire pour la radio-diffusion télévision française dans le cadre de l'application de l'article 4 de la loi du 7 août 1974. Il l'informe que le président de la délégation parlementaire vient de lui indiquer, en réponse à sa lettre du 19 février dans laquelle il portait à sa connaissance les décisions du conseil d'administration d'« Antenne 2 » en lui demandant que la délégation formule son avis, qu'il n'envisageait pas de la réunir pour examiner ce projet et que le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement, venait de lui faire savoir qu'il n'était pas dans ses intentions de saisir pour le moment la délégation. Il lui demande quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas transmettre pour avis le projet d'« Antenne 2 » à la délégation parlementaire. Il le prie de bien vouloir lui indiquer s'il a l'intention de la saisir prochainement de cette question sur laquelle elle doit obligatoirement donner son avis afin d'assurer une information complète du Parlement et de répondre aux inquiétudes qui se manifestent de divers côtés et notamment dans la presse écrite.

Presse (atteintes à la liberté de la presse dans la région parisienne).

18063. — 22 mars 1975. — M. Dominati attire l'attention de M. le Premier ministre sur les multiples incidents qui ont eu lieu dans la région parisienne pour empêcher l'impression, la distribution et la vente des organes régionaux de l'Oise, Seine-et-Marne et du Val-d'Oise après la suppression des éditions régionales d'un grand quotidien de Paris. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer, dans le respect de la liberté de la presse, l'information dans les départements concernés et s'inquiète également des dispositions propres à assurer le tirage du *Parisien libéré* à la convenue de ses responsables.

Armées (création d'un médiateur militaire).

18076. — 22 mars 1975. — M. Cousté demande à M. le Premier ministre si, compte tenu de l'expérience favorable des activités du médiateur, il n'envisage pas, dans le domaine militaire et pour les affaires relevant de la défense, la création d'un médiateur ayant une compétence particulière dans le domaine des affaires militaires.

CONDITION FÉMININE

Femmes

(octroi de la retraite et des retraites complémentaires à soixante ans).

18046. — 22 mars 1975. — M. Mesmin demande à M. le Premier ministre (Condition féminine) s'il peut indiquer quel est l'état exact des études entreprises en ce qui concerne l'attribution aux femmes de la retraite à soixante ans, tant en ce qui concerne les régimes de sécurité sociale que les régimes complémentaires.

FONCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires (modalités d'établissement de la liste interministérielle d'aptitude pour l'avancement de grade des administrateurs civils).

17864. — 22 mars 1975. — M. Krieg rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) que l'avancement de grade des administrateurs civils se réalise actuellement à l'issue d'une procédure en deux phases : 1° établissement par chaque ministre d'une liste d'aptitude à l'avancement, après consultation de la commission administrative paritaire ministérielle ; 2° fixation par le Premier ministre du tableau d'avancement interministériel, après avis de la commission paritaire interministérielle consultée sur les listes d'aptitude ministérielle. En général, chaque liste d'aptitude ministérielle comporte un nombre de propositions supérieur au nombre de postes d'avancement attribués au département en cause (liste complémentaire) ; cependant, certains ministres limitent volontairement leur liste d'aptitude au nombre exact de postes de promotion revenant à leur administration. En agissant de la sorte, ils retirent au Premier ministre et à la commission paritaire interministérielle toute liberté de choix parmi les administrateurs civils proposés affectés au rattachés à leur département. Alors que les avancements à la 1^{re} classe et à la hors-classe de l'année 1974 vont prochainement intervenir, il lui demande, d'une part, quelle est en cette matière particulière des listes d'aptitude pour l'avancement des administrateurs civils la doctrine des services compétents et, d'autre part, s'il ne serait pas opportun que des directives précises soient données par M. le Premier ministre de telle sorte que les administrateurs civils, qui constituent un corps interministériel placé sous son autorité, se voient appliquer un traitement uniforme en matière d'avancement, quel que soit leur ministère d'affectation.

Fonctionnaires (exclusion discutable des fonctionnaires classés en échelles-lettres des augmentations non hiérarchisées).

17871. — 22 mars 1975. — M. Duvillard demande à M. le Premier ministre (Fonction publique) s'il est exact ou non que les hauts fonctionnaires classés en échelles-lettres seraient exclus de l'amélioration de cinq points uniformes prévus, à compter du 1^{er} juillet 1975, par l'accord signé par le Gouvernement avec certains syndicats de fonctionnaires. Si l'on peut concevoir que l'effort prioritaire fait en faveur des agents les moins bien rétribués justifié dans certaines mesures, des augmentations uniformes par un pourcentage de hausse beaucoup plus élevée pour les agents de catégorie « D », par exemple que pour les cadres supérieurs, il ne faudrait pas pour autant pénaliser ceux qui font l'effort de préparer avec succès des concours difficiles constituant une sélection extrêmement sévère. Or, dans la plupart des cas le fonctionnaire obtenant, grâce à son succès à un concours interne la majoration de son traitement d'un pourcentage X, voit dès l'année suivante, son aversissement fiscal augmenté de 1 p. 100 d'au moins trois X. Par conséquent, si l'on peut admettre que la hausse de traitement des fonctionnaires ne soit pas toujours intégralement hiérarchisée mais puisse être partiellement uniforme, elle ne saurait en aucun cas devenir dégressive sous peine de constituer à la limite une véritable prime au moindre effort.

Secrétaires administratifs en chef des directions de l'action sanitaire et sociale (bonifications attribuées par le décret du 27 septembre 1974).

17932. — 22 mars 1975. — M. Jean Foyer demande à M. le Premier ministre (Fonction publique) si le Gouvernement entend faire bénéficier les secrétaires administratifs en chef des directions de l'action sanitaire et sociale des bonifications attribuées aux secrétaires en chef de préfecture par le décret n° 74-838 du 27 septembre 1974. Dans l'affirmative, il souhaiterait connaître à quelle date peut être espérée la publication du décret.

Fonctionnaires (attachés d'administration centrale : réforme du régime indemnitaire et réforme du statut).

17977. — 22 mars 1975. — M. Pierre Joxe rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) que deux séries de mesures ont été annoncées au cours de la discussion du projet de loi de finances pour 1973, afin d'atténuer le malaise régnant dans le corps des attachés d'administration centrale. Ces mesures ont été exposées dans l'avis présenté par M. Gerbet au nom de la commission des lois de l'Assemblée nationale (octobre 1973) et concernent la réforme du régime indemnitaire, afin d'établir une péréquation avec le corps des administrateurs civils, et la réforme du statut qui faisait l'objet à l'époque, de soi-disant négociations concertées. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître, à la veille de l'ouverture de la première session parlementaire 1975, l'état de réalisation de ces mesures et en particulier : 1° concernant le régime indemnitaire : a) si la décision d'augmentation des indemnités prise en début de l'année 1973, a bien été appliquée dans tous les ministères ; b) si le taux d'augmentation de ces indemnités peut être considéré comme réalisant leur « péréquation » avec celles des administrateurs civils ; 2° concernant la réforme du statut : si les « négociations concertées » avec les intéressés permettent d'envisager l'application prochaine d'un nouveau statut.

Personnel des P. et T.

(reclassement indiciaire des receveurs et chefs de centre hors classe).

18023. — 22 mars 1975. — M. Faïta appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur le reclassement dont ont bénéficié, depuis 1969, les receveurs des postes et télécommunications et les chefs de centre hors série et de classe exceptionnelle ainsi que les receveurs et chefs de centre de 1^{re} classe. Les receveurs et les chefs de centre hors classe n'ont pas été, par contre, concernés par cette mesure. Il souligne que cette éviction est particulièrement préjudiciable à ceux des intéressés qui sont actuellement en retraite et qui gèrent, lorsqu'ils étaient en activité, des services importants. Il lui demande s'il n'est pas équitable que soient prises à leur égard des dispositions permettant un reclassement indiciaire qui aurait une légitime incidence sur leur pension de retraite.

Assurance vieillesse (partage de la pension de reversion en cas d'existence de plusieurs veuves survivantes).

18031. — 22 mars 1975. — M. Pujol demande à M. le Premier ministre (Fonction publique) s'il ne serait pas possible de modifier la législation actuelle concernant la pension de reversion lorsqu'un mari a eu plusieurs épouses. En effet, actuellement, sauf dans certains cas, cette pension est attribuée à la dernière épouse. Ne pourrait-on pas tenir compte des enfants qui ont été élevés par les épouses successives, et ne pourrait-on pas envisager que cette pension de reversion soit répartie entre les épouses successives au prorata des années de vie commune et du nombre d'enfants élevés.

Fonctionnaires (travail à mi-temps : extension aux fonctionnaires des D. O. M.).

18041. — 22 mars 1975. — M. Jallon rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) que le décret n° 70-1271 du 23 décembre 1970 fixe les modalités d'application de la loi n° 70-523 du 19 juin 1970 relative à l'exercice de fonctions à mi-temps pour les fonctionnaires de l'Etat. Il lui demande pour quelles raisons jusqu'à maintenant cette loi n'est toujours pas applicable aux fonctionnaires des départements d'outre-mer.

PORTE-PAROLE

Presse et publications (journalistes au chômage par suite d'atteintes à la liberté de la presse et à la liberté du travail).

17862. — 22 mars 1975. — M. Montagne informe M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) qu'il vient de recevoir les doléances de journalistes menacés de chômage à la suite des décisions d'un syndicat extérieur à l'entreprise de presse à laquelle ils appartiennent, décisions qui, paraît-il, limitent volontairement le

tirage des rotatives. On assure également qu'a été entravée la publication de divers journaux, notamment régionaux (*Seine-et-Marne-Matin, Oise-Matin, Val-d'Oise-Matin, Normandie-Matin*). Une cinquantaine de journalistes sont ainsi mis dans l'impossibilité d'accomplir leur mission et par là même de sauver leur emploi. Il lui demande quelles mesures peuvent être prises pour assurer la liberté de la presse quelle que soit la tendance politique des journaux en cause.

*Accidents du travail
(information et publicité télévisées pour la prévention des accidents).*

17899. — 22 mars 1975. — **M. Poperen** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur la nécessité de faire une campagne d'information en vue de la prévention des accidents du travail. Chaque jour de travail, 10 travailleurs sont tués et 474 gravement blessés. Ne sont pas compris dans ces chiffres les accidents survenus sur le trajet, qui sont de 160 000 blessés dont 1 800 morts. En 1973, le nombre d'accidents a été de 1 137 840. Il est indispensable de faire un effort national de prévention des accidents du travail. Or, les émissions télévisées consacrées à la prévention routière ont conduit à des résultats positifs. Il lui demande s'il n'estime pas devoir étendre l'information et la publicité télévisées à la prévention des accidents du travail.

AFFAIRES ETRANGERES

*Emprunts russes
(demande de remboursement au Gouvernement soviétique).*

17959. — 22 mars 1975. — **M. Cousté** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que le remboursement des emprunts souscrits en France par l'ex-gouvernement tsariste n'a jamais reçu un commencement d'exécution, le Gouvernement soviétique ayant refusé d'honorer les dettes de son prédécesseur. Il lui demande s'il compte soulever ce problème, dans le cadre des négociations franco-soviétiques, à un moment où la France va accorder d'importants crédits à moyen terme à l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Chili (facilités financières accordées par la France).

17968. — 22 mars 1975. — **M. Jean-Pierre Côt** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le problème de la dette chilienne. Un certain nombre d'Etats créanciers du Chili, dont la France, doivent se réunir dans le cadre du « club de Paris » pour examiner une demande du Gouvernement chilien tendant à obtenir une renégociation de la dette extérieure du Chili pour 1975. Or la junte chilienne continue à mener une politique d'oppression du peuple chilien et se maintient par la terreur. Elle prétend que ces facilités financières serviront à alléger la misère des Chiliens. Mais les crédits obtenus en 1974 ont été consacrés pour une part notable à l'achat d'armements nouveaux et à l'indemnisation des grandes compagnies nord-américaines nationalisées par le gouvernement d'unité populaire. Il lui demande s'il n'estime pas que le Gouvernement devrait prendre publiquement et rigoureusement position contre toute mesure de transaction afin de marquer la volonté de la France de ne plus apporter son aide à un régime barbare.

*Cancer (rapprochement entre la France et les Etats-Unis
pour une lutte scientifique contre le cancer).*

18048. — 22 mars 1975. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si les perspectives de rapprochement entre la France et les Etats-Unis sur le plan de la lutte scientifique contre le cancer ont pu être améliorées notamment par la création de « fondations » françaises correspondant au système utilisé aux Etats-Unis avec l'efficacité que l'on connaît. Il lui demande s'il peut lui préciser les initiatives publiques ou privées qui ont été prises ou sont sur le point de l'être en ce domaine.

Budget (destination de crédits).

18081. — 22 mars 1975. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelle est la destination du crédit de 200 000 francs ouvert au chapitre 46-92 de son ministère par le décret n° 75-125 du 5 mars 1975.

*Animaux (possibilité pour les touristes français
d'aller en Grande-Bretagne avec leurs chiens).*

18089. — 22 mars 1975. — **M. Julia** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que les touristes anglais qui viennent en France peuvent amener leurs chiens avec eux à l'occasion d'un séjour qu'ils effectuent dans notre pays. La réciprocité n'existe pas, les touristes français qui se rendent en Grande-Bretagne ne sont pas autorisés

à y pénétrer avec le chien dont ils peuvent être propriétaires. Cette absence de réciprocité est regrettable. C'est pourquoi il lui demande s'il peut intervenir pour faire cesser un état de fait difficilement compréhensible.

AGRICULTURE

Viande (importations de viande bovine prévues en 1975).

17865. — 22 mars 1975. — **M. Rigout** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui faire connaître si les informations selon lesquelles il serait envisagé d'autoriser l'importation de 200 000 tonnes de viande bovine en 1975 (100 000 tonnes au cours du premier semestre, 100 000 tonnes au cours du deuxième) sont exactes. Alors que la production bovine est encore excédentaire et le marché dans une situation de crise, une telle mesure injustifiée serait intolérable et porterait un nouveau coup très grave aux producteurs français.

*Elevage (modification en faveur des éleveurs des conditions de
revenu cadastral pour l'obtention de la nouvelle prime spéciale
agricole).*

17907. — 22 mars 1975. — **M. Gilbert Mathieu** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conditions d'attribution de la nouvelle prime spéciale agricole récemment décidée qui doit être accordée à tous les agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 4 800 francs. Il lui fait remarquer que le critère de revenu cadastral adopté pénalise les éleveurs puisque la valeur locative des prés à embouche qui a servi de référence à l'administration pour la fixation du revenu cadastral ne reflète plus leur valeur réelle, étant donné la conjoncture actuelle sur les marchés de la viande. Les éleveurs déjà surimposés du fait de cette surévaluation du revenu cadastral risquent à présent de se voir privés d'une aide fort appréciable pour compenser la dépréciation considérable de leur revenu en 1974. Il lui souligne, d'autre part, que la distinction faite par l'administration entre zones herbagères et zones céréalières, pour déterminer les valeurs locatives des différentes parcelles, lui paraît périmée. Cette distinction, qui à l'origine traduisait les valeurs locatives inégales des parcelles, et notamment la valeur supérieure des prés à embouche par rapport à celle des zones céréalières, ne correspond plus à la réalité économique agricole puisque nombre de céréalières pratiquent désormais l'embouche. Il lui demande en conséquence si une solution plus équitable pour les éleveurs ne pourrait être recherchée.

*Protection de la nature (annulation du projet d'implantation
d'une usine d'équarrissage-fondoir à Volmunster (Moselle)).*

17935. — 22 mars 1975. — **M. Seiffinger** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir s'opposer à l'implantation dans le parc régional des Vosges du Nord, à Volmunster (Moselle), au lieu-dit Le Moulin d'Eschwiller, d'une usine d'équarrissage-fondoir, qui sera particulièrement polluante pour l'air et pour la rivière et qui modifiera le microclimat environnant par suite de l'importance du prélèvement d'eau et la quantité de vapeur rejetée.

*Vin (mécontentement des viticulteurs savoyards à propos
de l'arrêté fixant les rendements maximum autorisés à l'hectare).*

17962. — 22 mars 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la très vive irritation des viticulteurs savoyards après la parution du décret du 19 octobre et de l'arrêté du 20 novembre 1974 fixant les rendements maximum autorisés à l'hectare dans les zones productrices de vins d'A. O. C. du département. Constatant que le comité directeur de l'I. N. A. O. n'a pas suivi les propositions qui avaient recueilli un accord lors de la réunion du comité régional à Chalons et soulignant la difficulté que rencontrent les régions de crus de qualité, mais faiblement productrices, à faire prendre en considération leurs problèmes, comme l'a souhaité le conseil général de la Savoie unanime, il lui demande s'il compte bien reviser la décision intervenue, qui ne tient compte ni des efforts des producteurs ni du caractère déficitaire de leur production, en reprenant les bases de l'accord qui s'était fait à Chalons et en reportant à la prochaine récolte la date d'effet des dispositions arrêtées.

*Atelier régional d'études économiques et d'aménagement rural
de Lyon (projet de suppression d'emplois).*

17963. — 22 mars 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'émotion soulevée chez de nombreux élus locaux ruraux par l'annonce d'un projet de suppression d'emplois à l'Atelier régional d'études économiques et d'aménagement rural de Lyon. Considérant la contradiction que représente cette mesure en une période où les instances gouvernementales déclarent porter intérêt à l'espace rural, il lui demande s'il ne convient pas

au contraire de développer les moyens de cet atelier qui pourrait certainement rendre de précieux services dans le cadre de la décision prise par le Gouvernement de faire élaborer des schémas d'orientation et d'aménagement des massifs de montagne.

Produits alimentaires (création d'une marque collective « Savoie »).

17964. — 22 mars 1975. — **M. Besson** se permet d'attirer l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'intérêt de marques régionales pour certains produits du terroir. Ainsi les efforts faits pour la mise en place d'une marque collective « Savoie » seraient de nature, s'ils aboutissaient, à laisser exclusivement aux producteurs savoyards l'avantage que représenterait pour leurs fabrications la protection d'une provenance garantie. Dans la mesure où la promotion de produits régionaux de qualité exige une adaptation des textes en vigueur relatifs aux marques de commerce et de fabrication et aux labels agricoles, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre un rapide aboutissement des projets en cours dont celui tendant à créer une marque collective « Savoie ».

Aides familiaux (définition et statut au regard de la sécurité sociale).

18012. — 22 mars 1975. — **M. Bernard-Raymond** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que, selon les dispositions de l'article 1106-I-2° du code rural, on doit entendre par aides familiaux, les ascendants, descendants, frères, sœurs et alliés au même degré du chef d'exploitation ou d'entreprise, ou de son conjoint, âgés de plus de 16 ans, vivant sur l'exploitation ou l'entreprise et participant à sa mise en valeur comme non salariés. Il résulte de cette définition que la sœur d'un exploitant agricole peut bénéficier du statut d'aide familial lorsqu'elle travaille sur l'exploitation de son père, mais que, lorsque ce dernier cède la place à son fils, elle ne peut plus être considérée comme aide familiale étant la tante de l'exploitant. Cette situation comporte de nombreuses difficultés pour des personnes qui ont toujours travaillé sur une même exploitation familiale et qui, du jour au lendemain, perdent le bénéfice du statut d'aide familiale et sont obligées de verser des cotisations d'assurance maladie au taux plein. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'envisager une modification des dispositions rappelées ci-dessus en vue de mettre fin à cette situation regrettable.

I. V. D. (revalorisation des taux de l'I. V. D.).

18056. — 22 mars 1975. — **M. Albert Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en réponse à une question écrite concernant la revalorisation des taux de l'indemnité viagère de départ (question écrite n° 6066, *Journal officiel*, Débats A. N., du 19 décembre 1973, page 7177) il disait que cette mesure de revalorisation, maintes fois évoquée, avait fait l'objet d'une étude approfondie de la part des services intéressés. Il ajoutait qu'en raison de l'importance des crédits inscrits au budget pour le paiement de ces indemnités il n'apparaissait pas possible d'envisager le relèvement des taux et que le Gouvernement avait préféré donner la priorité à l'effort financier en faveur des retraités de vieillesse agricole et des allocataires du F. N. S. Il concluait en disant que dans le cadre de la réforme de l'I. V. D. actuellement en cours il était envisagé de majorer le taux de l'indemnité non complémentaire de retraite. Plus d'un an s'est écoulé depuis cette réponse et, compte tenu du taux d'inflation qui a marqué l'année 1974, la revalorisation suggérée apparaît comme de plus en plus nécessaire. Il lui demande quelle est sa position à ce sujet et souhaiterait savoir les mesures qu'il envisage de prendre en faveur des agriculteurs âgés bénéficiaires de l'I. V. D.

Enseignements technique agricole (couverture du risque accident du travail pendant les stages des élèves).

18064. — 22 mars 1975. — **M. Allainmat** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la pédagogie moderne fait appel dans l'enseignement technique aux travaux pratiques et aux stages en entreprises et que cette pédagogie est depuis longtemps pratiquée dans l'enseignement technique agricole qui souhaite rassembler les professionnels, professeurs techniques et élèves sur le terrain, ce qui est une assurance de voir la vie entrer à l'école et l'école aller au devant de la vie. Vue largement partagée par les professionnels de l'agriculture et les parents d'élèves. Or, un grave problème se pose aux chefs d'établissements, c'est celui des assurances car, le plus souvent, les élèves sont peu ou mal couverts pour les risques encourus dans le cadre des activités pratiques: les maîtres de stages ne souscrivent pas toujours une assurance accident du travail pour les stagiaires qui ne sont pas reconnus comme des salariés les agriculteurs maîtres de stages ne versent généralement pas de cotisation au titre des accidents du travail, et les familles non plus ne souscrivent pas toujours l'assurance mutuelle. Il en résulte que les chefs d'établissement engagent leur responsabilité chaque fois

qu'ils envoient un élève en stage ou en travaux pratiques sur l'exploitation. Il semble donc que la seule solution serait l'extension aux élèves de l'enseignement technique agricole de l'article L. 416-2 du code de la sécurité sociale dont bénéficient déjà les élèves de l'enseignement technique non agricole. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas souhaitable et possible d'introduire dans le code rural un article similaire qui permettrait à ces élèves de bénéficier de la couverture du risque accident du travail, sans versement de cotisation patronale au cours des stages accomplis dans le cadre de leur scolarité.

Fruits et légumes

(revendications de la fédération des producteurs de fruits du Rhône).

18078. — 22 mars 1975. — **M. Poperen** indique à **M. le ministre de l'agriculture** qu'au cours de son assemblée générale du 1^{er} février, la fédération des producteurs de fruits du Rhône a adopté une motion dans laquelle elle constate et déplore l'augmentation rapide des charges de production. Cette assemblée générale a demandé: 1° la suspension des importations d'été en provenance des pays tiers; 2° que le calendrier des produits sensibles soit complété par les pêchers, nectariers et poires d'été; 3° qu'une véritable politique fruitière soit élaborée garantissant une juste rémunération des produits et donc du travail. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ces diverses revendications parfaitement justifiées.

Assurance maladie (exonération de cotisations en faveur des exploitants agricoles retraités).

18083. — 22 mars 1975. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de l'agriculture** où en sont les études qu'il poursuit pour aboutir à l'exonération de la cotisation d'assurance maladie des exploitants agricoles retraités. Au moment où des mesures ont été prises à juste titre en faveur des artisans et des commerçants, il deviendrait plus nécessaire que jamais que les exploitants disposant de faibles retraites, comme c'est le cas de la majorité d'entre eux, n'aient plus à payer une cotisation qui représente une part importante de la somme qui leur est versée au titre de la vieillesse.

Assurance maladie (remboursement des soins ou prothèses coûteux consécutifs à une maladie ou à un accident survenu avant l'assurance obligatoire).

18088. — 22 mars 1975. — **M. Godefroy** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que M. X... a été victime d'un accident chez ses parents, cultivateurs, alors qu'il était âgé de douze ans en 1939, et que ses parents ne cotisaient pas à l'assurance maladie. Il a été amputé de la main gauche, et, depuis, tous les deux ans environ, il doit changer de prothèse. La mutualité sociale agricole ne peut le prendre en charge. Or une prothèse coûte environ 1 300 et 1 500 francs (certaines sont beaucoup plus onéreuses, lorsqu'il s'agit d'une prothèse de bras, de jambe...). Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager le remboursement de soins coûteux ou de prothèses, consécutifs à une maladie ou un accident, survenu avant la mise en application du régime obligatoire d'assurance maladie.

ANCIENS COMBATTANTS

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (majoration des pensions des grands infirmes de guerre).

17858. — 22 mars 1975. — **M. Montagne** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** la situation très difficile des grands infirmes de guerre. Il constate en effet que ceux des anciens combattants dont le degré d'invalidité s'aggrave ne voient pas leur taux de pension se relever dans la même proportion que l'augmentation du coût de la vie. Cette situation cause une gêne importante à de très nombreux grands infirmes de guerre et accentue leur inquiétude. Ne serait-il pas possible de prendre de nouvelles mesures de majoration des pensions d'invalidité en vue d'apporter une réelle amélioration aux situations particulièrement pénibles.

Personnes contraintes au travail en pays ennemi (réouverture des délais pour l'obtention du titre).

17890. — 22 mars 1975. — **M. Denvers** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** une réponse qu'il lui a faite par la voie du *Journal officiel*, en date du 9 mars 1974, sous le numéro 4516, indiquant qu'un groupe de travail devait étudier le problème des conclusions au bénéfice des personnes contraintes au travail en pays ennemi. Il lui demande de lui faire connaître si une solution positive est en vue, et cela conformément à sa propre affirmation du 9 mars 1974.

*Retraite du combattant
(application du nouveau taux et paiement des rappels dus).*

17923. — 22 mars 1975. — **M. Longueue** indique à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** qu'un titulaire de la retraite des anciens combattants né au mois de février a demandé en vain au comptable public dont il dépend l'application de l'article 69 de la loi de finances pour 1975, qui a fixé le taux de la pension d'ancien combattant à l'indice 9. Le comptable public a indiqué à l'intéressé qu'il n'avait encore reçu aucune instruction pour l'application de cette disposition. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître à quelle date les comptables publics recevront les instructions nécessaires et quelles mesures il compte prendre pour accélérer le mandatement des rappels qui seront dus à compter du 1^{er} janvier 1975.

Commémorations (30^e anniversaire de la victoire du 8 mai 1945).

17969. — 22 mars 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** s'il ne lui paraît pas indispensable que la célébration du 30^e anniversaire de la victoire du 8 mai 1945 revête un caractère exceptionnel et que la commémoration de cette date historique soit célébrée chaque année comme le 11 novembre.

*Anciens combattants
(carte du combattant des anciens combattants d'A. F. N.).*

17976. — 22 mars 1975. — **M. Haesebroeck** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur le retard incompréhensible qui est enregistré pour la sortie des décrets d'application concernant la carte du combattant des anciens combattants d'A. F. N. En effet, malgré les très nombreuses promesses faites depuis le vote par l'Assemblée nationale de cet avantage, ces décrets d'application n'ont toujours pas été pris. Il lui demande les décisions qu'il compte prendre pour faire respecter les engagements pris envers le monde ancien combattant en publiant très rapidement les décrets d'application indispensables.

Victimes de guerre (publication des textes levant les forclusions).

18013. — 22 mars 1975. — **M. Jean Briane** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** qu'au cours des débats budgétaires pour 1975 il a informé les membres de l'Assemblée nationale qu'une solution avait été trouvée, adaptée à la situation actuelle, au sujet de la levée de forclusion dont sont frappées les demandes présentées par un certain nombre de bénéficiaires des divers statuts de victimes de guerre. Il avait indiqué que le projet de texte établi par ses services devait être mis en application avant la fin de l'année 1974. Il lui demande pour quelles raisons ce texte n'a pas encore été publié et s'il peut donner l'assurance que cette publication interviendra dans les meilleurs délais.

COMMERCE ET ARTISANAT

Stations de sports d'hiver (situation critique des commerçants et artisans résultant des conditions atmosphériques et du manque de neige).

17900. — 22 mars 1975. — **M. Saint-Paul** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les stations de sports d'hiver dans les Pyrénées et particulièrement en Ariège, en raison de l'absence quasi totale de neige (et, par suite, de clientèle) au cours de la saison qui va se terminer. Cette situation résulte de circonstances atmosphériques tout à fait exceptionnelles et imprévisibles. Tous les commerçants ayant une activité dans ces stations, ainsi que les collectivités ou sociétés gérant les stations elles-mêmes, connaissent des difficultés jamais rencontrées jusqu'à cette année : certains ont été obligés de licencier leur personnel ou de le mettre en chômage technique, voire de fermer purement et simplement. Les difficultés financières en résultant mettent beaucoup d'entre eux dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations envers leurs créanciers, notamment l'Etat et les organismes de crédit auxquels ils avaient fait appel pour leurs investissements. L'exonération ou l'ajournement des impôts basés sur une activité normale (patente, chiffre d'affaires forfaitaire), une aide exceptionnelle, ou la possibilité d'obtenir des prêts à taux réduits (comme cela se pratique pour d'autres sinistrés), seraient seuls susceptibles de sauver de la faillite nombre de ces établissements ou stations. Il demande donc à **M. le ministre** quelles dispositions il compte prendre pour remédier à la situation exposée ci-dessus.

CULTURE

Monuments historiques (aménagement de l'école militaire et de ses abords).

17913. — 22 mars 1975. — **M. Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** que l'entrée principale de l'école militaire se trouve place Fontenoy. Ce monument dans l'axe de l'avenue de Saxe, présente un intérêt incomparable et il est malheureusement très mal mis en valeur. Les conseillers du secteur ont obtenu de l'administration la promesse que les abords, et notamment la place Fontenoy, bénéficieront d'aménagements floraux. Il lui demande s'il n'envisage pas le déplacement du monument Fontenoy qui brise la perspective et qui pourrait être installé à l'intérieur de l'école militaire. Il lui demande en outre s'il compte laisser les grilles qui brisent également la perspective afin de réaliser un ensemble comparable à celui exécuté par son prédécesseur pour mettre en valeur les Invalides, côté boulevard de Latour-Maubourg. Il lui demande s'il compte laisser les casernes qui se trouvent de part et d'autre de l'entrée principale, notamment celles de l'avenue Duquesne, qui représentent une valeur dans un ensemble prestigieux. Il lui demande enfin s'il compte réserver un passage au sein de l'école militaire permettant ainsi aux promeneurs de jouir entre l'avenue de Saxe et la place de l'Ecole-Militaire, d'un ensemble incomparable qui à l'heure actuelle ne semble être utilisé que par des bureaux ou des bâtiments le plus souvent inoccupés.

Monuments historiques (augmentation des crédits de restauration affectés à l'Essonne).

17942. — 22 mars 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la culture** sur l'insuffisance des crédits attribués pour le département de l'Essonne au titre de la protection et de la restauration des monuments historiques classés n'appartenant pas à l'Etat. Le programme pour 1975 prévoit les opérations de restauration suivantes : le château de Dourdan (pour 24 000 francs), les églises de Bruyère-le-Chatel (35 000 francs), Saint-Gilles-d'Etampes (118 000 francs), Linas (150 000 francs), Ilteville (46 000 francs) et La Ferté-Allais (160 000 francs), ainsi que le donjon de Sainte-Geneviève-des-Bois (90 000 francs). Un programme supplémentaire est prévu au profit du château de Verrières-le-Buisson (84 000 francs) et du château de Jeurre à Morigny-Champigny (70 000 francs). En tout et pour tout, un crédit de 777 000 francs est ouvert, soit moins de 77 centimes par habitant de l'Essonne et par an ! Dans ce département qui connaît une urbanisation importante, la préservation d'un héritage architectural et culturel témoin d'un riche passé est particulièrement indispensable. Un chef-d'œuvre comme la basilique de Longpont-sur-Orge ne peut être mis en valeur. La réponse de **M. le secrétaire d'Etat** à sa question écrite n° 15681 du 19 décembre 1974 indique, en effet, que la tour du XIII^e siècle de ce monument exceptionnel ne sera pas restaurée. Il lui demande s'il compte doter le département de l'Essonne des crédits nécessaires à la préservation et à la mise en valeur de son patrimoine culturel.

Unité pédagogique d'architecture et d'urbanisme de Clermont-Ferrand (insuffisance des crédits de fonctionnement, des locaux et des postes d'enseignants).

17956. — 22 mars 1975. — **M. Villon** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la culture** sur la situation de l'unité pédagogique d'architecture et d'urbanisme de Clermont-Ferrand dont les conditions d'enseignement sont arrivées à un niveau catastrophique depuis la rentrée étant donné en partie, du fait de l'arrivée en 3^e cycle d'un nombre important d'étudiants mais toutefois prévisible puisqu'il s'agit de ceux entrés en 1970-1971. Les locaux de cette U. P. sont totalement inadéquats et insuffisants et le budget de fonctionnement est ponctionné à 60 p. 100 pour payer les heures d'enseignement afin de compléter l'encadrement prévu dans les crédits étant largement déficitaires et n'ayant pas suivi la progression du nombre des étudiants ; la nouvelle école dont l'avant-projet existe depuis un an n'est toujours pas programmée. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas devoir prendre des mesures pour affecter à cette U. P. de nouveaux postes d'enseignement, pour lui attribuer un supplément de budget de fonctionnement et pour hâter la construction d'une nouvelle école.

DEFENSE

Armées (revalorisation indiciaire des infirmières des hôpitaux des armées).

17892. — 22 mars 1975. — **M. Allainmat** expose à **M. le ministre de la défense** que jusqu'à l'intervention du décret n° 73-1094 du 29 novembre 1973 les infirmières des hôpitaux des armées et les infirmières des établissements d'hospitalisation, de soins et de cure

publics bénéficiaient du même échelonnement indiciaire. Si le décret du 29 novembre 1973 précité portant application de la réforme des traitements des fonctionnaires de la catégorie B a revalorisé le classement indiciaire des personnels des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics, aucune mesure similaire n'est intervenue en faveur des personnels militaires féminins de rang correspondant du service de santé des armées. En s'étonnant du retard apporté à cette revalorisation qui aurait dû être automatique, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage pour mettre fin à cette situation préjudiciable aux personnels intéressés, leur importance et la date à laquelle elles interviendront.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

D. O. M. (raisons des différences entre les tour du S.M.I.C. aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion).

17869. — 22 mars 1975. — **M. Fontaine** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** de lui faire connaître les raisons qui sont alléguées pour justifier la différence de traitement consacrée par les arrêtés du 28 février 1975 entre le S. M. I. C. des travailleurs antillais et guyanais fixé à 227,14 francs par semaine et le S. M. I. C. réunionnais fixé dans les mêmes conditions à 185,33 francs.

ECONOMIE ET FINANCES

Finances locales (délibérations spéciales requises pour la fixation du montant des affectations pour dépenses extraordinaires).

17855. — 22 mars 1975. — **M. Vacant** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait suivant: une commune, depuis plusieurs années, opère lors du vote du budget primitif un prélèvement sur la section de fonctionnement pour dépenses extraordinaires. Les autorités financières réclament pour régularisation des délibérations spéciales du conseil fixant le montant de ce prélèvement. Le vote du budget constituant bien en lui-même une délibération, il lui demande quelle est la raison qui oblige les communes à cette formalité.

Finances locales

(difficultés de trésorerie des communes en début d'exercice).

17856. — 22 mars 1975. — **M. Vacant** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur certaines difficultés budgétaires des communes. Il est souvent fait remarquer par les percepteurs aux maires que, en l'absence de fonds libres, le paiement de mandats de travaux, au cours des premiers mois de l'année, est impossible, les ressources étant insuffisantes du fait que les recettes ne rentrent pour la majeure partie que par douzième et que la plupart des échéances de prêts se situent au cours de ces premiers mois. Or, généralement, les communes ne sont pas maîtresses des échéances de ces prêts, les contrats imposant des dates (par exemple: caisse des dépôts) n'étant pas non plus maîtresses de leurs rentrées de fonds, certains mandats ne peuvent être payés avant le deuxième semestre. En conséquence, il demande à **M. le ministre** s'il n'entend pas prendre des mesures afin de régulariser cette situation.

Energie (création d'un fonds national de financement alimenté par les allègements sur les prix des produits pétroliers).

17859. — 22 mars 1975. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la baisse actuelle du prix des produits pétroliers ne semble pouvoir permettre dans la meilleure hypothèse qu'une baisse relativement faible des prix à la consommation mais qu'en ce qui concerne notamment l'essence cette baisse éventuelle de quelques centimes risque d'avoir un effet psychologique démobilisateur sur l'effort d'économie de l'énergie sous toutes ses formes, effort indispensable à très long terme, quelles que soient les fluctuations de telle ou telle production. Il lui demande si tout allègement dûment contrôlé et prélevé sur les prix des produits pétroliers importés, ne devrait pas être systématiquement affecté, comme peut être le produit de la taxation envisagée des plus-values de toute nature, à un fonds national de financement des études, recherches et exploitations des formes nouvelles d'énergie dont la création devrait faire l'objet d'un projet de loi en même temps que d'un débat national.

Impôt sur le revenu (modalités de remboursement de la majoration exceptionnelle instituée par la loi du 16 juillet 1974).

17876. — 22 mars 1975. — **M. Mesmin** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi de finances rectificative n° 74-644 du 16 juillet 1974 instituant une majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu a prévu que cette majoration serait rem-

boursée aux contribuables soit en totalité, soit à raison de la moitié, du tiers ou du quart (suivant les taux d'imposition) et ce, avant le 30 septembre 1975, il lui demande, si un échelonnement des remboursements a été prévu par la direction générale des impôts et, dans l'affirmative, quelles dates ont été retenues.

Impôt sur les sociétés (régime fiscal applicable à une S. A. R. L. ayant des participations dans deux sociétés civiles immobilières de construction-vente).

17882. — 22 mars 1975. — **M. Sénés** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une S. A. R. L. A..., constituée le 21 décembre 1971 et ayant pour objet la prise de participation par voie de souscription d'actions ou de parts sociales dans toutes sociétés dont l'activité se rattache aux opérations de construction-vente d'immeubles à usage principal d'habitation, a souscrit 50 p. 100 des parts de deux sociétés civiles immobilières de construction-vente B... et C... qui fonctionnent dans le cadre des dispositions de l'article 239 ter du code général des impôts. Les sociétés civiles B... et C... ont réalisé un programme de construction dont la date d'achèvement se situe en 1972, étant précisé toutefois que la vente des immeubles se rattachant audit programme s'est poursuivie au-delà du 31 décembre 1972. La société par actions A... s'est placée sous le régime fiscal institué par la loi du 29 juin 1971. Le texte annoté du décret du 30 mars 1972, article 11, prévoit que les sociétés civiles immobilières de construction en vue de la vente doivent procéder à l'attribution de leurs résultats à la clôture de chaque exercice. Les sociétés A..., B... et C... clôturent en principe leur exercice le 31 décembre de chaque année. Les sociétés civiles B... et C... ont, après délibération des associés en date du 31 décembre 1972, décidé de proroger au 31 mars 1973 la date de clôture de l'exercice 1972 (premier exercice devant donner lieu à déclaration) mais n'ont pas souscrit la déclaration provisoire de leurs bénéfices au 31 décembre 1972, déclaration qui n'aurait d'ailleurs pu être considérée que comme un simple arrêté de comptes ne pouvant en aucune façon permettre l'attribution des résultats. Ce n'est donc qu'au moment de l'approbation des comptes arrêtés le 31 mars 1973 que les sociétés civiles B... et C... ont pu procéder à l'attribution des résultats, ainsi que le précise l'instruction administrative du 31 juillet 1972 (§ 179, BO 8 B 472): Conformément aux dispositions de l'article 11-1 du décret du 30 mars 1972 les sociétés civiles immobilières de construction d'immeubles en vue de la vente doivent, lorsqu'elles comprennent parmi leurs membres une ou plusieurs entreprises de construction de logements, procéder à l'attribution de leurs résultats dès la clôture de l'exercice. L'instruction poursuit: ... cette disposition a pour objet de dégager, au niveau des résultats des entreprises membres, les disponibilités qui sont nécessaires à la dotation de la réserve spéciale à raison des profits réalisés sous le couvert des sociétés civiles. En application de ces dispositions, la S. A. R. L. a inscrit à son bilan clos le 31 décembre 1973 la réserve spéciale d'un montant égal à 70 p. 100 de la part des bénéfices lui revenant des sociétés civiles B... et C... Le fait que les sociétés civiles B... et C... n'ont pas souscrit la déclaration provisoire de leurs résultats au 31 décembre 1972 — simple arrêté de comptes — est-il de nature à priver la S. A. R. L. A... du bénéfice du régime spécial institué par la loi du 29 juin 1971 et, par suite, à permettre à l'administration d'imposer ce bénéfice au taux plein au titre de l'année 1972. Il est à noter, au surplus, que lesdits bénéfices qui ont fait l'objet d'une inscription à la réserve spéciale de la société A... ont été réinvestis dans d'autres programmes de construction et devront le demeurer au moins jusqu'au 31 décembre 1980 au lieu du 31 décembre 1979 dans le cas où ils auraient été portés à la réserve spéciale un an plus tôt. Cet état de choses ne préjudicie pas au Trésor mais bien aux intérêts de la société A... Il lui demande de lui faire connaître son point de vue sur la question ci-dessus exposée.

Impôt sur le revenu (distribution dans toutes les mairies des imprimés de déclarations de revenus).

17888. — 22 mars 1975. — **M. Sainte-Marie** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la distribution aux contribuables des imprimés de déclaration des revenus. La direction des services fiscaux de la Gironde a décidé que pour cette année 1975, les imprimés de déclaration des revenus habituellement mis à la disposition des contribuables dans les communes où cette administration a un bureau annexe, ne seraient plus déposés à la mairie comme cela se faisait auparavant. Ce bureau annexe très souvent excentré géographiquement est très difficilement accessible aux contribuables en général et notamment aux personnes du troisième âge. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre des dispositions dans l'intérêt même des contribuables pour qu'à partir de 1976 ces imprimés soient de nouveau déposés à la mairie.

Budget (sort des crédits destinés à l'espace naturel méditerranéen).

17889. — 22 mars 1975. — **M. Pierre Gaudin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances**, à la suite de son arrêté du 9 janvier 1975 (*Journal officiel* du 17 janvier, page 696), de bien vouloir lui faire connaître si le transfert d'un crédit de paiement de 504 693 francs du chapitre 37-90 des charges communes (espace naturel méditerranéen) à divers chapitres du titre III du budget des services généraux du Premier ministre a bien maintenu la nature des dépenses primitivement votées par le Parlement et si les actions qui vont être financées par le budget des services généraux grâce à ce crédit concerneront bien l'espace naturel méditerranéen.

Budget

(transfert de crédits du budget recherche de l'éducation au F. I. A. T.).

17891. — 22 mars 1975. — **M. Le Penec** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances**, à la suite de l'arrêté du 31 décembre 1974 (*Journal officiel* du 17 janvier 1975, pages 695-696), de bien vouloir lui faire connaître : 1° à quoi était destinée l'autorisation de programme de 700 000 francs annulée au chapitre 66-21 du budget de l'éducation (subvention au C. N. R. S. et aux établissements de recherche scientifique); 2° quel va être l'emploi de l'autorisation de programme de même montant ouverte au chapitre 65-61 du budget des services généraux du Premier ministre (F. I. A. T.); 3° s'il peut lui confirmer que ce transfert de crédit, opéré conformément à l'article 14 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959, ne modifie pas la nature de la dépense primitivement votée par le Parlement.

Impôt sur le revenu (envoi de feuilles de déclaration de revenus à tous les contribuables).

17895. — 22 mars 1975. — **M. Naveau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, s'il a pris l'initiative d'envoyer personnellement aux contribuables deux feuilles de déclaration de revenus de l'année 1974, cette mesure n'a pas été remplie d'une façon générale pour tous les contribuables et il s'avère qu'un certain nombre de citoyens et citoyennes ont eu quelques difficultés à s'approvisionner en mairie, notamment les personnes âgées. Il lui demande quelles décisions il compte prendre pour qu'à l'avenir, s'il renouvelle ce geste, personne ne soit omis.

Stations de sports d'hiver (situation critique des commerçants et artisans résultant des conditions atmosphériques et du manque de neige).

17901. — 22 mars 1975. — **M. Saint-Paul** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les stations de sports d'hiver dans les Pyrénées et particulièrement en Ariège, en raison de l'absence quasi totale de neige (et, par suite, de clientèle) au cours de la saison qui va se terminer. Cette situation résulte de circonstances atmosphériques tout à fait exceptionnelles et imprévisibles. Tous les commerçants ayant une activité dans ces stations, ainsi que les collectivités ou sociétés gérant les stations elles-mêmes, connaissent des difficultés jamais rencontrées jusqu'à cette année : certains ont été obligés à licencier leur personnel ou à le mettre en chômage technique, voire à fermer purement et simplement. Les difficultés financières en résultant mettent beaucoup d'entre eux dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations envers leurs créanciers, notamment l'Etat et les organismes de crédit auxquels ils avaient fait appel pour leurs investissements. L'exonération ou l'ajournement des impôts basés sur une activité normale (patente, chiffre d'affaires forfaitaire), une aide exceptionnelle, ou la possibilité d'obtenir des prêts à taux réduits (comme cela se pratique pour d'autres sinistrés), seraient seuls susceptibles de sauver de la faillite nombre de ces établissements ou stations. Il demande donc à **M. le ministre** quelles dispositions il compte prendre pour remédier à la situation exposée ci-dessus.

Impôt sur le revenu (travaux d'amélioration de l'habitat déductibles de l'impôt sous forme d'un pourcentage uniforme des frais).

17916. — 22 mars 1975. — **M. Bisson** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une disposition fiscale permet aux propriétaires de déduire du montant des éléments imposables le coût des travaux d'amélioration, de réparation et d'entretien effectués dans des immeubles donnés en location. Si cette mesure est équitable dans son principe, elle aboutit à des disparités entre redevables ayant engagé des frais équitables puisque ces derniers interviennent sur le revenu imposable et ont donc une incidence différente sur le calcul de l'impôt selon l'importance de celui-ci. Il lui demande s'il n'estime pas opportun, dans un but de justice fiscale, de prévoir la prise en compte légitime des frais engagés à cet effet,

non pas par abattement sur l'élément imposable mais par la déduction d'un pourcentage uniforme de ces frais sur l'impôt lui-même. Cette mesure permettrait une égalité de traitement entre redevables disposant de ressources différentes et ayant eu à supporter des dépenses de réparation ou d'entretien d'un même montant.

Fiscalité immobilière (mode de calcul de la plus-value réalisée lors de la cession d'un fonds professionnel).

17917. — 22 mars 1975. — **M. de Gastines** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conditions dans lesquelles est calculé le gain résultant de la cession d'un fonds professionnel et sur l'imposition à laquelle cette opération conduit. Il lui cite à ce propos le cas d'un géomètre expert ayant acquis son cabinet en 1929 et qui, lors de sa cession, est taxé sur le prix de vente de celui-ci alors qu'en réalité le montant du prix d'achat est égal, en francs constants, à celui du prix de vente. La plus-value réalisée devrait être corrigée dans la prise en compte des chiffres d'affaires bruts moyens des trois dernières années diminués des chiffres d'affaires moyens des trois années de référence, par l'indice de variation de la monnaie ou du coût de la vie. Cette formule paraît équitable notamment lorsqu'il s'agit de la cession d'une affaire ancienne, acquise par exemple avant 1939 et pour la vente de laquelle on ne peut logiquement faire abstraction des dévaluations successives de la valeur de l'argent. Il lui demande de lui faire connaître sa position au sujet de la suggestion présentée.

Budget (destination d'un transfert de crédits de la défense aux affaires étrangères).

17924. — 22 mars 1975. — **M. Longueue** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances**, à la suite de son arrêté du 31 décembre 1974 (*Journal officiel* du 12 janvier 1975, page 543), de bien vouloir lui faire connaître : 1° à quoi était destiné le crédit de 19 550 francs, annulé en autorisation de programme et crédit de paiement aux chapitres 57-05 du budget du S. G. D. N. et 54-2 du budget des armées (section commune); 2° à quoi est destiné le crédit ouvert pour un montant équivalent au chapitre 57-10 du budget des affaires étrangères (acquisitions d'immeubles diplomatiques et consulaires).

Taxe foncière (critères servant à la détermination de la valeur locative des locaux).

17925. — 22 mars 1975. — **M. Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que lors de la réforme des impôts locaux, la valeur locative a été calculée en fonction de la superficie des locaux, sans tenir compte du fait que certains représentaient une surface utile et les autres inutile. Il lui signale en outre que la valeur locative a tenu compte de l'équipement sanitaire en pénalisant ainsi les propriétaires qui ont fait un gros effort pour moderniser ou améliorer les logements d'habitation et qui ont constamment été incités à le faire. Il lui demande s'il estime que ces mesures sont justes et s'il prévoit que la taxe foncière remplaçant l'impôt foncier puisse être établie d'après le même critère et avec la même injustice.

Goroges et parkings (non-imposition à la taxe d'habitation).

17926. — 22 mars 1975. — **M. Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les parkings qui jusqu'ici étaient dispensés de la taxe d'habitation vont subir cet impôt alors que les pouvoirs publics incitent les particuliers à construire des parkings et des garages privés.

Compagnie nationale du Rhône (autorisations financières pour l'aménagement de cinq chutes sur le haut Rhône).

17965. — 22 mars 1975. — **M. Besson** se permet d'attirer l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la demande d'autorisation d'emprunt présentée par la Compagnie nationale du Rhône pour l'aménagement de cinq chutes sur le haut Rhône. Considérant : 1° l'intérêt de l'énergie que peut produire cet aménagement s'agissant d'une énergie modulable dont la production pourrait intervenir à une période qui sera critique pour les approvisionnements énergétiques français, si les travaux étaient lancés rapidement; 2° les avantages qu'apporteraient les chutes projetées, comme la régulation ou la navigabilité du fleuve et la stabilisation du lac du Bourget; 3° le vœu unanimement adopté par le conseil régional Rhône-Alpes lors de sa dernière session, il lui demande si le Gouvernement est bien disposé à permettre à la C.N.R. de réaliser au plus tôt cet important projet en lui accordant les autorisations financières nécessaires.

Budget (transfert de crédit du budget de l'intérieur au budget de la culture).

17972. — 22 mars 1975. — **M. Frèche** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances**, à la suite de la publication de l'arrêté du 31 décembre 1974 (*Journal officiel* du 11 janvier 1975, page 498) s'il peut lui faire connaître : 1° quelle était la destination du crédit de 24 400 francs en autorisation de programme et crédit de paiement annulé au chapitre 57-40 du budget de l'intérieur (équipement de la police nationale) ; 2° quel va être l'emploi du crédit de même montant ouvert en AP et CP par le même arrêté au chapitre 56-90 du budget de la culture (frais d'études et de contrôle) ; 3° s'il peut lui confirmer que ce transfert de crédit, opéré conformément à l'article 14 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959, ne modifie pas la nature de la dépense primitivement votée par le Parlement.

Budget (transfert d'un crédit de budget des charges communes [Languedoc-Roussillon] au budget des services généraux du Premier ministre).

17973. — 22 mars 1975. — **M. Frèche** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** à la suite de son arrêté du 15 janvier 1975 (*Journal officiel* du 19 janvier 1975, page 799), de bien vouloir lui faire connaître si le transfert d'un crédit de paiement de 998 650 francs du chapitre 37-97 du budget des charges communes (Languedoc-Roussillon) à divers chapitres du titre III du budget des services généraux du Premier ministre a bien maintenu la nature des dépenses primitivement votées par le Parlement et si les actions qui vont être financées par le budget des services généraux grâce à ce crédit concerneront bien le Languedoc-Roussillon.

Budget (virement de crédit au chapitre 34-03 du budget de l'intérieur).

17974. — 22 mars 1975. — **M. Frèche** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui fournir les justifications qui ont motivé un virement de crédit de 78 000 francs au profit du chapitre 34-03 du budget de l'intérieur (décret n° 75-140 du 10 mars 1975).

Budget (transfert d'une dépense d'équipement du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports à une dépense de fonctionnement du ministère de l'équipement).

17980. — 22 mars 1975. — **M. Lavielle** indique à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un arrêté du 3 mars 1975 paru au *Journal officiel* du 8 mars 1975, pages 2597-2598 a transféré une autorisation de programme et un crédit de paiement de 1 317 000 francs du chapitre 56-50 du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports au chapitre 35-20 du ministère de l'équipement. Il lui fait observer que cet arrêté a été pris en vertu du deuxième alinéa de l'article 14 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur les lois de finances. Or, selon les dispositions de cet article, les transferts modifient les déterminations du service responsable de l'exécution d'une dépense sans modifier la nature de cette dépense. Dans ces conditions il lui demande : 1° s'il lui paraît conforme à l'article 14 précité qu'une dépense d'équipement soit transférée et devienne une dépense de fonctionnement ; 2° si les dépenses qui vont être financées avec le crédit précité et qui concernent l'entretien et l'exploitation des routes sont de même nature que celles qui auraient dû être financées au titre des équipements d'Etat de la jeunesse et des sports.

Débit de boissons (cession d'un fonds de commerce de débit de boissons : bénéfice de l'abattement de 20 000 francs préalable à l'application du droit de mutation à taux réduit).

17981. — 22 mars 1975. — **M. Lebon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en matière de cession de fonds de commerce, lorsque le prix de cession est inférieur à 50 000 francs, la loi du 11 juillet 1972, article 4-IV, modifiée par l'article 21 de la loi n° 73-1150 du 27 décembre 1973, prévoit que le calcul du droit de mutation s'effectue après application d'un abattement de 20 000 francs. Ces mêmes lois fixent à 13,80 p. 100 le taux du droit de mutation de propriété de fonds de commerce, taxes communale et départementale en sus. L'article 722 du code général des impôts prévoit dans son alinéa 1° que le droit de mutation de propriété se trouve réduit à 2 p. 100 lorsqu'il s'applique à la cession d'un débit de boissons à consommer sur place de 3° et 4° catégorie, et que les diverses conditions prévues à l'article 41 bis du code général des impôts sont réunies. Il lui demande si l'administration est fondée, au cas de cession d'un fonds de commerce de débit de boissons de cette catégorie, lorsque, par ailleurs, toutes les conditions pour

bénéficier du taux réduit du droit de mutation se trouvent remplies, à refuser, pour le calcul du droit de mutation au taux réduit de 2 p. 100, l'application préalable de l'abattement de 20 000 francs prévu par la loi du 11 juillet 1972.

Routes

(majoration des recettes du fonds spécial d'investissement routier).

17985. — 22 mars 1975. — **M. Planeix**, après avoir pris connaissance de l'arrêté du 24 février 1975, publié au *Journal officiel* du 1^{er} mars 1975, page 2366, demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° quels sont les motifs de la majoration de recettes de 10 millions de francs accordée au fonds spécial d'investissement routier au titre des recettes diverses et accidentelles ; 2° à quelles opérations et dans quels départements seront employés les crédits ouverts à la tranche nationale (soit 13 millions de francs en autorisations de programme et 8 millions de francs en crédits de paiement), à la tranche départementale (soit 1 300 000 francs en crédits de paiement) et à la tranche communale (soit 700 000 francs en crédits de paiement).

Routes

(majoration des recettes du fonds spécial d'investissement routier).

17986. — 22 mars 1975. — **M. Planeix** indique à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il a pris connaissance avec intérêt de l'arrêté du 17 février 1975, paru au *Journal officiel* du 22 février 1975, page 2141, par lequel il a majoré les recettes du fonds spécial d'investissement routier et les dépenses de la tranche nationale du même fonds. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° quelle est la nature de la majoration de recettes de 2 500 000 francs accordée au fonds spécial d'investissement routier par l'arrêté susvisé et quels sont les faits qui motivent une telle majoration quelques semaines seulement après le vote de la loi de finances ; 2° quelles sont les parties du réseau national qui bénéficieront de l'autorisation de programme supplémentaire de 5 250 000 francs et du crédit de paiement supplémentaire de 2 500 000 francs ouverts par cet arrêté, le réseau étant complété par l'indication des départements desservis.

Budget (annulation d'une autorisation de programme au chapitre de l'agriculture et ouverture d'une autorisation de programme équivalente).

17987. — 22 mars 1975. — **M. Planeix** indique à **M. le ministre de l'économie et des finances** que selon l'article 14 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959, les transferts de crédit modifient la désignation des services chargés d'effectuer une dépense sans modifier la nature de cette dépense. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui confirmer que la nature de la dépense n'a pas été modifiée par l'arrêté du 31 décembre 1974, paru au *Journal officiel* du 19 janvier 1975, page 797, qui a annulé une autorisation de programme de 20 780 816 francs au chapitre 61-61 du budget de l'agriculture (grandes régions agricoles) et qui a ouvert une autorisation de programme d'un montant équivalent au chapitre 14-01 du budget des charges communes (garanties diverses). Il lui demande également s'il peut lui préciser l'affectation de cette autorisation de programme.

Finances locales (délais excessifs entre la décision d'attribution d'une subvention et son versement).

17991. — 22 mars 1975. — **M. Maujoui** du Gaset expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que fréquemment, les maires se sont plaints des délais excessifs qui existent entre la date d'attribution des subventions et leur versement effectif ; délais qui, du fait de l'augmentation des prix, rendent illusoire, parfois, ladite subvention. Il lui demande s'il peut lui indiquer comment s'expliquent ces délais entre la date de la décision d'attribution d'une subvention et son versement effectif.

Pétrole (cotations du brut servant au calcul de la provision pour fluctuation des cours des entreprises pétrolières).

17998. — 22 mars 1975. — **M. Odru** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dispositions de la note du 14 février 1975 de la direction générale des impôts relative, notamment, aux cotations du pétrole brut, qui doivent être utilisées par les entreprises pétrolières pour le calcul de la provision pour fluctuation des cours. Il lui demande comment il peut expliquer que, alors que toutes les informations diffusées par les publications spécialisées et même certaines compagnies pétrolières montrent que les cours du pétrole brut ont diminué pendant l'année 1974, la direction générale des impôts, se référant à une statistique qui serait publiée par l'institut national de la statistique et des études économiques, ait pu autoriser les entreprises pétrolières à calculer

leurs provisions pour fluctuation des cours sur la base d'un prix inchangé de 322,04 cents par hectolitre. Il lui demande également de bien vouloir lui indiquer quelles cotations ont été retenues et quels calculs ont été effectués à partir de ces cotations pour obtenir cette valeur constante de 322,04 cents par hectolitre.

Vieillesse

(politique fiscale défavorable en matière de contribution mobilière).

17999. — 22 mars 1975. — **M. Huygues des Etages** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** un cas qui doit avoir valeur d'exemple car à plusieurs reprises il a reçu de semblables doléances. Mme J. a soixante-dix ans. Elle a comme ressources une retraite de vieux travailleur de la sécurité sociale et le fonds national de solidarité. Depuis l'âge de soixante-cinq ans elle ne payait plus d'impôts mobiliers. Il y a deux ans, contrainte de se reloger, elle est entrée dans un deux pièces avec salle de bains, dont le loyer était de 280 francs par mois. Voici que ses impôts mobiliers, qui étaient à peu près de 100 francs (entièrement exonérés) sont montés à 269 francs et elle a dû payer 156 francs. Il en ressort, son propriétaire venant de l'augmenter de 25 p. 100, son loyer est à 350 francs par mois, que l'an prochain sa contribution mobilière sera encore plus élevée. Mme J. habite sur une commune de moins de 5 000 habitants où les loyers sont libres. Il lui demande si cette politique fiscale ne risque pas de refouler des gens aux revenus modestes vers les logements les moins chers, donc aussi les moins salubres ; 2° si ces faits ne vont pas à l'encontre de la politique d'aide au troisième âge ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

Sociétés mutualistes (exemption de T.V.A. sur le montant des réalisations d'œuvres sociales).

18001. — 22 mars 1975. — **M. Caro** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne serait pas possible de prendre des mesures spéciales en faveur des sociétés mutualistes qui réalisent des œuvres sociales afin qu'elles ne soient pas obligées d'acquiescer la T.V.A. sur le montant des dépenses effectuées pour cette réalisation, alors qu'il s'agit de sociétés qui présentent un intérêt social évident et qui ne perçoivent de l'Etat aucune subvention pour les aider dans le développement de leurs œuvres sociales.

Impôt sur le revenu

(révision du barème de taxation des avions de tourisme).

18002. — 22 mars 1975. — **M. Caro** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les inquiétudes éprouvées par les constructeurs d'avions légers par suite de l'application des dispositions de l'article 4-II de la loi n° 74-644 du 16 juillet 1974 qui ont porté à 300 francs par cheval vapeur, au lieu de 150 francs précédemment, le barème de la taxation forfaitaire des avions de tourisme pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu. Ces dispositions pénalisent gravement les utilisateurs d'avions légers, lesquels sont de plus en plus nombreux, alors que ces avions constituent pour eux un moyen de transport rapide et pratique. D'autre part, elles risquent d'accroître la crise que connaissent les constructeurs de ces avions et de compromettre leur compétitivité à l'exportation. Par ailleurs, la fixation d'un taux unique de 300 francs par cheval vapeur de puissance réelle de chaque avion constitue une injustice fiscale, si l'on compare la situation des utilisateurs d'avions de tourisme à celle des propriétaires de bateaux de plaisance à voiles pour lesquels il est prévu un barème progressif. En outre, aucun abattement n'est accordé pour tenir compte de la vétusté des véhicules, ainsi que cela est en usage dans le cas des voitures automobiles et des motocyclettes. Il lui demande si, compte tenu des services que l'avion léger rend à l'économie nationale, et des difficultés qu'éprouve le secteur de la construction des avions légers, il n'estime pas opportun de réviser le barème de taxation prévu par la loi du 16 juillet 1974, étant fait observer que l'avion de tourisme constitue un outil de travail moderne et non un signe extérieur de richesse.

Fonctionnaires (condition de lieu de naissance pour l'attribution des bonifications d'ancienneté aux fonctionnaires servant outre-mer).

18003. — 22 mars 1975. — **M. Chandernagor** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quels sont les critères juridiques à partir desquels ses services déterminent si un agent de l'administration est originaire ou non de la métropole. En effet, un inspecteur du Trésor, en service dans un département d'outre-mer, qui demande à bénéficier des dispositions du décret n° 57-987 du 30 août 1957, instituant des bonifications d'ancienneté pour les fonctionnaires servant dans ces départements, s'est vu refuser l'application de ce texte au motif qu'il était originaire du Maroc.

Or, si l'intéressé est effectivement originaire de ce pays, il est revenu, avec sa famille, en France à l'âge de dix-sept ans, s'est installé en métropole, y a poursuivi ses études supérieures, y a présenté le concours d'accès aux services du Trésor et y a occupé ses premières fonctions avant d'être envoyé, sur sa demande, dans un département d'outre-mer. La considération du seul lieu de naissance pour établir l'origine d'un fonctionnaire paraît, dans ce cas, particulièrement rigoureuse, voire injuste.

Finances locales (modalités de calcul du versement représentatif de la taxe sur les salaires).

18006. — 22 mars 1975. — **M. Fourneyron** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** dans quelles conditions et selon quelles modalités est calculée l'attribution aux communes pour 1975 du versement représentatif de la taxe sur les salaires. Il soumet, en particulier, à son appréciation le cas d'une commune dont l'attribution de garantie s'est montée en 1974 à 7 994 000 francs et ne représente pour 1975 que 8 045 000 francs. Même si la somme attribuée pour 1975 doit être majorée de 5 p. 100 ainsi que **M. le ministre de l'intérieur** l'a donné à entendre, ce montant ne représente, par rapport à ceux de l'année 1974, qu'une majoration notablement inférieure à celle de l'augmentation du volume des salaires. Si, en effet, on tient compte de la réduction qui est sans doute de 7,7 p. 100 correspondante à la diminution progressive de la part de l'attribution de garantie dans le total du V.R.T.S., la somme allouée pour 1975 ne représente que 9,03 p. 100 de plus que celle encaissée en 1974. Il demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de quelle façon peut s'expliquer cette anomalie.

Aide sociale (partage entre la commune, le département et l'Etat des biens déclarés vacants et sous maître au décès d'un prestataire).

18008. — 22 mars 1975. — **M. Henri Michel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le problème de la récupération des biens déclarés vacants et sans maître au décès de leur propriétaire. Il lui fait observer que dans ce cas-là, la propriété des biens est remise à l'Etat. Or, il arrive fréquemment que les biens en cause appartiennent à une personne qui, avant son décès, était prise en charge par l'aide sociale, et notamment par les contingents obligatoires inscrits dans les budgets communaux et départementaux. Il paraît donc logique que les biens soient dévolus à l'Etat et, dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre afin que désormais la propriété des biens soit partagée entre la commune, le département et l'Etat au prorata de leur participation aux dépenses d'aide sociale entraînées par le propriétaire pris en charge.

Budget (décret d'avances aux ministères de l'agriculture et de l'industrie et de la recherche).

18010. — 22 mars 1975. — **M. Planeix** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir lui faire connaître les motifs pour lesquels il a accordé, par décret n° 75-141 du 11 mars 1975, une avance de 11 150 000 francs à divers chapitres du titre III du ministère de l'agriculture, et une avance de 25 millions de francs au chapitre 44-93 du budget de l'industrie.

Marchés administratifs (modification du code des marchés publics en ce qui concerne la règle du « moins-disant »).

18017. — 22 mars 1975. — **M. Bonhomme** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les collectivités publiques ou para-publiques utilisent dans la majorité des cas pour les marchés publics soit la procédure de l'adjudication, soit celle de l'appel d'offres. Les travaux sont adjugés aux entreprises suivant la règle dite du « moins-disant », c'est-à-dire à la soumission dont le montant est le moins élevé de toutes les soumissions présentées. En période d'expansion, cette règle présente déjà un certain nombre d'inconvénients car elle ne permet pas de dissocier les capacités techniques de l'entreprise de sa situation financière et de sa gestion. Il est alors assez fréquent que l'entreprise dont l'équilibre financier est déjà précaire consente un effort déraisonnable en traitant un marché parfois au-dessous de son prix de revient en espérant à plus ou moins long terme un redressement de sa situation. Cette règle favorise aussi les « accommodements » avec des maîtres d'ouvrages qui permettent à l'aide de certains artifices de revenir, en fin d'opération, dans une zone de prix économiquement viables. Dans la période de récession que nous connaissons, les entreprises sont soumises à une lutte de concurrence démentielle. Les situations évoquées deviennent alors courantes. Des entreprises, dans un souci de survie, pratiquent de façon systématique des prix mortellement insuffisants et enlèvent des marchés sans que le maître d'ouvrage ait l'assurance

que leur situation leur permettra de mener à terme l'engagement qu'elles ont pris. Ces entreprises contribuent à augmenter et à entretenir le malaise des professions du bâtiment en éliminant des concurrents dont les difficultés proviennent plus du niveau de leurs commandes que de leurs conditions d'exploitation et dont la saine éthique économique les empêche de s'engager dans la même voie de facilité. A titre d'information, on peut citer la lettre de *L'Expansion* n° 250 qui fait état de rabais dans les prix des marchés de travaux publics dont le niveau est ramené à celui de février 1974 et inférieurs de 25 à 30 p. 100 aux estimations des bureaux d'études techniques. Est-ce économiquement sain ? La situation ainsi créée est intolérable ; les professionnels du bâtiment la dénoncent et demandent sa révision depuis de nombreuses années. Il lui demande, pour les raisons qui précèdent, de bien vouloir envisager une modification du code des marchés publics en ce qui concerne la règle du « moins-disant ». Il souhaiterait en particulier savoir s'il ne lui paraît pas possible de substituer à cette règle celle du « moyenn-disant », c'est-à-dire que l'entreprise adjudicataire ne serait pas la moins disante, mais celle dont le prix serait le plus voisin de la moyenne du prix résultant de la soumission du plus disant et du moins disant.

Communes (accroissement de la participation de l'Etat aux investissements municipaux).

18021. — 22 mars 1975. — M. Donnadieu expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les municipalités doivent faire face à des charges de plus en plus lourdes et que la part de l'Etat ne s'est pas accrue en conséquence pour les aider. En cette période de sous-emploi, il est nécessaire de favoriser les investissements municipaux, qui sont un des éléments de bien-vivre et, pour cela, l'Etat doit aider les collectivités locales de plus en plus, ce qui permettra, sans aggraver l'inflation, de faire des travaux qui aideront à juguler le chômage si préoccupant. Il lui demande comment et quand il compte favoriser cette forme si nécessaire de développement.

Pensions de retraite civiles et militaires (relèvement à 60 p. 100 ou moins des pensions de réversion des fonctionnaires).

18024. — 22 mars 1975. — M. Falala appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le montant de la pension de réversion perçue par les veuves de fonctionnaires et agents de l'Etat. Fixé à 50 p. 100 de la retraite que percevait le chef de famille, ce taux ne tient pas compte des charges qui continuent à peser sur le conjoint survivant et qui ne peuvent logiquement être considérées comme réduites de moitié à l'issue du décès du titulaire de la retraite. Le maintien des dépenses d'habitat et de chauffage motive notamment la nécessité de porter le taux de la pension de réversion à un minimum de 60 p. 100. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, eu égard aux difficultés que rencontrent les veuves pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, d'augmenter le montant de la pension de réversion.

Commerce de détail (modification de la réglementation des prix des produits industriels à la production).

18025. — 22 mars 1975. — M. Hamelin rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'arrêté n° 64-66 P du 20 décembre 1974 (B. O. S. P. 28 du 28 décembre 1974) réglemente les prix des produits industriels à la distribution. Un communiqué relatif à cet arrêté a été publié au B. O. S. P. du 4 janvier 1975. Il résulte de ces textes que : d'une part, les marges en valeur relative doivent rester bloquées à leur niveau du 2 décembre 1974 ; d'autre part, la marge doit être appliquée sur le prix d'achat de la marchandise vendue et non pas sur le prix d'achat en vigueur au moment de la vente. L'application de cette dernière disposition amène le commerçant, en cas de hausse de prix, à puiser dans ses réserves pour reconstituer en quantité le stock nécessaire à son exploitation. En effet, s'il a en stock aujourd'hui un article acheté 100 francs, qu'il vend 130 francs, environ 27 francs servent à payer : personnel, patente, loyer, frais financiers, amortissements, etc., et il reste un bénéfice brut avant l'impôt sur le revenu, ou B.I.C., de 3 francs. Si l'intéressé doit ensuite acheter le même article 120 francs, la différence de 20 francs par rapport à l'ancien prix d'achat devra provenir de ses réserves de trésorerie. Les directives qui viennent d'être rappelées, si elles sont apparemment simples dans leur formulation, sont pratiquement inapplicables compte tenu du grand nombre d'articles en stock. De toute façon, l'application de ces directives conduit les entreprises à de graves difficultés financières et même à la ruine. Les mesures ainsi rappelées apparaissent comme profondément regrettables. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir les modifier afin de tenir compte des arguments qu'il vient de lui exposer.

Sous-traitants (droit au nantissement et au paiement direct des sous-traitants).

18032. — 22 mars 1975. — M. Pujol attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'application du décret n° 73-329 du 14 mars 1973, qui organise le droit au nantissement et au paiement direct des sous-traitants. Près de deux ans après sa parution, ce texte n'a reçu en effet qu'une application très modeste, de 1 à 2 p. 100 des cas d'après les statistiques de la caisse nationale des marchés de l'Etat. En réponse à une question écrite, M. le ministre des finances avait indiqué (*Journal officiel* du 24 février 1974) : « La circulaire du 14 mars 1973 pour l'application du décret n° 73-329 a précisé les conditions dans lesquelles les sous-traitants acceptés par l'administration pouvaient bénéficier du paiement direct. Elle prévoit notamment que, quand les sous-traitants ne sont pas connus au moment de la passation du marché, le marché doit cantonner la part que le titulaire peut donner en nantissement, de façon que les sous-traitants, une fois acceptés, puissent à leur tour nantir les sommes correspondant aux prestations qu'ils exécuteront personnellement. » Or, l'initiative de faire accepter leurs sous-traitants par l'administration est actuellement laissée aux entreprises générales titulaires du marché. Il suffit donc à celles-ci de nantir la totalité de leur marché avant d'avoir accompli cette formalité pour faire échec à la nouvelle loi. En outre, les collectivités locales n'exigent pas toujours l'agrément des sous-traitants, notamment dans la procédure dite des modèles agréés. Ainsi, lorsque les sous-traitants présentent leur demande de paiement direct, ils se heurtent à un fin de non-recevoir basée sur le paragraphe 5 de l'article 359 bis du code des marchés publics. Il demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles mesures il compte prendre pour interdire sans ambiguïté, aux maîtres d'ouvrages publics, de délivrer un nantissement qui ne serait pas cantonné au montant des seuls travaux effectivement réalisés par le titulaire du marché, travaux pour lesquels les qualifications nécessaires sont à justifier. Il y va de la vie même de milliers de petites et moyennes entreprises, saines et bien gérées, actuellement engluées dans les faillites et banqueroutes frauduleuses d'entreprises générales dont la vie est artificiellement prolongée par la pratique malsaine de la trésorerie qu'elles se constituent aux dépens de leurs sous-traitants par le moyen de nantissement de marchés portant sur des travaux qu'elles n'exécuteront pas.

Garages (exonération de la taxe d'habitation).

18033. — 22 mars 1975. — M. Radius appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances, alors que la presse se fait l'écho de projets tendant à soumettre à une taxe de stationnement nocturne les voitures couchant sur la voie publique, sur la taxe d'habitation frappant les garages. Il lui fait observer que les propriétaires de véhicules utilisant un garage leur appartenant concourent au dégagement des voies publiques, avec les heureuses conséquences qui en découlent, mais sont par contre paradoxalement astreints à une taxe pour la possession de ce garage. Il lui demande s'il n'estime pas équitable d'envisager que les garages cessent d'être considérés comme des locaux passibles, à ce titre, de la taxe d'habitation.

Cors (transfert de crédits de paiement et autorisations de programme du chapitre « Aménagement de la Corse » des charges communes à plusieurs budgets civils).

18039. — 22 mars 1975. — M. Zuccarelli indique à M. le ministre de l'économie et des finances que, par un arrêté du 17 février 1975, paru au *Journal officiel* du 22 février 1975, pages 2142 et 2143, il a annulé, au chapitre « Aménagement de la Corse » (chap. 55-02 des charges communes) une autorisation de programme de 17 millions 20 000 francs et un crédit de paiement de 9 920 000 francs. Le même arrêté a ouvert diverses autorisations de programme et divers crédits de paiement à plusieurs budgets civils. Or il s'agit d'un arrêté de transfert pris conformément à l'article 14 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959 de sorte que, normalement, la Corse doit conserver la destination de ces dépenses et que seul le service chargé de les engager peut être modifié. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° quel va être l'emploi de l'autorisation de programme de 6 700 000 francs et du crédit de paiement de 3 400 000 francs ouverts aux chapitres 61-61 et 61-70 du budget de l'agriculture ; 2° quel va être l'emploi de l'autorisation de programme de 500 000 francs et du crédit de paiement de 250 000 francs ouverts aux chapitres 56-32, 66-20 et 66-30 du budget des affaires culturelles ; 3° quel va être l'emploi de l'autorisation de programme de 3 450 000 francs et du crédit de paiement de 1 800 000 francs ouverts aux chapitres 55-41 et 53-32 du budget de l'équipement ; 4° quel va être l'emploi de l'autorisation de programme de 1 500 000 francs et du crédit de paiement de 600 000 francs ouverts au chapitre 63-50 du budget de l'intérieur ; 5° quel va être l'emploi de l'autorisation de programme et du crédit de paiement de 180 000 francs ouverts au chapitre 57-01 du budget

de l'environnement; 6° quel va être l'emploi du crédit de paiement de 1 050 000 francs ouvert aux chapitres 34-02, 34-14 et 54-01 du budget du tourisme et en quoi la Corse est-elle concernée par le crédit affecté à l'administration centrale du ministère du tourisme (chap. 34-02); 7° quel va être l'emploi du crédit de paiement de 880 000 francs ouvert au chapitre 44-01 du budget des services généraux du Premier ministre; 8° quel va être l'emploi de l'autorisation de programme et du crédit de paiement de 760 000 francs ouverts au chapitre 65-01 du budget des services généraux; 9° quel va être l'emploi de l'autorisation de programme de 2 millions de francs et du crédit de paiement de 1 million de francs ouverts au chapitre 53-90 du budget de l'aviation civile; 10° dans l'hypothèse où ce transfert de crédits aboutirait à priver la Corse d'une partie des dotations prévues en sa faveur par le chapitre 55-02 du budget des charges communes, s'il estime que ce transfert de crédits est conforme à l'article 14 de l'ordonnance organique et à la volonté du législateur, telle qu'elle découle de la loi de finances; 11° les autorisations de programme ouvertes par cet arrêté s'établissant à 15 090 000 francs et les autorisations de programme annulées à 17 020 000 francs, s'il ne lui paraît pas injuste de priver la Corse de 19 300 000 francs alors qu'il y a tant de demandes à satisfaire pour équiper cette région et s'il envisage de rétablir cette annulation, qui ne peut se justifier que par le souci de réaliser des économies sur les régions les plus pauvres.

Corse (transfert de crédits de paiement et autorisations de programme du chapitre « Aménagement de la Corse » des charges communes au budget de l'équipement et au budget des services généraux).

18040. — 22 mars 1975. — M. Zuccarelli demande à M. le ministre de l'économie et des finances: 1° si la Corse reste bien concernée par les ouvertures de crédits opérées par l'arrêté du 13 février 1975 (*Journal officiel* du 26 février 1975, p. 2251) au profit du chapitre 55-41 du budget de l'équipement (soit 145 600 F en autorisations de programme et crédits de paiement) et au profit du chapitre 44-01 du budget des services généraux (soit 165 000 F en crédits de paiement), ces ouvertures étant gagées par l'annulation d'une autorisation de programme et d'un crédit de paiement de 319 800 F au chapitre 55-02 du budget des charges communes (aménagement de la Corse); 2° pour quel motif le montant des autorisations de programme ouvertes par cet arrêté est inférieur de 165 000 francs à celui des autorisations annulées et quelles mesures il compte prendre pour attribuer à la Corse ce qui a été voté en sa faveur par le Parlement au chapitre 55-02 précité du budget des charges communes.

Impôt sur le revenu (charges déductibles: pose de volets destinés à lutter contre les déperditions de chaleur).

18044. — 22 mars 1975. — M. Ginoux expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un certain nombre d'occupants d'appartements ayant de larges baies vitrées initialement dépourvues de volets ont, suivant les conseils de la campagne télévisée pour la lutte contre les déperditions de chaleur, réalisé à leurs frais la pose de volets. Or, bien que l'usage de ces volets donne le même résultat que celui de doubles fenêtres, la prise en charge des dépenses entraînées par la pose de ces volets n'est pas prévue dans le texte du décret n° 75-52 du 29 janvier 1975 parmi les dépenses effectuées pour économiser l'énergie. Il lui demande s'il envisage pas de compléter ce texte, dont les dispositions sont trop restrictives.

Balance des paiements (situation de la balance des paiements courants française et perspectives).

18047. — 22 mars 1975. — M. Cousté demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui préciser pour les années 1971, 1972, 1973 et 1974: 1° quelle a été la situation de la balance des paiements courants française; 2° en dehors du souci de rééquilibrage de notre balance commerciale, le Gouvernement peut-il préciser quelles sont les perspectives pour les années couvertes par le VII^e Plan de la balance française des paiements courants; 3° s'il est exact que la perspective présente un caractère déficitaire et que des mesures, et lesquelles, ont été envisagées.

Logement (coût excessif des charges de chauffage dans la Z. U. P. de Planoise, à Besançon).

18054. — 22 mars 1975. — M. Canacos attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les problèmes qui se posent aux habitants de la Z. U. P. de Planoise, à Besançon. Le coût de leurs charges de chauffage est anormalement élevé. Il dépasserait de 80 p. 100 le prix des autres immeubles collectifs de la ville. Les locataires ont alerté les autorités municipales, dossier à l'appui, en demandant que soit remise en cause la convention de chauffage entre la municipalité et la société d'exploitation (Compagnie parisienne thermique et de distribution). Cette convention

(conçue pour trente ans par la municipalité) ne tient aucun compte de la consommation réelle de fuel. Les charges augmentent de toute façon. Avec la baisse du chauffage (20° la journée et 18° la nuit), les habitants s'attendaient également à une baisse de leur charge de 10 à 20 p. 100. Il n'en a rien été. Les industriels de la région, pour leur part, n'ont pas passé de convention avec cette société d'exploitation. Pourtant ils auraient bénéficié de l'exemption de la T. V. A. (soit 17,50 p. 100). Cela aurait permis un étalement des redevances, dues à la société, entre eux et les habitants de la Z. U. P. En conséquence, il lui demande s'il peut prendre toutes les mesures pour que dans les plus brefs délais soient examinés les taux des charges de chauffage des Plannisiens et qu'il leur soit possible de faire résilier ce contrat que la municipalité a passé avec la compagnie d'exploitation.

Assurance incendie (modification des conditions de réévaluation des primes d'assurance incendie).

18065. — 22 mars 1975. — M. Besson attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conditions de réévaluation des primes d'assurance incendie. En effet, de nombreux assurés s'étonnent des pourcentages d'augmentation qui, depuis quelques années, sont fort élevés et atteignent, par référence à l'évolution de l'indice de la fédération nationale du bâtiment entre le 1^{er} octobre 1973 et le 1^{er} octobre 1974, 21,41 p. 100 pour les cotisations mises en recouvrement cette année. Eu égard au fait que dans la plupart des cas les assurés sont couverts par le risque incendie à concurrence de la valeur vénale de leur bâtiment avec abattement de vétusté et non de leur valeur de reconstruction, il lui demande si l'indexation retenue est réellement justifiée dans les circonstances présentes.

Budget (virement interne de crédits au ministère de l'éducation).

18069. — 22 mars 1975. — M. Mexandeau demande à M. le ministre de l'économie et des finances quel va être l'emploi du crédit de 82 600 000 francs viré à l'intérieur du titre III du budget de l'éducation nationale pour 1974 par un décret n° 75-139 du 10 mars 1975 au profit des chapitres 31-07, 31-33 et 31-35 du même ministère.

Budget (transfert de crédits du F. I. A. T. au budget de l'industrie).

18079. — 22 mars 1975. — M. Poperey rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire a été institué en vue de subventionner les opérations qui concourent à l'aménagement régional, à l'équipement des régions et à la création d'emplois. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si l'arrêté du 31 décembre 1974, publié au *Journal officiel* du 11 janvier 1975, page 497, n'a pas entraîné de modification à la nature de la dépense de 400 000 francs inscrite en autorisation de programme et crédit de paiement au profit du F. I. A. T. (chap. 65-01 des Services généraux) et qui s'est trouvée transférée, pour des montants équivalents, au chapitre 62-00 du budget de l'industrie (subvention au commissariat à l'énergie atomique).

Retraites complémentaires (versement des allocations de l'I. R. C. A. N. T. E. C. aux anciens combattants et prisonniers de guerre dès soixante ans).

18085. — 22 mars 1975. — M. Flornoy rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en ce qui concerne les régimes de retraites complémentaires seul le régime de l'I. R. C. A. N. T. E. C. (institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales) n'est pas en mesure d'appliquer actuellement les dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une retraite anticipée à taux plein. Répondant à une question écrite de M. Mauger (n° 12627, *Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 31 août 1974), M. le ministre de l'intérieur précisait que la procédure d'adaptation des règles réglementaires était alors à l'étude en vue de permettre l'attribution, à ce titre, des allocations versées par cette institution. Plus de cinq mois s'étant écoulés depuis cette information, il lui demande les raisons qui motivent la non-parution des textes en cause et souhaite que ceux-ci soient publiés dans les meilleurs délais afin de ne pas prolonger un retard que ne peuvent comprendre les personnels concernés.

EDUCATION

Etablissements scolaires (insuffisance des postes budgétaires de personnel de service).

17863. — 22 mars 1975. — M. André Beauquitte expose à M. le ministre de l'éducation les difficultés rencontrées par les établissements d'enseignement public en raison de l'insuffisance des

postes budgétaires d'agents spécialistes et non spécialistes. Il lui demande quelles mesures pourront être envisagées pour éviter la suppression de 306 postes à la rentrée de 1975 alors que les effectifs scolaires ne cessent d'être en augmentation, en particulier dans les C. E. S. et les lycées.

Diplôme universitaire de technologie (reconnaissance par les conventions collectives et rémunération des stagiaires).

17866. — 22 mars 1975. — M. Pranchère rappelle à M. le ministre de l'éducation que les étudiants inscrits en I. U. T. ont engagé une action pour la reconnaissance des I. U. T. par les conventions collectives. Il lui demande s'il n'entend pas : 1° prendre les mesures nécessaires pour la reconnaissance du D. U. T. par les conventions collectives permettant ainsi la définition d'un statut pour les étudiants (titulaires d'un tel diplôme et leur assurant des garanties quant à leur avenir ; 2° considérer que les stagiaires, notamment hors d'une ville universitaire, seraient justifiables d'une indemnisation leur assurant les moyens matériels pour réaliser ce stage dans de bonnes conditions, moyens égaux au minimum garanti par le C. R. O. U. S.

Enseignants.

(revendications des professeurs techniques adjoints de lycées).

17874. — 22 mars 1975. — M. Brun appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le mécontentement des P. T. A. de lycée qui s'étonnent du retard mis à tenir les engagements pris envers eux. Il lui demande : 1° quand seront publiés les décrets attendus permettant le recrutement de professeurs techniques par la voie des C. A. P. E. S., C. A. P. E. T. et C. A. P. T. ; 2° quand sera organisée la première session du recrutement spécial prévu pour l'accès des P. T. A. au corps de certifiés ; 3° quand aura lieu la revalorisation indiciaire promise au corps de P. T. A. de lycée ; 4° quelle suite sera donnée au relevé des conclusions ministérielles établi après contact avec les organisations syndicales ; 5° si l'ouverture de négociations entre le ministère de l'éducation et les organisations syndicales sur les points restés en suspens, notamment l'organisation du service, est envisagée et, dans l'affirmative, dans quel délai.

Constructions scolaires (ouverture des crédits pour la réalisation du C. E. T. de Bourgoïn-Jallieu [Isère]).

17878. — 22 mars 1975. — M. Malsonnet signale à M. le ministre de l'éducation la situation particulièrement préoccupante de l'enseignement technique dans la région de Bourgoïn-Jallieu. Déjà dans cette région, qui pourtant doit connaître avec le développement de la ville nouvelle de l'Isère-d'Abeau une expansion démographique importante, les capacités d'accueil de l'enseignement technique sont notoirement insuffisantes puisqu'il n'existe qu'un seul C. E. T. commercial et trois sections industrielles annexées au lycée. Les besoins sont d'ailleurs reconnus par l'administration, puisque le seul C. E. T. industriel qui ait été programmé en 1974 dans le département de l'Isère était justement celui de Bourgoïn-Jallieu, mais depuis aucun crédit n'a été débloqué pour le réaliser. Aussi, l'inquiétude est grande dans la région et s'est récemment exprimée, lors d'une manifestation organisée par le comité local d'action laïque avec le soutien des syndicats d'enseignement et l'association des parents d'élèves, manifestation qui a réuni plusieurs centaines de personnes. Il lui demande donc de prendre toutes les mesures nécessaires pour débloquer les crédits et permettre, ainsi que la programmation l'a prévu, la mise en chantier du C. E. T. de Bourgoïn-Jallieu.

Psychologues scolaires (réajustement indiciaire).

17880. — 22 mars 1975. — M. d'Hercourt attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le préjudice supporté par les psychologues scolaires à la suite d'une interprétation restrictive des textes entraînant, pour cette catégorie professionnelle, la suppression du bénéfice de l'indemnité représentative de logement octroyée jusqu'ici par la plupart des municipalités. Cette interprétation restrictive généralisée a entraîné non seulement la suppression de cette indemnité à l'ensemble de cette catégorie d'enseignants, mais des ordres de reversement des indemnités remontant parfois au 1^{er} novembre 1965. Les indemnités compensatrices susceptibles d'être proposées demeurant bien inférieures aux indemnités de logement servies aux instituteurs spécialisés, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de permettre un réajustement indiciaire attaché à la fonction de psychologue scolaire et tenant compte des diplômés universitaires qui compenseraient ce préjudice financier important.

Inspecteurs départementaux (admissibilité au concours d'aptitude).

17885. — 22 mars 1975. — M. Gau expose à M. le ministre de l'éducation qu'un certain nombre de candidats ont été admis à la première partie du certificat d'aptitude à l'inspection départementale et à la direction des écoles normales au cours de la session de janvier-février 1975. Parmi eux, plusieurs dizaines n'ont pas satisfait aux épreuves de la deuxième partie du certificat. Etant donné le nouveau mode de recrutement par concours mis en place en 1974, il lui demande si les intéressés, conservant le bénéfice des épreuves auxquelles ils ont satisfait lors de la session 1975 (soit première partie en totalité, soit épreuve écrite de cette même partie, pourront, dans la limite de la validité de ces épreuves, représenter celles auxquelles ils n'ont pas réussi.

Education physique et sportive (insuffisance des installations et des effectifs d'enseignants à l'U. R. E. P. S. de Lille [Nord]).

17894. — 22 mars 1975. — M. André Laurent expose à M. le ministre de l'éducation que l'U. R. E. P. S. de Lille, partie constitutive de Lille-II emploie 18 enseignants pour environ 300 étudiants appelés à devenir les cadres E. P. S. de la région Nord. Bien que le ministère de l'éducation, du secrétariat aux universités et du secrétariat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs aient décidé la création à partir de septembre 1975 d'un D. E. U. G. en E. P. S., il convient de souligner l'absence d'installations dans lesquelles l'U. R. E. P. S. travaille. De plus, les salles de cours sont des préfabriqués inadaptés et dangereux pour la sécurité des étudiants. D'autre part, l'intégration universitaire suppose un nombre de professeurs et des horaires en rapport avec leur rang universitaire. Actuellement, les professeurs assurent chaque semaine vingt-cinq à vingt-six heures de cours représentant cinquante à soixante heures de travail effectif. Pour que la région soit normalement pourvue en cadre E. P. S., ce dont elle a grand besoin, il paraît nécessaire et urgent de porter l'horaire à douze heures, correspondant à l'horaire universitaire d'un certifié. Ce qui implique le doublement du nombre de postes de professeurs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à ce sujet.

Délégués départementaux de l'éducation (couverture des risques accidents du travail et de trajet).

17905. — 22 mars 1975. — Mme Constans attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des délégués départementaux de l'éducation nationale. Ces délégués départementaux, qui ont pour attribution principale et personnelle l'inspection des écoles publiques ou privées d'un secteur scolaire, sont amenés à se déplacer pour l'exercice de leurs fonctions. Ne serait-il pas souhaitable que, dans le cadre de leur mission officielle telle qu'elle est définie par la loi et un certain nombre d'arrêtés et circulaires, ils soient admis au bénéfice de la loi de 1946 sur les accidents du travail et du trajet.

Instituteurs et institutrices (augmentation des effectifs de remplaçants).

17908. — 22 mars 1975. — M. Claude Weber attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'insuffisance des effectifs de remplaçants dans le département du Val-d'Oise. Dans de nombreuses communes, des instituteurs et institutrices en congé de maladie ne peuvent être remplacés, les remplacements n'étant effectués que dans la proportion de 2 sur 5 congés. Il lui demande quelles mesures urgentes vont être prises par ses services pour renforcer les brigades de remplaçants et pour porter progressivement à 1 p. 100 du nombre de postes budgétaires le nombre de remplaçants chargés de suppléer, dans les classes primaires et maternelles, les enseignants en congé.

Etablissements scolaires (reconstruction, extension et sécurité du C. E. T. de l'ameublement de Saint-Quentin [Aisne]).

17910. — 22 mars 1975. — M. Le Meur expose à M. le ministre de l'éducation que, pour la sixième fois, un incendie vient de ravager une partie des locaux du C. E. T. de l'ameublement de Saint-Quentin. Sans l'intervention rapide des pompiers, la totalité de l'établissement aurait pu être détruit. Ces incendies sont dus en bonne partie au fait de la très grande vétusté des locaux. Depuis 1968, il est prévu la construction d'un nouvel établissement. La première tranche des travaux devrait normalement commencer cette année, mais la date n'est pas encore fixée. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour que : 1° la première tranche des travaux du nouvel établissement commence dans les plus brefs délais ; 2° la réfection de l'atelier détruit soit entreprise immédiatement et des dispositions efficaces prises pour permettre une

reprise rapide du travail aux ateliers dans les conditions les plus satisfaisantes en vue de la préparation des C. A. P. ; 3° les mesures de sécurité soient renforcées dans le but de protéger les élèves et le personnel enseignant et d'éviter un nouvel incendie.

*Brevet professionnel
(validité de ce diplôme pour l'enseignement technique).*

17919. — 22 mars 1975. — **M. Pujol** demande à **M. le ministre de l'éducation** de confirmer que le brevet professionnel donne bien droit, dans les cours professionnels ou dans les écoles techniques privées, à budget autonome, à l'enseignement des disciplines afférentes à ce brevet.

*Ecoles techniques privées autonomes
(recours aux services des professeurs de l'enseignement technique).*

17920. — 22 mars 1975. — **M. Pujol** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation gênante dans laquelle se trouvent placées les écoles techniques privées autonomes en ce qui concerne le recrutement du personnel pour l'enseignement général et les matières annexes ou orales des divers métiers préparés (ces divers enseignements ne représentent que quelques heures par semaine). Le cloisonnement imposé par la réglementation actuelle en ce qui concerne les titres exigés et le fractionnement qui en résulte pour ces quelques heures d'enseignement par semaine (général ou annexe) rend très difficile et quasi impossible le recrutement de professeurs qui ne trouvent là qu'une situation dérisoire. Il en résulte de ce fait des situations inextricables pour les établissements techniques autonomes. Ne pourrait-on envisager que M.M. les recteurs puissent autoriser des professeurs d'enseignement technique qui seraient désireux, également, d'enseigner dans le même établissement les matières d'enseignement général ou annexe même s'ils ne remplissent pas toutes les conditions requises. **M. Pujol** demande à **M. le ministre** de lui faire connaître son avis sur cette suggestion.

*Personnel de l'administration et de l'intendance universitaire
(publication du statut).*

17922. — 22 mars 1975. — **M. Tiberi** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui indiquer l'état actuel de la procédure de publication du statut des personnels de l'administration et de l'intendance universitaire. Il appelle son attention sur l'inquiétude des intéressés qui s'étonnent à la fois du retard apporté à la publication de ce statut et à la remise en cause éventuelle de certaines dispositions fondamentales insérées dans le texte qui a été approuvé par le comité technique national du ministère de l'éducation le 3 septembre 1974. Il souhaite que lui soit indiqué le résultat des études qui seront entreprises dans ce sens.

Classes de mer (affectation de personnel spécialisé pour la voile à la colonie de vacances de Quiberon du 7^e arrondissement de Paris).

17927. — 22 mars 1975. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de l'éducation** que la mairie du 7^e arrondissement dispose à Quiberon d'une colonie de vacances particulièrement adaptée aux classes de mer et qu'elle a pu les années précédentes en faire bénéficier, à la grande satisfaction des familles, de nombreux enfants. Or, la préfecture de Paris vient d'être avisée que le directeur départemental de la jeunesse et des sports du Morbihan ne pouvait assurer, contrairement aux années précédentes, aucune prestation nautique en raison du refus opposé par le directeur de l'école nationale de voile et par l'académie de Vannes de fournir le personnel d'encadrement. Il en résulte que la colonie de vacances sera inutilisée au printemps du fait de la suppression des classes de mer. Le parlementaire susvisé demande à **M. le ministre de l'éducation** les mesures qu'il compte prendre pour qu'un personnel spécialisé pour la voile soit affecté périodiquement aux colonies de vacances du 7^e arrondissement à Quiberon.

Conseils d'administration des C.E.S. (participation aux réunions des délégués suppléants des parents d'élèves).

17943. — 22 mars 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés rencontrées par les délégués suppléants des parents d'élèves à participer aux conseils d'administration des collèges d'enseignement secondaire. Les délégués suppléants ne peuvent assister aux séances des conseils d'administration des C.E.S. qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent. Leur présence intermittente et aléatoire à ces réunions ne leur permet pas de connaître suffisamment les questions qui y sont débattues. Leur rôle est amoindri notamment par l'ignorance de l'ensemble des problèmes intervenant dans leur établissement et également lorsqu'une même question est débattue sur plusieurs séances sans qu'ils puissent assister à chacune d'entre elles. Il lui demande s'il compte favoriser la présence aux conseils d'adminis-

tration des C.E.S. des délégués suppléants de parents d'élèves, même au titre d'observateurs, lorsque les délégués titulaires sont présents, afin de permettre une meilleure participation des parents d'élèves à la vie de l'établissement fréquenté par leurs enfants.

Restaurants scolaires (prise en charge partielle des frais de fonctionnement).

17970. — 22 mars 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation préoccupante des restaurants scolaires accueillant les enfants des écoles primaires. Ces établissements sont généralement gérés par des organismes privés régis par la loi de 1901 (F. O. L. conseil de parents d'élèves, œuvres des restaurants scolaires, etc., ou les services sociaux des mairies). Ces organismes ne perçoivent pour leur fonctionnement aucune sorte de subvention et doivent faire supporter aux familles la charge de tous les frais. En ce qui concerne le matériel, les locaux, le transport, la charge en est généralement assurée par les collectivités locales, ainsi que les bourses repas pour les familles aux revenus modestes. L'augmentation des prix ces derniers mois a fait passer depuis janvier dernier le prix du repas pour la région chambérienne à 6,50 francs ce qui est évidemment une lourde charge pour les parents d'élèves. En conséquence il lui demande si, comme c'est le cas pour les restaurants universitaires, l'Etat ne pourrait prendre en charge une partie des frais de fonctionnement des restaurants scolaires accueillant les élèves des écoles primaires.

Instituteurs et institutrices (prise en charge par l'Etat de l'indemnité de résidence).

18004. — 22 mars 1975. — **M. Darinot** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il n'estime pas souhaitable que l'indemnité de logement des instituteurs actuellement payée par les communes le soit directement par l'Etat afin que cesse la pénalisation des communes dont la moyenne d'âge de la population est très faible.

Etablissements scolaires (arrêté fixant les prix de pension applicables à la rentrée de 1975).

18005. — 22 mars 1975. — **M. Duroure** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui faire connaître si les prix de pension à appliquer dans les établissements scolaires à la rentrée 1975 feront l'objet d'un arrêté comme ce fut le cas pour les rentrées 1973 et 1974. Pour répondre aux vœux des chefs d'établissements il serait souhaitable qu'un tel arrêté continue d'être publié chaque année vers le 1^{er} juin, c'est-à-dire avant la réunion des conseils d'administration du 3^e trimestre. Dans le cas en effet où l'ajustement des tarifs à l'indice des prix ne serait pas fait par décision ministérielle, ainsi que ce fut le cas pour les rentrées 1970, 1971 et 1972, les chefs d'établissement doivent prendre les dispositions nécessaires pour demander à l'autorité rectoriale le classement de leur établissement à un échelon supérieur.

Elèves (manifestation du 14 mars 1975 à Paris).

18018. — 22 mars 1975. — **M. Bonhomme** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'il a pu observer avec intérêt le 14 mars 1975 une manifestation d'élèves des établissements scolaires du second degré d'où partaient les cris de Haby Salaud, mort aux patrons et autres arguments revendicatifs. Il lui demande : 1° si les protestations de ce genre qui se sont généralisées sur tout le territoire national sont de nature à modifier ses projets de réforme ; 2° s'il n'envisage pas de prendre l'avis des élèves du 1^{er} degré et, éventuellement, des écoles maternelles qui peuvent se sentir frustrés de ne pas participer à la nécessaire concertation et se voir opposer ainsi une contrainte à leur épanouissement.

Instituteurs et institutrices (mensualisation et paiement rapide des traitements des remplaçants).

18028. — 22 mars 1975. — **M. Hamelin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les modalités de rémunération des instituteurs remplaçants. Alors que l'accent a été mis sur l'importance que revêt à différents titres la mensualisation des salariés, les instituteurs remplaçants continuent d'être payés à la journée alors que bon nombre d'entre eux occupent un poste à l'année. Il lui signale également que les intéressés perçoivent leur traitement, non à la fin du mois écoulé, mais à la fin du mois suivant. La nécessité invoquée par l'administration de disposer de ce délai pour le calcul des traitements ne semble pas devoir être retenue, notamment lorsque l'activité a été exercée sans interruption pendant le mois considéré. Il lui demande que des dispositions soient prises, permettant de faire bénéficier les instituteurs remplaçants de la mensualisation, comme de leur assurer le paiement de leur rémunération à la fin du mois d'activité.

Ecoles maternelles (remplacement des instituteurs absents pour congé de maladie ou de maternité par des instituteurs suppléants).

18045. — 22 mars 1975. — **M. Ginoux** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, de l'avis unanime des parents et des enseignants, les effectifs des élèves des classes des écoles maternelles sont trop élevés. Si l'on en croit les informations de la presse, de la radio et de la télévision, le Gouvernement projette de les réduire. En attendant il apparaît indispensable de prendre des mesures urgentes afin que la situation présente ne se trouve pas aggravée par suite du non remplacement des instituteurs absents pour congé de maladie ou de maternité. Il lui demande pour quelles raisons il n'est pas fait appel aux nombreux instituteurs suppléants demandeurs d'emploi afin d'éviter des fermetures temporaires des classes, une répartition de leurs élèves dans les autres classes entraînant une surcharge d'effectifs.

Ecole nationale de la santé publique de Rennes (suppression de la section de formation de techniciens sanitaires de l'E. N. S. P.).

18052. — 22 mars 1975. — **M. Millet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les événements qui viennent d'être portés à sa connaissance. Il s'agit de l'école nationale de la santé publique de Rennes, qui offre depuis 1970 une possibilité de promotion professionnelle aux inspecteurs de salubrité. Cinq promotions comprenant une trentaine d'inspecteurs de salubrité en poste dans les directions départementales de l'action sanitaire et sociale et bureaux municipaux d'hygiène ont été formées ou sont en cours de formation (enseignement étalé sur trois années). Or, la section de formation de techniciens sanitaires de l'E. N. S. P. vient d'être supprimée. En l'absence de mise en place d'une autre procédure d'accès à cet enseignement, celle-ci a pour conséquence immédiate de clore toute possibilité de promotion professionnelle pour ces agents. Cette situation apparaît d'autant plus paradoxale que les services extérieurs du ministère de la santé publique font depuis plusieurs années état d'un manque de personnel qualifié dans ce domaine. En conséquence, il lui demande : 1° si ces faits sont exacts ; 2° dans l'affirmative, si cette mesure était nécessaire ; 3° quelles mesures il compte prendre alors pour assurer la formation en nombre suffisant de ces personnels indispensables à une amélioration nécessaire des services de santé dans notre pays.

Etablissements scolaires (délais excessifs d'attribution des crédits dits « déconcentrés »).

18066. — 22 mars 1975. — **M. Gau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les délais excessifs d'attribution aux établissements scolaires, pour des opérations diverses, des crédits dits déconcentrés. C'est ainsi que les demandes faites par les chefs d'établissement, en général au mois de décembre ou janvier, doivent transiter par l'inspection d'académie, puis par le rectorat, avant d'être soumises au préfet de région qui, dans la plupart des cas, entérine les propositions faites. La notification des décisions prises suivant, en sens inverse, la même voie, ce n'est le plus souvent qu'au mois de juillet ou au mois d'août que les établissements sont informés de l'autorisation d'utiliser les crédits, ce qui a pour effet de retarder de façon fâcheuse la réalisation des travaux envisagés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour simplifier les procédures d'attribution des crédits et faciliter la tâche des chefs d'établissement.

Enseignants (sort des Roustaniens et des Roustaniennes quand le corps des titulaires remplaçants sera mis en place).

18067. — 22 mars 1975. — **M. Labarrère** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il peut lui préciser ce que sera le sort des Roustaniens et des Roustaniennes non intégrés dans quelques années, lorsque le corps des titulaires remplaçants aura été définitivement mis en place. Ces personnels sont en effet légitimement inquiets quant à leur avenir et il serait bon d'envisager ce problème dans l'immédiat sans attendre de mettre ces enseignants devant le fait accompli.

Education (publicité faite à un journal dans le n° 1 du bulletin d'information du ministère: « Courrier de l'éducation »).

18090. — 22 mars 1975. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'infraction inouïe à toutes les règles que constituent le contenu du *Courrier de l'éducation*, n° 1 de février 1975, bulletin d'information du ministère, et sa diffusion, par les voies officielles, dans les établissements scolaires. Dans ses pages 2 et 3, ce bulletin reproduit intégralement une interview du ministre à un quotidien du matin, en citant ce quotidien et en y ajoutant même le fac-similé de son titre, faisant ainsi ouver-

tement la publicité de ce journal. Il lui demande : 1° dans quelles conditions le bulletin de son ministère a pu se livrer à ce véritable abus d'autorité et de confiance vis-à-vis des chefs d'établissement, des enseignants et des élèves ; 2° quelles mesures il compte prendre pour interdire la diffusion de ce numéro et empêcher que se renouvellent des faits aussi inadmissibles.

EQUIPEMENT

H. L. M. (financement complémentaire tenant compte de la hausse des prix pour les acquéreurs de leur logement).

17893. — 22 mars 1975. — **M. Haesebroeck** signale à **M. le ministre de l'équipement** les difficultés rencontrées par les accédants à la propriété dans le secteur H.L.M. Alors que le prêt qui leur est consenti est définitif, ils doivent supporter en cours de construction des révisions de prix, qui, depuis un an, sont devenues très lourdes. Ces révisions doivent être financées par une augmentation de l'apport personnel des acquéreurs. Or, ces derniers, de condition modeste, ont très souvent épuisé leur épargne pour constituer l'apport initial. Ils ne peuvent faire face aux hausses qui leur sont imposées et sont obligés, le plus souvent, de renoncer à poursuivre l'acquisition de leur logement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'un financement complémentaire, aux mêmes conditions que le financement principal, puisse être accordé aux acquéreurs afin de compenser une évolution des prix dont ceux-ci ne sont pas responsables.

Aménagement du territoire (sujétions résultant du classement d'un département littoral comme département touristique).

17886. — 22 mars 1975. — **M. Gau** demande à **M. le ministre de l'équipement** de lui faire connaître les sujétions résultant pour les collectivités publiques et les particuliers du classement d'un département ayant une façade littorale comme département touristique ; si de telles sujétions assurent la protection de l'environnement, si notamment elles ne font pas obstacle à des réalisations par des promoteurs privés sur les terrains mitoyens du domaine public maritime. Il demande en outre de lui faire connaître, d'une part, les motifs pour lesquels le département de la Vendée n'a pas encore été déclaré département touristique et, d'autre part, le nombre des départements qui n'ont pas fait l'objet d'une telle reconnaissance sur les côtes de l'Atlantique et les côtes de la Méditerranée.

Jardins familiaux (protection lors des opérations d'urbanisme au de grands travaux publics).

17960. — 22 mars 1975. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre de l'équipement** que le jardinage familial, dont l'intérêt social est incontestable, est à l'heure actuelle menacé, faute d'une protection spécifique, par l'extension très rapide de l'urbanisation et des grands ouvrages publics. Les organismes de jardins familiaux ne sont en effet généralement pas en mesure de reconstituer à des emplacements satisfaisants les terrains appropriés pour cette activité. Or, il paraît possible de remédier à cette régression, par exemple en intégrant les jardins familiaux dans les espaces verts urbains, sous réserve d'un cahier des charges, en autorisant les communes à garantir les emprunts contractés par ces organismes, et en contraignant les autorités expropriantes à mettre des terrains de remplacement à la disposition des personnes ou des associations intéressées. Il lui demande en conséquence : 1° par quels moyens est actuellement réalisée la protection des jardins familiaux lors des opérations d'urbanisme ou de grands travaux publics ; 2° s'il n'estime pas souhaitable de renforcer sensiblement cette protection en faisant appel aux mesures suggérées ci-dessus ou à tout autre moyen, afin d'assurer la survie d'une forme traditionnelle de loisirs, qui peut constituer un précieux facteur d'équilibre dans la société moderne.

Terrains à bâtir (non renouvellement de l'accord préalable à la demande d'un permis de construire sur un terrain acheté au prix de terrain à bâtir).

17992. — 22 mars 1975. — **M. Meujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'équipement** que l'accord préalable qu'un constructeur sollicite préalablement à toute demande de permis de construire, est périmé au bout d'un certain temps si aucune construction n'a été réalisée. Il peut arriver que ce constructeur soit dans l'impossibilité de débiter ses travaux dans les délais impartis, et que, de ce fait, son accord préalable, soumis à nouvelle demande, lui soit refusé. Or, l'intéressé a normalement payé ce terrain au prix du terrain à bâtir. Il se trouve alors terriblement lésé. Il lui demande de quelle façon résoudre cet état de choses.

Logement (publication des décrets d'application de la loi relative aux économies d'énergie).

18019. — 22 mars 1975. — **M. Chaumont** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur le fait que **M. le secrétaire d'Etat** au logement a assisté, récemment, au conseil des locataires d'un office de la région parisienne. Selon des comptes rendus parus dans la presse, **M. le secrétaire d'Etat** au logement a déclaré que les contrats de chauffe conclus pour une période de trente ans seront susceptibles d'être résiliés. Cette perspective intéresse un grand nombre d'office d'H. L. M. **M. Chaumont** demande instamment que tout soit mis en œuvre pour que les décrets d'application de la loi relative aux économies d'énergie soient publiés aussi rapidement que possible.

Crédit immobilier (majoration des prêts du Crédit foncier).

18026. — 22 mars 1975. — **M. Hamelin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la réponse faite à la question écrite n° 10013 (*Journal officiel*, débats A. N. n° 42, du 10 juillet 1974) relative à l'augmentation du montant des prêts du Crédit foncier, augmentation destinée à tenir compte des hausses successives que connaissent les candidats à la construction et spécialement ceux à l'accession à la propriété des H. L. M., en raison des clauses de revalorisation sur les contrats de vente, la révision qui en résulte pouvant atteindre 20 à 25 p. 100 du prix initial. Dans la réponse précitée, il disait que les difficultés évoquées par la question sont l'une des préoccupations constantes du ministère de l'équipement. Il concluait en disant qu'il faisait procéder à des études par ses services afin de dégager une solution susceptible d'y remédier puis d'en saisir les autres départements ministériels concernés. Neuf mois s'étant écoulés depuis la publication de la réponse dont il est fait état, il lui demande à quelles conclusions ont abouti les études en cause et si celles-ci peuvent permettre d'espérer que les prêts du Crédit foncier seront majorés de telle sorte qu'ils puissent couvrir les révisions des prix, importantes en raison de l'inflation, qui placent les candidats à la construction dans des situations souvent extrêmement difficiles.

Sécurité routière (interdiction de transport de passagers dans les remorques carrossées ou caravanes).

18073. — 22 mars 1975. — **M. Brun** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur le fait que des passagers se tiennent parfois à l'intérieur d'une caravane lorsqu'elle est tractée par un véhicule en marche, ce qui est contraire aux règles élémentaires de la sécurité routière. Il lui demande s'il existe une réglementation interdisant le transport de passagers dans les remorques carrossées en caravanes, et dans ce cas de donner une large publicité à cette interdiction, ou dans le cas contraire d'envisager la mise en place d'une telle interdiction.

Electricité de France (redevance injustifiée réclamée par le service du contrôle pour des travaux dispensés d'approbation préalable).

18077. — 22 mars 1975. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre de l'équipement** que le décret du 29 juillet 1927, article 49, tout en subordonnant à l'approbation les projets d'implantation de lignes électriques et supports sur la voie publique, fait toutefois exception au cas de simples branchements particuliers : ceux-ci peuvent être exécutés par le concessionnaire, sans approbation préalable du projet d'exécution, à charge par le concessionnaire de prévenir huit jours à l'avance le service du contrôle et les autres services intéressés, et sous la condition expresse qu'aucune opposition ne soit formulée dans le délai fixé. Or, un usager sollicitant un branchement dans le Sud du département de l'Ardèche s'est vu réclamer par Electricité de France 300 francs pour « dépôt d'un dossier d'autorisation de construire » (sic), dit « dossier art. 49 », au motif que « le service du contrôle de la distribution d'énergie » ferait « obligation » à Electricité de France de déposer un tel dossier. Cette obligation paraissant incompatible avec la simple procédure d'avis sommaire décrite ci-dessus, et le « dossier » fourni ne pouvant être que la reproduction du projet déjà établi par Electricité de France, il lui demande : 1° si les exigences alléguées du « service du contrôle » lui paraissent compatibles avec la lettre et l'esprit, très libéral, de l'article 49 du décret précité ; 2° s'il lui paraît justifié de faire payer 300 francs à un usager pour l'accomplissement d'une formalité qui, selon le texte invoqué, se borne à un simple avis (prévenir huit jours à l'avance) ; 3° quelles garanties existent, ou devraient exister, en vue de la « défense du consommateur », afin que les usagers des monopoles nationaux ne se voient pas réclamer des « redevances » ou autres, incontrôlées et mal justifiées.

INDUSTRIE

Industrie électronique (licenciements des travailleurs de la société S. F. R. T. Grandin à Montreuil (Seine-Saint-Denis)).

17954. — 22 mars 1975. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** ses nombreuses interventions concernant la société S. F. R. T. Grandin à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Contrairement aux promesses faites par le ministère de l'industrie, aucune solution industrielle n'est encore intervenue ; par contre, les 530 travailleurs (dont 350 femmes) ont tous été licenciés et, manifestant ainsi leur volonté de conserver leur emploi, occupent l'usine depuis le 7 février 1975. La S. F. R. T. Grandin est dominée par le groupe Thomson qui détient 49,90 p. 100 des actions. L'activité de ce groupe dans l'électronique est considérable puisqu'il occupe la première place en matière de faisceaux hertziens, de radars, d'équipements de télécommunications par satellites, de tubes électroniques professionnels, etc. Il est encore par ses filiales, la C. I. I. principalement, l'instrument du plan Calcul, il joue un rôle important dans la mise en œuvre du procédé Secam et il domine le « matériel grand public » produit en France (70 p. 100). Thomson réalise une grande part de son chiffre d'affaires à partir des commandes publiques, et se trouve aux premiers rangs des bénéficiaires des marchés publics. C'est dire que le groupe Thomson détient la clé de la solution industrielle tendant au maintien du potentiel industriel de la S. F. R. T. Grandin et que l'Etat a les moyens d'exiger de lui qu'il engage sans plus tarder les négociations qui s'imposent. Il lui demande quelles mesures il a prises pour qu'intervienne enfin la solution industrielle promise par son ministère et revendiquée par les travailleurs de la S. F. R. T. Grandin avec l'appui solidaire de la population de Montreuil.

Compagnie nationale du Rhône (autorisations financières pour l'aménagement de cinq chutes sur le haut Rhône).

17966. — 22 mars 1975. — **M. Besson** se permet d'attirer l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la demande d'autorisation d'emprunt présentée par la compagnie nationale du Rhône pour l'aménagement de cinq chutes sur le haut Rhône. Considérant : 1° l'intérêt de l'énergie que peut produire cet aménagement, s'agissant d'une énergie modulable dont la production pourrait intervenir à une période qui sera critique pour les approvisionnements énergétiques français si les travaux étaient lancés rapidement ; 2° les avantages qu'apporteraient les chutes projetées, comme la régulation ou la navigabilité du fleuve et la stabilisation du lac du Bourget ; 3° le vœu unanimement adopté par le conseil régional Rhône-Alpes lors de sa dernière session, il lui demande si le Gouvernement est bien disposé à permettre à la compagnie nationale du Rhône de réaliser au plus tôt cet important projet en lui accordant les autorisations financières nécessaires.

Industrie textile (graves difficultés, notamment dans le secteur du bas et du collant).

17988. — 22 mars 1975. — **M. Sénès** se permet d'appeler à nouveau l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation extrêmement difficile de l'industrie textile, et plus particulièrement de celle du bas et du collant. Du fait de la situation économique du marché du bas et du collant, les industriels se sont trouvés dans l'obligation de réduire leur effectif ouvrier de 12 p. 100 en 1974, et ce mouvement de compression de personnel s'accélère à telle enseigne qu'il est prévu des réductions d'effectifs de l'ordre de 20 p. 100 à la fin du mois de mars. Il lui demande, devant une situation particulièrement difficile, quelles mesures urgentes il envisage de prendre afin de permettre à l'industrie du textile, et plus particulièrement du bas et du collant, de reprendre son activité traditionnelle, concurrence très gravement par des importations inconsidérées qui n'ont aucun rapport avec le prix de revient normal.

Industrie textile (montant des importations en matière de bas et collants).

17989. — 22 mars 1975. — **M. Sénès** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** s'il peut lui faire connaître le montant des importations réalisées en matière de bas et de collants. Il souhaiterait obtenir les chiffres exacts de l'administration des douanes car, d'après les précisions qui lui ont été données, 252 millions de paires auraient été importées en 1973 et 365 millions en 1974. Or, la consommation n'a pas progressé, et en 1973 cette consommation aurait été de l'ordre de 370 millions de paires. Dans de telles conditions, de nouvelles importations s'avèrent totalement inutiles et, de toutes façons, les importations réalisées ont été néfastes pour l'industrie du bas et du collant, cela étant vrai dans toutes les régions productrices.

*Budget**(emploi de crédits d'avance affectés au ministère de l'Industrie).*

18080. — 22 mars 1975. — **M. Poperen** demande à **M. le ministre de l'Industrie et de la recherche** quel va être l'emploi du crédit de 100 millions de francs ouvert en autorisation de programme et en crédit de paiement par le décret d'avance n° 75-115 du 20 février 1975 au bénéfice du chapitre 52-11 du budget de son ministère (approvisionnement et ressources du sous-sol).

Routes (baisse préférentielle sur les bitumes employés par les collectivités locales).

18084. — 22 mars 1975. — **M. Charles Signon** demande à **M. le ministre de l'Industrie et de la recherche** de bien vouloir faire en sorte que les émulsions et bitumes employés par les collectivités locales pour les revêtements routiers fasse l'objet d'une baisse préférentielle étant donné les variations du cours du brut. Il estime que ces produits ont subi des majorations injustifiées qui empêchent les communes de procéder à l'entretien minimum de leur réseau routier et que ces prix doivent donc être revus en priorité pour la prochaine campagne.

INTERIEUR

D. O. M. (finances locales mises en difficulté par les mesures de restriction du crédit).

17870. — 22 mars 1975. — **M. Fontaine** signale à l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, la situation particulièrement difficile des finances des communes de son département à la suite des mesures prises par le Gouvernement pour limiter l'accroissement du crédit. Dans certaines communes, la réalisation d'équipements programmés et décidés a dû être arrêtée, faute de pouvoir obtenir la totalité des prêts sollicités. Dans un contexte de chômage qui s'aggrave chaque jour, cette situation ne saurait se prolonger sans entraîner de graves conséquences sociales. Il lui demande donc de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour donner aux communes un « ballon d'oxygène ».

Communes (modification du critère servant au classement dans la catégorie des communes rurales).

17881. — 22 mars 1975. — **M. Sénès** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, la situation de certaines communes qui, du fait de leur population, ne sont pas classées communes rurales et qui, considérant les activités de leurs habitants et leur situation, mériteraient d'obtenir les mêmes aides que celles bénéficiant de la qualification de communes rurales. Dans le département de l'Hérault des communes telles Pézenas, Lunel, Lodève, Ganges et Clermont-l'Hérault sont classées communes urbaines alors que ces gros bourgs sont des centres ruraux. Il s'ensuit pour certains travaux l'attribution de subventions dérisoires, largement absorbées par la T. V. A. Les critères retenus étant pour l'I. N. S. E. E. moins de 2 000 habitants, pour le Crédit agricole moins de 5 000, il lui demande de lui faire connaître, considérant la situation de ces communes, s'il envisage une modification des règles actuellement en vigueur relatives à la détermination de la qualité des communes rurales.

Aménagement du territoire (sujétions résultant du classement d'un département littoral comme département touristique).

17887. — 22 mars 1975. — **M. Gau** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de lui faire connaître les sujétions résultant pour les collectivités publiques et les particuliers du classement d'un département ayant une façade littorale comme département touristique ; si de telles sujétions assurent la protection de l'environnement, si notamment elles ne font pas obstacle à des réalisations par des promoteurs privés sur les terrains mitoyens du domaine public maritime. Il lui demande en outre de lui faire connaître, d'une part, les motifs pour lesquels le département de la Vendée n'a pas encore été déclaré département touristique et, d'autre part, le nombre des départements qui n'ont pas fait l'objet d'une telle reconnaissance sur les côtes de l'Atlantique et les côtes de la Méditerranée.

Eau (retard dans l'exécution des travaux d'hydraulique de la baie de la Canche).

17915. — 22 mars 1975. — **M. Haesebroeck** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que l'Institut interdépartementale Nord-Pas-de-Calais pour l'aménagement de la baie et des ressources en eau de la Canche avait décidé, en accord avec l'agence de bassin Artois-Picardie, la réalisation en trois phases des tra-

vaux suivants : adduction d'eau de la Lys à la métropole lilloise depuis Aire-sur-la-Lys ; transfert d'eau de la Canche dans la Lys pour permettre à l'usine d'Aire-sur-la-Lys de pouvoir fonctionner à sa pleine capacité en période d'étiage de la Lys ; construction à Etaples d'un barrage sur l'estuaire de la Canche permettant la création d'un lac. Seule la première phase qui a coûté à la collectivité plus de 100 millions de francs, T. V. A. exclue, a été exécutée, l'adduction est en service depuis le 1^{er} janvier 1973 mais n'a pu jusqu'à présent et à aucun moment fonctionner à plein, le débit de la Lys étant insuffisant. Une enquête d'utilité publique concernant la dérivation des eaux de la Canche fut effectuée en décembre 1970, celle-ci ne donna lieu qu'aux réserves habituelles de minime importance en pareil cas ; aussi, tous les services responsables de l'Etat du département du Pas-de-Calais consultés, fut-il préparé en mars 1972 par la direction départementale de l'agriculture du Pas-de-Calais un projet de rapport et de décret à prendre par le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme après avis en Conseil d'Etat. Celui-ci décida, le 11 mai 1973, l'extension de l'enquête aux communes riveraines de la Canche en aval de Montreuil. La deuxième enquête se déroula en octobre et novembre 1973 ; cette enquête, à l'inverse de la première, rencontra de nombreuses protestations de la part des riverains et de personnes ou organismes connaissant plus ou moins la région de Montreuil. Nonobstant ces oppositions, la commission d'enquête émit un avis favorable, assorti de réserves de limitations de débit du prélèvement en Canche. Ces réserves reçurent encore une fois l'accord de l'institution en janvier 1974. Forte de l'acquiescement obtenu sur le plan départemental lors de la première enquête, donnant satisfaction aux réserves faites, l'institution, en accord avec l'agence de bassin Artois-Picardie, lança, en juillet 1972, le concours concernant le transfert Canche-Lys (deuxième phase des travaux), sa commission de concours retint en octobre 1972 les entreprises adjudicataires. Les crédits de réalisation de la deuxième phase étant disponibles depuis 1972, ce retard de prise de position, non seulement par le Conseil d'Etat, mais également par les ministères concernés, cause un grave préjudice aux collectivités en cette période d'inflation galopante, puisque d'ores et déjà il peut être considéré que le montant des travaux, d'environ 25 millions de francs en 1972, s'élève maintenant à 40 millions de francs. En conséquence, il lui demande les raisons de ce retard si néfaste.

Equipements socio-éducatifs (utilisation des terrains libérés par la destruction de l'hôpital Beaujon, à Paris (8^e)).

17928. — 22 mars 1975. — **M. Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que le ministère des postes et télécommunications et le ministère de l'économie et des finances se sont répartis les emplacements qui leur sont nécessaires sur les terrains devenus vacants depuis la destruction de l'hôpital Beaujon. Sur cette surface considérable de 24 000 mètres carrés, les intérêts de la ville de Paris semblent avoir été complètement oubliés, alors que pourtant ces terrains se trouvent sur l'arrondissement le plus dépourvu d'équipements sociaux de tout Paris, et même de toute la région parisienne. Le parlementaire susvisé insiste sur le fait que l'affectation des terrains et bâtiments pour les besoins du secteur à cet emplacement représente la dernière chance pour le 8^e arrondissement de ne pas être définitivement dépourvu de tout équipement social. Le parlementaire susvisé, qui regrette que ni la préfecture de Paris, ni le Conseil de Paris n'aient été mis au courant des projets des trois ministères qui se partagent ces 24 000 mètres carrés, demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de lui dire si la maison de jeunes de 400 mètres carrés, qui se trouve à cet endroit, est bien maintenue ; si, d'autre part, la crèche de 60 lits qui a été promise sera réalisée. Il lui demande en outre si, dans le secteur A ou dans le secteur B, il compte dégager une surface utile prévue pour aménager le terrain de jeux réclamé par toutes les associations sportives de l'arrondissement qui n'en possèdent aucun, et alors que les travaux souterrains prévus par le ministère de l'intérieur et le ministère des postes et télécommunications semblent pouvoir libérer un espace au sol non constructible. Il lui demande enfin s'il compte prévoir dans le bâtiment B3 les locaux nécessaires à la satisfaction des besoins socio-culturels et socio-éducatifs du 8^e arrondissement.

Conseillers municipaux (attribution plus libérale des autorisations spéciales d'absence).

17941. — 22 mars 1975. — **M. Jans** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, qu'un conseiller municipal s'est vu refuser par son employeur une « autorisation spéciale d'absence » en vue de participer à une réunion du Comité du syndicat des communes de la banlieue de Paris pour l'électricité, dans lequel il siège en qualité d'élu. Aucun texte actuellement ne semble prévoir des autorisations d'absence pour le cas considéré. Il lui demande s'il ne conviendrait pas d'étendre le bénéfice des autorisations spéciales d'absence déjà prévues pour la durée des sessions des assemblées,

de façon à permettre également la participation des conseillers municipaux aux travaux des organismes dans lesquels ils siègent en leur qualité d'élus.

Cadastre (utilisation abusive des documents cadastraux de Viry-Châtillon [Essonne] par un agent immobilier.

17944. — 22 mars 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur l'utilisation abusive, à titre commercial, du cadastre de la ville de Viry-Châtillon (Essonne). De nombreux habitants sont importunés par des propositions de vente émanant d'un expert immobilier. Dans les lettres reçues, on peut lire « Si vous n'êtes pas propriétaires sur Viry-Châtillon, nous vous demandons de ne pas nous tenir rigueur de cette erreur, le cadastre de cette commune n'étant pas à jour ». L'expéditeur s'excusant d'avance de ces erreurs qui provoquent « des rappels ultérieurs qui ne pourraient que vous importuner ». L'article 37 du décret du 7 messidor an II et un avis du Conseil d'Etat du 18 août 1807 indique que les documents cadastraux déposés dans les mairies peuvent être consultés par tout citoyen. L'exercice de ce droit a été nettement déterminé par la circulaire du 18 août 1807 du ministre des finances aux préfets. La consultation du cadastre est donnée sous la surveillance et la responsabilité du maire ou de son délégué qui apprécie si la consultation demandée ne présente pas d'inconvénient. C'est ainsi qu'il doit être opposé un refus à un agent d'affaires qui, pour l'exercice de sa profession, demanderait à relever des renseignements relatifs à divers propriétaires sans avoir reçu de mandat des intéressés. Il lui demande : 1° dans quelles conditions le cadastre a pu être mis, à Viry-Châtillon, à la disposition d'un agent immobilier ; 2° quelles mesures il compte prendre afin de faire cesser ces abus qui soulèvent les réclamations de la population importunée.

Communes (interdiction préfectorale des annonces par haut-parleur dans les Bouches-du-Rhône).

17955. — 22 mars 1975. — **M. Porelli** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les faits suivants : un arrêté préfectoral en date du 19 janvier 1965 interdit la diffusion d'annonces par haut-parleur dans les communes des Bouches-du-Rhône. Cependant, l'arrêté précise que des dérogations spéciales peuvent être accordées par le préfet des Bouches-du-Rhône. Tenant compte de cette précision, au nom de la municipalité de Port-Saint-Louis-du-Rhône, **M. Porelli** a demandé au préfet des Bouches-du-Rhône de bien vouloir lui accorder une dérogation afin de lui permettre d'inviter les habitants de la commune à participer à des réunions dans une salle municipale, ces réunions ayant pour but de leur faire connaître les dispositions que compte prendre, en leur nom, la municipalité démocratiquement élue. Or, **M. le préfet des Bouches-du-Rhône** lui a fait savoir, par lettre en date du 3 mars 1975, qu'il n'est pas possible d'accorder une telle autorisation. En effet, le texte précité est intervenu, en application d'instructions ministérielles précises, rappelées à plusieurs reprises. Il est mentionné que des dérogations spéciales à la règle d'interdiction des diffusions d'annonces par haut-parleur, ne seront accordées que pour des motifs exceptionnels. Cette condition est impérative et elle ne saurait être remplie dans le cas évoqué ci-dessus. Faisant suite à cette réponse négative, il lui demande : 1° si vouloir faire participer la population à des décisions importantes la concernant directement n'entre pas dans le cadre des dérogations spéciales ; 2° si ce n'est pas le cas, quelles sont les interventions pour lesquelles le préfet des Bouches-du-Rhône peut donner des dérogations ; 3° si la réponse faite par le préfet, au nom du Gouvernement, est compatible avec le respect de la démocratie locale et l'épanouissement des libertés communales.

Espaces verts (aménagement des terrains libérés par la démolition de l'ancien hôpital Beaujon).

17957. — 22 mars 1975. — **M. Lafay** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que la réponse publiée au *Journal officiel* (Débats Assemblée nationale) du 15 février 1975 à la question écrite n° 15161 du 28 novembre 1974 laisse subsister trop d'incertitudes sur la part qui sera réellement faite aux espaces verts dans l'aménagement de la parcelle de terrain sur laquelle se situe à Paris l'ancien hôpital Beaujon, pour que ne soient pas fournies, dans les meilleurs délais, des informations complémentaires au sujet de cette affaire. Il est bon que la volonté d'humaniser le cadre de vie des Parisiennes et des Parisiens se soit affirmée au niveau des plus hautes instances dirigeantes de notre pays mais, devant ces prises de position, la population de la capitale aurait peine à comprendre que l'Etat ne donne pas, chaque fois qu'il en a le moyen, l'exemple des réalisations susceptibles de réintroduire des éléments de verdure dans la ville. Or, une occasion de choix se présente avec le remodelage des abords de l'ancien hôpital Beaujon et l'administration faillirait aux obligations qu'imposent les orientations qui viennent d'être assignées à la conduite de l'aménagement urbain de la capitale, si elle ne tirait pas un parti

optimal des possibilités qui s'offrent pour créer à cet emplacement un agréable site vert. La réponse susrappelée indique, assurément, que les études actuelles s'efforceront de prévoir le maximum d'espaces libres et en particulier d'espaces verts. Cependant, un engagement aussi incertain ne peut aujourd'hui suffire car trop de projets désastreux pour la qualité de la vie à Paris ont mûri sous le couvert de promesses aussi vagues, pour que toute ambiguïté soit désormais à bannir de l'information relative au contenu des projets de construction et d'urbanisme. Il ne faut plus qu'à la pierre et au béton continuent d'être sacrifiés l'espace et la verdure dont les citadins sont avides parce qu'ils en ont physiologiquement et psychiquement besoin. Le dossier intéressant l'ancien hôpital Beaujon et son environnement peut et doit permettre, ponctuellement mais efficacement, de satisfaire à cette exigence. L'intervenant serait donc reconnaissant à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de bien vouloir lui donner l'assurance qu'il veillera personnellement à ce que le projet en cours d'élaboration fasse une large place aux aires de verdure et il serait heureux des précisions qui pourraient lui être données sur les caractéristiques que revêtiront ces espaces et sur les conditions de leur accès au public.

Collectivités locales (politique de signature de contrats de villes moyennes avec les collectivités locales).

17978. — 22 mars 1975. — **M. Pierre Lagorce** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, qu'au cours de sa récente visite en Aquitaine il a promis non seulement que serait poursuivie la politique de signatures de contrats de villes moyennes avec les collectivités locales, mais encore que serait amorcée une politique complémentaire d'engagements avec les petites villes ou les syndicats intercommunaux en milieu rural. Il lui demande s'il peut lui préciser en quoi consisteront ces engagements et quels seront les avantages que pourront en retirer les signataires.

Communes (conditions d'accès à l'emploi d'attaché communal).

17982. — 22 mars 1975. — **M. Naveau** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il peut lui faire connaître : 1° quelles seront les conditions pour accéder à l'emploi d'attaché communal (voie interne, voie externe, titres et diplômes requis, etc.) ; 2° si ce poste pourra être pourvu par voie d'avancement ; 3° à quelle date les textes d'application relatifs à cet emploi seront publiés au *Journal officiel*.

Personnel des collectivités locales (modalités de mutation et d'intégration dans un nouveau corps alignées sur celles concernant les fonctionnaires de l'Etat).

18016. — 22 mars 1975. — **M. Fontaine** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, qu'en réponse à la question écrite n° 16627 du 1^{er} février 1975 de **M. Berger** (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 1^{er} mars 1975, p. 743) à **M. le Premier ministre** (Fonction publique) concernant les possibilités de mutation des fonctionnaires et les modalités de leur intégration dans un nouveau corps, il a été indiqué que « dans un souci d'alléger aussi bien la tâche de l'administration que de réduire les délais nécessités par les transferts de personnels, cette circulaire (la circulaire commune fonction publique-budget du 12 mai 1967) a effectivement recommandé aux administrations de recourir à la procédure de l'intégration immédiate de préférence à celle du détachement chaque fois qu'elles étaient saisies par ces fonctionnaires de demandes tendant à leur permettre d'exercer leurs fonctions dans un corps homologue d'une autre administration... Les bénéficiaires sont nommés dans leur nouveau corps à l'échelle et à l'échelon qu'ils avaient atteint dans le précédent, en conservant leur ancienneté de grade et d'échelon dans cette échelle ». Les fonctionnaires des collectivités locales devant bénéficier des mêmes avantages que ceux qui sont reconnus à leurs collègues de la fonction publique, il lui demande de lui faire connaître si les dispositions précitées peuvent s'appliquer aux personnels des collectivités locales et si, dans ces conditions, il est possible d'intégrer dans le corps des rédacteurs de mairie un adjoint des cadres hospitaliers dans les mêmes conditions que celles prévues en pareil cas pour les fonctionnaires de l'Etat, étant admis que les modalités de concours et l'échelonnement indiciaire sont tout à fait identiques pour les deux corps.

Communes (accroissement de la participation de l'Etat aux investissements municipaux).

18022. — 22 mars 1975. — **M. Donnadieu** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que les municipalités doivent faire face à des charges de plus en plus lourdes et que la part de l'Etat ne s'est pas accrue en conséquence pour les aider. En cette période de sous-emploi, il est nécessaire de favoriser les investissements municipaux qui sont un des éléments de bien vivre, et pour cela l'Etat doit aider les collectivités locales de plus en plus, ce qui permettra sans aggraver l'inflation de faire des travaux qui aideront

à juger le chômage si préoccupant. Il lui demande comment et quand il compte favoriser cette forme si nécessaire de développement.

Communes

(personnel: augmentation du taux de l'indemnité d'exhumation).

18055. — 22 mars 1975. — **M. Mario Bénéard** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les dispositions de l'arrêté du 14 juin 1968 fixant les modalités d'attribution et le taux des indemnités susceptibles d'être allouées aux personnels communaux pour travaux dangereux, insalubres, incommodes et salissants. L'article 5 de ce texte prévoit que parmi les indemnités particulières qui peuvent être allouées à leurs personnels par les assemblées délibérantes compétentes figure une indemnité d'exhumation fixée à 3 francs par exhumation et par agent sans que le nombre de bénéficiaires puisse excéder cinq personnes par opération. En général, dans les petites communes et même dans celles de moyenne importance, il est rare que plus d'un employé communal soit chargé de toutes les opérations funéraires. Dans ces communes, certaines opérations, telles que les transferts de cercueils, les inhumations et les exhumations, nécessitent un personnel plus important. Le fossoyeur titulaire doit être aidé par d'autres employés communaux. Les opérations en cause sont pénibles, salissantes et incommodes. L'indemnité précitée est extrêmement faible et ne tient pas suffisamment compte du caractère particulier de ces opérations. D'ailleurs, d'autres employés municipaux pour une tâche moins rebutante bénéficient souvent d'indemnités plus élevées. Il lui demande s'il peut envisager d'augmenter d'une manière très sensible le taux de l'indemnité d'exhumation.

Police (renforcement des effectifs à Hellemmes et Mons-en-Barœul [Nord]).

18058. — 22 mars 1975. — **M. Dhlmin** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les graves problèmes de sécurité qui se posent dans la commune de Mons-en-Barœul, près de Lille. Le meurtre d'un enfant de huit ans, commis il y a quelques jours, manifeste bien la gravité de la situation. Pour les deux communes d'Hellemmes et de Mons-en-Barœul, il n'existe qu'un commissariat de police dont le siège se trouve dans la première de ces communes, la seconde ne comportant qu'un poste annexe, fermé la nuit. La sécurité nocturne des deux villes n'est assurée que par huit policiers chargés de la protection de près de 30 000 habitants, total de la population de ces deux villes. Il est absolument indispensable qu'une augmentation des effectifs de police intervienne le plus rapidement possible. En effet, les opérations « coups de poing » effectuées dans cette région n'ont obtenu que des résultats malheureusement insuffisants. Une sécurité accrue ne peut être obtenue que grâce à un rehaussement d'effectifs permanents, permettant aux policiers d'acquiescer une bonne connaissance de la population en assurant une surveillance par quartier. Il souhaiterait très vivement que les mesures indispensables à ce rehaussement des effectifs soient prises dans les meilleurs délais possibles, notamment en créant un commissariat de police dans la commune de Mons-en-Barœul.

JUSTICE

Aide sociale (suppression des titres exécutoires émis par les préfets pour la récupération auprès des malades des prestations d'aide médicale).

17861. — 22 mars 1975. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre de la justice** que l'article 134 du code de la famille précise les conditions dans lesquelles l'admission d'urgence à l'aide médicale est prononcée. En cas de non-ratification de la décision du maire par la commission départementale d'aide sociale, le département a le droit de récupérer la somme qu'il a avancée. Le non-ratification est très souvent motivée par le fait que les ressources du malade, compte tenu de l'aide que peuvent et doivent lui procurer ses obligés alimentaires, lui permettent de supporter ses frais d'hospitalisation. Dans cette hypothèse, il serait inhumain de contraindre le malade à régler à lui seul la totalité de la créance départementale. On peut donc penser que, si un accord n'a pas été obtenu à ce sujet, l'autorité judiciaire doit être obligatoirement saisie par le préfet, afin qu'elle détermine la part que le malade doit rembourser et celle qui doit être versée par chacun de ses obligés alimentaires. Il lui demande de confirmer que toute autre façon de procéder, notamment l'émission par le préfet d'un titre exécutoire à l'encontre du malade, est illégale.

Sociétés commerciales (président autre qu'une personne physique).

17904. — 22 mars 1975. — **M. Gau** demande à **M. le ministre de la justice** si, en égard aux termes de l'article 110 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, il peut exister des sociétés saumées à un régime particulier dont le président peut ne pas être une personne physique et de lui préciser quelles sont ces sociétés.

Testaments-partages

(enregistrement au droit fixe pour les successions en ligne directe).

17914. — 22 mars 1975. — **M. Frédéric-Dupont** expose à **M. le ministre de la justice** que la réponse à la question écrite n° 15856 (*Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale du 15 février 1975, page 554), est en contradiction formelle avec la politique familiale préconisée par le Gouvernement. Certes, la liquidation des droits de succession tient compte du lien de parenté unissant le défunt à ses héritiers, mais il est difficilement admissible que la formalité de l'enregistrement soit beaucoup plus coûteuse quand le testateur laisse à son décès plusieurs enfants que s'il en laisse un seul ou meurt sans postérité. Le parlementaire susvisé demande donc à **M. le ministre de la justice**, en vertu de la nouvelle politique familiale annoncée par le Gouvernement, si les mesures préconisées dans sa précédente question ne peuvent être étudiées à nouveau.

Enfance inadaptée

(coût des formalités pour le placement sous administration légale).

17921. — 22 mars 1975. — **M. Pujol** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation des familles de parents d'enfants inadaptés. La loi fait une obligation aux parents de placer leur enfant inadapté sous protection juridique lorsqu'il atteint sa majorité. Ces formalités coûtent environ 300 francs pour une administration légale simple. L'aide juridique est accordée aux parents disposant de ressources mensuelles de 1 350 francs à 2 250 francs, ce depuis la loi de finances de 1975. La gratuité peut être accordée sur simple appréciation du juge, et basée sur les ressources de l'inadapté et non sur celles des parents. Les frais sont très variables sur l'ensemble de la France. Il lui demande d'envisager une solution plus favorable et uniforme afin de réduire au minimum les difficultés des familles atteintes à effectuer les démarches indispensables à l'avenir de leur enfant majeur handicapé.

Procédure pénale (obligation pour le juge d'instruction de statuer en cas de non-réponse du ministère public dans le délai prescrit).

17975. — 22 mars 1975. — **M. Frêche** rappelle à **M. le ministre de la justice** les dispositions de l'article 175 du code de procédure pénale ainsi rédigé: « Aussitôt que l'information lui paraît terminée, le juge d'instruction communique le dossier au procureur de la République qui doit lui adresser ses réquisitions dans les trois jours au plus tard. » Il lui fait observer que le texte précité n'a prévu aucune sanction au cas où le procureur de la République ne répondrait pas dans le délai prévu de trois jours. Il lui rappelle également que, trop souvent, les parquets saisis dans ces conditions par le juge d'instruction tardent à faire connaître leurs réquisitions et que ce retard peut atteindre plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avant que le dossier d'instruction puisse être réglé, et que cette situation est préjudiciable à la bonne marche de la justice. Il lui rappelle en outre que, d'une manière plus générale, lorsqu'un juge d'instruction communique un dossier au procureur de la République pour solliciter son avis ou ses réquisitions sur un problème de droit avant clôture de l'information, ce dernier n'est tenu par aucun délai et qu'il en résulte, de la même manière, une paralysie du cours de la justice qui pourrait, dans certaines circonstances, devenir volontaire. Il cite, à titre d'exemple, l'information actuellement en cours au parquet de la Seine concernant l'affaire dite « des micros » du journal satirique *Le Canard enchaîné*, qui a fait l'objet d'une ordonnance de soit communiqué en date du 20 décembre 1974 de la part du magistrat instructeur à **M. le procureur de la République** près le tribunal de grande instance de la Seine. Il lui rappelle que cette communication avait pour but de recueillir l'opinion du parquet de la Seine, donc du ministre de la justice, sur un problème de droit qui conditionne la poursuite de l'information. Il se permet d'appeler son attention sur le fait que la réflexion des services compétents, qui s'est déroulée sur deux mois, risque de se prolonger longtemps encore, sans qu'aucun texte légal puisse y mettre fin, et que ce silence peut conduire à un blocage de fait de l'action judiciaire. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour éviter le retour des inconvénients signalés ci-dessus et s'il ne lui paraît pas souhaitable de modifier l'article 175 du code de procédure pénale en y ajoutant une disposition faisant obligation aux juges d'instruction de statuer en cas de non-réponse du ministère public dans le délai prescrit.

Permis de conduire (substitution pour certains délits, aux peines de prison, du retrait du permis).

17993. — 22 mars 1975. — **M. Audinot** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les dispositions prévues par le projet de loi n° 1481 tendant à remplacer pour certains délits des peines de prison par le retrait du permis de conduire et à modi-

fier l'article 43 du code pénal. Il lui demande s'il ne lui semble pas que cette mesure puisse être de nature à faire suspecter injustement toute personne dont le permis serait retiré, d'être coupable d'un délit plus grave qu'une infraction au code de la route. En outre, il s'interroge sur la nécessité de ce retrait qui pourrait être considéré comme une brimade touchant directement à l'activité de certaines catégories socio-professionnelles, dont le métier nécessite l'emploi constant d'un véhicule. Il appelle enfin son attention sur le fait que le sursis pourrait être octroyé dans les cas visés par cet article, quand il ne pourrait l'être pour des automobilistes, auteurs d'une simple infraction au code de la route. Il souhaite que le Gouvernement envisage de supprimer cette disposition du projet de loi qui porterait une atteinte supplémentaire à l'industrie automobile, quand dans la période de crise économique que connaît le pays, il a annoncé qu'il entendait agir pour soutenir cette industrie, son avenir et celui de ses employés.

Huissiers de justice (revalorisation des salaires des clercs et employés de leurs études).

17995. — 22 mars 1975. — **M. Schnebelen** expose à **M. le ministre de la justice** que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S. M. I. C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources

Huissiers de justice (revalorisation du tarif).

18020. — 22 mars 1975. — **M. Chaumont** expose à **M. le ministre de la justice** que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S. M. I. C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il lui demande en conséquence s'il espère faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

Servitudes (suppression des servitudes qui ne correspondent plus à des nécessités).

18037. — 22 mars 1975. — **M. Serge Mathieu** expose à **M. le ministre de la justice** le cas d'une propriétaire rurale qui, par suite de l'existence d'une ancienne servitude, est contrainte de permettre à ses voisins de venir puiser de l'eau dans une citerne située dans la cave de sa maison. Il lui précise que les personnes auxquelles est due cette servitude disposent toutes, depuis plusieurs années, d'un système d'installation d'eau courante réalisé par la commune. Il lui demande s'il n'estime pas que, dans des cas de ce genre, les articles 703 et suivants du code civil ne devraient pas être modifiés, afin, indépendamment du non-usage pendant trente ans, que la servitude cesse lorsque, par suite de la modernisation des exploitations et des logements, elle ne correspond plus à une réelle nécessité.

Huissiers de justice (revalorisation des salaires des clercs et employés de leurs études).

18049. — 22 mars 1975. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre de la justice** que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissiers de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S. M. I. C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il lui demande en conséquence s'il espère faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Téléphone (conditions d'application du nouveau taux de la taxe de raccordement...).

17873. — 22 mars 1975. — **M. Bécam**, approuvant la suppression des avances remboursables pour le raccordement téléphonique, attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur deux aspects des nouvelles dispositions: d'une part, il estime qu'en échange de délais d'attente parfois longs, il eût été légitime de maintenir le régime le plus favorable pour les personnes ayant déposé leur demande antérieurement à la fin de l'année 1974, et en particulier en faveur de celles qui avaient obtenu l'accord de l'administration, sans que l'installation ait été effectuée au 31 décembre 1974, ainsi qu'en faveur des personnes âgées. D'autre part, il lui rappelle qu'il avait été convenu que la suppression de ces avances remboursables et la fixation de la nouvelle taxe de raccordement devaient constituer une opération financière neutre pour l'administration des postes et télécommunications. Il lui demande donc de lui préciser si le montant des taxes de raccordement définitivement acquises au budget ne représentera pas en fait une recette nouvelle, puisque aucun remboursement n'aura plus lieu.

Personnel auxiliaire (titularisation des auxiliaires employés à temps partiel).

17893. — 22 mars 1975. — **M. Allainmat** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur le cas des auxiliaires de ses services qui ne sont pas employés à temps complet mais qui effectuent cependant un travail d'une durée journalière de sept heures, à peine inférieure à celle des fonctionnaires à temps complet. Il lui demande de lui faire connaître si, ces auxiliaires, employés souvent depuis plus de dix ans, peuvent être titularisés sur place et dans quelles conditions. Dans la négative, il lui demande de lui indiquer les raisons qui s'opposent à cette promotion sociale d'employés donnant toute satisfaction et à leur maintien sur place hautement souhaitable.

QUALITE DE LA VIE

Stations de sports d'hiver (situation critique des commerçants et artisans résultant des conditions atmosphériques et du manque de neige).

17902. — 22 mars 1975. — **M. Saint-Paul** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les stations de sports d'hiver dans les Pyrénées et particulièrement en Ariège, en raison de l'absence quasi totale de neige (et, par suite, de clientèle) au cours de la saison qui va se terminer. Cette situation résulte de circonstances atmosphériques tout à fait exceptionnelles et imprévisibles. Tous les commerçants ayant une activité dans ces stations, ainsi que les collectivités ou sociétés gérant les stations elles-mêmes, connaissent des difficultés jamais rencontrées jusqu'à cette année: certains ont été obligés de licencier leur personnel ou de le mettre en chômage technique, voire de fermer purement et simplement. Les difficultés financières en résultant mettent beaucoup d'entre eux dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations envers leurs créanciers, notamment l'Etat et les organismes de crédit auxquels ils avaient fait appel pour leurs investissements. L'exonération ou l'ajournement des impôts basés sur une activité normale (patente, chiffre d'affaires forfaitaire), une aide exceptionnelle, ou la possibilité d'obtenir des prêts à taux réduits (comme cela se pratique pour d'autres « sinistrés »), seraient seuls susceptibles de sauver de la faillite nombre de ces établissements ou stations. Il demande donc à **M. le ministre** quelles dispositions il compte prendre pour remédier à la situation exposée ci-dessus.

JEUNESSE ET SPORTS

Equipements sportifs (aide de l'Etat en vue de la réalisation du stade d'athlétisme intercommunal de Saulx-les-Chartreux (Essonne)).

17945. — 22 mars 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur la réalisation d'un stade d'athlétisme intercommunal à Saulx-les-Chartreux (Essonne). Cet équipement est demandé par les communes de Longjumeau, Saulx-les-Chartreux, Champlan et Ballainvilliers regroupées en syndicat intercommunal. Il sera situé à proximité du C. E. S. intercommunal Pablo-Picasso et pourra être largement utilisé par les élèves des établissements voisins. Il aura de par sa situation, la qualité de ses équipements (piste synthétique), un intérêt départemental, voire régional. Le coût de ce projet s'élève à 4 778 608 francs, auxquels s'ajoute l'achat des terrains d'un montant de 1 421 300 francs. L'administration préfectorale a répondu à une demande de subvention qu'en matière d'équipement sportif, il n'est pas attribué de subvention pour les acquisitions de terrains. De plus, la première

tranche de travaux ne peut être inscrite en 1975 au programme d'équipements sportifs et socio-éducatifs. Il lui demande si, compte tenu de l'importance de cette réalisation et de la situation financière de ces communes qui ont déjà participé à la réalisation de l'hôpital de Longjumeau et à la construction et au fonctionnement du C. E. S. Pablo-Picasso de Saulx-les-Chartreux : 1° il compte faire droit à la demande de subvention pour l'achat du terrain en accordant une dotation exceptionnelle ; 2° il soutiendra l'inscription du stade d'athlétisme intercommunal de Saulx-les-Chartreux au VII^e Plan, pour que la réalisation de la première tranche intervienne au plus tard en 1976.

SANTE

Aide sociale (titres exécutoires émis par les préfets pour la récupération auprès des bénéficiaires des prestations).

17872. — 22 mars 1975. — **M. Lafay** expose à **Mme le ministre de la santé** que lorsqu'une commission départementale d'aide sociale infirme, en considérant l'aide que le postulant est à même de recevoir de ses débiteurs légaux d'aliments, une décision municipale ayant prononcé l'admission d'urgence à l'aide médicale ou à l'aide sociale aux infirmes et aux personnes âgées dont l'état nécessite une hospitalisation, la collectivité doit se faire rembourser les sommes afférentes aux frais qu'elle a supportés pendant le délai qui s'est écoulé entre les deux décisions qui ont été ainsi prises en sens contraire. Il désirerait savoir, dans l'hypothèse où les débiteurs d'aliments ne se mettent pas d'accord avec leur créancier ou entre eux sur le partage des frais considérés, si le préfet peut, afin de pourvoir au recouvrement des sommes à récupérer, émettre un titre exécutoire à l'encontre de l'attributaire de l'aide annulée, ou doit immédiatement demander à l'autorité judiciaire compétente de fixer les montants respectifs des parts qu'il incombent à l'intéressé et à chacun de ses débiteurs d'aliments de reverser à la collectivité.

Assurance maladie (contrôle à domicile du bien-fondé des arrêts de travail par des organismes privés).

17896. — 22 mars 1975. — **M. Huyghues des Etages** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la pratique d'entreprises et de sociétés qui passent des contrats avec des organismes (exemple Securex) pour qu'ils viennent contrôler le bien-fondé des arrêts de travail pour maladie donnés par les médecins traitants. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° en vertu de quelles dispositions des organismes peuvent s'immiscer dans la vie privée des malades ; 2° si le malade a le droit d'interdire la violation de son domicile par les contrôleurs ; 3° s'il ne s'agit pas, en l'espèce, d'une forme déterminée de rupture du secret professionnel ; 4° le contrôle du médecin de la sécurité sociale n'est plus suffisant, ou jugé inutile ; 5° si le médecin traitant ne livre pas ses constatations à son malade, au nom de quelles dispositions un employeur sera fondé pour contester la validité de l'arrêt ; 6° si l'employeur peut invoquer une faute ou une rupture du contrat au cas où l'employé refuse ce contrôle supplémentaire ; 7° quelles mesures elle compte prendre pour que cessent ces pratiques abusives.

Masseurs-kinésithérapeutes (conditions d'admission dans les écoles de kinésithérapie).

17903. — 22 mars 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **Mme le ministre de la santé** que les candidats à l'admission dans les écoles de kinésithérapie se partagent en deux groupes : 1° les bacheliers admis sur titres jusqu'à une date récente et pour lesquels il vient d'être décidé l'institution d'un concours d'entrée propre à chaque école et dont les épreuves devraient avoir lieu le 30 avril, cette année ; 2° les candidats non bacheliers issus d'écoles privées qui préparent l'entrée dans les écoles de kinésithérapie et pour lesquels seul un examen est prévu à la date du 10 avril. Il lui demande : 1° s'il lui paraît équitable qu'une telle décision soit prise à une date aussi proche de celle fixée pour les épreuves 1975 ; 2° s'il ne lui paraît pas opportun de prendre en urgence une mesure afin que les divers candidats ne soient pas discriminés à l'avance ; 3° s'il ne lui paraît pas utile de faire connaître à l'avenir en début d'année scolaire aux intéressés toutes informations concernant les conditions d'entrée dans les écoles de kinésithérapie.

Hôpitaux (ouverture du C. H. R. de Montpellier et augmentation de sa capacité d'accueil).

17909. — 22 mars 1975. — **M. Balmigère** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la vitale nécessité de ne pas retarder le déblocage des crédits prévus depuis longtemps en vue de la création du nouveau C. H. R. de Montpellier. Il lui précise que les projets successifs de ce C. H. R. se traduisent par une diminution du nombre de lits alors qu'au contraire les besoins de plus en plus criants dans ce secteur posent l'exigence d'une augmentation de ce nombre de lits. Il lui demande quelles dispositions elle entend prendre pour accélérer l'ouverture de ce centre, pour

que la capacité d'accueil de ce dernier soit au niveau des besoins et pour que les effectifs en personnel soient suffisants pour assurer cet accueil dans de bonnes conditions.

Secrétaires administratifs en chef des directions de l'action sanitaire et sociale (bonifications attribuées par le décret du 27 septembre 1974).

17933. — 22 mars 1975. — **M. Foyer** demande à **Mme le ministre de la santé** si le Gouvernement entend faire bénéficier les secrétaires administratifs en chef des directions de l'action sanitaire et sociale des bonifications attribuées aux secrétaires en chef de préfecture par le décret n° 74-838 du 27 septembre 1974. Dans l'affirmative, il souhaiterait connaître à quelle date peut être espérée la publication du décret.

Contraception (moyens financiers des centres de planification et d'éducation familiales).

17935. — 22 mars 1975. — **Mme Chonavel** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur le fonctionnement des centres de planification et d'éducation familiales. Suivant régulièrement la parution au *Journal officiel* des agréments de centres de planification (il y en a plus d'une centaine actuellement), elle constate que la plupart des centres agréés fonctionnent soit dans des services de gynécologie obstétrique d'établissements hospitaliers, soit dans des centres de soins ou de P. M. I., déjà existants, gérés par des collectivités publiques (municipalités, départements, bureaux d'aide sociale). Examinant la situation du centre de planification qui fonctionne dans le centre de santé municipal de sa commune, elle constate, qu'agréé depuis février 1974, il n'a bénéficié d'aucune subvention en 1974, que le budget prévisionnel pour 1975 n'est toujours pas approuvé et que, surtout, aucune convention n'a encore été signée entre la municipalité gestionnaire et le département. Ce n'est donc que grâce à la bonne volonté de la municipalité soucieuse de l'intérêt de la population et de l'urgence de mettre la contraception « à la portée de tous » que ce centre fonctionne. Il en est de même pour les dix-sept autres centres agréés dans les centres de santé municipaux de la Seine-Saint-Denis. Une fois de plus, les municipalités supportent les charges supplémentaires par suite de la carence des pouvoirs publics en matière de santé. On peut invoquer les lourdeurs administratives, mais ne s'agit-il que de cela. L'application de la nouvelle loi sur l'avortement cause de graves inquiétudes alors que sept ans après sa promulgation, on n'est toujours pas en mesure d'appliquer la loi sur la contraception votée en 1967. Si les contraceptifs oraux sont maintenant remboursés par la sécurité sociale, il n'y a toujours pas de remboursement des dispositifs intra-utérins et leur prix reste très élevé et parfois inaccessible à certaines femmes démunies. En conséquence, elle demande à **Mme le ministre** ce qu'elle compte faire pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais.

Don du sang (information et publicité gratuites à la radio et à la télévision).

17939. — 22 mars 1975. — **M. Depietri** expose à **Mme le ministre de la santé** que l'augmentation du nombre d'accidents ainsi que les besoins en médecine et chirurgie exigent de plus en plus de transfusions sanguines. Dans tout le pays, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes offrent, plusieurs fois par an, bénévolement, leur sang pour sauver des vies humaines. Il faut les remercier et les féliciter de leurs gestes. Malheureusement, malgré ces milliers de donneurs bénévoles, la collecte de sang est insuffisante ; il semble que ceci est dû au fait de l'absence de moyen d'information au public par la télévision et la radio officielle, celle-ci demande, paraît-il, à l'association des donneurs de sang, un tarif au même titre que la publicité commerciale. Aussi, il lui demande s'il n'estime pas normal : 1° que passe, de temps à autre, sur les chaînes de télévision et de radio, une information gratuite sur l'importance et la nécessité d'offrir son sang ; 2° que les chaînes de télévision et de radio régionales soient autorisées à diffuser les dates et les lieux des journées de collecte de sang dans les localités les concernant.

Hôpitaux (inscription au VII^e Plan des crédits pour la construction du nouveau centre hospitalier d'Argenteuil).

17949. — 22 mars 1975. — **M. Mondargent** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation du centre hospitalier d'Argenteuil. Ouvert en 1932, desservant actuellement les communes suivantes (secteur n° 16 du Val-d'Oise) : Bezons, Cormelles-en-Parisis, Franconville, La Frette-sur-Seine, Montigny-lès-Cormelles, Saint-Gratien, Sannois, et les communes des Yvelines : Sartrouville, Houilles, ce qui représente une population de 306 000 habitants environ, ce centre ne répond plus depuis longtemps aux besoins des habitants d'une région en pleine expansion. Le conseil d'administration du centre hospitalier a obtenu l'autorisation en 1974 de contracter des emprunts pour un montant de 15 millions de francs,

afin d'acquérir les terrains nécessaires à la réalisation d'un nouvel hôpital. En conséquence, il lui demande instamment si le financement de la construction du nouveau centre hospitalier d'Argenteuil sera bien inscrit au VII^e Plan.

Ecoles d'infirmières (augmentation du montant des subventions).

17950. — 22 mars 1975. — **M. Montdargent** rappelle à **Mme le ministre de la santé** la situation difficile dans laquelle se trouvent les écoles d'infirmières annexées à un établissement hospitalier. Les frais de fonctionnement de ces écoles sont supportés sur le prix de journée (malades et sécurité sociale). Depuis 1971, suite à l'action syndicale, l'Etat a dû, pour une infime partie, couvrir les frais par l'intermédiaire du ministère de la santé. Le montant de la subvention a été fixé à 3 500 francs par élève et par an. Malgré la hausse constante des prix cette subvention n'a jamais été réévaluée. Or, actuellement, à Argenteuil par exemple, les frais de formation d'une infirmière se montent à environ 15 000 francs pour une externe. Il lui demande si elle n'estime pas que ce problème devrait être examiné rapidement en vue d'une augmentation importante de la subvention accordée aux écoles d'infirmières.

Personnel des établissements de soins (conditions de vaccination des candidats à l'entrée dans les établissements de formation).

17967. — 22 mars 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les dispositions en vigueur pour l'entrée dans un certain nombre d'établissements de formation placés sous son contrôle. Les dossiers à présenter par les candidats doivent généralement comporter des certificats de diverses vaccinations mais il se trouve que souvent quelques postulants présentent une contre-indication temporaire aux dites vaccinations. Ces dossiers devant être déposés six à dix mois avant la date d'entrée dans ces établissements il lui paraît regrettable de les considérer comme incomplets et non recevables car les intéressés peuvent dès lors perdre une année scolaire. Il lui demande si des instructions ne pourraient pas être données pour que ces dossiers soient acceptés conditionnellement, laissant ainsi aux intéressés le temps de satisfaire aux obligations vaccinales sans courir le risque de devoir différer d'un an leur formation.

Hôpitaux (provision versée au moment de leur entrée à l'hôpital par les personnes qui ne peuvent être prises en charge).

17994. — 22 mars 1975. — **M. Longueque** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur l'article 22 du décret n° 58-1510 du 29 décembre 1959 modifié concernant les dispositions financières et comptables régissant les hôpitaux publics. Ce texte dispose notamment que, dans le cas où les frais de séjour des malades ne sont pas susceptibles d'être pris en charge soit par les services de l'aide médicale, soit par un organisme quelconque de sécurité sociale, soit par le ministère des anciens combattants et victimes de guerre ou par tout autre organisme public, les intéressés ou à défaut leur famille ou un tiers responsable sont tenus, sauf dans les cas d'urgence, de verser au moment de leur entrée dans l'établissement une provision renouvelable égale à dix jours d'hospitalisation. Il lui expose que compte tenu des prix de journée actuels cette provision atteint des sommes importantes et que le cas s'est présenté récemment d'une personne qui devait être hospitalisée dans un service de chirurgie d'un hôpital public de la région du Limousin et qui n'a pas été en mesure de verser la provision demandée d'un montant de 4 000 francs environ. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de revoir les dispositions précitées de l'article 22 du décret n° 58-1510 du 29 décembre 1959 modifié afin que la provision pouvant dans certains cas être demandée par les établissements hospitaliers publics soit diminuée et ramenée à un taux mieux adapté aux possibilités des personnes âgées en particulier, dont les revenus n'ont pas augmenté dans la même proportion que les prix de journée des hôpitaux publics.

Foyers de jeunes travailleurs (difficultés financières du foyer d'Aubervilliers [Seine-Saint-Denis]).

17996. — 22 mars 1975. — **M. Ralite** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les difficultés de gestion que rencontre le foyer des jeunes travailleurs Eugène-Hénaff, à Aubervilliers. Comme celle de tous les autres foyers de jeunes travailleurs, sa situation financière est dramatique. Si des aides de l'Etat et du patronat n'interviennent pas, ce foyer, comme d'autres, risque de fermer ou d'être obligé d'augmenter les prix de pension dans des proportions insupportables pour les jeunes auxquels il s'adresse. Une statistique portant sur les 83 derniers résidents entrés au F. J. T. Indique que 62,65 p. 100 d'entre eux gagnent moins de 1 600 francs par mois et 12,05 p. 100 moins de 1 200 francs. A cela s'ajoute le problème du chômage qui frappe particulièrement les jeunes. Pour sa part, la commune est intervenue financièrement dans le budget du foyer des jeunes travailleurs, mais ne saurait le faire au-delà d'une limite que lui imposent des charges toujours

plus grandes. Par ailleurs, lors d'une entrevue qui a eu lieu le 31 janvier 1974 avec **Mme Dienesch**, nous avons signalé une anomalie dans le financement de ce foyer. Une somme évaluée à 407 000 francs restait due au titre de participation à son équipement. Rien depuis n'a avancé et le problème reste posé. Enfin, le groupe communiste a déposé une proposition de loi n° 911 visant à résoudre ce grave problème des budgets des foyers de jeunes travailleurs. Elle n'a toujours pas été examinée par le Parlement malgré les interventions répétées des députés communistes. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures elle compte prendre : 1° pour que la subvention légale de 407 000 francs due au foyer des jeunes travailleurs d'Aubervilliers soit attribuée immédiatement ; 2° pour que la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire communiste soit discutée dès la prochaine session.

Handicapés (lacune de la loi d'orientation en ce qui concerne les déficients auditifs).

18007. — 22 mars 1975. — **M. Larue** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur une lacune grave de la récente loi d'orientation en faveur des handicapés. En effet, le texte du projet ne fait pas allusion aux handicapés sensoriels, c'est-à-dire notamment les déficients auditifs alors que le terme « physique » qui est employé dans le texte ne semble pas englober cette particularité. Ainsi depuis plusieurs années, les caisses d'assurance maladie prenaient prétexte de ce que les mots « handicapés sensoriels » ne figuraient pas dans les textes (alors que le terme « handicapé physique » y figurait) pour ne pas accorder de prises en charge aux déficients auditifs. D'autre part, l'obligation scolaire affirmée dans le récent texte obligerait, dans le cas des déficients auditifs, à recourir à des personnels ayant une formation originale les qualifiant, sous l'égide du ministère de la santé, à la fois comme instituteurs spécialisés et comme orthophonistes de déficients auditifs. Dans ce cas va se poser le problème de la prise en charge par l'Etat d'un type de dépenses dans lequel les frais d'enseignement et de traitement sont indissociables. La solution serait de rattacher ces personnels au seul contrôle du ministère de la santé. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si les textes d'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés permettraient de résoudre les importants problèmes évoqués ci-dessus.

Education spécialisée (bourses ou allocations de formation au profit des élèves éducateurs des centres de jeunes inadaptés).

18011. — 22 mars 1975. — **M. Laborde** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la gravité de la situation dans laquelle se trouvent maintenue les élèves éducateurs des centres des jeunes inadaptés. Ces élèves, dans l'attente de bourses ou d'allocations de formation qui leur ont été promises, restent dans une insécurité totale. Il voudrait savoir quelle solution sera apportée à ce problème qu'il semble urgent de résoudre.

Adoption (insuffisance et lenteurs de la procédure).

18014. — 22 mars 1975. — **M. Daillet** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les insuffisances et les lenteurs de la procédure d'adoption. Il lui rappelle que, lors des débats qui ont précédé le vote de la loi relative à l'interruption de grossesse, elle avait annoncé l'intention du Gouvernement de préparer un projet de loi destiné à modifier et à compléter la loi du 11 juillet 1966. Il lui demande de bien vouloir faire connaître quel est l'état des travaux entrepris en ce domaine et si, en particulier, le projet d'une fondation ou d'un conseil de l'Etat auquel elle avait fait allusion a quelque chance d'être réalisé dans un avenir prochain.

Questions écrites (absence de réponse à deux questions).

18035. — 22 mars 1975. — **M. Haesebroeck** demande à **Mme le ministre de la santé** de lui faire connaître pour quelles raisons elle n'a pas encore répondu aux questions n° 5676 du 30 octobre 1973, n° 7997 du 26 janvier 1974 et n° 12982 du 10 août 1974.

Ecole nationale de la santé publique de Rennes (suppression de la section de formation de techniciens sanitaires de l'E.N.S.P.).

18053. — 22 mars 1975. — **M. Millet** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur des événements qui viennent d'être portés à sa connaissance. Il s'agit de l'école nationale de la santé publique de Rennes qui offre depuis 1970 une possibilité de promotion professionnelle aux inspecteurs de salubrité. Cinq promotions comprenant une trentaine d'inspecteurs de salubrité en poste dans les directions départementales de l'action sanitaire et sociale et bureaux municipaux d'hygiène ont été formées ou sont en cours de formation (enseignement étalé sur trois années). Or, la section de formation de techniciens sanitaires de l'E.N.S.P. vient d'être supprimée. En l'absence de mise en place d'une autre procédure d'accès à cet enseignement, celle-ci a pour conséquence immédiate de clore toute possibilité de promotion professionnelle pour ces agents. Cette situation apparaît d'autant plus paradoxale que les services exté-

rieurs du ministère de la santé publique font, depuis plusieurs années, état d'un manque de personnel qualifié dans ce domaine. En conséquence, il lui demande : 1° si ces faits sont exacts ; 2° dans l'affirmative, si cette mesure était nécessaire ; 3° quelles mesures elle compte prendre alors pour assurer la formation en nombre suffisant de ces personnels indispensables à une amélioration nécessaire des services de santé dans notre pays.

Hôpitaux (amélioration indiciaire des préparateurs en pharmacie et techniciens de laboratoire exerçant en milieu hospitalier).

18060. — 22 mars 1975. — **M. La Combe** remercie **Mme le ministre de la santé** de la réponse publiée au *Journal officiel*, débat A. N., n° 15515, du 13 décembre 1974, relative à la situation des préparateurs en pharmacie et techniciens de laboratoire exerçant en milieu hospitalier public. Il souligne toutefois que cette réponse n'a pas un caractère convaincant du fait qu'elle ne retient pas l'incidence qu'a l'arrêté du 16 mai 1974 sur la situation des techniciens de laboratoire par rapport à celle des laborantins. Il lui rappelle que, tant par la qualification imposée que par les conditions de recrutement, les techniciens de laboratoire ont conscience que les légitimes améliorations indiciaires apportées au cadre des laborantins doivent leur être également appliquées, alors que, au 1^{er} juillet 1976, les indices seront respectivement les suivants : 283 à 430 pour les laborantins, 544 pour les surveillants de laboratoire et 579 pour les surveillants chefs de laboratoire ; 275 à 487 et 533 (échelon exceptionnel) pour les techniciens de laboratoire et les préparateurs en pharmacie. Il lui demande à nouveau s'il peut étudier la possibilité d'alignement du dernier indice et de l'échelon exceptionnel des intéressés respectivement sur les indices nouveaux des surveillants et surveillants chefs de laboratoire.

Personnel des hôpitaux (recassement indiciaire des préparateurs en pharmacie et des techniciens de laboratoire).

18068. — 22 mars 1975. — **M. Labarrère** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur le problème qu'il avait évoqué dans sa question n° 13531 du 21 septembre dernier. Dans sa réponse, elle lui précise qu'il a semblé opportun, compte tenu de leur qualification, de leurs responsabilités et de leurs sujétions d'emploi, de reclasser les personnels de laboratoire dans la catégorie B type de telle sorte que l'indice 455, après avoir été porté au deuxième niveau de la catégorie B type (500), soit transformé en 533 et que l'indice 500, après avoir été porté au troisième niveau de la catégorie B type (545), soit transformé en 579. Or, les préparateurs et techniciens de laboratoire hospitalier ne pouvaient atteindre eux non plus l'indice 545, cependant l'indice 500 s'est transformé pour eux en 533, ce qui aboutit à la situation actuelle. Les techniciens de laboratoire hospitalier font partie du personnel de laboratoire hospitalier (décret du 10 janvier 1968) ; leur recrutement est propre à ce personnel (décret du 29 novembre 1973), leur rôle déterminé par rapport à ce personnel (décret du 10 janvier 1968). D'autre part, leur qualification est supérieure à l'ensemble de ce personnel (cadre B), leurs responsabilités ne sont pas moindre et leurs suggestions d'emploi sont celles du personnel de laboratoire hospitalier. En conséquence, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures qui s'imposent pour que le reclassement des préparateurs en pharmacie et des techniciens de laboratoire hospitalier soit rectifié dans le cadre des dispositions prises pour le personnel de laboratoire hospitalier (cadre B) indice 455 transformé en 533 et indice 500 en 579, ce dernier indice étant accessible à tous, car les textes attribuent le même rôle à chaque technicien dans les laboratoires hospitaliers et à chaque préparateur dans les pharmacies.

TRANSPORTS

Transports aériens (publication des conclusions de l'enquête sur l'accident aérien du 11 juillet 1973 à Saulx-les-Chartreux (Essonne)).

17877. — 22 mars 1975. — **M. Mesmin** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** les termes de sa question écrite n° 8177 en date du 9 février 1974 relative à la catastrophe aérienne survenue le 11 juillet 1973 au Boeing 707 PP-VJZ de la compagnie brésilienne Varig qui s'est écrasé en feu à Saulx-les-Chartreux (Essonne). Alors que tous les passagers (plus de cent victimes) ont péri asphyxiés ou carbonisés, tous les membres de l'équipage (douze personnes) sortaient sains et saufs de l'appareil. Il semblerait qu'en raison de cette circonstance particulière les enquêteurs aient pu déterminer avec exactitude les causes de cette catastrophe et en conséquence, il lui demandait à quelle date seraient publiées au *Journal officiel* les conclusions de la commission d'enquête qui doit déposer un rapport sur tout accident aérien survenant sur le territoire français. Dans sa réponse d'attente en date du 20 juillet 1974, **M. le secrétaire d'Etat aux transports** avait bien voulu indiquer que ce rapport serait publié au *Journal officiel* dans « quelques mois ». Il serait désireux de connaître à quelle date ce rapport paraîtra au *Journal officiel*.

Transports scolaires (élèves des lycée technique et C. E. T. de Massy-Villegèni) (Essonne).

17946. — 22 mars 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur l'organisation du ramassage des élèves du lycée technique et C. E. T. de Villegèni à Massy (Essonne). Cet établissement, prévu initialement pour 1 400 élèves, en accueille 2 640 provenant d'une centaine de communes différentes. Pour pallier les difficultés considérables de transport dans l'Essonne, le conseil de parents d'élèves a entrepris un travail remarquable. Un recensement systématique de l'origine géographique des élèves a été effectué. Une première ligne qui intéresse soixante-dix élèves a été créée depuis 1968 par le conseil de parents d'élèves pour combler l'absence de transports entre Savigny-sur-Orge et Massy. Le trajet permet le ramassage des élèves de Savigny-sur-Orge, Paray-Vieille-Poste, Morangis, Chilly-Mazarin, Longjumeau, Saulx-les-Chartreux, Champlan pour les amener au lycée technique de Massy-Villegèni. Le conseil de parents d'élèves a réservé à la R. A. T. P. un autobus qui effectue chaque jour une liaison aller et retour. Le coût de la location s'élève à 38 602 francs par an. Une partie est financée par l'Etat et le département. Il reste à la charge des parents une participation annuelle de 230 francs à 170 francs. Le Conseil de parents d'élèves assure seul la gestion. Un travail important de comptabilité et de recouvrement est effectué, qui n'est pas la vocation de cette association. Le conseil de parents d'élèves souhaite que la R. A. T. P. prenne l'entière gestion de cette ligne, soit en transformant cette ligne en ligne régulière, soit en prolongement d'autres lignes régulières déjà existantes. Il lui demande en conséquence : 1° s'il compte faire droit à la demande des parents qui ont remédié en urgence à une carence mais ne sauraient se substituer à la R. A. T. P. ; 2° quelles mesures il compte prendre, en consultant les parents d'élèves, les autorités académiques et les élus, pour développer un plan de transport des élèves dans l'Essonne.

Cheminsots (reversion des droits à pension acquis par le personnel féminin).

17952. — 22 mars 1975. — **Mme Moreau** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur une mesure discriminatoire à l'égard des femmes travaillant à la S. N. C. F., que représente à non-reversion de la retraite de la femme agent sur son mari. Alors que le personnel féminin cotise dans les mêmes conditions que le personnel masculin, il paraît juste que les cheminotes aient la certitude que les avantages acquis par leur travail ouvrent droit à la pension de reversion dans les mêmes conditions que le personnel masculin et notamment que le mari d'une cheminote puisse cumuler sa pension personnelle et une pension de reversion. Elle lui demande donc s'il n'entend pas donner son homologation à un texte devant permettre la reversion des droits à pension acquis par le personnel féminin de la S. N. C. F. et si la mesure appliquée pour les fonctionnaires d'Etat et les agents des collectivités locales ne pourrait, en première étape, être envisagée à la S. N. C. F., avec effet de décembre 1973.

Cheminsots (augmentation de la durée des congés de maternité du personnel féminin).

17953. — 22 mars 1975. — **Mme Moreau** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur la situation du personnel féminin de la S. N. C. F. Il apparaît en effet que, tout en faisant la part de la modernisation, l'accroissement de la productivité par heure réelle d'argent, se chiffre à 51 p. 100 en cinq ans, ce qui ne se fait pas sans une augmentation de la charge de travail, ni sans une aggravation des conditions de travail et de vie, et de graves répercussions sur la santé des femmes enceintes et de leurs bébés. Ainsi, de nombreuses femmes ne peuvent mener leur grossesse à terme. Il paraît donc urgent de porter le congé de maternité de quatorze à dix-huit semaines. Par ailleurs, aucune augmentation du congé de maternité n'est intervenue à la S. N. C. F. durant les dix dernières années, ce qui place cette entreprise nationalisée bien en retrait par rapport aux possibilités offertes par la sécurité sociale, l'E. D. F., les banques nationalisées, etc. Elle lui demande donc s'il compte donner son homologation à un texte devant permettre de porter le congé de maternité du personnel féminin travaillant à la S. N. C. F., de quatorze à dix-huit semaines.

S. N. C. F. (situation des agents de la S. N. C. F. au regard du régime des abattements de zone notamment dans la région de Saint-Gervais et de Chamonix).

17974. — 22 mars 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur la situation des agents de la S. N. C. F. au regard du régime des abattements de zones, notamment pour ceux qui sont en fonctions dans la région de Saint-Gervais et de Chamonix. Il lui fait observer que malgré les aménagements apportés au régime des abattements de zones, les

règles actuellement applicables ont apporté des ajustements insuffisants et sont génératrices de différences graves entre les cheminots d'une même région puisque les abattements varient en fonction de l'altitude. Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour supprimer rapidement et le cas échéant par étapes, les abattements de zones encore applicables ; 2° dans l'immédiat, pour que les cheminots affectés dans la haute vallée de l'Arve ne soient soumis qu'à un abattement de zone de 22,5 p. 100 pendant toute l'année.

Poids lourds (équipement d'un signal sonore de détresse en cas de défaillance des freins).

17979. — 22 mars 1975. — **M. Larue** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur les accidents qui sont intervenus ces dernières années lorsqu'un véhicule poids lourd se trouve privé subitement de ses freins en descendant une côte. Il insiste sur la nécessité de doter ces véhicules d'un signal d'alarme. Il lui paraît en effet nécessaire de permettre aux chauffeurs dont le véhicule se trouve en difficulté, en raison, par exemple, d'une défaillance des freins de prévenir les personnes se trouvant sur son passage. Il serait ainsi en mesure d'éviter de graves accidents. Il lui demande s'il n'estime pas que les poids lourds devraient être munis d'un signal sonore de détresse.

Transporteurs routiers (attribution de la carte professionnelle).

18029. — 22 mars 1975. — **M. Le Theule** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** que les réponses successives apportées à plusieurs questions écrites relatives à l'attribution de la carte professionnelle aux transporteurs routiers font état de difficultés rencontrées sur ce point, du fait de divergence apparues au cours de diverses réunions tenues avec les organisations professionnelles intéressées. Il souhaite tout d'abord savoir si toutes ces organisations ont été sollicitées pour participer aux réunions en cause. Il lui demande également de lui faire connaître quelles sont les difficultés évoquées, qui ne permettent pas d'accorder aux intéressés la carte professionnelle orçuve par un arrêté en date du 5 mai 1971, donc vieux de près de quatre ans, en appelant son attention sur l'importance de ces délais, de moins en moins compris et acceptés par les chauffeurs routiers.

TRAVAIL

Sécurité sociale (statut social des « mandataires libres » exerçant une activité occasionnelle).

17857. — 22 mars 1975. — **M. Massot** rappelle à **M. le ministre du travail** que, entre les V.R.P. statutaires et les agents commerciaux inscrits au répertoire particulier il existe en pratique une gamme de situations qui s'insèrent très difficilement dans des statuts classiques. Que c'est notamment le cas de ces nombreux mandataires, mères de famille, jeunes femmes, jeunes filles, etc., qui de façon sporadique et marginale s'efforcent, pour obtenir un complément de revenus, de prendre des commandes pour le compte de commerçants dans des domaines les plus variés (produits de beauté, produits ménagers, livres, etc.). Qu'ils agissent en droit et en fait dans la plus grande indépendance, sans aucun contrôle de rendement, ni sanction possible à aucun titre de la part de leur mandant, qu'ils perçoivent en retour, aux termes d'un contrat de simple mandat, réversible à tout moment sans indemnité une commission fixe sur les ventes effectivement réalisées par leur concours. Que de tels « mandataires libres » n'entrent, ni dans la catégorie des représentants salariés, statutaires ou non, en raison de leur indépendance, ni dans celle des agents commerciaux puisqu'ils n'exercent pas leur mandat à titre de profession habituelle. Que leur assujettissement éventuel à la sécurité sociale a soulevé de nombreuses controverses, tant au niveau des caisses qu'à celui des diverses cours et tribunaux qui ont pu être saisis de ces affaires. Au plan général certains méconnaissant leur indépendance décident d'une affiliation au régime général par application de l'article L. 241 du code de sécurité sociale, d'autres dévient au contraire qu'il y ait lieu à affiliation, faute de lien de subordination et d'exercice d'une véritable activité professionnelle. En pratique, il est important de retenir que, pour la très grande majorité de ces personnes, les gains moyens sont très faibles, que leur affiliation à la sécurité sociale, en raison de leur activité occasionnelle et le plus souvent minime ne pourrait leur faire bénéficier de l'ensemble des prestations qui sont la contrepartie normale de l'affiliation ; que, d'autre part, les charges financières complémentaires qui en résulteraient, ainsi que l'accomplissement des formalités administratives nécessaires seraient loin d'être en rapport avec la modicité de leurs revenus. Que cependant l'incertitude de leur statut est pour les personnes concernées et qui peuvent se compter par centaines de milliers, des plus lourdes ; qu'il apparaît urgent que soit établi par une prise en considération d'ensemble de leur situation particulière un statut homogène. Il lui demande : 1° quelle est la législation existante qui concerne une telle situation ; 2° si les personnes concernées sont assujet-

tissables et doivent être soumises au régime général au titre de l'article L. 241 du code de sécurité sociale ou au régime des travailleurs indépendants ; 3° dans l'optique de l'extension future de la sécurité sociale à tous les Français, quels aménagements pourraient être prévus pour que, s'il convient que les personnes considérées puissent en dépit de leur activité professionnelle bénéficier alors de l'ensemble des prestations normalement prévues pour l'ensemble de la communauté, les charges de cotisations ne soient pas, tant pour « l'intéressé » que pour le mandant, disproportionnées à l'activité réelle. Ne faudrait-il tenir compte ainsi d'un minimum de rémunération au-dessous duquel il y aurait une franchise de cotisations, comme cela existe pour certains régimes d'allocations familiales.

Accidents du travail (extension aux enfants des victimes d'accidents du travail des dispositions applicables aux pupilles de la nation).

17875. — 22 mars 1975. — **M. Caro** demande à **M. le ministre du travail** s'il pourrait envisager, de concert avec son collègue chargé des anciens combattants et victimes de guerre, d'étendre, avec les aménagements indispensables, les dispositions relatives aux pupilles de la nation, dont le nombre de bénéficiaires se réduit sans cesse, aux enfants des victimes d'accidents du travail auxquels l'ensemble de la collectivité pourrait ainsi venir en aide et manifester son soutien.

Travailleurs frontaliers (aide aux travailleurs privés de leur emploi).

17879. — 22 mars 1975. — **M. Maisonnat** expose à **M. le ministre du travail** que la situation actuelle des travailleurs frontaliers est particulièrement difficile. Un certain nombre d'entreprises étrangères ont licencié de nombreux français qui se retrouvent sans aucun droit à indemnité ni aucune possibilité de trouver du travail. Aussi, des mesures doivent être prises pour permettre à ces salariés de faire face à une situation dont ils ne sont absolument pas responsables. Aussi, il lui demande : 1° d'accorder aux accessionnaires à la propriété un moratoire pour le remboursement de leur prêt à la construction, et aux locataires le maintien dans les lieux et la priorité d'attribution de logements sociaux pour les chômeurs qui ne peuvent faire face aux lourds loyers de la région frontalière ; 2° de permettre à ces chômeurs de bénéficier de la garantie de ressources pendant un an.

Assurance-maladie (prise en charge du tarif kilométrique conventionnel des médecins de campagne).

17897. — 22 mars 1975. — **M. Huyghues des Etages** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la mesure prise par certaines caisses de sécurité sociale, en particulier celle de la Nièvre, qui du fait de l'association de deux communes (Cosnes-sur-Loire et Cours), refusent de rembourser aux malades le tarif kilométrique conventionnel pris par les médecins. En raison de la dispersion de la population rurale et semi-rurale, le problème ne paraît pas pouvoir être assimilé à celui d'une zone urbaine. En effet il est fréquent que des hameaux, des villages et des lieux-dits soient distants de la nouvelle mairie prise comme point de départ zéro de cinq à dix kilomètres. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'elle compte prendre à cet égard.

Licenciements (remplacement immédiat des employés licenciés dans certaines entreprises).

17898. — 22 mars 1975. — **M. Huyghues des Etages** demande à **M. le ministre du travail** ce qu'il pense faire pour éviter que certains employeurs tentés d'inclure dans des licenciements pour motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel surtout des employés qui ont déçu, en général par leur action syndicale et politique, s'empressent de les remplacer dans leurs fonctions. D'après la législation en vigueur ce motif devrait entraîner la suppression des emplois correspondants (*Journal officiel* du 1^{er} décembre 1974, p. 12004, avenant 1, art. 2). Or, l'expérience prouve que la loi étant ainsi tournée il peut être difficile pour le licencié de prouver ce tour de passe-passe.

Assurance vieillesse (taux de cotisations pour les périodes d'incapacité de travail des pensionnés militaires).

17918. — 22 mars 1975. — **M. Mourrot** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que la validation, au regard de l'assurance vieillesse, des périodes de maladie ou d'invalidité n'est actuellement possible que si ces périodes ont donné lieu au versement des indemnités journalières de l'assurance maladie ou des arrérages de la pension d'invalidité au titre du code de la sécurité sociale. Ces dispositions écartent notamment de cette possibilité les périodes de maladie ou d'invalidité indemnisées au titre de la législation relative aux pensions militaires d'invalidité. Il lui signale à ce propos le préjudice subi, en matière d'avantage de vieillesse

par les assurés qui ont dû cesser momentanément leur activité en raison de blessures ou de maladies contractées au service du pays puisque celles-ci ont été jugées comme étant justiciables d'une indemnisation au titre du code des pensions militaires d'invalidité. Il lui demande s'il n'estime pas équitable d'envisager, à défaut de l'assimilation à des périodes d'assurance des périodes d'incapacité de travail des pensionnés militaires, le rachat par ceux-ci des cotisations d'assurance vieillesse pendant ce temps d'arrêt forcé de leur activité.

Travailleurs étrangers (assouplissement des formalités pour l'attribution de la carte de travail aux réfugiés chiliens).

17929. — 22 mars 1975. — **M. Morellon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation faite aux ressortissants chiliens réfugiés en France. Il lui demande en particulier s'il ne jugerait pas opportun d'assouplir à leur endroit les formalités nécessaires à l'obtention de la carte de travail.

Travailleurs immigrés (coordination de la législation française qui leur est applicable).

17930. — 22 mars 1975. — **M. Morellon** demande à **M. le ministre du travail** quelles dispositions il compte prendre pour assurer une meilleure coordination entre les différents services appelés à appliquer la législation française concernant les travailleurs immigrés ainsi qu'une information claire et synthétique sur leurs différentes compétences.

Diplôme universitaire de technologie (reconnaissance effective et nationale de ce diplôme).

17936. — 22 mars 1975. — **M. Carlier** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des étudiants sortant de l'I. U. T. titulaires de diplômes D. U. T.-B. T. S., diplômés qui n'ont pas encore obtenu la consécration officielle de l'Etat, ce qui les prive du bénéfice du travail de deux années d'études supérieures en sciences techniques, après l'obtention du baccalauréat. Les instituts universitaires de technologie ont des programmes de formation scientifique générale, mathématiques, physique, emploi de l'informatique (quatre départements: Génie civil, Génie électrique, Chimie, Génie mécanique) leur donnant une formation humaine, indispensable à tout futur cadre, et une formation technique approfondie. A l'entrée à l'I. U. T., on leur promet qu'à l'obtention des diplômes D. U. T.-B. T. S., l'Association des anciens élèves I. U. T. assure leur placement. On leur promet également que les titulaires des D. U. T. peuvent être admis sur titre dans certaines écoles d'ingénieurs. Or, leurs diplômes ne sont pas reconnus nationalement par les industriels, c'est pourquoi ils manifestent actuellement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la reconnaissance effective et nationale du D. U. T. et du B. T. S. dans les conventions collectives et les statuts de la fonction publique avec insertion au dernier échelon du dernier niveau de la filière technicien. Cette insertion devra se faire à un poste reflétant le niveau de qualification et de formation reçue afin d'assurer le déroulement normal des carrières et de dépasser le barrage actuel de la filière cadre. Que la reconnaissance du D. U. T. et du B. T. S. aboutisse à la création d'un nouvel échelon dans la fonction publique (entre le bac et la licence) pour permettre aux D. U. T. et B. T. S. de se présenter aux différents concours administratifs à un niveau reflétant leur juste valeur.

Accidents du travail (nombreux accidents graves dans la sidérurgie lorraine).

17940. — 22 mars 1975. — **M. Deplet** expose à **M. le ministre du travail** que le lundi 3 mars, de nouveau, 3 ouvriers ont été tués, 2 autres grièvement brûlés à l'usine fonderie à Hayange en Moselle, usine appartenant au groupe sidérurgique Sacilor anciennement Wendel-Sidélor. Depuis le début de cette année, 7 travailleurs ont été tués dans les usines de la sidérurgie lorraine. Il lui rappelle, qu'en 1974, le nombre des travailleurs tués a été de quinze. Il ne fait aucun doute que tous ces accidents mortels et corporels sont dus aux méthodes de travail que le patronat de la sidérurgie impose aux travailleurs; augmentation de plus en plus importante de la productivité, donc cadence infernale; compression de personnel dans les services dangereux, les commissions de sécurité n'ont aucun pouvoir de décision; tout ceci a pour objectif patronal de diminuer par tous les moyens le prix de revient de la tonne d'acier au détriment de la vie et de la santé des travailleurs. Aussi il lui demande ce qu'il compte faire pour exiger de la part du patronat de la sidérurgie lorraine: 1° l'application d'une véritable politique de sécurité qui tienne compte, avant tout, de la vie et de la santé des travailleurs et non pas du prix de la tonne d'acier; 2° de donner aux commissions de sécurité des pouvoirs qui leur permettent d'exiger que soient prises des mesures protégeant la vie et la santé des travailleurs afin d'éviter l'accident et non pas, comme c'est le cas actuellement,

d'enregistrer les accidents; 3° d'exiger de la part des patrons des entreprises sous traitantes travaillant pour la sidérurgie lorraine d'appliquer les mêmes mesures de sécurité susvisées.

Foyers de jeunes travailleurs (participation des employeurs à la construction de foyers).

17951. — 22 mars 1975. — **M. Montdargent** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la construction et les frais occasionnés par la gestion des foyers de jeunes travailleurs. Les difficultés financières de ces foyers ne cessent de s'aggraver. C'est ainsi que les deux foyers d'Argenteuil accusent en 1974 un déficit total de 120 000 francs. Ces foyers, en raison même de leur vocation d'accueil des jeunes travailleurs contraints de quitter leur région, remplissent une véritable mission de service public. Malgré cette reconnaissance par l'Etat, celui-ci ne leur donne pas les moyens de participation active au financement de la construction et de la gestion. De plus, les employeurs privés sont les bénéficiaires directs de ces foyers. C'est ainsi que pour Argenteuil, 72 p. 100 environ des résidents sont employés dans des entreprises privées du département, de la région parisienne, de Paris, parmi lesquelles de grandes sociétés de la métallurgie (Le joint français, Trefimétaux, Standard product, Ascinter atis...), des industries chimiques (Rhône Poulenc...), des banques (Dreyfus, De Neufville Schlumberger, Indochine...). Or, il se trouve qu'ils ne participent pas aux frais de construction et de gestion de ces foyers. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin de mettre les employeurs dans l'obligation de participer à la construction, l'entretien et la gestion des foyers de jeunes travailleurs.

Handicapés (prise en charge par la sécurité sociale des fauteuils roulants à moteur électrique).

18000. — 22 mars 1975. — **M. Maurice Blanc** expose à **M. le ministre du travail** le désir de nombreux handicapés physiques moteurs d'atteindre à une plus grande indépendance de mouvement par la possibilité d'utiliser un fauteuil roulant à moteur électrique. Or, ce matériel coûte très cher et n'est remboursé par la sécurité sociale que sur la base du coût d'un fauteuil classique. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas devoir faire prendre en charge complètement par la sécurité sociale les frais d'acquisition de ce matériel.

Pensions militaires d'invalidité (dispense du ticket modérateur pour les pensionnés relevant d'un régime de non-salariés).

18027. — 22 mars 1975. — **M. Hamelin** rappelle à **M. le ministre du travail** que les assujettis au régime général de la sécurité sociale, titulaires d'une pension militaire d'invalidité, sont dispensés du ticket modérateur pour les soins dispensés pour les maladies n'ayant aucun lien avec l'affection d'origine militaire. Cette mesure n'est toutefois pas appliquée à l'égard des titulaires de pensions militaires d'invalidité relevant d'un des régimes de non-salariés. La nécessité d'assurer l'équilibre financier de ceux-ci a toujours été invoqué pour justifier cette disposition discriminatoire. Il appelle toutefois son attention sur le fait que le titre de pension militaire d'invalidité fait mention qu'une cotisation de sécurité sociale a été retenue sur les arrérages de cette pension. Il lui demande si la perception obligatoire d'une telle cotisation n'est pas de nature à justifier le remboursement à 100 p. 100 des dépenses de santé engagées par les pensionnés militaires à quelque régime d'assurance qu'ils appartiennent.

Assurance vieillesse (commerçants: revalorisation des points de retraite des commerçants ayant opté avant 1971 pour une classe de cotisations basses du fait de leurs charges de famille).

18036. — 22 mars 1975. — **M. Nungesser** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'antérieurement au 1^{er} janvier 1971, les commerçants pouvaient opter pour l'une des classes de cotisations qui, en fonction du nombre de points s'y rattachant, déterminent l'importance de la pension de retraite. Il lui signale que des anciens commerçants ont été amenés, à cette époque, compte tenu des charges de famille auxquelles ils avaient à faire face, à limiter au minimum leurs cotisations. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, dans le cadre d'une politique familiale et sociale efficace, de faire bénéficier d'une revalorisation des points de retraite acquis, ceux des intéressés qui, ayant élevé un certain nombre d'enfants (cinq, six ou plus), n'ont pu, de ce fait, cotiser pour une classe leur procurant une retraite plus élevée.

Assurance maladie (exonération des cotisations d'assurance maladie pour les travailleurs non salariés non agricoles titulaires d'une pension d'invalidité)

18043. — 22 mars 1975. — **Mme Crépin** expose à **M. le ministre du travail** qu'en vertu de l'article 7 du décret n° 74-810 du 28 septembre 1974 relatif aux modalités de fixation des cotisations dues par les assurés obligatoires du régime d'assurance maladie et

maternité des travailleurs non salariés des professions industrielles, commerciales et artisanales, sont exonérés du versement des cotisations d'assurance maladie, sur le montant de leur allocation ou pension, les pensionnés ou allocataires âgés de plus de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'incapacité au travail, et quel que soit leur âge, les personnes titulaires d'un avantage de réversibilité ou d'une pension de veuve. L'exonération est accordée pour une période allant du 1^{er} octobre d'une année au 30 septembre de l'année suivante, lorsqu'au cours de l'année civile précédente, l'ensemble des revenus déclarés en vue du calcul de l'impôt sur le revenu n'a pas dépassé 9 000 francs pour un assuré seul et 17 000 francs pour un assuré marié. Aucune exonération n'est prévue en faveur des personnes invalides. Elle lui demande s'il ne serait pas possible d'étendre le bénéfice de cette exonération aux assurés des régimes visés ci-dessus, âgés de moins de soixante ans, qui, non encore retraités, sont titulaires d'une pension d'invalidité.

Chômage partiel (octroi de l'indemnité d'aide publique pour personne à charge à une femme seule qui élève son enfant).

18051. — 22 mars 1975. — **Mme Chonavel** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait qu'une femme mère de famille, en chômage partiel, se voit exclue du bénéfice de l'indemnité de 0,84 franc d'aide publique pour personne à charge dès lors qu'elle est seule pour élever son enfant et qu'à ce titre elle touche l'allocation de salaire unique. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation particulièrement injuste.

Société nationale des chemins de fer français (carte Vermeil : octroi aux invalides mis à la retraite avant soixante-cinq ans et aux anciens combattants et prisonniers de guerre retraités).

18057. — 22 mars 1975. — **M. Bolo** rappelle à **M. le ministre du travail** la réponse faite par un de ses prédécesseurs à la question écrite n° 9723 (*Journal officiel*, Débats A.N., du 23 mars 1974). Cette question concernait la possibilité pour les invalides mis à la retraite par anticipation d'obtenir la « carte Vermeil » avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans. Cette réponse précisait que « bien que la « carte Vermeil » soit une initiative du service commercial de la Société nationale des chemins de fer français, cette suggestion devrait pouvoir être examinée néanmoins avec la plus grande attention par les services concernés ». Elle faisait par ailleurs état d'une intervention auprès de **M. le secrétaire d'Etat** auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports afin de proposer à la Société nationale des chemins de fer français l'examen de cette suggestion. Il lui demande à quels résultats a abouti cette intervention et s'il n'estime pas souhaitable, dans le cadre de l'examen envisagé, d'accorder à tous les anciens combattants et prisonniers de guerre qui, en vertu de la loi du 23 novembre 1973, ont obtenu leur retraite entre soixante et soixante-cinq ans, la possibilité de bénéficier de la « carte Vermeil » dès la liquidation de leur pension de retraite.

Famille (protection de la mère et de la famille : parution d'un texte d'application de la loi du 3 janvier 1975).

18061. — 22 mars 1975. — **M. Peyret** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le décret prévu à l'article 8-II de la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 portant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille. Plus de deux mois après la promulgation de la loi précitée, ce texte d'application n'est toujours pas paru et de nombreuses familles attendent d'être fixées sur leurs droits. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui préciser quand ce texte interviendra, en souhaitant que sa date de parution soit la plus rapprochée possible.

Retraite anticipée des anciens combattants et prisonniers de guerre (information préalable des postulants sur leurs ressources prévisibles).

18070. — 22 mars 1975. — **M. Saint-Paul** expose à **M. le ministre du travail** qu'un salarié ancien combattant ou prisonnier de guerre peut bénéficier, à partir de soixante ans, d'une retraite anticipée. Il ignore néanmoins, au moment de sa demande, le montant de la pension qui lui sera attribuée (les caisses liquidatrices se déclarant dans l'impossibilité matérielle d'effectuer un décompte préalable pour lui fournir cette précision). Il n'est pas davantage instruit du montant de sa future retraite complémentaire. De plus, en cette matière, il ne semble pas qu'il y ait harmonisation, dans les conditions d'attribution, entre le régime général de la sécurité sociale et les divers régimes complémentaires. La complexité extrême des décomptes à établir lui échappant, un candidat à la retraite anticipée ne peut donc préjuger si celle-ci lui procurera des moyens suffisants d'existence ou si, en dépit de son état de santé, il ne sera pas contraint de continuer à travailler pour acquérir des droits supplémentaires. Pour se déterminer en toute connaissance de cause, il serait donc indispensable que tout postulant soit préala-

blement informé du montant global des ressources qui lui seront acquises, allocation du F.N.S. éventuellement comprise. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin que l'intéressé puisse obtenir ce renseignement, essentiel, avant toute demande.

Association des paralysés de France (octroi prioritaire de travaux à l'atelier protégé de Montpellier (Hérault)).

18071. — 22 mars 1975. — **M. Sénès** expose à **M. le ministre du travail** la situation de l'atelier protégé de l'association des paralysés de France, sise à Montpellier, mas de Prunet, route de Lavérune. Cet atelier de 40 places, ouvert en juillet 1970, n'a jamais pu dépasser l'effectif de 25 postes de travail. Depuis quatre mois le nombre des travaux confiés à l'atelier considéré est en diminution permanente. Ainsi, dans le courant de novembre 1974, 409 heures de travail ont été supprimées et 600 heures dans le courant de décembre, du fait que la Compagnie I. B. M. n'a plus la possibilité de s'adresser à l'atelier, à telle enseigne que, depuis le 1^{er} décembre 1974, vingt-deux personnes chôment partiellement et ne font plus que trente heures par semaine. A partir du 4 janvier 1975, cinq personnes sont en chômage complet. Il se permet de lui demander s'il ne serait pas possible d'obtenir, en faveur d'un tel atelier, l'octroi prioritaire de travaux effectués pour le compte de l'Etat et relevant des services d'Electricité de France, des P. et T., de l'éducation nationale, des transports, de l'énergie et des armées. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre afin de permettre à une réalisation particulièrement intéressante sur le plan social, de continuer à jouer son rôle.

Horaires du travail (contradiction entre la loi du 27 décembre 1974 et la convention collective de la coiffure).

18072. — 22 mars 1975. — **M. Gayraud** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la convention collective de la coiffure édictée par arrêté du 4 décembre 1973, qui réglemente les horaires de travail et de présence du personnel dans cette profession. La loi n° 73-1195 du 27 décembre 1973 relative à l'amélioration des conditions de travail donne la possibilité de déroger à la règle de l'horaire collectif de travail et à pratiquer des horaires individualisés. Ces dispositions légales sont en contradiction flagrante avec les impératifs de la convention collective (répartition sur cinq jours, repos intercalaire collectif de 1 h 30, journée continue les vendredi et samedi, ni équipe, ni roulement). En conséquence, il lui demande s'il peut lui indiquer les dispositions applicables en la matière et si la loi postérieure à la convention collective lui est effectivement bien supérieure.

Assurance-invalidité (insuffisante coordination entre le régime général et les régimes spéciaux).

18074. — 22 mars 1975. — **M. Kiffer** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés rencontrées par un certain nombre d'assurés sociaux en ce qui concerne les règles de coordination entre le régime général de la sécurité sociale et les régimes spéciaux dans le cas d'invalidité du travail. Aux termes de l'article 4 du décret n° 55-1657 du 16 décembre 1955 modifié, le total de la pension d'invalidité du régime général et de la pension du régime spécial ne peut, en aucun cas, excéder le salaire perçu par un travailleur valide de la catégorie professionnelle à laquelle l'intéressé appartenait au moment de l'interruption de travail, la pension d'invalidité du régime général étant réduite, s'il y a lieu, à concurrence de l'excédent. Il lui demande de préciser quel est le montant à retenir pour la comparaison avec le salaire perçu par un travailleur de la même catégorie professionnelle, compte tenu du fait que la pension du régime spécial comporte des éléments distincts tels que : la durée de service et les bonifications admissibles en liquidation, auxquelles peuvent éventuellement s'ajouter des avantages de pension à caractère familial.

Assurance vieillesse (insuffisante coordination entre de le régime général et le régime applicable aux fonctionnaires).

18075. — 22 mars 1975. — **M. Kiffer** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés rencontrées par un certain nombre d'assurés sociaux titulaires d'une pension du code des pensions civiles et militaires de retraite qui peuvent prétendre à une pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale. Aux termes de la circulaire ministérielle n° 69 du 25 juin 1970 pour l'application des décrets n° 50-132 et 50-133 du 20 janvier 1950, les périodes d'activité accomplies en dehors du territoire métropolitain pour la détermination de l'avantage, prorata temporis, dû par le régime général, ne sont prises en compte que dans la mesure où elles sont favorables aux intéressés. La circulaire précise qu'il n'est rien changé en ce qui concerne les périodes rémunérées par une pension d'un régime spécial et effectuées en France métropolitaine ainsi que dans les départements et territoires où s'appliquait le régime général français (départements d'outre-mer depuis le 1^{er} janvier 1948, territoires d'Allemagne et d'Autriche depuis le 1^{er} juillet 1947). De nombreux litiges surviennent entre

les assurés et les organes liquidateurs des pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale quant à l'application de ces dispositions en ce qui concerne les services effectués en Allemagne antérieurement au 1^{er} juillet 1947, notamment par les anciens prisonniers de guerre, dont le temps de captivité est déjà pris en compte dans la pension du régime spécial militaire ainsi que le temps passé en Algérie, quelle que soit la date. Compte tenu de ce que le régime général français ne s'appliquait pas sur ces territoires pour les périodes susvisées, il lui demande quelles sont les règles à observer en la matière pour le calcul du *pro rata temporis* antérieurement au 1^{er} juillet 1975, date à laquelle entrera en application la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 portant suppression des coordinations.

*Assurance invalidité
(révision de pourcentages d'incapacité).*

18082. — 22 mars 1975. — Suite à la réponse à sa question écrite n° 15441, M. Vivien demande à M. le ministre du travail s'il n'est pas possible d'ouvrir droit à la révision, pour les pourcentages d'incapacité, aux nationaux titulaires d'une rente accident de travail délivrée conformément à la loi du 9 avril 1898 lorsque, privés de l'usage d'un membre, leur état de santé s'est aggravé.

Retraites complémentaires (versement des allocations de l'IRCANTEC aux anciens combattants et prisonniers de guerre dès soixante ans).

18086. — 22 mars 1975. — M. Flornoy rappelle à M. le ministre du travail qu'en ce qui concerne les régimes de retraite complémentaire, seul le régime de l'IRCANTEC (institution de retraite complémentaires des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales) n'est pas en mesure d'appliquer actuellement les dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une retraite anticipée à taux plein. Répondant à une question écrite de M. Mauger (n° 12627, *Journal officiel*, Débats A.N. du 31 août 1974), M. le ministre de l'intérieur précisait que la procédure d'adaptation des dispositions réglementaires était alors à l'étude en vue de permettre l'attribution. A ce titre, des allocations versées par cette institution. Plus de cinq mois s'étant écoulés depuis cette information, il lui demande les raisons qui motivent la non-parution des textes en cause et souhaite que ceux-ci soient publiés dans les meilleurs délais afin de ne pas prolonger un retard que ne peuvent comprendre les personnels concernés.

Assurance vieillesse (modification des règles de cumul d'une pension du régime général et des avantages de vieillesse d'un régime spécial).

18087. — 22 mars 1975. — M. Flornoy expose à M. le ministre du travail que des informations émanant du ministère de la défense parues dans un journal défendant les intérêts des sous-officiers retraités (décembre 1974-janvier 1975), faisaient état d'un projet de loi qui devait être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale tendant à modifier les dispositions actuellement appliquées en matière de calcul de la retraite du régime général de sécurité sociale servie aux assurés ayant droit par ailleurs aux avantages de vieillesse d'un des régimes spéciaux. Il lui demande quand le projet de loi en cause sera déposé et si ce texte pourra être examiné lors de la prochaine session parlementaire.

UNIVERSITES

Enseignants (accès aux postes de maîtres-assistants des assistants des U.E.R. des sciences et de pharmacie).

17906. — 22 mars 1975. — Mme Constans attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux universités sur la situation actuelle des assistants des U.E.R. des sciences et de pharmacie. Le blocage général des carrières de l'enseignement supérieur constitue un obstacle pratiquement infranchissable à leur promotion, même lorsqu'ils sont inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant. C'est ainsi qu'à l'U.E.R. des sciences de Limoges, vingt-huit assistants sont inscrits sur la L.A.F.M.A. et occupent toujours un poste d'assistant. Compte tenu de l'absence de création de postes et dans l'attente de la mise en place de nouveaux statuts, en plus conviendrait-il de décider que la durée d'attente des assistants inscrits sur la L.A.F.M.A. n'excède pas deux années et qu'en conséquence soient transformés en postes de maîtres-assistants les postes des assistants inscrits sur la L.A.F.M.A. avant le 31 décembre 1973, ce qui, pour l'U.E.R. de sciences de Limoges, représenterait la transformation de quinze postes.

Etudiants (construction d'une cité universitaire à Brive [Corrèze]).

17911. — 22 mars 1975. — M. Pranchère expose à M. le secrétaire d'Etat aux universités la situation faite aux étudiants techniciens supérieurs du lycée Cabanis à Brive. En raison de l'inexistence

de cité universitaire dans cette ville, un grand nombre d'entre eux domiciliés hors de Brive supportent des dépenses importantes pour se loger. Cette situation est le fait de 94 sur les 122 étudiants techniciens supérieurs suivant actuellement les cours. Leur nombre devant passer à 130 pour l'année scolaire 75-76, la revendication qu'ils expriment de voir construire une cité universitaire apparaît justifiée. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas décider pour la rentrée prochaine la construction à Brive d'une cité universitaire destinée aux étudiants techniciens supérieurs de cette ville.

Enseignants (indemnité de résidence des professeurs d'université membres de professions libérales).

17931. — 22 mars 1975. — M. Morellon attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux universités sur le fait que certaines universités paient l'indemnité de résidence aux personnels enseignants (auxiliaires ou titulaires) qui exercent par ailleurs une profession libérale, alors que d'autres universités refusent de la payer. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître la réglementation qu'il y a lieu d'appliquer.

Diplôme universitaire de technologie (reconnaissance de ce diplôme et rémunération des stages des titulaires).

17937. — 22 mars 1975. — Mme Constans expose à M. le secrétaire d'Etat aux universités la question de la reconnaissance du diplôme universitaire de technologie dans les conventions collectives. Les étudiants des I. U. T. demandent depuis longtemps cette reconnaissance de D. U. T. dans les conventions collectives, ce qui permettrait la définition d'un statut pour les étudiants titulaires d'un tel diplôme et leur donnerait des garanties dans l'exercice de leur profession. D'autre part, elle souhaiterait que les stages effectués par les étudiants des I. U. T. hors de la ville universitaire où ils font leurs études soient justiciables d'une indemnisation qui leur donne les moyens matériels pour réaliser ces stages dans de bonnes conditions.

Ecole nationale supérieure des bibliothécaires de Paris (retards de paiement des salaires des employés vacataires).

17947. — 22 mars 1975. — M. Juquin appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux universités sur la procédure de paiement en vigueur pour les salaires des employés vacataires de l'école nationale supérieure des bibliothécaires de Paris. Le circuit de paiement, pour un vacataire employé à l'annexe de l'école nationale supérieure des bibliothécaires située à Massy (Essonne) peut être sommairement réduit à onze opérations : 1° embauche du vacataire ; 2° engagement de la dépense-salaire par l'école nationale supérieure des bibliothécaires de Massy ; 3° visa du contrôle financier du ministère de l'éducation à Paris ; 4° retour de l'engagement à la bibliothèque publique de Massy pour l'établissement du mandat ; 5° émission par le service comptable de l'école nationale supérieure des bibliothécaires de Villourbanne de l'ordre de paiement ; 6° ordre d'exécution de la dépense par la trésorerie principale de Villourbanne ; 7° transmission à la Banque de France de Paris ; 8° envoi au siège social de la banque de l'intéressé ; 10° versement à la succursale locale de la banque de l'intéressé ; 11° le vacataire reçoit son salaire. A l'annexe de Massy de l'école nationale supérieure des bibliothécaires, six titulaires en poste depuis le 1^{er} octobre ou le 1^{er} novembre 1974 n'ont été rétribués, après diverses actions syndicales, qu'à la fin du mois de janvier 1975. Trois non-titulaires à temps complet en poste depuis le mois de septembre 1974, deux femmes de ménage embauchées au 1^{er} janvier 1975 et trois personnes ayant travaillé à temps partiel durant l'année 1974 n'ont perçu leur salaire qu'à la fin de la première semaine du mois de mars 1975. C'était à la suite d'une grève reconductible à laquelle le personnel de cet établissement a été contraint. Il lui demande : 1° s'il s'engage à prendre les mesures évitant que cette situation ne se reproduise et permettant que les employés perçoivent leur salaire à chaque fin de mois ainsi que leur bulletin de salaire ; 2° compte tenu de l'impossibilité de recevoir le remboursement des soins médicaux en l'absence de feuilles de paie, de la perte de pouvoir d'achat accumulée pendant le retard de paiement et de la nécessité de recourir à des emprunts pour faire face aux dépenses ménagères incompressibles, s'il n'entend pas indemniser les victimes de ces retards inadmissibles.

Enseignement technique (création d'un institut universitaire de technologie à Brétigny-sur-Orge (Essonne)).

17948. — 22 mars 1975. — M. Juquin appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux universités sur le bien-fondé de la demande de création d'un institut universitaire de technologie à Brétigny-sur-Orge (Essonne). La municipalité de cette ville a demandé cette réalisation par délibérations des 24 avril 1969, 6 novembre 1970 et 20 septembre 1974. Brétigny-sur-Orge est bien située, desservie à une demi-heure de Paris par le train et bientôt reliée par les autoroutes F6 et S2. L'implantation est projetée sur un terrain de 21 000 mètres carrés mis à disposition par la ville dans le complexe sportif et

scolaire des Soixante Arpents qui comprend un ensemble très favorable d'équipements publics : un C. E. T., un lycée technique d'Etat avec une section Génie civil, un C. E. S., un centre d'apprentissage du bâtiment, une piscine couverte, un centre socio-éducatif comportant une bibliothèque, un gymnase type C, un stade omnisports avec piste de compétition de 400 mètres; un terrain de football, un terrain de rugby, deux terrains de tennis. Deux des quatre sections pourraient être, l'une de génie civil, l'autre G. E. A. (secteur tertiaire). Des liens pédagogiques sont aisés à établir avec le lycée technique d'Etat équipé de façon satisfaisante. La proximité de la faculté d'Orsay et des grands établissements parisiens fournirait des facilités pour recruter un encadrement de valeur. La création de l'I. U. T. de Brétigny-sur-Orge correspond aux désirs de nombreux jeunes titulaires de baccalauréats C, D et E issus des établissements de Cerbeil, Savigny-sur-Orge, Massy, Etampes, Dourdan, Juvisy-sur-Orge, Athis-Mons, et des baccalauréats de techniciens F4 provenant de Brétigny-sur-Orge, Vitry, Saint-Lambert, Provins, Pavillons-sous-Bois ou des baccalauréats de techniciens F9 (Vincennes) et des brevets de technicien Exécution de travaux (Vitry, Provins, Pavillons-sous-Bois). Aujourd'hui, aucun I. U. T. de génie civil n'existe dans la région parisienne. Près de 50 p. 100 des effectifs des environs de Paris vont à l'I. U. T. de Reims et d'autres vont à Egletons, Amiens, etc. L'ouverture d'un I. U. T. proche, à Brétigny-sur-Orge, autoriserait des jeunes plus nombreux à se porter candidat. La municipalité a donné son accord pour examiner favorablement la réalisation d'un foyer de jeunes étudiants et de jeunes travailleurs compte tenu du fait que les I. U. T. n'organisent pas d'hébergement. Il lui demande en conséquence s'il compte donner un avis favorable pour la création d'un institut universitaire technologique à Brétigny-sur-Orge.

Diplômes (reconnaissance des diplômes universitaires de technologie dans le secteur public et privé).

17983. — 22 mars 1975. — **M. Philibert** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** quelles mesures il compte prendre pour assurer la reconnaissance des diplômes universitaires de technologie dans le secteur public, et provoquer des négociations avec les représentants des milieux professionnels en concertation avec les représentants des étudiants en vue de l'inscription de ces diplômes dans les conventions collectives. Il est en effet regrettable que la loi du 16 juillet 1971 soit restée muette sur ce point, plaçant ainsi les étudiants de cette discipline dans une situation particulièrement difficile et injuste qui s'est exprimée par des mouvements de grève fort compréhensibles.

Diplôme universitaire de technologie de journaliste (reconnaissance dans les conventions collectives).

18009. — 22 mars 1975. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux universités** sur les difficultés que rencontrent les étudiants-journalistes de l'I. U. T. de Tours et de Bordeaux. En effet, il existe une discrimination entre les étudiants sortant des écoles de Lille, Paris et Strasbourg et ceux sortant des I. U. T. de Tours et Bordeaux. Dans les conditions actuelles, aucun I. U. T. ne figure dans la liste des conventions collectives. Les étudiants qui en sortent sont trop souvent considérés comme des sous-journalistes et rétribués comme tels, alors qu'ils reçoivent une formation en deux ans à peu près analogue à celle des autres écoles. Il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour faire reconnaître ce diplôme dans les conventions collectives de la profession.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Fonction publique.

Assurance vieillesse (situation d'un fonctionnaire victime d'un accident de la circulation au regard des droits à l'avancement et à la retraite).

15539. — 13 décembre 1974. — **M. Ginoux** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur le cas d'un fonctionnaire de l'Etat qui a été victime d'un accident de la circulation, à la suite duquel son état de santé a nécessité un arrêt de travail de trois années consécutives. Statutairement, au-delà du congé de maladie prévu par la loi du 5 juillet 1972, un fonctionnaire est mis en disponibilité et ne peut, pendant toute la période où il est dans cette position, acquérir de droits à l'avancement et à la retraite. Cette situation constitue une inégalité entre les agents soumis au statut de la fonction publique et les assurés sociaux affiliés au régime général de sécurité sociale pour lesquels la période d'interruption d'activité pour maladie est prise en considération et assimilée à une période de cotisations pour le calcul

de la pension de vieillesse. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à l'équité d'envisager une harmonisation à cet égard des deux régimes de retraite.

Réponse. — En vertu de l'article 44 du statut général des fonctionnaires, un agent n'est mis en disponibilité d'office qu'à l'expiration d'un congé de maladie d'un an pendant une période de douze mois consécutifs en cas de maladie dûment constatée et de trois ans lorsque l'agent est atteint d'une affection qui figure sur une liste établie par décret pris en vertu de l'article 37. En cas de tuberculose, maladie mentale, affection cancéreuse ou poliomyélite, le fonctionnaire a droit à des congés de longue durée pendant un maximum de cinq ans. Ainsi, un fonctionnaire atteint d'une affection conserve ses droits à l'avancement et à la retraite jusqu'à l'expiration de ses droits à congé, il est ensuite mis d'office en disponibilité pour une période maximum d'une année renouvelable à deux reprises pour la même durée s'il ne peut reprendre son travail. A l'expiration de la période de disponibilité, le fonctionnaire est soit réintégré dans son administration, soit mis à la retraite, soit, s'il n'a pas droit à pension, licencié (D. 59-309 du 14 février 1959, art. 23). Si, comme le souligne l'honorable parlementaire, les fonctionnaires mis d'office en disponibilité perdent leurs droits à l'avancement et à la retraite, cette situation n'intervient qu'à l'expiration d'un congé de maladie d'une durée appréciable. En revanche, la disponibilité permet à l'agent de conserver des liens étroits avec l'administration et d'être éventuellement réintégré après sa période de maladie, ce qui n'est pas toujours possible dans le secteur privé.

Fonctionnaires (assiette de calcul des cotisations sociales sur un mois comportant une période de grève).

16255. — 18 janvier 1975. — **M. Ville** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** de bien vouloir lui indiquer si en cas de retenue de salaire pour fait de grève d'un fonctionnaire, l'assiette servant au calcul des cotisations sociales est constituée de l'intégralité du traitement mensuel ou bien, comme ce serait normal, de la partie du traitement effectivement due, c'est-à-dire correspondant au service fait.

Réponse. — Les fonctionnaires titulaires, les stagiaires et les agents non titulaires bénéficiaires d'un traitement ou d'émoluments qui se liquident au mois, appartenant aux administrations de l'Etat ou aux établissements publics de l'Etat à caractère administratif, voient, en cas de grève, leur traitement mensuel soumis à des retenues effectuées du premier au dernier jour de la grève (règle du service fait) — (loi de finances rectificative n° 61-825 du 29 juillet 1961); en cas de grève dont la durée est inférieure à une journée, la retenue sur salaire est égale au salaire de cette journée (règle du « trentième indivisible ») — (décret n° 62-765 du 6 juillet 1962). Entrent dans le calcul de cette retenue le traitement ou salaire principal, les allocations, primes ou indemnités de toute nature. Par contre, les avantages familiaux (prestations familiales du régime général de la sécurité sociale et supplément familial de traitement) ainsi que les indemnités représentatives de logement sont maintenus. Pendant la durée de la grève les droits à retraite et à avancement des fonctionnaires sont maintenus, les contributions aux régimes de retraite et de sécurité sociale continuent donc à être calculées sur les émoluments habituels.

Fonctionnaires (assiette de calcul des cotisations sociales pour les périodes de grève).

16499. — 1^{er} février 1975. — **M. Gilbert Faure** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** de bien vouloir lui indiquer si en cas de retenue de salaire pour fait de grève d'un fonctionnaire, l'assiette servant au calcul des cotisations sociales est constituée de l'intégralité du traitement mensuel ou bien, comme ce serait normal, de la partie du traitement effectivement due, c'est-à-dire correspondant au service fait.

Réponse. — Les fonctionnaires titulaires, les stagiaires et les agents non titulaires bénéficiaires d'un traitement ou d'émoluments qui se liquident au mois, appartenant aux administrations de l'Etat ou aux établissements publics de l'Etat à caractère administratif, voient en cas de grève leur traitement mensuel soumis à des retenues effectuées du premier au dernier jour de la grève (règle du service fait) — (loi de finances rectificative n° 61-825 du 29 juillet 1961); en cas de grève dont la durée est inférieure à une journée, la retenue sur salaire est égale au salaire de cette journée (règle du « trentième indivisible ») — (décret n° 62-765 du 6 juillet 1962). Entrent dans le calcul de cette retenue le traitement ou salaire principal, les allocations, primes ou indemnités de toute nature. Par contre, les avantages familiaux (prestations familiales du régime général de la sécurité sociale et supplément familial de traitement) ainsi que les indemnités représentatives de logement sont maintenus. Pendant la durée de la grève les droits à retraite et à avancement des fonctionnaires sont maintenus, les contributions aux régimes de retraite et de sécurité sociale continuent donc à être calculées sur les émoluments habituels.

D. O. M. (alignement des modalités de calcul des pensions de retraite à la Réunion sur celle des traitements des fonctionnaires).

16621. — 1^{er} février 1975. — **M. Alain Vivien** indique à **M. le Premier ministre (fonction publique)** qu'au cours de leur assemblée générale du 5 décembre 1974, les membres de l'association des retraités d'Etat de la Réunion ont fait observer qu'à la suite de la disparition du franc C. F. A. des modifications pourraient être introduites dans le calcul des traitements des fonctionnaires. Il lui indique que jusqu'ici les fonctionnaires en activité ont bénéficié d'un traitement abondé d'un index de correction accompagné d'une majoration de cherté de vie, tandis que les retraités ne percevaient qu'une majoration de 35 p. 100. Aussi, les membres de l'association ont demandé qu'à compter du 1^{er} janvier 1975 les pensions civiles et militaires servies aux retraités de la Réunion soient abondées des mêmes majorations et indemnités accordées aux fonctionnaires en activité dans le département. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ces revendications parfaitement justifiées.

Réponse. — Il est précisé que l'indemnité temporaire dont bénéficient les retraités civils et militaires en résidence à la Réunion a été fixée à 35 p. 100 du montant de la pension par les décrets n° 52-1050 du 10 septembre 1952 (pensions civiles et militaires) et n° 54-1293 du 24 décembre 1954 (pensions militaires d'invalidité et de victime de guerre). Son institution se justifiait par la situation du département dans la zone du franc C. F. A. Elle a donc la même nature que l'index de correction qui affecte actuellement les rémunérations des fonctionnaires en activité à la Réunion. Etant donné que le changement de signe monétaire à la Réunion ne s'est pas traduit par la suppression de cette indexation, l'indemnité temporaire servie aux pensionnés civils et militaires résidant à la Réunion a été également maintenue. Mais, dans la mesure où l'index a fait l'objet ces derniers mois de réductions progressives, il n'apparaît pas opportun de majorer l'indemnité précitée. Il peut enfin être observé que les fonctionnaires retraités de la Réunion tributaires du code des pensions civiles et militaires de retraite jouissent déjà, du fait même de l'existence de cette indemnité temporaire, d'une situation privilégiée non seulement par rapport aux retraités du secteur privé, mais aussi par rapport aux retraités des collectivités locales de la Réunion, lesquels sont exclus du bénéfice des dispositions réglementaires susvisées. L'ensemble de ces considérations, ne permet pas d'envisager actuellement une majoration des pensions servies à la Réunion dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

Pensions de retraite civiles et militaires (bénéfice des pensions de réversion pour les veufs de fonctionnaires décédées antérieurement à la promulgation de la loi).

16782. — 8 février 1975. — **M. Pinte** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** qu'un veuf d'une femme fonctionnaire ayant appartenu au ministère de l'Éducation avait demandé à bénéficier de la pension de réversion prévue à l'article 12-III de la loi n° 73-1123 du 21 décembre 1973, lequel a modifié l'article L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite, de telle sorte que le conjoint survivant d'une femme fonctionnaire peut sous certaines conditions prétendre à 50 p. 100 de la pension obtenue par elle ou qu'elle aurait pu obtenir au jour de son décès. L'administration du ministère de l'Éducation a fait savoir à l'intéressé qu'il ne pouvait prétendre à cette pension car ses droits sont régis par l'article L. 63 de l'ancien code des pensions de retraite en vigueur avant le 1^{er} décembre 1964. En somme, il a été signifié au demandeur que l'article 12-III de la loi du 21 décembre 1973 n'était applicable que pour les décès survenus postérieurement à la date d'entrée en vigueur de ce texte, c'est-à-dire après le 24 décembre 1973, en vertu du principe de la non-rétroactivité des lois. Il lui fait observer que le principe de la non-rétroactivité des lois a été posé par l'article 2 du code civil ainsi rédigé : « La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif. » Il est bien évident que cette disposition du code civil a été prise afin qu'une loi ne puisse pas léser des droits acquis. Il est contraire à l'esprit de ce texte de s'y référer lorsqu'une loi nouvelle apporte des avantages supplémentaires à ceux auxquels elle est susceptible de s'appliquer. Il serait en tout cas équitable lorsque des dispositions plus favorables interviennent dans une matière qui touche aux pensions de retraite de les rendre applicables à tous ceux qui remplissent les conditions posées par le nouveau texte même si leurs droits se sont ouverts avant l'intervention de celui-ci. Le problème évoqué est très important et il a été soulevé à de nombreuses reprises en particulier au moment de l'adoption du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite par la loi du 26 décembre 1964. Il lui demande que le Gouvernement s'en saisisse, procède à une étude complète des incidences financières qu'aurait la solution suggérée, afin d'aboutir à une modification des positions de principe adoptées jusqu'ici en cette matière.

Réponse. — L'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1973 (n° 73-1128 du 21 décembre 1973) qui institue des droits

nouveaux au profit des ayants cause des femmes fonctionnaires, comme toutes les lois qui l'ont précédé, n'est applicable qu'aux situations nées depuis la date d'entrée en vigueur du texte. En l'espèce, ne peut donc prétendre au bénéfice des dispositions nouvelles que les veufs et orphelins des femmes fonctionnaires décédées après le 23 décembre 1973. Le principe de la non-rétroactivité des lois qui est invoqué en l'occurrence peut apparaître rigoureux dans le cas exposé par l'honorable parlementaire. Il convient toutefois de considérer que l'observation stricte de ce principe constitue l'une des conditions nécessaires au progrès de la législation.

Fonctionnaires (refus systématique d'accorder l'honorariat de leur grade aux fonctionnaires de certains corps).

16874. — 15 février 1975. — **M. Chevènement** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** les inégalités choquantes auxquelles conduisent le refus systématique d'accorder l'honorariat de leur grade aux fonctionnaires de certains corps interministériels, notamment les attachés d'administration centrale. Il lui demande si cette pratique n'est pas en contradiction avec l'article 36 du décret n° 59-309 du 14 février 1959 aux termes duquel « le fonctionnaire qui cesse définitivement d'exercer sa fonction peut se voir conférer l'honorariat, soit dans son grade, soit dans le grade immédiatement supérieur ».

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que l'article 36 relatif à l'honorariat du décret n° 59-309 du 14 février 1959 a été modifié par le décret n° 65-695 du 18 août 1965. Si les modifications apportées audit article 36 ont eu pour objet de limiter à des cas particuliers la collation de l'honorariat, il n'en demeure pas moins que les nouvelles dispositions de cet article ne comportent en elles-mêmes aucune exclusive. C'est seulement en considération des fonctions exercées et de la nature des services rendus que peut être conféré à un fonctionnaire retraité l'honorariat de son grade, l'attribution de cette distinction n'étant concevable que si l'intéressé a au cours de sa carrière accompli des services exceptionnels le distinguant de ses collègues. Si en ce domaine toute liberté d'appréciation est laissée à l'administration gestionnaire, il reste que les propositions faites par celle-ci ne doivent, comme le précise la circulaire n° 792 FP du 13 septembre 1965, concerner que des fonctionnaires d'un rang suffisamment élevé.

Fonctionnaires (épreuves de sélection pour l'accès au principalat des attachés d'administration centrale).

17042. — 22 février 1975. — **M. Crespin** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** s'il est exact que les épreuves de sélection pour l'accès des attachés d'administration centrale au principalat au titre des années 1971, 1972, 1973 et 1974 qui, aux termes de la loi n° 73-1231 du 31 décembre 1973, devaient être organisées par l'administration en 1974, sont reportées dans la plupart des administrations concernées, à l'année 1975. Il lui demande si, dans ces conditions, des mesures sont prévues pour pallier le préjudice une nouvelle fois encouru par les attachés d'administration centrale du fait de la carence administrative, étant rappelé, en particulier, que les attachés d'administration centrale inscrits sur une liste d'aptitude au titre des années 1969-1970 et non admis sur le tableau d'avancement établi au titre de ces deux années, ne verront pas leur nomination éventuelle intervenir avant de nombreux mois, ce qui aura pour effet d'empêcher ceux d'entre eux qui seraient nommés attachés principaux au titre de 1971 de se prévaloir en 1975 des quatre années d'ancienneté exigées dans le grade d'attaché principal pour postuler leur intégration dans le corps des administrateurs civils au titre de l'année 1975. Il souhaiterait savoir si la reconstitution de carrière des attachés qui auront satisfait aux épreuves de sélection et qui seront nommés avec une rétroactivité de une à cinq années environ, en période d'effritement accéléré de la monnaie, sera accompagnée d'avantages accessoires, tel qu'une indemnité compensatrice destinée à pallier la dépréciation des rémunérations qui ne seront servies qu'avec retard aux intéressés. Enfin, il souhaite savoir si l'épreuve de sélection statutairement prévue au titre de l'année 1975, sera organisée en 1975, de façon que les attachés non retenus sur les tableaux d'avancement des années 1971, 1972 et 1973 et ayant par là même perdu le bénéfice de l'inscription sur les listes d'aptitude établies au titre des années 1969 à 1971, puissent se représenter sans désemparer à l'épreuve organisée au titre de 1975, étant observé que le groupement en une session unique des épreuves prévues par la loi du 31 décembre 1973 pour les années 1971 à 1974 prive ces mêmes attachés de toute possibilité de concourir au titre de l'année 1974 ou 1973.

Réponse. — Afin d'assurer l'égalité de traitement des candidats, la commission de sélection instituée auprès de chaque département ministériel comprend trois membres permanents habilités à siéger dans l'ensemble des commissions ministérielles, ce qui explique que les travaux de sélection n'ont pu avoir lieu simultanément dans plusieurs administrations. En outre le nombre des candidats

à cette session spéciale qui regroupait les agents remplissant les conditions au titre des années 1971, 1972, 1973 et 1974 était relativement élevé. C'est pourquoi les épreuves de sélection organisées au titre de l'année 1974 ne se termineront que fin mai 1975. En tout état de cause les intéressés inscrits sur la liste d'aptitude seront promus à la date à laquelle ils auraient été nommés si les épreuves avaient eu lieu normalement. Ceux qui seront promus au titre de l'année 1971 pourront demander à figurer sur la liste d'aptitude pour l'accès au grade d'administrateur civil qui sera établi au titre de l'année 1975. Enfin des instructions ont déjà été données afin que soit mise en œuvre le plus rapidement possible la sélection au titre de l'année 1975 en vue de l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale.

D. O. M. (extension des dispositions relatives au travail à mi-temps aux fonctionnaires en service outre-mer).

17250. — 1^{er} mars 1975. — **M. Villa** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** pourquoi le bénéfice de la loi du 19 juin 1970 relative au travail à mi-temps des fonctionnaires n'a pas été étendu aux personnels en fonction dans les départements d'outre-mer. Ces personnels, en position d'activité, travaillant sur le territoire de la République ne devraient pas être exclus du champ d'application de cette mesure.

Réponse. — La loi n° 70-523 du 19 juin 1970 relative au travail à mi-temps dans la fonction publique prévoit dans son article 6 qu'un décret interviendra pour définir les conditions d'extension de ce régime aux fonctionnaires servant hors du territoire métropolitain. Compte tenu des sujétions particulières d'organisation des services administratifs correspondants qui doivent cependant fonctionner selon le même principe de continuité qu'en métropole, des études complexes ont dû être entreprises afin de préciser les modalités possibles d'extension du travail à mi-temps en pareil cas. Le souci de sauvegarder tant les intérêts des agents que la priorité reconnue au service public n'a pas encore permis d'aboutir à la rédaction d'un texte définitif, mais le Gouvernement s'attache à régler ce problème.

AFFAIRES ETRANGERES

Antilles (marins-pêcheurs : négociations en vue de leur assurer le droit de pêche dans la mer des Caraïbes).

16072. — 11 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que les marins-pêcheurs guadeloupéens et martiniquais, en raison du caractère particulier de l'archipel des Caraïbes et de l'isolement des départements d'outre-mer français au milieu d'îles indépendantes, ne peuvent pratiquer la pêche côtière sans se heurter à des réglementations étrangères, dans la mesure où il n'existe aucun accord international en ce domaine. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de demander au Gouvernement l'autorisation d'engager avec les gouvernements des îles indépendantes des Caraïbes les négociations nécessaires pour permettre aux pêcheurs martiniquais et guadeloupéens d'exercer leur profession dans l'ensemble des eaux territoriales de la Caraïbe.

Réponse. — L'activité des pêcheurs côtiers martiniquais dans les eaux de Sainte-Lucie et de la Dominique, ainsi que celle de moindre ampleur des guadeloupéens à Antigua, Barbuda et Montserrat ne soulèvent pas de difficultés. Nos pêcheurs dans leur ensemble préfèrent le *modus vivendi* actuel fondé sur les relations personnelles et amicales entre professionnels à des accords internationaux. Le Gouvernement estime, dans ces conditions, qu'il n'est pas nécessaire, pour le moment, d'engager des négociations avec les gouvernements ayant souveraineté sur ces îles.

Relations financières internationales

(transfert en France de fonds bloqués en Afrique du Nord).

16365. — 25 janvier 1975. — **M. Lafay** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le fait que certains de nos compatriotes sont possesseurs en Afrique du Nord de fonds dont ils ne peuvent obtenir le transfert en métropole en raison des dispositions restrictives des réglementations des changes des Etats dans lesquels ces avoirs sont déposés. Il n'ignore pas que les pouvoirs publics français se sont déjà préoccupés de ce problème. Les efforts déployés à cet effet ont, du reste, été suivis de quelques assouplissements. C'est ainsi que des mesures prises en accord avec les autorités tunisiennes ont permis, en particulier lors de l'attribution à ce pays de l'aide économique et financière de la France, de racheter un certain nombre de comptes bloqués. Ces résultats ne sont assurément pas négligeables, mais ils ne doivent pas faire perdre de vue que bien des dossiers restent aujourd'hui encore sans solution. Il n'en est pour preuve que la situation de nos ressortissants qui, ayant vendu des actions qu'ils possédaient dans des sociétés constituées en Tunisie, ne peuvent rapatrier le montant de ces sommes qui restent bloquées en compte capital dans des établissements bancaires tunisiens. La

seule possibilité d'emploi de ces fonds, qui soit actuellement offerte, consiste à faire acquérir les dépôts en cause par des industriels français qui en investissent le montant dans la création d'entreprises en Tunisie. Cette procédure, outre qu'elle comporte un caractère aléatoire, ne saurait constituer un palliatif valable car elle ne permet aux intéressés de récupérer, en tout état de cause, qu'un capital déprécié et amoindri. L'action déjà engagée au plan des relations financières internationales devrait donc être intensifiée pour que soient réglées les situations qui, à l'instar de celle qui vient d'être décrite, demeurent en suspens. Il lui demande s'il compte mettre à profit l'encourageante évolution qui semble marquer dans ce domaine les rapports que la France entretient avec l'Algérie, susceptible — selon certaines informations — d'autoriser prochainement le transfert des fonds bloqués sur son territoire et appartenant à des nationaux français, pour obtenir que la Tunisie adopte vis-à-vis de ce problème une position analogue.

Réponse. — La situation qu'évoque l'honorable parlementaire constitue effectivement l'un des aspects du problème général posé par les fonds que les ressortissants français détiennent en Tunisie et que la réglementation des changes de ce pays leur interdit de transférer. Le préjudice qui en découle pour un grand nombre de nos compatriotes n'a pas cessé de préoccuper le Gouvernement qui ne manque pas de rappeler à ses interlocuteurs tunisiens, chaque fois que l'occasion s'en présente, toute l'importance qu'il attache au règlement de cette question. Ce fut le cas tout récemment encore lors de la réunion de la commission intergouvernementale franco-tunisienne au mois de janvier dernier. Les autorités tunisiennes, qui ont apporté ces dernières années quelques assouplissements à leur contrôle des changes, ont affirmé, à cette occasion comme à d'autres, que de nouvelles mesures de libéralisation étaient actuellement à l'étude.

Traités et conventions (contrôle du pouvoir législatif sur la dénonciation des traités internationaux).

16435. — 1^{er} février 1975. — **M. Longueue** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que, dans sa réponse (*Journal officiel* du 31 août 1974, p. 4287-4288) à la question écrite n° 11578, il a fait état d'une longue tradition constitutionnelle, toujours respectée depuis les débats de la III^e République, selon laquelle la loi qui doit intervenir préalablement à la ratification ou à l'approbation d'un engagement international aurait le caractère d'une simple habilitation donnée à l'exécutif et ne saurait être considérée comme une loi matérielle. Parmi les arguments appelés en renfort de cette thèse figurait celui-ci : « Tout parallèle avec une loi ordinaire est d'autant moins soutenable qu'en tout cas le Gouvernement peut dénoncer le traité sans aucune intervention législative ». Cette affirmation, vraie sous la V^e République, ne l'était pas sous la IV^e. L'article 28 de la Constitution du 27 octobre 1946 disposait notamment : « Lorsqu'il s'agit d'un des traités visés à l'article 27, la dénonciation doit être autorisée par l'Assemblée nationale, exception faite pour les traités de commerce ». Comme le sait le ministre des affaires étrangères, cette disposition n'est pas restée sans application. Il lui demande donc de bien vouloir convenir que, sur ce point, la tradition constitutionnelle ininterrompue visée dans la réponse à la question écrite n° 11578 n'existe pas.

Réponse. — La mention de la tradition constitutionnelle se rapporte, dans la réponse à la question écrite n° 11578 : 1° au débat sur les réserves et sur le contrôle parlementaire à leur égard (paragraphe 3 de la réponse) ; 2° au fait qu'une loi de ratification n'est analysée que comme une simple habilitation ne pouvant être considérée comme une loi matérielle (paragraphe 7 de la réponse faisant état du respect « sur ce point » de la tradition constitutionnelle évoquée plus haut). La réponse du département ne fait pas spécifiquement état d'une telle tradition ininterrompue à propos des procédures de dénonciation. Il n'y a donc pas de contradiction entre la mention de la tradition en question se référant aux points ci-dessus évoqués et le fait que, sur le point précis de la dénonciation des traités, l'article 28 de la Constitution de 1946 ait posé une règle nouvelle, qui ne figurait pas dans les lois constitutionnelles de 1875, qui n'avait pas été envisagée dans le projet de constitution du 19 avril 1946, qui a été abandonnée en 1958 et qui n'a donc constitué qu'une interruption dans notre pratique constitutionnelle depuis un siècle.

Crimes de guerre (préférences tarifaires de la C. E. E. au groupe Andin liées à l'extradition de Klaus Barbie).

17007. — 22 février 1975. — **M. Barel** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la récente question d'actualité posée par **M. Francesco Paolo d'Angelosanto** à la commission des communautés européennes qui demande : « La commission pourrait-elle signifier aux ambassadeurs des pays du groupe Andin auprès des communautés qu'il ne saurait être question pour l'Europe de concéder au groupe Andin les préférences tarifaires ainsi que l'aide financière et économique qu'il demande tant que le bourreau nazi Klaus Barbie, dont l'impunité est une insulte à la résistance euro-

péenne, ne sera pas extradé par la Bolivie, Etat membre du groupe Andin, et remis à la justice du peuple français. » Il lui demande si le Gouvernement français n'entend pas proposer des mesures semblables à la C. E. E.

Réponse. — On ne peut tenir un groupe d'Etats constitué pour des motifs économiques, pour responsable d'une décision rendue dans une instance criminelle par la cour suprême de l'un d'entre eux. Le Gouvernement n'en demeure pas moins résolu à entreprendre toute démarche susceptible de contribuer effectivement à la solution souhaitée tant auprès du gouvernement bolivien qu'en faisant appel à la communauté internationale.

ANCIENS COMBATTANTS

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (octroi quelle que soit la nationalité du postulant au moment du fait dommageable).

13517. — 21 septembre 1974. — M. Pranchère attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur le cas d'un ancien déporté, titulaire de la carte officielle de déporté politique, dont la demande de pension d'invalidité a été rejetée au motif que l'intéressé, né en Italie, n'était pas Français au moment du fait dommageable. Or, cet ancien déporté, par ailleurs titulaire de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant, était Français lors de sa demande de pension d'invalidité. Le rejet qui est opposé en la circonstance à un homme qui a combattu pour la libération de la France et qui a connu l'enfer des camps nazis est d'autant plus inadmissible que la délivrance des cartes C. V. R. et du combattant devrait permettre l'attribution d'une pension dans le cadre des dispositions applicables aux étrangers ayant servi dans l'armée française. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas prendre, et éventuellement proposer au Parlement, des dispositions susceptibles de porter remède à cette situation ici exposée et, d'une façon générale, à celle faite aux victimes civiles de nationalité étrangère qui sont écartées, pour beaucoup d'entre elles, de tout droit à réparation.

17631. — 8 mars 1975. — M. Pranchère rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants la question écrite qu'il lui a posée le 21 septembre 1974, à laquelle il n'a pas été répondu. Cette question est relative à la situation faite à un ancien déporté, titulaire de la carte officielle de déporté politique, dont la demande de pension d'invalidité a été rejetée au motif que l'intéressé, né en Italie, n'était pas français lors du fait dommageable. Or, cet ancien déporté, par ailleurs titulaire de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant, était français lors de sa demande de pension d'invalidité. Le rejet qui est opposé en la circonstance à un homme qui a combattu pour la libération de la France et qui a connu l'enfer des camps nazis est d'autant plus inadmissible que la délivrance des cartes C. V. R. et du combattant devrait permettre l'attribution d'une pension dans le cadre des dispositions applicables aux étrangers ayant servi dans l'armée française. En conséquence, il demande à nouveau à M. le secrétaire d'Etat s'il n'entend pas prendre, et éventuellement proposer au Parlement, des dispositions susceptibles de porter remède à la situation ici exposée et, d'une façon générale, à celle faite aux victimes civiles de nationalité étrangère qui sont écartées, pour beaucoup d'entre elles, de tout droit à réparation.

Réponse. — En l'état actuel de la réglementation, les personnes de nationalité étrangère au moment du fait dommageable ne peuvent prétendre au bénéfice des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre que lorsqu'elles ont servi dans l'armée française soit comme appelés, soit à titre d'engagés volontaires antérieurement au fait invoqué comme origine du droit à pension. En ce qui concerne le cas précis de l'ancien résistant évoqué par l'honorable parlementaire, il faut remarquer qu'il n'aurait pu être assimilé à un militaire que dans la mesure où les services qu'il a rendus dans la résistance auraient été régulièrement homologués par l'autorité militaire soit au titre des forces françaises de l'intérieur. Tel ne paraît pas être le cas puisque le rejet de sa demande de pension d'invalidité est précisément fondé sur le fait qu'il n'était pas français lors de sa déportation. Quoiqu'il en soit, le secrétaire d'Etat n'est pas insensible à la situation des victimes civiles devenues françaises postérieurement au fait dommageable et il a demandé qu'elle soit soumise à l'examen du groupe de travail chargé de lui donner son avis sur les améliorations qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions du code précité.

COMMERCE ET ARTISANAT

Commerçants et artisans

(décrets d'application réglementant les conditions de paiement).

15704. — 21 décembre 1974. — M. Bizet demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat si les décrets d'application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, réglementant les

conditions de paiement, paraîtront prochainement. Il insiste sur l'urgence qu'il y a de faire paraître ces décrets car les transactions portant sur le bétail sont de moins en moins l'objet d'un règlement comptant, ce qui est très préjudiciable aux producteurs.

Réponse. — L'article 41 de la loi n° 73-1153 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat précise que : « Le paiement par les entreprises commerciales de leurs achats de produits alimentaires périssables ne doit pas excéder un délai de trente jours suivant la fin du mois de livraison ». Ce texte est entré en application. Les infractions à ses dispositions sont susceptibles d'être réprimées dans les conditions prévues à l'article 42 de la loi du 27 décembre 1973. Il ne nécessite donc la publication d'aucun texte réglementaire. L'attention de l'honorable parlementaire est au surplus appelée sur le fait que les transactions portant sur le bétail ne peuvent être assimilées à des achats de produits alimentaires périssables, de sorte que les dispositions mentionnées ci-dessus ne leur sont pas applicables. Ces transactions demeurent régies par les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 22 octobre 1940 relative aux règlements par chèques et virements, modifiée et complétée par la loi n° 66-948 du 22 décembre 1966.

Commerce de détail (commission nationale d'urbanisme commercial).

16537. — 1^{er} février 1975. — M. Frêche expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat les conditions de fonctionnement de la commission nationale d'urbanisme commercial, mise en place par la loi Royer. Il lui rappelle qu'il serait souhaitable, lors de l'examen de chaque cas par ladite commission, que des responsables de l'union commerciale considérée et de la chambre de commerce du lieu puissent être entendus. Bien que cette disposition ne figure point dans la loi Royer, son prédécesseur l'avait promise aux organisations commerciales. Or cette possibilité d'être entendu pour les unions commerciales et les chambres de commerce n'est pas appliquée actuellement. Il lui demande s'il envisage de permettre ces auditions dans le cadre d'un arrêté ou d'un décret d'application de la loi.

Réponse. — Aux termes de l'article 25 du décret n° 74-63 du 28 janvier 1974, la commission nationale d'urbanisme commercial peut entendre toute personne qu'elle juge utile de consulter. Les responsables d'une association de commerçants ou d'une chambre de commerce ont donc la possibilité, s'ils le demandent, d'être entendus par la commission nationale. D'ailleurs cette faculté a déjà été utilisée à plusieurs reprises depuis la mise en œuvre de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat. Dans ces conditions, il n'apparaît pas nécessaire de modifier sur ce point les dispositions réglementaires en vigueur.

CULTURE

Monuments historiques (dégagement de l'hôtel Choiseul-Praslin, à Paris [6]).

16203. — 18 janvier 1975. — M. Pierre Bes saisit à nouveau M. le secrétaire d'Etat à la culture du problème de l'hôtel Choiseul-Praslin faisant l'objet de sa question écrite n° 11453 du 13 juin 1974, qui a comporté une réponse le 29 juillet. Dans cette réponse, le secrétaire d'Etat se réfère aux études approfondies qui ont été menées et aux prescriptions imposées à l'administration des postes et télécommunications en faisant noter le dégagement de l'angle Sud du terrain. Il est évident que si rien n'est construit en écran devant l'hôtel de Choiseul-Praslin, on aura restitué à la collectivité nationale et parisienne un établissement d'une rare beauté qui mérite pleinement d'être mis en valeur. Une pétition a circulé dans les quartiers entourant l'hôtel pour demander que le terrain dégagé soit converti en espace vert. On peut aménager, en effet, un jardin devant l'immeuble. C'est ce qui est demandé par l'auteur de la question écrite, qui appelle au surplus l'attention sur l'horrible construction en béton, verre et plastique réalisée par l'administration des postes et accolée à l'hôtel de Choiseul-Praslin. Il faut de toute évidence, en déplorant le gâchis des deniers publics, faire disparaître cette horreur. Il lui demande ses intentions sur ces deux points précis.

Réponse. — Le projet de l'administration des postes et télécommunications, qui suscite l'inquiétude de l'honorable parlementaire, demeure actuellement à l'étude et n'a pas encore fait l'objet d'une demande de permis de construire officielle transmise pour avis définitif aux services de la culture. Selon les informations dès à présent reçues, le projet étudié rétablira un espace libre aux abords de l'hôtel de Choiseul-Praslin, qu'il s'agisse d'une cour ou d'un véritable jardin. Le secrétaire d'Etat à la culture, ainsi qu'il l'a déjà fait savoir, s'efforcera d'obtenir dans la mesure de ses prérogatives, un projet qui s'insère pour le mieux dans l'environnement immédiat du monument protégé. Le bâtiment édifié en mitoyen avec l'hôtel de Choiseul-Praslin et comportant des revêtements de verre et de matière plastique, demeure une construction provisoire n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation du département. Cette construction sera bien entendu détruite une fois les bâtiments définitifs achevés.

DEFENSE

Recherches océanographiques (avenir du bathyscaphe Archimède).

16086. — 11 janvier 1975. — **M. Marie** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le sort du bathyscaphe *Archimède*. Ce dernier est la propriété de la marine nationale qui l'a construit et le prête pour emploi au Cnexo. La marine est responsable de son entretien, de sa mise en œuvre, de son pilotage et de la sécurité des plongées. Pour cela, elle entretient, au sein du groupe d'intervention sous la mer, l'*Archimède* et son bâtiment de base le *Marcel Le Bihan*, spécialement aménagé pour jouer le rôle de support logistique du bathyscaphe. De son côté, le Cnexo, responsable de son exploitation scientifique, entretient au sein de sa base océanologique de Méditerranée une section des engins chargée des équipements scientifiques. Les parts réciproques de financement, qui étaient prévues initialement pour être de 50 p. 100 pour chacun des organismes, ont subi différentes modifications et il semblerait qu'à la fin de la présente année, le Cnexo ne participerait plus à l'entretien du *Marcel Le Bihan*. Il serait prévu, dans ces conditions, l'abandon de l'exploitation de l'*Archimède* et, par conséquent, des campagnes de plongées en 1975, faute de crédits suffisants. Par contre, il serait question de louer l'*Archimède* aux Etats-Unis. Il lui demande, compte tenu du fait que l'exploitation du groupe des bathyscaphe ne dépasse pas 6 millions de francs, s'il est de l'intérêt national d'abandonner un domaine de recherches avancées, dont la France avait pratiquement le monopole et de remettre tout le bénéfice des recherches et des réalisations déjà opérées à un pays étranger, au moment même où l'opération d'étude de la dorsale médio-atlantique baptisée *Famous* vient de faire les preuves des incomparables possibilités de travail sur les fonds marins offertes par le bathyscaphe.

Réponse. — Le ministre de la défense, conscient de l'intérêt national que représente l'exploration des très grands fonds marins par le bathyscaphe *Archimède*, a accepté depuis 1973 de reprendre à sa charge, pour quelques années, le coût d'entretien et d'exploitation du bâtiment base *Marcel Le Bihan*. Mais il ne peut, compte tenu du poids croissant de ses missions propres, couvrir les frais de l'*Archimède* dont les activités ne sont pas directement utiles aux armées. Cependant des études sont en cours avec le Centre national d'exploitation des océans, chargé conjointement de sa mise en œuvre, afin de trouver une solution permettant de sauvegarder les possibilités opérationnelles de l'instrument dans les conditions les plus économiques.

Ouvriers de l'Etat (revalorisation des arantages de retraite des agents retraités de l'usine d'armement Schneider).

16110. — 18 janvier 1975. — **M. Guerlin** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des agents retraités de l'ancienne usine d'armement Schneider, nationalisée en 1937. Ces agents touchaient un avantage de retraite qu'à l'époque de la nationalisation le Gouvernement a bien voulu prendre en charge. Or, cet avantage n'a pas été revalorisé depuis 1971 et ne peut l'être que sur instructions ministérielles particulières. Il lui demande s'il compte prendre prochainement les dispositions nécessaires pour assurer cette revalorisation si justifiée.

Réponse. — Le ministre de la défense invite l'honorable parlementaire à se référer à la réponse faite à la question écrite n° 16111 posée à **M. le ministre de l'économie et des finances** (*Journal officiel*, Débats parlementaires de l'Assemblée nationale n° 10 du 8 mars 1975, p. 889).

Déportés et internés (dossiers de réforme en instance au ministère de la défense).

16134. — 18 janvier 1975. — **M. Duvillard** demande à **M. le ministre de la défense** s'il est exact que les dossiers de réformés et des anciens déportés et internés résistants réformés par présomption d'origine, conformément à la loi n° 55-356 du 3 avril 1955 (art. 13), sont archivés provisoirement au ministère de la défense sur l'instruction du service du contrôle de liquidation du ministère des finances. Cette situation entraînerait, paraît-il, de grandes difficultés de trésorerie pour plusieurs milliers d'anciens déportés et leurs familles dont les ressources sont très modestes. Il lui demande dans quelle mesure les indications ci-dessus correspondent à la réalité. Au cas où elles se confirmeraient, n'est-il pas possible et urgent de remédier à cette situation.

Réponse. — Le ministre de la défense invite l'honorable parlementaire à se reporter à la réponse faite par le ministre de l'économie et des finances publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires de l'Assemblée nationale du 1^{er} mars 1975, page 749.

Militaires (composition et limites des pouvoirs du « comité de lecture » concernant les officiers).

16434. — 1^{er} février 1975. — **M. Longuequeue** rappelle à **M. le ministre de la défense** que, dans une note n° 114 DEF/EMA/CM du 21 octobre 1974, le chef d'état-major des armées a prescrit la formation d'un « comité de lecture » chargé d'« aider » et de « conseiller » les officiers désireux d'exprimer publiquement leur opinion sur les problèmes intéressant la défense et les armées. Il lui demande s'il lui est possible de faire connaître la liste des membres, militaires et civils, dudit comité en indiquant ceux de ces membres qui sont permanents et quelles dispositions ont été ou seront prises pour que les auteurs qui s'abstiendront de consulter le comité ou qui ne tiendront pas compte de ses avis puissent néanmoins être publiés, conformément au caractère strictement facultatif de la procédure prévue par la note précitée.

Réponse. — 1^o Le « comité de lecture » auquel s'intéresse l'honorable parlementaire est placé sous la responsabilité du général directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale et de l'enseignement militaire supérieur. Il est composé, à son initiative : de membres permanents pris parmi les cadres de l'enseignement militaire supérieur et d'officiers placés près des inspecteurs généraux des trois armées ; de membres non permanents choisis, selon le sujet proposé, dans les trois armées, au secrétariat général de la défense nationale, parmi les auditeurs civils et militaires de l'Institut des hautes études de défense nationale ou encore parmi des personnalités civiles, et notamment des journalistes. La liste des membres permanents peut être consultée par l'honorable parlementaire auprès du directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale ; 2^o le recours au comité de lecture est facultatif.

Vaccins (appelés au service national présentent une allergie aux vaccins).

16940. — 15 février 1975. — **M. Maujōan du Gasset** expose à **M. le ministre de la défense** que certains appelés au service national présentent une allergie aux vaccins en général, ou à certains vaccins en particulier. Le vaccin, en ce cas, pouvant entraîner des inconvénients graves. Il lui demande, lorsque tel est le cas d'un appelé, quelles démarches doivent être faites, afin que, lors de son incorporation, ce jeune ne soit pas vacciné « d'office ».

Réponse. — Lorsqu'un appelé du service national présente une affection contre-indiquant la pratique d'une ou plusieurs vaccinations, il doit signaler son état au moment de la visite médicale de sélection et à l'occasion des opérations médicales d'incorporation. Lors de la sélection, mention de l'existence d'une contre-indication médicale à la vaccination est portée sur la fiche médicale établie pour chaque sélectionné. Ce document joint au dossier médical de la future recrue est destiné au service médical de l'unité d'affectation. Au moment de l'incorporation, l'intéressé signale à nouveau son cas au médecin chef de l'unité en présentant toute pièce médicale justificative qui pourrait être en sa possession. Toutefois, le médecin incorporateur a le devoir de vérifier le bien-fondé de ces contre-indications en recourant au besoin à un bilan médical en milieu hospitalier. Ces dispositions ont été rappelées par circulaire n° 1194/MA/DCSSA/2/RT/2 en date du 7 avril 1973.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Saint-Pierre et Miquelon (situation dans ce territoire).

16988. — 15 février 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** que la situation administrative qui se dégrade de jour en jour à Saint-Pierre et Miquelon suscite des inquiétudes croissantes en métropole. En effet ce territoire d'outre-mer, qui pourrait être la vitrine de la France aux portes du monde nord-américain, apparaît dans une large mesure comme la Cendrillon de nos dépendances d'outre-mer. A ce point que certains Saint-Pierrais et Miquelonnais, faute d'obtenir les moyens d'une saine gestion, envisagent leur rapatriement. Les propositions faites par le conseil général de Saint-Pierre et Miquelon permettraient de trouver des solutions progressives au marasme qui sévit dans ce territoire d'outre-mer. Il paraît regrettable que le gouverneur de l'archipel crispé sur ses positions s'avère incapable d'établir avec les élus des relations de confiance nécessaires. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas urgent de rétablir avec les élus de ce territoire d'outre-mer les conditions d'un dialogue fructueux. Ce dialogue semble en l'état actuel des choses devoir passer par les propositions du conseil général et du sénateur de Saint-Pierre et Miquelon ainsi que par la nomination d'un nouveau gouverneur.

Réponse. — Il convient d'observer, en ce qui concerne le dialogue avec les élus locaux, qu'à aucun moment il n'a été interrompu entre ceux-ci et le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer. C'est ainsi que les membres du conseil général démissionnaire de Saint-Pierre et Miquelon, répondant à l'invitation qui leur en avait été faite, se sont rendus à Paris dès le 18 février en vue d'une réunion de concertation. Cette réunion a permis d'aboutir à un certain nombre de décisions comportant en particulier des

mesures d'ordre social au bénéfice des travailleurs locaux, notamment les fonctionnaires qui ont obtenu, outre une augmentation substantielle de leur traitement, la modification de leur statut qu'ils désiraient, et des mesures d'ordre économique visant à la relance de l'activité dans le territoire et à l'amélioration de sa desserte grâce à l'allongement de la piste de l'aéroport. D'ores et déjà il apparaît que l'écho trouvé auprès des instances métropolitaines par les propositions des élus locaux, ainsi que les satisfactions obtenues ont contribué à dissiper le malaise qui s'était instauré au sein de la population du territoire. Pour ce qui est de la nomination d'un nouveau gouverneur, il est rappelé à l'honorable parlementaire que le choix du représentant de la République dans un territoire d'outre-mer ressortit à la compétence exclusive du Gouvernement et ne saurait être soumis à l'influence de pressions locales.

La Réunion (pensionnés civils et militaires : octroi des mêmes majorations qu'aux fonctionnaires en activité).

17341. — 1^{er} mars 1975. — **M. Ballanger** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** sur la situation des retraités de l'Etat à la Réunion. Il lui demande s'il n'estime pas justifié que, à compter du 1^{er} janvier de cette année, les pensions civiles et militaires servies aux retraités de la Réunion soient abondées des mêmes majorations et indemnités accordées aux fonctionnaires en activité dans le département, et les mesures qu'il compte prendre en ce sens.

Réponse. — Il est précisé que l'indemnité temporaire dont bénéficient les retraités civils et militaires en résidence à la Réunion a été fixée à 35 p. 100 du montant de la pension par les décrets n° 52-1050 du 10 septembre 1952 (pensions civiles et militaires) et n° 54-1293 du 24 décembre 1954 (pensions militaires d'invalidité et de victime de guerre). Son institution se justifiait par la situation du département dans la zone du franc CFA. Elle a donc la même nature que l'index de correction qui affecte actuellement les rémunérations des fonctionnaires en activité à la Réunion. Etant donné que le changement de signe monétaire à la Réunion ne s'est pas traduit par la suppression de cette indexation, l'indemnité temporaire servie aux pensionnés civils et militaires résidant à la Réunion a été également maintenue. Mais dans la mesure où l'index a fait l'objet ces derniers mois de réductions progressives, il n'apparaît pas opportun de majorer l'indemnité précitée. Il peut enfin être observé que les fonctionnaires retraités de la Réunion, tributaires du code des pensions civiles et militaires de retraite jouissent déjà, du fait même de l'existence de cette indemnité temporaire, d'une situation privilégiée non seulement par rapport aux retraités du secteur privé mais aussi par rapport aux retraités des collectivités locales de la Réunion, lesquels sont exclus du bénéfice des dispositions réglementaires susvisées. L'ensemble de ces considérations ne permet pas d'envisager actuellement une majoration des pensions servies à la Réunion dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

EDUCATION

Harkis (situation des enfants des harkis nés en France depuis 1962).

14021. — 9 octobre 1974. — **M. Frêche** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation particulière des enfants des harkis nés en France depuis 1962. Ils seraient à l'heure actuelle au nombre de 70 000. Beaucoup éprouvent des difficultés particulières de scolarisation. C'est ainsi que le centre professionnel de Chantenay-Saint-Imbert apparaît comme une initiative intéressante. Il ne concerne malheureusement que 135 enfants. Il lui demande s'il envisage de créer des centres du même ordre et des classes spéciales, si besoin est, dans les zones de concentration de la population des Français musulmans. Il lui demande plus particulièrement s'il accepterait d'envisager la création d'un centre de formation professionnelle spécialisé du type de celui indiqué ci-dessus dans le département de l'Hérault à Montpellier.

Réponse. — Les problèmes posés par la scolarisation des enfants de Français musulmans anciens harkis sont très préoccupants. Ils ont fait l'objet d'enquêtes dans les services départementaux de l'éducation au cours de l'année scolaire 1973-1974. Ce n'est pas vers des solutions de regroupement en internat que l'on peut s'orienter pour résoudre ou pour rendre moins lourds des problèmes de retard scolaire et de soutien familial insuffisant, portant effectivement sur des dizaines de milliers d'enfants. Le centre de préformation professionnelle ouvert en 1964 dans les Basses-Alpes et transféré en 1971 dans la Nièvre, à Chantenay-Saint-Imbert, est géré sous le contrôle direct du ministère du travail, direction de la population. Des instituteurs publics ont été et demeurent affectés à ce centre. Il accueille actuellement une centaine d'enfants de harkis venant principalement des hameaux forestiers ; parmi eux, on compte de plus en plus d'enfants de 12 à 14 ans, justiciables d'un enseignement de premier cycle du second degré. Tout l'effort du ministère de l'éducation et de ses services extérieurs tendra par une préscolarisation accrue, par le développement de classes provisoires de rattrapage ou de

dispositifs de soutien, à majorer les chances d'accès au second degré des enfants en cause, sans qu'ils soient mis délibérément dans une situation scolaire autre que celle de leurs concitoyens d'origine métropolitaine. L'ensemble de ces problèmes entre dans le cadre de la mission temporaire auprès du Premier ministre dont un parlementaire a été chargé par décret en date du 1^{er} octobre 1974 (J. O. du 2 octobre 1974). Une commission spéciale, réunie à la diligence de ce dernier, procède à l'étude des besoins existants et, si cela se révélait nécessaire, examinera l'éventualité de la création de nouveaux établissements de ce type. Dans ce cas, la suggestion présentée par l'honorable parlementaire pour le département de l'Hérault, pourrait être étudiée.

Formation professionnelle (paiement des indemnités de séjour et critères d'affectation des élèves stagiaires de l'école normale nationale d'apprentissage de Villeneuve-d'Ascq (Nord)).

15303. — 5 décembre 1974. — **M. Ansart** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les élèves stagiaires de l'école normale nationale d'apprentissage de Villeneuve-d'Ascq n'ont pas perçu leurs indemnités de séjour depuis le 16 septembre. Une délégation de ces élèves ayant été reçue le 17 octobre au rectorat de Lille, il lui a été signifié qu'aucun crédit du ministère n'avait à ce jour été alloué pour assurer le paiement de ces indemnités. Un tel retard n'est pas admissible pour ces élèves (futurs professeurs techniques adjoints ou professeurs d'enseignement général) dont nombre d'entre eux ont charge de famille. Il apparaît d'autre part qu'un certain nombre de stagiaires ont été affectés à Villeneuve-d'Ascq alors que d'autres écoles normales nationales plus proches de leur domicile auraient pu normalement les accueillir (ce serait notamment le cas pour Paris, l'école, d'une capacité de 120 places, ne serait actuellement occupée que par 47 stagiaires). Il en résulte pour eux un plus grand éloignement de leur famille et des frais plus importants. En conséquence, il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre afin d'assurer le paiement des indemnités de séjour dans les meilleurs délais ; 2° s'il n'envisage pas, comme le souhaitent les organisations syndicales, d'instaurer le paiement mensuel des indemnités ; 3° s'il ne pense pas souhaitable d'affecter les élèves (dans la mesure des possibilités) dans les écoles les plus proches de leur région d'habitation et quelles dispositions il compte prendre à cet effet.

Réponse. — Les indemnités de séjour ont été versées aux stagiaires de l'école normale nationale d'apprentissage de Lille le 20 décembre 1974 pour le trimestre en cours. Il est bien évident que la date du versement de ces indemnités serait avancée si leur paiement en était mensualisé. Cette mesure est déjà en vigueur dans quatre E. N. N. A. sur six, sa généralisation est actuellement à l'étude. Elle se heurte à des difficultés locales qui ne pourront être résolues qu'en accord avec les services financiers. Des solutions adaptées doivent pouvoir intervenir. L'affectation des candidats admis aux concours de recrutement des personnels enseignants des C. E. T. est en fonction : de la capacité d'accueil des E. N. N. A. dans les diverses spécialités qui est déterminée annuellement en accord avec les chefs d'établissement en fonction du personnel d'encadrement dont ils disposent, des locaux et des places d'ateliers disponibles ; des vœux des intéressés, dont il est tenu compte dans la mesure du possible, les critères retenus étant en premier lieu la situation familiale, ensuite le rang de classement. Les dispositions prises permettent de donner satisfaction aux stagiaires dans l'ensemble et dans la situation actuelle il ne semble pas qu'il y ait lieu d'envisager d'autres mesures.

Enseignants (prise en compte des services d'instituteur itinérant ou remplaçant pour l'avancement).

15498. — 12 décembre 1974. — **M. Pierre Weber** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les règlements actuels qui distinguent les services validables pour l'avancement et ceux validables pour la retraite, prévoient la prise en compte des services d'instituteur itinérant ou remplaçant uniquement en vue de la retraite. Il lui souligne que ces mêmes règlements admettent la validation, au moins partielle, tant pour la retraite que pour l'avancement dans un cadre de professeur, des services accomplis en qualité de surveillant d'externat ou d'internat, lesquels ne conduisent pourtant à aucun grade. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait logique que ce qui est déjà admis pour les agents auxiliaires n'assurant qu'une surveillance le soit aussi pour ceux d'entre eux qui ont assuré un véritable service d'enseignement.

Réponse. — La réglementation autorise la prise en compte, pour l'ancienneté d'échelon, d'une partie des services accomplis en qualité d'instituteur remplaçant. La loi du 2 juillet 1931 permet, en effet, d'inclure dans l'ancienneté prise en considération pour l'avancement des instituteurs la totalité des services d'instituteur intérimaire ou suppléant validés pour la retraite à partir du 1^{er} janvier où les intéressés ont obtenu le certificat d'aptitude pédagogique. Lorsque les instituteurs titulaires entrent ensuite dans un corps du second degré, leur ancienneté d'instituteur, qui comporte une partie des services d'auxiliaire au titre des dispositions rappe-

lées ci-dessus, est prise en compte dans la nouvelle carrière selon le rapport des coefficients caractéristiques affectant leur corps d'origine et le corps d'accueil.

Enseignement technique (extension de la bourse de premier équipement à tous les élèves des sections industrielles).

15747. — 20 décembre 1974. — **M. Laurisergues** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les circulaires du 24 mai 1973 et 13 septembre 1973 qui ont défini les conditions d'allocation de la bourse de premier équipement accordée aux « élèves boursiers de première année des sections industrielles » des établissements publics et privés de même structure et de même niveau, classées dans un des groupes d'activités professionnelles figurant dans l'annexe 2 de la circulaire du 24 mai 1973. Cette annexe n'a retenu que neuf groupes professionnels sur les vingt-neuf que comporte la nomenclature officielle. Or, il apparaît que dans les vingt groupes restants, certains et notamment la coiffure réclament des mises de fonds souvent importantes pour les parents des élèves de C. E. T. De plus, compte tenu du fait que les neuf groupes retenus par les textes correspondent quant aux spécialités à près de 80 p. 100 des C. A. P. et à 90 p. 100 des B. E. P. délivrés chaque année dans les sections industrielles; quelles dispositions compte prendre **M. le ministre de l'éducation** pour que soit étendu aux élèves des autres sections, le bénéfice de la prime de premier équipement de 200 francs. Le relatif petit nombre des ayants droit éventuels permettant de résorber aisément cette fâcheuse disparité des conditions matérielles d'accès aux études professionnelles.

Réponse. — La prime d'équipement constitue l'un des avantages liés à l'application de la loi d'orientation n° 71-577 du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique. Cette prime a été accordée aux élèves boursiers de première année des sections industrielles en raison du caractère incitateur qu'il convenait de donner à cette mesure, prise en faveur des élèves s'orientant vers des professions industrielles indispensables à l'économie du pays, souvent méconnues bien que convenablement rémunérées. Dans un premier temps, le bénéfice de la prime ne s'applique pas aux élèves se destinant aux professions du secteur des services et des travaux de bureau. Mais des propositions de natures diverses sont actuellement étudiées pour étendre le champ d'application de la prime aux élèves ayant choisi de se préparer à des professions autres que celles qui sont désignées dans l'annexe 2 de la circulaire du 24 mai 1973. L'intérêt de ces mesures fait l'objet de l'attention du ministère de l'éducation.

Bourses et allocations d'études (octroi de la bourse de premier équipement allouée à tous les élèves de 1^{re} année des sections industrielles).

15800. — 28 décembre 1974. — **M. Schloesing** expose à **M. le ministre de l'éducation** que des circulaires du 24 mai 1973 et 13 septembre 1973 ont défini les conditions d'allocation de la bourse de premier équipement accordée aux élèves boursiers de 1^{re} année des sections industrielles des établissements publics et privés de même structure et de même niveau, classées dans un des groupes d'activité professionnelle figurant dans l'annexe 2 à la circulaire du 24 mai 1973 susvisée. Or, cette annexe n'a retenu que neuf groupes professionnels sur les vingt-neuf que comporte la nomenclature officielle. Cependant, dans les vingt groupes restants il s'en trouve, notamment dans la coiffure, qui exigent des mises de fonds souvent importantes de la part des parents des élèves de C. E. T. Compte tenu du fait que les neuf groupes retenus dans l'annexe correspondent, quant aux spécialités, à près de 80 p. 100 des C. A. P. et à 90 p. 100 des B. E. P. délivrés chaque année dans les sections industrielles, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que soit étendu aux élèves des autres sections le bénéfice de la prime de premier équipement de 200 francs, étant fait observer qu'il devrait être facile de faire disparaître cette fâcheuse disparité dans les conditions matérielles d'accès aux études professionnelles en raison du petit nombre des ayants droit éventuels.

Réponse. — La prime d'équipement constitue l'un des avantages liés à l'application de la loi d'orientation n° 71-577 du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique. Cette prime a été accordée aux élèves boursiers de première année des sections industrielles en raison du caractère incitateur qu'il convenait de donner à cette mesure, prise en faveur des élèves s'orientant vers des professions industrielles indispensables à l'économie du pays, souvent méconnues bien que convenablement rémunérées. Dans un premier temps, le bénéfice de la prime ne s'applique pas aux élèves se destinant aux professions du secteur des services et des travaux de bureau. Mais des propositions de natures diverses sont actuellement étudiées pour étendre le champ d'application de la prime aux élèves ayant choisi de se préparer à des professions autres que celles qui sont désignées dans l'annexe 2 de la circulaire du 24 mai 1973. L'intérêt de ces mesures fait l'objet de l'attention du ministère de l'éducation.

Enseignants (possibilité pour un enseignant de la Réunion de recevoir une formation pédagogique dans le domaine de l'éducation spécialisée).

15968. — 4 janvier 1975. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre de l'éducation** si un enseignant exerçant à la Réunion, dans l'enseignement spécialisé pour l'enfance inadaptée et réunissant toutes les qualités requises pour participer au stage métropolitain de formation continue et spécialisée, peut faire acte de candidature pour prendre part à ces cours de formation professionnelle et, dans l'affirmative, si son administration prend à son compte les frais de voyage et de scolarité. Dans le cas contraire, quelles sont les dispositions qu'il envisage de prendre pour que les enseignants réunionnais puissent bénéficier des mêmes avantages que leurs collègues métropolitains au plan de la formation pédagogique dans le domaine de l'enseignement pour l'enfance inadaptée.

Réponse. — Un enseignant qui exerce à la Réunion dans l'enseignement spécialisé et qui réunit toutes les conditions requises pour participer à un stage de formation continue et spécialisée a la possibilité de faire acte de candidature pour prendre part, en métropole, à ces cours de formation professionnelle. Si sa candidature est retenue, cet enseignant bénéficie d'une part de la prise en charge de ses frais de transport et d'autre part d'indemnités journalières en application du décret n° 71-856 du 12 octobre 1971 et de l'arrêté interministériel du 2 octobre 1972.

Enfants (crédits d'équipements sociaux-culturels pour 1975).

16026. — 11 janvier 1975. — **M. Hersant** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le retentissement dans l'opinion publique et plus spécialement pour les mères de famille de l'annonce de la réduction des crédits d'équipement pour 1975. Il rappelle qu'il est absolument nécessaire d'augmenter le nombre de crèches et d'écoles maternelles, de colonies de vacances et centres de loisirs, d'équipements socio-culturels susceptibles de permettre aux femmes de faire garder leurs enfants quand elles sont au travail. La part des crédits destinés à l'enseignement préscolaire représente certes 45 p. 100 des crédits d'équipement du premier degré, mais il semblerait que faute d'instructions, les autorités départementales ne puissent aménager qu'avec difficultés la répartition de ces crédits entre les différentes collectivités intéressées. Il lui demande s'il compte donner aux préfets des instructions en ce sens.

Réponse. — La politique gouvernementale en faveur de l'enseignement préscolaire se traduit, dans le budget d'équipement pour 1975, par l'inscription d'un montant d'autorisations de programme de 208 millions de francs devant permettre la construction de 2 290 classes nouvelles. Cette inscription budgétaire en progression de 25 p. 100 par rapport à celle de 1974 marque nettement la volonté du Gouvernement d'accentuer l'effort déjà entrepris pour la scolarisation des enfants d'âge préscolaire. Une circulaire ministérielle du 14 octobre 1974 a rappelé aux préfets de département le caractère prioritaire des équipements préscolaires et donné toutes instructions utiles quant à leur bonne exécution. Sur le plan social, la nécessité d'accroître le nombre des crèches et des équipements collectifs susceptibles d'accueillir les enfants pendant les heures de travail de leurs mères n'échappe pas au Gouvernement et reste une des préoccupations essentielles du ministre de la santé. Il faut souligner, par ailleurs, que les agents féminins de l'Etat bénéficient de prestations sociales qui répondent au souci d'aider les mères de famille à concilier les exigences de leur activité professionnelle et de leurs charges familiales. Il s'agit notamment : de l'allocation pour frais de garde versée aux mères de famille qui contiennent leur enfant âgé de moins de trois ans à une crèche ou une nourrice agréée; de l'allocation pour envoi d'enfants en colonies de vacances ou en centre aéré; de l'aide accordée aux mères de famille séjournant avec leur enfant de moins de cinq ans dans un établissement de repos ou de convalescence.

Etablissements scolaires

(date d'étatisation du lycée Sophie-Germain à Paris).

16164. — 18 janvier 1975. — **M. Krieg** demande à **M. le ministre de l'éducation** à quelle époque interviendra l'étatisation du lycée Sophie-Germain, à Paris (4^e), jadis lycée municipal nationalisé voici quelques années.

Réponse. — La situation du lycée Sophie-Germain sera examinée avec les autres propositions rectoriales, dans le cadre de la préparation du programme d'étatisations pour 1975. Mais compte tenu du nombre restreint d'opérations de ce genre prévues au budget — cinq pour l'ensemble — il n'est pas possible de préjuger actuellement l'ordre dans lequel elles pourront être prises en cette affaire.

Constructions scolaires (début des travaux de construction du C. E. T. de Mauriac (Cantal).

16257. — 18 janvier 1975. — **M. Pranchère** demande à **M. le ministre de l'éducation** : 1° les raisons pour lesquelles la construction du collège d'enseignement technique de Mauriac (Cantal) dont les travaux devaient débuter en 1974, n'est pas encore commencée ; 2° les dispositions qu'il compte prendre pour accélérer la construction de ce collège d'enseignement technique qui est vivement attendu par les familles de l'arrondissement de Mauriac.

Réponse. — Inscrit au programme triennal 1974-1977, le C. E. T. de Mauriac a été retenu au titre de l'année 1974. Par délibération de son conseil municipal du 20 août 1973, la ville de Mauriac a décidé pour cette réalisation de conserver la maîtrise de l'ouvrage. De ce fait la ville doit assumer, seule, la responsabilité du lancement et du déroulement de l'opération, le rôle de l'Etat se limitant à l'attribution d'une subvention forfaitaire. En application du décret du 13 novembre 1970 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements publics, une délégation globale de crédits pour 1974 a été mise à la disposition du préfet de la région Auvergne. La première tranche du C. E. T. de Mauriac n'ayant pu être financée en 1974 se trouve reportée à l'exercice 1975, et doit être financée sur cette enveloppe globale. La réalisation de l'opération pourra donc démarrer dès que l'arrêté de subvention aura été pris, ce qui devrait intervenir très prochainement.

Enseignants (précisions sur le nombre de professeurs nouveaux certifiés mis à la disposition des recteurs en 1974).

16503. — 1^{er} février 1975. — **M. Mexandeau** interroge **M. le ministre de l'éducation** sur le volume exact des professeurs nouveaux certifiés de 1974 mis à la disposition des recteurs. En effet, alors que le syndicat national des enseignants de second degré mentionnait dans son rapport sur les premières affectations que 232 nouveaux certifiés de lettres classique, 159 d'histoire et géographie et 203 d'espagnol étaient, faute de postes, mis à la disposition des recteurs, les chiffres respectifs fournis par le ministère de l'éducation au journal *Le Monde* (numéro du 28 décembre 1974) sont de 42, 36 et 148. Il lui serait reconnaissant de bien vouloir lui indiquer les raisons de cette apparente discordance.

Réponse. — Les premières affectations des nouveaux professeurs certifiés sortant de C. P. R. constituent une procédure complexe qui tient compte des vœux des intéressés par l'exploitation électronique d'un barème. Les décisions ministérielles d'affectation sont prises entre le 10 et le 30 juin selon les disciplines et se fondent sur un travail préparatoire qui comporte un état des postes vacants dressé entre le 10 et le 30 mai. Les professeurs en sur-nombre par rapport à cet état de postes vacants du mois de mai ont été mis à la disposition des recteurs, et leur nombre est sensiblement celui rapporté par les organisations syndicales. Mais postérieurement à cette situation, de nouveaux postes se trouvent vacants définitivement, soit par départ tardif de professeurs vers l'enseignement supérieur, en coopération, ou en disponibilité, soit par les créations de postes qui interviennent pour effectuer les ajustements de dotation nécessaires au moment de la rentrée. Une forte proportion de ces professeurs, surtout en lettres et en histoire et géographie, ont donc pu être affectés par les recteurs sur des postes budgétaires réguliers et ont pu se voir confier un service normal et complet dans leur discipline et dans un seul établissement. Les autres, qui correspondent à la seconde série des chiffres indiqués ci-dessus, n'ont pu être affectés à la rentrée sur un poste budgétaire définitivement vacant. Il convient d'ajouter que depuis cette date de nouveaux postes ont pu devenir définitivement vacants. Les autres professeurs sont affectés sur des postes provisoirement vacants (par congés de longue durée par exemple), sur des postes vacants d'adjoint d'enseignement ou sur des groupements d'heures rectoraux. Seuls quelques professeurs d'espagnol (et également d'italien et de russe) ont pu se voir confier un service divisé entre plusieurs établissements (pour compléter des professeurs à mi-temps ou pour assurer des enseignements précédemment confiés en heures supplémentaires) ou, très exceptionnellement, un service comportant quelques heures d'une discipline différente. Il doit être observé que si l'administration s'efforce toujours, dans la mesure du possible, d'assurer à un professeur un service complet dans sa discipline et dans un seul établissement, une telle disposition n'est nullement statutaire. Bien au contraire, le décret n° 50-581 du 25 mai 1950 stipule expressément que les professeurs peuvent être appelés à accomplir leur service dans deux ou plusieurs établissements, même situés dans des communes différentes, ou à compléter leur service dans une autre discipline (art. 3). Toutefois, le professeur peut demander par préférence un service dans une autre discipline dans la même commune ou lieu d'un service dans la même discipline dans une autre commune (art. 3). La dissémination de plus en plus grande des établissements, qui est recherchée dans l'intérêt des élèves, et la dotation au maximum des cadres par des professeurs titulaires, plus qualifiés, rend parfois nécessaire le recours à de telles dispositions pour les professeurs débutants.

Etablissements scolaires (formation initiale et continue des conseillers d'éducation).

16504. — 1^{er} février 1975. — **M. Mexandeau** fait remarquer à **M. le ministre de l'éducation** que le circulaire n° 72-222 du 31 mai 1972 définit la « mission du conseiller principal d'éducation et du conseiller d'éducation » sous un triple aspect : sécurité et discipline ; animation ; soutien pédagogique. Pour remplir pleinement leur rôle, les conseillers d'éducation doivent donc maîtriser les techniques de la communication, les phénomènes rationnels, les méthodes pédagogiques et suivre leur évolution. Cela suppose une formation initiale et continue que ces personnels réclament et dont ils ne bénéficient pas actuellement, contrairement à leurs collègues enseignants, puisque seuls les conseillers d'éducation recrutés depuis 1971 reçoivent une formation initiale partielle. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette anomalie.

Réponse. — La formation continue des personnels d'éducation est, à l'heure actuelle, l'une des préoccupations dominantes du ministère de l'éducation qui recherche, avec la participation de l'inspection générale chargée de la vie scolaire et des organisations représentatives des personnels concernés, le moyen de mettre en œuvre un système permettant aux agents nommés à ces emplois, qu'ils aient suivi ou non le stage d'un an prévu par l'article 8 du décret n° 70-738 du 12 août 1970, et, éventuellement, aux non-titulaires remplissant les fonctions de conseiller d'éducation, de compléter leurs connaissances, d'approfondir leurs expériences ou même de s'initier aux techniques éducatives, dont l'évolution nécessite une adaptation permanente des praticiens et des méthodes. Plusieurs suggestions ont été mises à l'étude en vue d'aboutir à une solution permettant d'organiser efficacement la formation initiale et permanente des personnels d'éducation, soit en assurant, au niveau de chaque académie, des stages regroupant pour une courte période les personnels concernés, soit en prévoyant l'utilisation rationnelle des centres accueillant actuellement les stagiaires, soit encore en mettant en place un régime combinant ces différentes possibilités. Mais il importe de régler, au préalable, les questions d'ordre administratif et financier que pose la nécessité de prévoir le déroulement des stages pratiques dits en situation et le remplacement temporaire des agents susceptibles de bénéficier de cette formation.

Etablissements scolaires (règles et mesures de sécurité dans les établissements de moins de 200 élèves).

16507. — 1^{er} février 1975. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des établissements scolaires accueillant moins de 200 élèves, qui ne sont pas soumis aux dispositions du décret n° 54-856 du 13 août 1954 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Ces locaux ne sont pas astreints aux règles de sécurité visant les établissements publics et ne peuvent exiger les améliorations nécessaires à la sécurité des élèves. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour étendre l'application des mesures de sécurité à ce type d'établissement.

Réponse. — Les dispositions du décret n° 54-856 du 13 août 1954 relatif à la protection du public contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ne prévoyaient pas l'assujettissement des établissements scolaires dont les effectifs étaient inférieurs à 200 élèves ou à 20 pensionnaires. Ces dispositions ont été modifiées par le décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973, qui remplace le précédent et qui précise, dans son article 14, que « les établissements dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas le chiffre fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'établissement sont assujettis à des dispositions particulières déterminées dans le règlement de sécurité ». Il convient donc de se reporter au titre VI, chapitre I^{er}, de ce règlement, qui précise les modalités de contrôle des établissements scolaires dont les effectifs sont inférieurs à 200 élèves ou à 20 pensionnaires. En particulier, il est prévu que des visites de contrôle peuvent avoir lieu dans les conditions fixées par le décret précité. Le maire pourra alors décider, sur avis de la commission de sécurité compétente, des dispositions qui devront être appliquées pour assurer la sécurité des occupants. Un certain nombre d'établissements d'un effectif inférieur à 200 élèves ont d'ailleurs été visités et ont fait l'objet de mesures particulières de mise en sécurité.

Enseignants (revalorisation indiciaire des traitements des professeurs techniques adjoints de lycées techniques).

16516. — 1^{er} février 1975. — **M. Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que les professeurs techniques adjoints de lycée technique n'ont pas bénéficié des revalorisations indiciaires accordées dans le cadre de la promotion des enseignements technologiques à leurs collègues des collèges d'enseignement technique. Il lui rappelle que les intéressés sont pour la plupart issus du cadre des professeurs techniques adjoints de C. E. T. et qu'ils ont préparé et réussi un concours de haut niveau, ce qui, jusqu'à présent, constituait pour eux une promotion

(indice 503 contre 450 au 1^{er} octobre 1973). Ces professeurs qui enseignent dans les classes de l'enseignement technique long préparant au baccalauréat de technicien constatent que leur traitement actuel n'est plus en rapport avec leur qualification. Il n'est pas normal qu'un professeur réussissant un concours de niveau plus élevé puisse se retrouver avec pratiquement le même traitement que celui qu'il aurait s'il n'avait pas passé ce concours. Il lui demande de bien vouloir réparer l'anomalie qu'il vient de lui exposer en faisant bénéficier les professeurs techniques adjoints de lycée technique de la même revalorisation que celle qui a été accordée à leurs collègues des C. E. T.

Réponse. — Il a été récemment décidé d'ouvrir aux professeurs techniques adjoints (P. T. A.), à titre exceptionnel et dans la limite de 2 000 postes, des concours spéciaux qui leur permettront d'accéder, soit au corps des professeurs techniques de lycée technique, soit à celui des professeurs certifiés. Le déroulement de ces concours spéciaux s'étendra sur trois années : 800 emplois seront ouverts pour la première année, 700 pour la deuxième et 500 pour la troisième. Les services du ministère de l'éducation mettent actuellement au point les textes qui permettront d'organiser, au titre de cette année, la première série de ces concours. Ils étudient d'autre part, avec les représentants des organisations syndicales intéressées, les modalités d'une amélioration des conditions de service et de rémunération des P. T. A. qui ne pourront bénéficier de cette mesure.

Établissements scolaires (abrogation de la loi de 1886 limitant la mixité dans les établissements d'enseignement privés).

16521. — 1^{er} février 1975. — M. Plantier rappelle à M. le ministre de l'éducation qu'en application de l'article 36 de la loi du 30 octobre 1886 aucune école privée ne peut, sans l'autorisation du conseil départemental, recevoir d'enfants des deux sexes, s'il existe au même lieu une école publique ou privée spéciale aux filles. Il lui expose à ce sujet que le directeur d'une école privée de garçons avait demandé que son établissement puisse bénéficier de la mixité. Dans la commune où se trouve cette école privée de garçons il existe également une école publique primaire spéciale de filles ainsi qu'une école spéciale de garçons. La demande formulée par le directeur de l'école primaire privée a été soumise à l'avis du conseil départemental de l'enseignement primaire qui, à la suite d'un vote, a émis un avis défavorable au sujet de la mixité demandée. Cette décision est d'autant plus regrettable que, si les écoles publiques de la commune ne sont pas mixtes, en revanche la mixité existe dans les écoles maternelles et dans le C. E. G. La décision prise résulte en fait d'un texte qui date de près d'un siècle, c'est-à-dire à une époque où la mixité était souvent exceptionnelle et en tout cas considérée comme peu souhaitable. Actuellement la quasi-totalité des pédagogues et des parents n'ont plus ce genre de préjugés. C'est pourquoi l'article 36 de la loi du 30 octobre 1886 apparaît comme parfaitement désuet. Il lui demande de bien vouloir envisager sa suppression.

Réponse. — L'article 36 de la loi du 30 octobre 1886 a été modifié par le décret n° 62-624 du 26 mai 1962 ; le pouvoir de décision, en matière de mixité d'écoles primaires privées, lorsqu'il existe au même lieu une école publique ou privée spéciale aux filles, appartient désormais au préfet, sur le rapport de l'inspecteur d'académie, après avis du conseil départemental ; le préfet n'est pas lié par cet avis. En outre, dans la mesure même où la mixité est maintenant largement pratiquée dans l'enseignement primaire public, le recours à cette procédure est de plus en plus rare. Au demeurant, il est toujours recommandé aux autorités locales d'examiner les demandes de mixité dans un esprit très libéral.

Enseignants (précisions sur le nombre des professeurs nouveaux certifiés de 1974 mis à la disposition des recteurs).

16550. — 1^{er} février 1975. — M. Jans Interroge M. le ministre de l'éducation sur le volume exact des professeurs nouveaux certifiés de 1974 mis à la disposition des recteurs. En effet, alors que le syndicat national des enseignants du second degré mentionnait dans son rapport sur les premières affectations que 232 nouveaux certifiés de lettres classiques, 159 d'histoire et géographie et 203 d'espagnol étaient, faute de postes, mis à disposition des recteurs, les chiffres respectifs fournis par le ministère de l'éducation au journal *Le Monde* (numéro du 18 décembre 1974) sont de 42, 36 et 148. Il lui serait reconnaissant de bien vouloir lui indiquer les raisons de cette apparente discordance.

Réponse. — Les premières affectations des nouveaux professeurs certifiés sortant de C. P. R. constituent une procédure complexe qui tient compte des vœux des intéressés par l'exploitation électronique d'un barème. Les décisions ministérielles d'affectation sont prises entre le 10 et 30 juin selon les disciplines et se fondent sur un travail préparatoire qui comporte un état des postes vacants dressé entre le 10 et le 30 mai. Les professeurs en surnombre par rapport à cet état de postes vacants du mois de mai ont été à la disposition des recteurs, et leur nombre est sensiblement celui

rapporté par les organisations syndicales. Mais postérieurement à cette situation, de nouveaux postes se trouvent vacants définitivement, soit par départ tardif de professeurs vers l'enseignement supérieur, en coopération, ou en disponibilité, soit par les créations de postes qui interviennent pour effectuer les ajustements de dotation nécessaires au moment de la rentrée. Une forte proportion de ces professeurs, surtout en lettres et en histoire et géographie, ont donc pu être affectés par les recteurs sur des postes budgétaires réguliers et ont pu se voir confier un service normal et complet dans leur discipline et dans un seul établissement. Les autres, qui correspondent à la seconde série des chiffres indiqués ci-dessus, n'ont pu être affectés à la rentrée sur un poste budgétaire définitivement vacant. Il convient d'ajouter que depuis cette date, de nouveaux postes ont pu devenir définitivement vacants. Les autres professeurs sont affectés sur des postes provisoirement vacants (par congés de longue durée par exemple), sur des postes vacants d'adjoind d'enseignement ou sur des groupements d'heures rectoraux. Seuls quelques professeurs d'espagnol (et également d'italien et de russe) ont pu se voir confier un service divisé entre plusieurs établissements (pour compléter des professeurs à mi-temps ou pour assurer des enseignements précédemment confiés en heures supplémentaires) ou, très exceptionnellement, un service comportant quelques heures d'une discipline différente. Il doit être observé que si l'administration s'efforce toujours, dans la mesure du possible, d'assurer à un professeur un service complet dans sa discipline et dans un seul établissement, une telle disposition n'est nullement statutaire. Bien au contraire, le décret n° 50-581 du 25 mai 1950 stipule expressément que les professeurs peuvent être appelés à accomplir leur service dans deux ou plusieurs établissements, même situés dans des communes différentes, ou à compléter leur service dans une autre discipline (article 3). Toutefois, le professeur peut demander par préférence un service dans une autre discipline dans une autre commune (article 3). La dissémination de plus en plus grande des établissements, qui est recherchée dans l'intérêt des élèves, et la dotation au maximum des cadres par des professeurs titulaires, plus qualifiés, rend parfois nécessaire le recours à de telles dispositions pour les professeurs débutants.

Vacances scolaires (permutation annuelle de l'ordre de répartition par zone des vacances de février).

16591. — 1^{er} février 1975. — M. Hamelin rappelle à M. le ministre de l'éducation qu'au cours de l'année scolaire 1973/1974 les congés de février avaient été fixés pour la zone A du 2 février au soir au 11 février au matin ; pour la zone B, du 9 février au soir au 18 février au matin ; pour la zone C du 16 février au soir au 25 février au matin. Le calendrier de l'année scolaire 1974/1975 prévoit que les congés de février pour cette année seront pour la zone A du 1^{er} février au soir au 10 février au matin ; pour la zone B du 8 février au soir au 17 février au matin, et pour la zone C du 15 février au soir au 24 février au matin. L'ordre d'attribution des vacances de février apparaît comme immuable pour chacune des trois zones. Il convient d'observer que les vacances du mois de février en raison de cet étalonnage coupent le deuxième trimestre scolaire en deux parties inégales. Pour la zone A, le premier demi-trimestre est nettement plus court que pour la zone C, l'inverse étant vrai pour le second demi-trimestre. Il lui demande les raisons pour lesquelles l'ordre de détermination des vacances pour chacune des zones n'est pas modifié chaque année. Il semblerait en effet plus logique que si durant une année scolaire les vacances de février sont accordées dans l'ordre A B C, elles le soient l'année suivante dans l'ordre B C A et la troisième année dans l'ordre C A B. Il lui demande qu'elle est sa position à l'égard de cette suggestion.

Réponse. — Le ministre de l'éducation fait savoir à l'honorable parlementaire que la répartition des académies en trois zones géographiques en vue de l'étalement des vacances de février est établie en fonction de certains critères essentiels : données numériques relatives à la population, volume du trafic des voyageurs sur les lignes S. N. C. F. en tenant compte de l'important « transit » par Paris et enfin situation de chaque académie par rapport aux stations de sports d'hiver les plus accessibles. En outre, le calendrier scolaire annuel est arrêté en fonction d'impératifs pédagogiques. Les décisions prises répondent en particulier au souci d'améliorer le rythme de l'année scolaire et l'équilibre des différents trimestres. C'est pourquoi les dates des vacances de février ont été fixées de façon que les premiers départs et les derniers retours soient respectivement à égale distance des vacances de Noël et de printemps. Chaque année le problème est réexaminé et tous les éléments sont pris en considération ; l'affectation des académies dans telle ou telle zone n'est pas immuable. Un changement est en effet possible, après une large consultation tant auprès des représentants de la S. N. C. F. et de ses usagers, que des hôteliers des stations alpêtres. Le conseil supérieur de l'éducation nationale se prononce sur le projet établi ; ainsi les représentants des associations de parents d'élèves sont amenés à donner leur point de vue. Certes, toute modification

dans l'organisation des zones ne peut intervenir que pour la prochaine année scolaire; lors de la concertation pour les vacances scolaires 1975-1976 qui aura lieu prochainement, toutes les suggestions recueillies seront étudiées.

Pensions de retraite civiles et militaires (validation des services accomplis dans les centres de formation professionnelle par un professeur technique adjoint de C. E. T.).

16599. — 1^{er} février 1975. — M. Güssinger rappelle à M. le ministre de l'éducation que l'article L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite, tel qu'il résulte de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme de ce code, dispose qu'aux services actifs effectués par les fonctionnaires s'ajoutent, pour la liquidation de leur pension de retraite, certaines bonifications accordées dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Il est en particulier prévu une bonification qui est accordée aux professeurs d'enseignement technique au titre du stage professionnel exigé pour avoir le droit de se présenter au concours par lequel ils ont été recrutés. L'article R. 25 du même code, pris en application des dispositions précitées, prévoit que la bonification en cause est égale, dans la limite de cinq années, à la durée de l'activité professionnelle dans l'industrie dont ces professeurs ont dû justifier pour pouvoir se présenter au concours de recrutement dans les conditions exigées par le statut particulier au titre duquel ils ont été nommés. Il lui expose à cet égard la situation d'un professeur technique adjoint de C. E. T. recruté en cette qualité le 15 février 1942 au titre des centres de formation professionnelle devenus depuis collèges d'enseignement technique. L'intéressée a préalablement suivi un stage de sélection, puis de perfectionnement technique à l'école supérieure de jeunes filles de Clermont-Ferrand en 1941, un stage de formation pédagogique à l'école nationale des cadres féminins d'Ecully près de Lyon (1942) et enfin une session à l'école normale nationale d'apprentissage de Paris (1946). En 1954, ce professeur a été titularisé dans les fonctions de professeur technique adjoint à compter du 1^{er} janvier 1945. Jusqu'à présent, l'intéressée n'a pu obtenir la possibilité de valoriser pour sa retraite le temps passé dans les centres de formation professionnelle avant 1945, motifs pris que ces établissements appartenaient au secrétariat général à la jeunesse. Il lui fait observer que cette décision apparaît comme inéquitable puisque le temps passé dans les « chantiers de la jeunesse », qui relevaient du même secrétariat d'Etat à la jeunesse, a été pris en compte pour la détermination des droits à retraite. Il lui demande de bien vouloir envisager des dispositions tendant à compléter l'article R. 25 précité afin de tenir compte des services accomplis dans les conditions qui viennent d'être rappelés.

Réponse. — L'honorable parlementaire est prié de bien vouloir faire connaître le nom du professeur dont la situation est évoquée dans la question ci-dessus afin qu'il puisse y être donné suite en toute connaissance de cause.

Conseillers d'orientation

(stages et modalités de titularisation des stagiaires).

16619. — 1^{er} février 1975. — M. Forni attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les modalités de la titularisation des conseillers d'orientation stagiaires au titre de l'année scolaire 1974-1975. Aux termes des articles 14 et 15 du décret n° 72-310 du 21 avril 1972 (*Journal officiel* du 23 avril 1972) relatif aux statuts du personnel d'orientation et d'information, il est spécifié que « les candidats reçus au concours sont nommés conseillers stagiaires par arrêté du ministre... et qu'à la fin du stage, dont l'organisation est fixée par arrêté du ministre de l'éducation, les stagiaires sont notés par un inspecteur désigné par le ministre et sont soit titularisés, soit autorisés à effectuer un nouveau et dernier stage d'une année, soit licenciés, ou réintégré dans leur corps d'origine s'ils étaient déjà fonctionnaires titulaires ». L'article 2 de l'arrêté du 18 février 1974 (*Bulletin officiel* de l'éducation n° 10 du 7 mars 1974 et *Journal officiel* du 1^{er} mars 1974) stipule que « le stage constitue une mise en situation progressive au cours de laquelle le stagiaire complète à travers l'expérience concrète des diverses activités d'information, d'observation, et en vue de l'adaptation et de l'orientation, la formation sanctionnée par le certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller d'orientation ». La circulaire n° 74-185 du 17 mai 1974, parue au *Bulletin officiel* de l'éducation n° 22 du 30 mai 1974, précise les modalités de l'arrêté du 18 février 1974. Il est notamment mentionné : « à la fin du stage, le conseiller stagiaire sera noté par un inspecteur désigné par le ministre. Pour permettre à cet inspecteur de consacrer le maximum de temps aux entretiens qu'il aura avec le stagiaire et les responsables du stage, il sera établi par le conseiller un court rapport sur le déroulement de son stage, faisant apparaître les principales activités qu'il a exercées; par le directeur du centre une appréciation écrite sur les conditions d'adaptation du stagiaire et sur les résultats obtenus; par le chef de service une appréciation écrite sur les conditions d'adaptation du stagiaire au service et sur les résultats obtenus ».

La circulaire du 17 mai 1974 a donc précisé sans ambiguïté les modalités de la titularisation des conseillers d'orientation stagiaires. Or une circulaire récente en date du 5 décembre 1974 (non parue au *Bulletin officiel* de l'éducation) émanant de la direction des collèges et adressée confidentiellement aux recteurs pour notification aux inspecteurs chargés de la notation des conseillers d'orientation stagiaires, serait en contradiction avec les dispositions de l'arrêté du 18 février 1974 et de la circulaire du 17 mai 1974. Cette circulaire stipule notamment que les stagiaires seraient tenus d'effectuer un exposé aux parents d'élèves sur les différentes modalités de l'orientation des élèves à l'issue de la troisième (ceci en présence de l'inspecteur d'orientation chargé de la notation). Cet exposé général est d'ailleurs considéré comme inutile par certains chefs d'établissement, les parents préférant les entretiens individuels avec le conseiller d'orientation, les brochures générales étant suffisantes pour donner de larges informations aux parents. Cette circulaire préciserait en outre que des tests individuels seraient passés par les conseillers d'orientation, toujours en présence de l'inspecteur d'orientation chargé de la notation. Enfin les chefs d'établissement et les professeurs principaux seraient appelés à formuler un avis sur la valeur professionnelle des conseillers stagiaires. Compte tenu de ces données, il lui demande : 1° s'il est exact qu'une circulaire de cette sorte, en date du 5 décembre 1974, émanant de la direction des collèges, a bien été adressée confidentiellement aux recteurs (circulaire élaborée sans aucune concertation avec les organisations syndicales représentatives); 2° les raisons pour lesquelles les dispositions de l'arrêté du 18 décembre 1974 et de la circulaire du 17 mai 1974 n'ont pas été appliquées pour déterminer les aptitudes professionnelles des candidats stagiaires, en vue d'une titularisation dans la fonction publique; 3° pour quelles raisons les candidats stagiaires n'ont pas été informés en temps voulu des nouvelles modalités du déroulement du stage, précisées par cette circulaire confidentielle en date du 5 décembre 1974.

Réponse. — En réponse aux questions posées par l'honorable parlementaire à l'issue de son préambule, il peut être précisé : 1° que les modalités de la titularisation des conseillers d'orientation stagiaires ont été définies par le décret n° 72-310 du 21 avril 1972 qui prévoit en son article 15 que les stagiaires sont notés à la fin de leur stage par un inspecteur désigné par le ministre. La lettre adressée aux recteurs le 5 décembre 1974, qui n'a aucun caractère confidentiel, est une instruction à caractère technique destinée notamment à assurer l'harmonisation entre les notes des différents inspecteurs; 2° que les dispositions de l'arrêté du 18 février 1974 et de la circulaire n° 74-185 du 17 mai 1974 relatifs à l'organisation du stage ne sont nullement remises en cause; 3° que la lettre du 5 décembre 1974, n'implique pas de nouvelles modalités de déroulement du stage.

Bourses et allocations d'études

(retard de paiement pour le premier trimestre scolaire).

16675. — 8 février 1975. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre de l'éducation que, contrairement aux promesses faites par ses prédécesseurs à des questions posées en 1972 et en 1973, le paiement des bourses pour le premier trimestre s'est encore effectué avec un grand retard, certaines familles n'ayant pas encore obtenu ce paiement à la fin du mois de janvier. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier rapidement à ce retard inadmissible.

Réponse. — Les crédits destinés au paiement du trimestre octobre-décembre des bourses nationales d'études du second degré sont, chaque année, mis à la disposition des ordonnateurs secondaires au début du mois de septembre. Dans les établissements publics d'enseignement qui jouissent de l'autonomie financière ou dont le chef d'établissement gère l'internat à son compte, les crédits nécessaires au paiement des bourses d'études sont versés sous forme de provisions à l'agent comptable ou au chef de l'établissement qui, après avoir prélevé, le cas échéant, les frais d'internat ou de demi-pension, paie aux familles les sommes qui peuvent leur revenir ou leur demande d'acquitter le complément de dépense. Les familles n'ont donc rien à régler avant de percevoir le montant des bourses d'études dont leurs enfants sont titulaires ou le reliquat qui leur revient. Ce n'est que dans les établissements privés d'enseignement habilités à recevoir des boursiers nationaux et dans les établissements publics d'enseignement qui ne disposent pas d'un comptable public que les bourses d'études, quelle que soit la qualité des élèves, sont payées directement aux familles. Mais il est évident que des délais sont nécessaires car les titres de paiement individuels, qui sont adressés aux familles, ne peuvent être émis et acheminés qu'après contrôle des états de liquidation que les chefs d'établissements dressent une fois constatée la présence effective des élèves boursiers dans l'établissement et la classe appropriés. Il convient d'observer que les instructions ministérielles ont maintes fois rappelé l'intérêt et l'importance qui s'attachent à ce que les familles reçoivent dans les meilleurs délais le montant de la bourse correspondant au trimestre octobre-décembre.

Etablissements scolaires (défaut de sécurité des locaux du C. E. S. Emile-Zola, à Marles-les-Mines (Pas-de-Calais)).

16689. — 8 février 1975. — **M. Maurice Andrieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'état du C. E. S. Emile-Zola de Marles-les-Mines. Ce bâtiment, construit et ouvert en 1970, n'est toujours pas réceptionné après plus de quatre années de fonctionnement. En ce qui concerne la sécurité, le contrôle des experts fait apparaître que les installations électriques, de gaz et de chauffage ne sont pas conformes au règlement en vigueur; il manque en outre un escalier normal et un poteau d'incendie. Les parents d'élèves du C. E. S. s'inquiètent à juste titre pour la sécurité de leurs enfants et s'étonnent de la lenteur apportée à l'exécution des réparations urgentes et nécessaires pour la sécurité dans l'établissement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

Réponse. — Le C. E. S. de Marles-les-Mines a été réalisé suivant le procédé industrialisé métallique S. E. A. L., agréé par le ministère de l'éducation le 23 octobre 1964. Construit et ouvert en 1970, il est strictement conforme au projet-type agréé par le ministère et les règles de sécurité en vigueur à l'époque ont été respectées (décret n° 54-856 du 13 août 1954 et arrêté du 23 mars 1965). La réception provisoire des travaux a eu lieu le 6 avril 1971. Si la réception définitive n'a pas encore été prononcée, c'est, non pas pour des motifs de sécurité, mais pour préserver les droits de l'Etat à l'égard de l'entreprise, en ce qui concerne des défauts d'étanchéité des bâtiments. A la suite des recommandations données aux autorités locales par la circulaire ministérielle M. E. U. DESUS du 3 août 1973, la direction départementale de l'équipement a fait appel au bureau de prévention APAVE, en vue de déterminer éventuellement les mesures destinées à accroître la sécurité dans cet établissement. Les experts de ce bureau ont visité le C. E. S. de Marles-les-Mines à la fin de l'année 1974 et viennent d'adresser à la direction départementale de l'équipement des rapports concernant la chaufferie, l'installation du gaz, l'installation électrique et l'installation de chauffage. Par ailleurs, la commission d'arrondissement de sécurité a visité l'établissement le 15 février 1975. Le rapport de cette commission n'a pas encore été établi, mais d'après les recommandations faites lors de cette visite et de celle du bureau APAVE, le service constructeur a établi un devis sommaire des travaux, et le crédit nécessaire a été demandé au préfet de région.

Enseignants (délais de liquidation des pensions : versement d'arrérages de la pension).

16704. — 8 février 1975. — **M. Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'importance des délais constatée pour la liquidation des retraites des personnels relevant de ses services et le paiement des premiers arrérages de pension. Il lui signale le cas d'un enseignant devant prendre sa retraite à compter du 1^{er} octobre 1974 et qui a adressé à cet effet un dossier complet le 1^{er} janvier 1974. Ce n'est que fin janvier 1975 que l'intéressé a reçu son titre de pension lui permettant de recevoir, quatre mois après sa mise à la retraite, les premiers arrérages de celle-ci. Il n'a naturellement perçu entre-temps aucun acompte sur sa pension. A travers cet exemple, qui ne peut être considéré comme un cas isolé, il lui demande : 1° si les formalités de liquidation des retraites ne pourraient être réalisées dans des délais plus courts; 2° si le versement d'un acompte sur les premiers arrérages de la pension ne pourrait être envisagé dans l'attente de ceux-ci.

Réponse. — L'accélération de la procédure de liquidation et de concession des pensions civiles de retraite répond aux préoccupations du ministre de l'éducation. Des mesures ont été prises pour aboutir à l'objectif recherché par le Gouvernement afin qu'il n'y ait aucune solution de continuité entre le paiement du dernier traitement d'activité et celui des premiers arrérages de la retraite. L'article 62 de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974 modifiant l'article L. 90 du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1335 du 26 décembre 1964 prévoit que « la pension et la rente viagère d'invalidité sont payées mensuellement et à terme échu ». Toutefois jusqu'au 1^{er} juillet 1975, date d'application du nouveau texte, les pensions et rentes d'invalidité continueront à être payées trimestriellement et à terme échu. Si le règlement ne peut être effectué dans le délai prescrit, des avances sur pensions, payées trimestriellement et à terme échu, sont attribuées dans les conditions prévues par les articles R 101 et R 103 dudit code. L'honorable parlementaire est prié de faire connaître le nom du fonctionnaire concerné par sa question pour que puissent être recherchées l'origine du retard d'un mois constaté dans le règlement des premiers arrérages de la pension de l'ayant droit.

Constructions scolaires (sécurité des bâtiments : remplacement des C. E. S. du type Pailleron).

16985. — 15 février 1975. — **M. Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le danger très réel, confirmé par les rapports des bureaux d'étude, que présentent, pour la sécurité

des enfants, des enseignants, des personnels, les C. E. S. type Pailleron. Les travaux de sécurité ont pris des retards considérables et le plus souvent, comme au C. E. S. Paul-Jean Toulet de Pau (Pyrénées-Atlantiques), seule la première tranche est en cours. La meilleure solution, sinon la seule, est de prévoir des crédits exceptionnels afin de remplacer les C. E. S. Pailleron qui ne seront jamais satisfaisants au point de vue sécurité quels que soient les travaux entrepris. L'Etat, maître d'ouvrage, seul responsable, se doit de mettre fin à une situation qui angoisse, en particulier, les élus locaux et les place devant de redoutables problèmes de conscience. Il lui demande : 1° quand et sous quelles modalités, devant la gravité de la situation, il compte prendre les mesures indispensables pour remplacer ces C. E. S.; 2° si, dans la situation actuelle, il peut affirmer n'avoir aucune crainte pour la sécurité des enfants, des enseignants et du personnel dans les C. E. S. Pailleron.

Réponse. — L'Etat (ministère de l'éducation) a pris toutes les mesures nécessaires pour le financement et l'exécution des travaux de « mise en sécurité » des C. E. S. réalisés à partir du procédé « Constructions modulaires » en application des dispositions de l'article 59 du décret du 31 octobre 1973. Ces travaux ont été exécutés. Dans quelques cas, ils sont encore actuellement en cours, notamment au C. E. S. « Jean Toulet » de Pau réalisé en 1971 et dont la réception définitive a été prononcée le 6 décembre 1972. Cet établissement a été visité les 5 septembre 1973 et 3 octobre 1974 par la commission départementale de sécurité et le 28 mai 1974 par le bureau de prévention Véritas. Le problème de mise en sécurité des bâtiments a été soumis par le préfet à l'appréciation des services compétents du ministère de l'intérieur, qui, le 12 juillet 1974, ont fait savoir au préfet, que compte tenu de la proximité du centre de secours, l'exécution rapide d'une première phase de travaux, serait de nature à garantir un niveau de sécurité convenable; ces travaux sont les suivants : installation d'une détection d'incendie complète, système Cerberus-Guinard; construction d'un escalier de secours extérieur; mise en place de robinets armés d'incendie. Ces travaux estimés à 430 000 francs et subventionnés à 72-77 p. 100 par l'Etat, sont en voie d'achèvement; la ville assurait la maîtrise de l'ouvrage. Suivant les informations recueillies auprès de la direction départementale de l'équipement, cette première phase de travaux sera terminée dans le courant du mois de mars 1975. La seconde phase de travaux préconisée par le bureau Véritas comportera : la protection des têtes poteaux; en vide sous-plafond : prolongement des cloisons tous les 25 ml et remplacement des bandes en polystyrène côté façades; prolongement des planchers jusqu'aux façades; enclousonnement d'un escalier au rez-de-chaussée, pose d'une porte coupe feu à son accès et désenfumage; construction de deux escaliers supplémentaires de secours; mise en conformité des installations de gaz et d'électricité. Le dossier technique relatif à cette seconde phase a été demandé à la ville, maître d'ouvrage par le préfet le 24 janvier 1975. D'après les renseignements donnés par la direction départementale de l'équipement, l'architecte serait en mesure de fournir des estimations au début de mars 1975. Les mesures de sécurité prises dans chaque cas d'espèce, pour les établissements réalisés à partir du procédé « Constructions modulaires » et ceci après avis des commissions de sécurité compétentes et éventuelles propositions de bureaux de prévention, doivent conduire à un niveau de sécurité satisfaisant. Dans ces conditions l'opportunité du remplacement des établissements réalisés à partir de ce procédé n'apparaît pas.

EQUIPEMENT

Z. A. C. (création de la Z. A. C. des Ruelles à Massy).

15694. — 19 décembre 1974. — **M. Juquin**, se référant à sa question du 14 juillet 1973, appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la demande de création de la Z. A. C. des Ruelles présentée par la ville de Massy (Essonne). Cette Z. A. C. permettrait la réalisation en deux tranches de 110 000 mètres carrés de bureaux. La première tranche comporte la construction de 48 000 mètres carrés de bureaux qui correspondent à la création d'environ 3 500 emplois du secteur tertiaire. Ces emplois sont vivement souhaités par la population de Massy, d'Antony et des villes avoisinantes. Ils satisferaient particulièrement les nombreuses femmes qui y vivent et qui, souvent qualifiées, voire diplômées, cherchent en vain un emploi proche de leur domicile. Le secteur Nord de l'Essonne, très urbanisé, est peu pourvu en bureaux. La desserte de cette Z. A. C. est très favorable : située à l'embranchement des autoroutes A. 6 et A. 10, elle serait accessible par la ligne S. N. C. F. Versailles—Juvisy et par la ligne de Sceaux. La demande d'agrément de la Z. A. C. des Ruelles a été déposée il y a trois ans, mais n'a pas encore reçu de réponse favorable. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour que soit pris dans les meilleurs délais l'arrêté portant création de la Z. A. C. dans son ensemble; 2° pour que l'aménagement concernant la première tranche soit notifié dans les meilleurs délais.

Réponse. — Il convient tout d'abord de rappeler que, par délibération du 25 novembre 1970, le conseil municipal de Massy avait demandé la création d'une zone d'aménagement concerté (Z. A. C.) de plus de 12 hectares sur des terrains appartenant à la Société

civile immobilière Sergent-Clemenceau, situés au lieu-dit Les Ruelles, et destinés à permettre la réalisation d'un centre d'affaires de 181 500 mètres carrés et d'un équipement hospitalier rattaché à l'hôpital de Longjumeau. Le préfet de la région parisienne, chargé d'instruire cette demande en liaison avec le comité de décentralisation, décidait que, pour tenir compte des objectifs d'aménagement de la région parisienne, il convenait, dans un premier temps, de limiter l'importance de la zone en cause à la réalisation d'une partie de l'équipement hospitalier et de 48 000 mètres carrés de bureaux. Le conseil municipal de Massy, au cours de sa séance du 26 avril 1972, prenait une délibération dans ce sens et, par décisions ministérielles en date des 27 juillet 1973 et 10 décembre 1973, un agrément était donné à la réalisation d'un premier programme de 48 000 mètres carrés. Toutefois, la Société Jonqua (mandataire de la S. C. I. Sergent-Clemenceau, à qui serait confié l'aménagement de cette Z. A. C., a demandé, à la suite de ces deux aménagements successifs, que le périmètre de la Z. A. C., limité dans un premier temps à la superficie nécessaire à la réalisation des 48 000 mètres carrés de bureau, soit étendu pour que soit pris en compte l'ensemble du programme d'équipement envisagé. Le préfet de la région parisienne s'est prononcé favorablement le 15 juin 1974 sur cette proposition. Le conseil municipal a pris, le 3 juillet 1974, une nouvelle délibération demandant la création d'une Z. A. C. couvrant l'ensemble des terrains concernés (12 hectares 66 centiares) et comportant notamment la réalisation de 98 000 mètres carrés de bureaux. Or, le comité de décentralisation saisi par la Société Jonqua d'une nouvelle demande d'agrément pour les 50 600 mètres carrés de bureaux supplémentaires, a proposé de limiter l'accord de principe à une dernière tranche supplémentaire de 22 000 mètres carrés, ce qui porte le programme de bureaux à 70 000 mètres carrés. Le ministre de l'équipement a entériné cette proposition. C'est sur cette base que doit être établi le nouveau dossier de création permettant d'engager les négociations avec le promoteur et d'entreprendre les consultations nécessaires devant conduire à la signature de l'acte de création de la Z. A. C. des Ruelles à Massy.

*Villes nouvelles (situation du personnel
de l'établissement public de la ville de Melun-Sénart).*

15756. — 20 décembre 1974. — M. Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'équipement sur la situation du personnel de l'établissement public de la ville de Melun-Sénart. Il lui demande : 1° en vertu de quels textes les établissements publics d'aménagement des villes nouvelles prenant la suite des travaux menés par les missions d'études et d'aménagement, avec le concours de personnel appartenant à l'I. A. U. R. P. seraient soustraits aux dispositions de l'article 23, alinéa 8, du livre I^{er} du code du travail (devenu article L. 122) prévoyant le maintien du contrat de travail ; 2° pourquoi ce texte, dont la Cour de cassation a jugé depuis 1947 qu'il était indispensable pour assurer aux travailleurs la garantie des emplois qu'ils occupaient et dont elle a affirmé récemment encore (29 octobre 1974, arrêts Baumgartner) qu'il impliquait le maintien du contrat de travail « aux mêmes conditions », ne paraît pas respecté à l'occasion du recrutement du personnel des E. P. A. V. N., et notamment de celui de l'E. P. A. M. S. (Melun-Sénart) ; 3° pour quelles raisons la direction de l'E. P. A. M. S. prétend imposer au personnel à recruter un prétendu « règlement » approuvé sur avis de la commission interministérielle par lettre du 14 janvier 1970 du ministre de l'économie et des finances, alors que les articles 31 b et 31 p du livre I^{er} du code du travail (nouveaux articles L. ...) précisent bien que les règles de droit commun, relatives aux conventions collectives, « s'appliquent à toutes les entreprises publiques dont le personnel n'est pas soumis, pour les conventions de travail relevant des conventions collectives, à un statut législatif ou réglementaire particulier », et alors que de tels statuts ou règlements ne peuvent provenir que d'un décret (décret du 2 juin 1950, art. D. I. ...) ; 4° quelle est, en conséquence, la portée juridique du « règlement » proposé, lequel, s'il doit être considéré comme un « règlement intérieur » au sens de l'article 22 a du livre I^{er} du code du travail, n'a été ni élaboré, ni publié dans les conditions prévues par cet article et par des textes en vigueur ; 5° s'il estime qu'en raison du conflit opposant les représentants du personnel et des délégués syndicaux à l'E. P. A. M. S., le personnel de l'I. A. U. R. P. en service auprès de la mission d'études et d'aménagement de Melun-Sénart, bénéficiaire de l'accord d'entreprise en date du 31 décembre 1968, est en droit de saisir, conformément à l'article 31 c, alinéa 7, du livre I^{er} du code du travail, la commission de conciliation prévue aux articles 5 et suivants de la loi du 11 juin 1950 ; 6° comment est organisée la représentation du personnel et des tendances syndicales (comité d'entreprise, délégués du personnel, délégués syndicaux) dans les E. P. A. V. N. dont le « règlement » proposé ne contient aucune disposition sur ce point ; 7° s'il estime qu'au moment où les pouvoirs publics multiplient les efforts auprès des employeurs privés pour obtenir que ceux-ci assurent à leur personnel, aussi largement que possible et au-delà des dispositions légales antérieures, le maintien de leur emploi, il est opportun que les autorités publiques, ayant la charge

d'un établissement public à caractère industriel et commercial, donnent le regrettable exemple du mépris des dispositions législatives interprétées par une jurisprudence incontestée.

Réponse. — 1° et 2° L'article 122-12 (ex-article 23 - alinéa 8) du code du travail précise que « s'il survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation de fonds, mise en société, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise ». La situation visée par l'article 122-12 n'est pas celle qui résulte de la création des établissements publics d'aménagement des villes nouvelles et, plus spécifiquement, de la création de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart. L'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I. A. U. R. P.), ainsi d'ailleurs que l'agence foncière et technique de la région parisienne (A. F. T. R. P.), ont effectivement apporté leur concours en personnel à la mission d'études et d'aménagement de Melun-Sénart. Mais il faut souligner que la création récente de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (comme avant lui les autres établissements publics ainsi créés) a offert aux agents de l'I. A. U. R. P. et de l'A. F. T. R. P. mis antérieurement à la disposition de la mission d'études leur intégration prioritaire dans ses effectifs, sur la base du statut qui lui est applicable. Il convient de souligner que, pour répondre aux préoccupations du personnel, il a été tenu compte intégralement de l'ancienneté et de la rémunération acquise par chacun dans le cadre de sa situation à l'I. A. U. R. P. ou à l'A. F. T. R. P., pour déterminer les conditions de l'offre d'intégration dans les effectifs de l'établissement public. Sur cinquante-neuf agents de l'I. A. U. R. P. et de l'A. F. T. R. P. concernés, cinquante-quatre ont accepté l'offre qui leur était ainsi présentée. Cinq agents, tous provenant de l'I. A. U. R. P., n'ont pas accepté cette offre. Ils restent, en conséquence, soumis au régime résultant de leur contrat de travail antérieur. 3° La direction de l'établissement public d'aménagement de Melun-Sénart (E.P.A.M.S.) applique, conformément aux instructions ministérielles, un règlement du personnel défini par le ministre de l'équipement, après avis de la commission interministérielle de coordination des salaires et après accord du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'intérieur. Cette situation est celle de tous les établissements publics à caractère industriel et commercial créés en application des articles L. 321-1 et R. 321-1 du code de l'urbanisme, et notamment de neuf établissements publics chargés de l'aménagement des villes nouvelles, de l'agence foncière et technique de la région parisienne et de l'établissement public de la défense. Le règlement du personnel qui s'applique à l'E. P. A. M. S. est commun à tous les établissements publics chargés de l'aménagement des villes nouvelles. 4° Le règlement du personnel de l'E. P. A. M. S. n'a pas le caractère d'un règlement intérieur au sens de l'article 22 a du livre I^{er} du code du travail. Il peut être complet, le cas échéant, par des décisions du directeur général de l'établissement public. 5° L'article L. 522-1 du code du travail définit le champ d'application de la législation relative aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail. Dans l'énumération des entreprises et organismes visés ne figurent pas les établissements publics à caractère industriel et commercial tels que l'E. P. A. M. S. La procédure de conciliation définie par les articles L. 523-1 à L. 523-13 et R. 523-1 à R. 523-25 n'est pas applicable dans le cas précis. 6° Le statut « type » du personnel des E. P. A. V. N. précise dans son article 9 que : « Les dispositions de la loi n° 68-1176 du 28 décembre 1968 relative à la section syndicale d'entreprise sont applicables à l'établissement public ». De fait, les délégués syndicaux existent dans les établissements publics d'aménagement des villes nouvelles. L'article L. 420-1 du nouveau code du travail (issu de la loi de codification du 2 janvier 1973) définit largement le cas où sont institués des délégués du personnel. Les établissements publics d'aménagement des villes nouvelles ne rentrent pas de plein droit dans le champ d'application de l'ordonnance du 22 février 1945 et des lois qui la complètent (arrêts du Conseil d'Etat du 13 juillet 1966, syndicat unifié des techniciens de la R. T. F., et 1^{er} mars 1968, syndicat unifié des techniciens de l'O. R. T. F.) des comités d'entreprise ont été institués dans les établissements publics ou sont en cours de création. 7° Les responsables de l'établissement public de l'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart ont agi dans le cadre des règles qui leur sont applicables. Il apparaît nécessaire de rappeler que : tous les agents qui ont accepté leur intégration dans les cadres de l'établissement public bénéficient d'une rémunération au moins égale à leur rémunération antérieure ; le règlement du personnel applicable à l'E. P. A. M. S. comme à tous les établissements publics d'aménagement des villes nouvelles apporte au personnel des garanties satisfaisantes.

*Autoroutes (dates de mise en service des diverses sections
de l'autoroute A 61).*

15950. — 4 janvier 1975. — M. Laurrissergues attire l'attention de M. le ministre de l'équipement sur la réalisation de l'autoroute A. 61. Il lui rappelle la situation préoccupante de l'arrière-

pays aquitain, la nécessité absolue de posséder cette autoroute pour obtenir une expansion, les espoirs entretenus dans toutes les couches de la population, les efforts consentis par le département de Lot-et-Garonne, les déclarations alarmantes diffusées et notamment les incertitudes qui pèsent sur cette réalisation. Il l'informe que tous retards seraient préjudiciables à l'économie et au développement du département, provoqueraient une augmentation des coûts de réalisation, causeraient une gêne au processus des acquisitions foncières et, par là même, aux exploitants agricoles concernés par les expropriations. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dates de mise en service des différentes sections prévues.

Réponse. — Le renchérissement du coût des travaux routiers et du loyer de l'argent d'une part, une évolution moins favorable du trafic d'autre part, ont amené les services de mon département à réexaminer le problème du financement des concessions d'autoroutes. Les programmes initialement envisagés devront, compte tenu des difficultés évoquées ci-dessus, faire l'objet d'un certain étalement. Cependant, pour l'autoroute A. 61 Bordeaux—Narbonne, cet étalement devrait rester limité. La concession de cette autoroute est en cours d'étude avec le ministre de l'économie et des finances et nous nous attachons à en préciser les modalités techniques et financières. Par ailleurs, afin de ne pas perturber les exploitations agricoles, il sera procédé, à assez brève échéance, à l'engagement des acquisitions des terrains de l'emprise autoroutière, après le déroulement des enquêtes publiques et les déclarations d'utilité publique.

Villes nouvelles (recrutement du personnel des villes nouvelles : maintien du contrat de travail antérieur aux mêmes conditions).

15973. — 4 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le ministre de l'équipement** pourquoi l'article L. 122 du code du travail dont la cour de cassation a jugé, depuis 1947, qu'il était indispensable pour assurer aux travailleurs la garantie des emplois qu'ils occupaient et dont elle a affirmé récemment encore (29 octobre 1974, arrêts Baumgarther) qu'il impliquait le maintien du contrat de travail « aux mêmes conditions », ne paraît pas respecté à l'occasion du recrutement du personnel des E.P.A.V.N., et notamment de celui de l'E.P.A.M.S. (Melun-Sénart).

Réponse. — L'article 122-12 du code du travail précise que « s'il survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation de fonds, mise en société, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise ». La situation visée par l'article 122-12 n'est pas celle qui résulte de la création des établissements publics d'aménagement des villes nouvelles et, plus spécialement, de la création de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart. L'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I.A.U.R.P.), ainsi d'ailleurs que l'agence foncière et technique de la région parisienne (A.F.T.R.P.), ont effectivement apporté leur concours en personnel à la mission d'études et d'aménagement de Melun-Sénart. Mais il faut souligner que la création récente de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle ne modifie en rien la situation juridique de l'I.A.U.R.P. et de l'A.F.T.R.P., et donc les droits résultant pour les agents de ces deux organismes de leurs contrats de travail avec ceux-ci. L'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (comme avant lui les autres établissements publics ainsi créés) a offert aux agents de l'I.A.U.R.P. et de l'A.F.T.R.P. mis antérieurement à la disposition de la mission d'études leur intégration prioritaire dans ses effectifs, sur la base du statut qui, lui, est applicable. Il convient de souligner que, pour répondre aux préoccupations du personnel, il a été tenu compte intégralement de l'ancienneté et de la rémunération acquise par chacun dans le cadre de sa situation à l'I.A.U.R.P. ou à l'A.F.T.R.P., pour déterminer les conditions de l'offre d'intégration dans les effectifs de l'établissement public. Sur cinquante-neuf agents de l'I.A.U.R.P. et de l'A.F.T.R.P. concernés, cinquante-quatre ont accepté l'offre qui leur était ainsi présentée. Cinq agents, tous provenant de l'I.A.U.R.P., n'ont pas accepté cette offre. Ils restent, en conséquence, soumis au régime résultant de leur contrat de travail antérieur.

Villes nouvelles (établissements publics d'aménagement des villes nouvelles travaillant avec le personnel de l'I.A.U.R.P.).

15974. — 4 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le ministre de l'équipement** en vertu de quels textes les établissements publics d'aménagement des villes nouvelles prenant la suite des travaux menés par les missions d'études et d'aménagement, avec le concours de personnel appartenant à l'I.A.U.R.P. seraient soustraits aux dispositions de l'article L. 122 du code de travail prévoyant le maintien du contrat de travail.

Réponse. — L'article 122-12 du code du travail précise que « s'il survient une modification dans la situation juridique de

l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation de fonds, mise en société, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise ». La situation visée par l'article 122-12 n'est pas celle qui résulte de la création des établissements publics d'aménagement des villes nouvelles et, plus spécialement, de la création de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart. L'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I.A.U.R.P.), ainsi d'ailleurs que l'agence foncière et technique de la région parisienne (A.F.T.R.P.), ont effectivement apporté leur concours en personnel à la mission d'études et d'aménagement de Melun-Sénart. Mais il faut souligner que la création récente de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle ne modifie en rien la situation juridique de l'I.A.U.R.P. et de l'A.F.T.R.P., et donc les droits résultant pour les agents de ces deux organismes de leurs contrats de travail avec ceux-ci. L'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (comme avant lui les autres établissements publics ainsi créés) a offert aux agents de l'I.A.U.R.P. et de l'A.F.T.R.P. mis antérieurement à la disposition de la mission d'études leur intégration prioritaire dans ses effectifs sur la base du statut qui lui, est applicable. Il convient de souligner que, pour répondre aux préoccupations du personnel, il a été tenu compte intégralement de l'ancienneté et de la rémunération acquise par chacun dans le cadre de sa situation à l'I.A.U.R.P. ou à l'A.F.T.R.P., pour déterminer les conditions de l'offre d'intégration dans les effectifs de l'établissement public. Sur cinquante-neuf agents de l'I.A.U.R.P. et de l'A.F.T.R.P. concernés, cinquante-quatre ont accepté l'offre qui leur était ainsi présentée. Cinq agents, tous provenant de l'I.A.U.R.P., n'ont pas accepté cette offre. Ils restent, en conséquence, soumis au régime résultant de leur contrat de travail antérieur.

Villes nouvelles (personnel de l'I.A.U.R.P. en service auprès de la ville nouvelle de Melun-Sénart : saisie de la commission de conciliation).

15975. — 4 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le ministre de l'équipement** s'il estime qu'en raison du conflit opposant les représentants du personnel et les délégués syndicaux à l'E.P.A.M.S., le personnel de l'I.A.U.R.P. en service auprès de la mission d'études et d'aménagement de Melun-Sénart, bénéficiaire de l'accord d'entreprise en date du 31 décembre 1968, est en droit de saisir, conformément à l'article 31, c, alinéa 7, du livre 1^{er} du code du travail, la commission de conciliation prévue aux articles 5 et suivants de la loi du 11 juin 1950.

Réponse. — L'article L. 522-1 du code du travail définit le champ d'application de la législation relative aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail. Dans l'énumération des entreprises et organismes visés, ne figurent pas les établissements publics à caractère industriel et commercial tels que l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart. La procédure de conciliation définie par les articles L. 523-1 à L. 523-13 et R. 523-1 à R. 523-25 n'est pas applicable dans le cas précis.

Villes nouvelles (violation des dispositions législatives sur les garanties de l'emploi).

15976. — 4 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le ministre de l'équipement** s'il estime qu'au moment où les pouvoirs publics multiplient les efforts auprès des employeurs privés pour obtenir que ceux-ci assurent à leur personnel, aussi largement que possible et au-delà des dispositions légales antérieures, le maintien de leur emploi, il est opportun que les autorités publiques ayant la charge d'un établissement public à caractère industriel et commercial donnent le regrettable exemple du mépris des dispositions législatives interprétées par une jurisprudence incontestée.

Réponse. — Les responsables de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (E.P.A.M.S.), ont agi dans le cadre des règles qui leur sont applicables. Il apparaît nécessaire de rappeler que : — tous les agents qui ont accepté leur intégration dans les cadres de l'établissement public bénéficient d'une rémunération au moins égale à leur rémunération antérieure ; — le règlement du personnel applicable à l'E.P.A.M.S. comme à tous les établissements publics d'aménagement des villes nouvelles, apporte au personnel des garanties satisfaisantes.

Villes nouvelles (nature juridique du « règlement » proposé par la ville nouvelle de Melun-Sénart au personnel à recruter).

15977. — 4 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le ministre de l'équipement** pour quelles raisons la direction de l'E.P.A.M.S. prétend imposer au personnel à recruter un prétendu « règlement », approuvé sur avis de la commission inter-

ministérielle par lettre du 14 janvier 1970 du ministre de l'économie et des finances, alors que le code du travail précise bien que les règles de droit commun relatives aux conventions collectives « à un statut législatif ou réglementaire particulier » et alors que de tels statuts ou règlements ne peuvent provenir que d'un décret. Il aimerait aussi savoir quelle est, en conséquence, la portée juridique du « règlement » proposé, lequel, s'il doit être considéré comme un « règlement intérieur » au sens de l'article 22 a, du livre I^{er} du code du travail, n'a été ni élaboré ni publié dans les conditions prévues par cet article et par les textes en vigueur.

Réponse. — La direction de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (E. P. A. M. S.) applique conformément aux instructions ministérielles un règlement du personnel défini par le ministre de l'équipement après avis de la commission interministérielle de coordination des salaires et après accord du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'intérieur. Cette situation est celle de tous les établissements publics à caractère industriel et commercial créés en application des articles L. 321-1 et R. 321-1 du code de l'urbanisme, et notamment des neuf établissements publics chargés de l'aménagement des villes nouvelles, de l'agence foncière et technique de la région parisienne et de l'établissement public de la Défense. Le règlement du personnel qui s'applique à l'E. P. A. M. S. est commun à tous les établissements publics chargés de l'aménagement des villes nouvelles et il n'a pas le caractère d'un règlement intérieur propre à chaque organisme, au sens de l'article 22 a du livre I^{er} du code du travail. Il peut être complété le cas échéant par des décisions du directeur général de l'établissement public.

Aménagement du territoire (liaison Rhin—Rhône—Méditerranée : précisions sur les travaux et leur financement).

16250. — 18 janvier 1975. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'équipement** s'il peut faire le point de la préparation du projet de liaison Rhin—Rhône—Méditerranée et préciser si le tracé définitif du canal du Rhône au Rhin a été arrêté et enfin s'il est à même de préciser le montant des travaux nécessaires à l'achèvement de cette liaison prévue pour 1982 et quels financements ont été envisagés ou consentis. Il lui demande s'il est, en outre, en mesure de préciser s'il est envisagé, au bénéfice de la Compagnie nationale du Rhône, le relèvement du paiement de l'énergie électrique qu'elle fournit à l'E. D. F. et si un tel relèvement ne constituerait pas le financement le plus approprié de l'ensemble des travaux de la liaison Rhin—Rhône—Méditerranée.

Réponse. — 1° La Compagnie nationale du Rhône a remis au ministre de l'équipement une première esquisse de l'avant-projet de la liaison fluviale à grand gabarit, entre la Saône et le Rhin, qu'elle a été chargée d'élaborer. Ce dossier fait l'objet d'un double examen ; au plan intérieur au ministère de l'équipement, il a été soumis à l'avis du conseil général des ponts et chaussées ; au plan extérieur, il fait l'objet, sous l'autorité des préfets, d'une concertation avec les collectivités et organismes économiques locaux pour améliorer le tracé en tenant un meilleur compte des préoccupations des divers intérêts en présence. C'est seulement après cette double procédure que l'avant-projet sera présenté au ministre en vue de l'engagement de l'instruction réglementaire préalable à son approbation. L'étude entreprise comprend non seulement la définition du tracé et des caractéristiques techniques de l'ouvrage, mais également son environnement technique et économique, ainsi que tous les problèmes liés à son inscription dans le site naturel. 2° La procédure réglementaire comprend d'abord une prise en considération qui consiste pour le ministre à reconnaître que les caractéristiques techniques de l'ouvrage constituent, compte tenu de sa destination, une solution possible. Le ministre autorisera alors, au besoin après nouvelle mise au point technique, l'engagement des enquêtes publiques, au plan de l'hydraulique et de la procédure préalable à la déclaration d'utilité publique, en même temps que seront entreprises les consultations des administrations, collectivités et organismes économiques concernés, tant au plan local qu'au niveau central. 3° Parallèlement à cette procédure, il conviendra que le Gouvernement se prononce sur les modalités d'exécution des travaux. Si, comme cela a été envisagé, la maîtrise d'ouvrage est confiée à la Compagnie nationale du Rhône dans le cadre d'une concession de création et d'exploitation de la liaison fluviale, les statuts de la société devront être adaptés à sa nouvelle mission ; cette modification sera mise à profit pour déterminer comment les collectivités et organismes régionaux seront intégrés à l'instance délibérante de la Compagnie. 4° L'étude fait ressortir le coût des travaux d'une valeur de 3 800 millions de francs hors taxes valeur janvier 1974, soit plus de 5 000 millions de francs toutes taxes comprises et en valeur actuelle. Le coût de cette importante opération, et les conséquences de sa réalisation pour l'aménagement du territoire et le développement économique des régions desservies exigent une étude très fine des modalités de financement et de l'échéancier optimum pour l'engagement et l'exécution des travaux.

Il est donc prématuré de privilégier a priori tel mode de financement particulier : seule l'étude précédente, effectuée dans le cadre de la préparation du VII^e Plan, permettra de répondre à la question posée par l'honorable parlementaire.

Sécurité routière (utilisation de la ceinture de sécurité sur les voitures vieilles de plus de cinq ans).

16389. — 25 janvier 1975. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre de l'équipement** si l'utilisation de la ceinture de sécurité est obligatoire pour les voitures vieilles de plus de cinq ans.

Réponse. — Actuellement, seuls les conducteurs et les occupants des places latérales avant des voitures particulières mises pour la première fois en circulation à partir du 1^{er} avril 1970, c'est-à-dire les véhicules obligatoirement munis de ceintures à la vente, sont soumis à l'obligation du port de la ceinture de sécurité dans les conditions définies par l'arrêté du 26 décembre 1974 (J. O. du 28 décembre 1974). En conséquence, les occupants des véhicules mis en circulation antérieurement au 1^{er} avril 1970 ne sont pas astreints au port de la ceinture, même si leur véhicule en est muni, et cela bien que le port de la ceinture soit fortement recommandé pour les occupants de ces véhicules. Toutefois, cette situation n'est que provisoire et il est prévu de modifier l'arrêté du 26 décembre 1974 afin d'en étendre les dispositions aux véhicules pour lesquels l'équipement rétroactif en ceintures de sécurité a été imposé par l'arrêté du 20 janvier 1975 (J. O. du 26 janvier 1975).

Loyers (loyers révisés selon les variations de l'indice du coût de la construction : mise à l'étude d'une nouvelle formule).

16395. — 25 janvier 1975. — **M. Labbé** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les loyers des logements non soumis aux dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948, loyers qui sont souvent révisables en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'I. N. S. E. E. Cette indexation, qui a été reprise en juillet 1974, après plus de six mois de blocage des loyers, a entraîné une augmentation des loyers libres d'un montant variable, que certains propriétaires ont accepté de limiter à 6,80 p. 100, compte tenu des recommandations faites par le Gouvernement. Dans certains cas cependant, les augmentations ont été plus fortes, de l'ordre de 15 à 20 p. 100. Au début de l'année 1975 et en raison des variations de l'indice, une nouvelle augmentation des loyers interviendra, augmentation qui sera comprise, suivant les cas, entre 10 et 15 p. 100. En six mois, compte tenu de cette indexation, la plupart des loyers auront donc augmenté entre 15 et 20 p. 100. Sans doute, s'agit-il d'augmentations qui résultent de dispositions contractuelles acceptées par les locataires. Il n'en demeure pas moins qu'en période d'inflation, et compte tenu de l'importance de ces majorations de loyers, elles sont extrêmement regrettables. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de faire mettre à l'étude une formule de variation de loyers différente et qui prendrait en considération, par exemple, le vieillissement des immeubles. Il souhaiterait qu'en attendant les résultats de cette étude des mesures soient prises pour réduire, dans des limites raisonnables, les majorations auxquelles devrait donner naissance l'indexation en cause.

Réponse. — La mesure de suspension des majorations de loyers prévue par l'article 57 de la loi de finances pour 1974 était une mesure d'ordre conjoncturel, prise à titre tout à fait exceptionnel puisque dérogeant à la liberté des contrats. La prorogation de cette mesure au-delà du 1^{er} juillet 1974 n'a pu être envisagée en raison des effets nocifs qu'elle aurait eu tant sur le plan économique général que sur le plan de la gestion de certains organismes de logement social. Ce n'est qu'à titre de recommandation et compte tenu de la nécessité de lutter contre l'inflation que le conseil des ministres a demandé aux propriétaires, en mai 1974, de ne pas appliquer aux loyers, le 1^{er} juillet 1974, une augmentation supérieure à la hausse des prix de la construction au cours des neuf derniers mois, c'est-à-dire 6,80 p. 100. En dépit de la conjoncture actuelle, il n'est pas possible d'aller au-delà et la liberté contractuelle doit redevenir la règle. On peut donc prévoir que les loyers subiront de nouvelles augmentations en 1975. Il ne faut pas perdre de vue toutefois que ces augmentations résultent, ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, de dispositions librement débattues entre les parties et qui indexent le montant du loyer sur l'indice du coût de la construction publié par l'I. N. S. E. E. Cette indexation semble de pratique courante dans les contrats mais n'est pas imposée par un texte. Bien au contraire, l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 a abrogé toutes dispositions générales de nature législative ou réglementaire tendant à l'indexation automatique des prix de biens ou de services. L'action des pouvoirs publics en faveur des locataires n'est cependant pas négative ; elle tend au contraire, par toute une série de mesures destinées à réduire les charges locatives, à freiner indirectement la hausse des loyers. Parmi ces mesures il convient de noter celles qui tendent, par une action vigoureuse dans le domaine de l'isolation thermique des immeubles, à diminuer

le coût des dépenses de chauffage ou à les répartir plus équitablement (cf. décret n° 74-306 du 10 avril 1974 et arrêté du même jour ; loi n° 74-908 du 29 octobre 1974 sur les économies d'énergie et textes subséquents). A signaler également la modification du régime de l'allocation logement entrée en application le 1^{er} juillet 1974 à la suite d'une série de décrets (D. 74-377, 74-378, 74-379) du 3 mai 1974 et arrêtés de même date. L'amélioration de ce régime par modification des paramètres, la prise en compte d'un forfait « chauffage » pour le calcul de l'allocation et l'ouverture du droit à celle-ci à de nouvelles catégories de locataires particulièrement défavorisés sont autant de dispositions visant à atténuer l'augmentation des loyers illres supportée par les familles les plus modestes.

Autoroutes (réalisation de l'autoroute A. 26 dans la région du Nord).

16397. — 25 janvier 1975. — **M. Jacques Legendre** rappelle à **M. le ministre de l'équipement** que, lors de la discussion du budget de l'équipement à l'Assemblée nationale, le 16 novembre 1974, il avait lié la priorité accordée à l'autoroute A. 26 à la réalisation du tunnel sous la Manche. Il s'inquiète donc d'un retard possible dans la réalisation d'une liaison transversale très importante pour la région du Nord. Il redoute également que les exploitants agricoles concernés par les éventuelles emprises ne soient laissés dans l'incertitude. Il lui demande donc quelle est maintenant sa position quant à la réalisation de l'autoroute A. 26.

Réponse. — L'interruption des travaux de construction du tunnel sous la Manche ne remet pas en cause le principe de la réalisation de l'autoroute A. 26. Cette autoroute de contournement de la région parisienne par l'Est aura pour fonction d'acheminer le trafic des régions de l'Europe du Nord directement vers les vallées de la Saône et du Rhône. Cependant, bien que l'influence de ce tunnel ne soit pas déterminante, il est certain que le trafic potentiel susceptible d'emprunter l'autoroute A. 26 au départ de Calais, sera inférieur aux prévisions initiales. Quoi qu'il en soit, la réalisation de l'autoroute A. 26 sera certainement entreprise dans les prochaines années, les prévisions du trafic devant déterminer le calendrier de réalisation de ses différentes sections.

Sécurité routière (obligation pour les piétons de circuler à gauche).

16430. — 25 janvier 1975. — **M. Pierre Cornet** expose à **M. le ministre de l'équipement** que la convention de Vienne précise dans un de ses articles que « les piétons doivent se tenir, sauf si cela est de nature à compromettre leur sécurité, du côté opposé au sens de la circulation motorisée ». Il lui demande s'il n'estime pas que la récente décision d'obliger en France les piétons à suivre le côté gauche des routes ne devrait pas être révisée lorsque la circulation des piétons s'effectue sur des voies étroites, sinueuses et à virages masqués, comme c'est ordinairement le cas de nos routes de montagne.

Réponse. — Le projet de décret, actuellement en préparation, qui doit introduire dans le code de la route les décisions prises au cours du dernier comité interministériel sur la sécurité routière et notamment celle relative à l'obligation pour les piétons de circuler hors agglomération sur la partie gauche de la chaussée, contient une formulation de cette obligation aussi nuancée que celle insérée dans la convention de Vienne. Cette dernière recommande aux législations nationales de prévoir que les piétons circulant sur la chaussée doivent se tenir, sauf si cela est de nature à compromettre leur sécurité, du côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation. Toutefois, cette prescription ne s'applique ni aux cortèges ou groupes de piétons conduits par un moniteur ni aux personnes qui poussent à la main un cycle, un cyclomoteur ou une motocyclette.

Autoroutes (perspectives de réalisation de l'autoroute Le Mans—Saint-Nazaire).

16631. — 8 février 1975. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'équipement** que la future autoroute Le Mans—Angers—Nantes—Saint-Nazaire constituera l'axe majeur de la région des pays de la Loire, qui doit en attendre une plus grande cohésion et un développement accru de son économie, en même temps qu'elle assurera la liaison entre la Bretagne Sud et la région parisienne. En septembre 1973, le ministre de l'équipement d'alors avait annoncé que le tronçon Nantes—Angers de cette autoroute serait mis en service le 1^{er} janvier 1978. Or, les conditions économiques et le jeu des clauses du contrat de concession font craindre que cette mise en service ne se trouve effectivement retardée de plusieurs années, alors que d'autres autoroutes voisines bénéficieraient d'une réalisation accélérée. Il lui demande ce qu'il en est ; soulignant l'inquiétude de la région des pays de la Loire devant ces perspectives qui, si elles se révélaient exactes, compromettraient lourdement l'avenir économique et social de la région.

Réponse. — Les récents développements de la conjoncture ont particulièrement touché les Investissements autoroutiers. Aussi, le Gouvernement, soucieux de doter rapidement le pays d'infrastructures rapides et sûres, s'est-il engagé dans une réflexion de fond sur les mesures à prendre pour assurer la poursuite du programme autoroutier. Le tronçon Nantes—Angers, dont l'intérêt pour l'Ouest de la France n'est plus à souligner, fait l'objet de toute l'attention du ministère de l'équipement. Celui-ci étudie actuellement, avec la société concessionnaire, les perspectives de réalisation, à moyen terme, de cette liaison qui ne devrait pas être achevée avec trop de retard par rapport aux échéances initiales.

D. O. M. (légalité d'un marché de gré à gré de travaux publics à la Réunion).

16667. — 8 février 1975. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre de l'équipement** de lui faire connaître s'il estime régulière la procédure du marché de gré à gré qui a été adoptée pour accorder à une entreprise le marché de travaux du pont-route de la rivière Saint-Etienne, à la Réunion, lequel marché revêt une grande importance, puisque il s'élève à plusieurs centaines de millions de francs C. F. A.

Réponse. — La procédure de gré à gré adoptée pour la passation d'un marché relatif à la construction du tablier du pont-route sur la rivière Saint-Etienne, à la Réunion, a été autorisée par le ministre de l'équipement en raison des considérations développées ci-après. Un appel d'offre lancé en août 1972 par le département de la Réunion, pour un marché identique (pont sur la rivière des Galets) avait été déclaré infructueux en raison des prix trop élevés contenus dans les soumissions. De nouvelles propositions furent alors demandées, directement à chaque entreprise, ainsi que la réglementation l'admet. Il apparut alors souhaitable, pour obtenir un meilleur prix, de jumeler l'opération de la rivière des Galets avec l'opération similaire de la rivière Saint-Etienne dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Etat. C'est dans cette optique que le directeur départemental de la Réunion, maître d'œuvre pour le marché du département, retenait l'offre la plus intéressante pour les deux ouvrages et en avisait l'entreprise concernée. Dès le début de l'année 1973, les dispositions nécessaires étaient immédiatement prises pour entreprendre les travaux du pont sur la rivière des Galets ; étant donné la nécessité de revoir le projet du pont de la rivière Saint-Etienne, en raison de certains impératifs techniques, sa construction ne put être lancée en 1974 et se trouve reportée en 1975. Les engagements pris envers l'entreprise qui, sur la demande des services, s'est équipée en matériel et a renforcé son personnel pour réaliser les deux constructions, les aléas financiers et le retard qu'entraînerait une nouvelle consultation des entreprises ont déterminé la décision de traiter le marché en cause de gré à gré. Ce projet de marché, compte tenu de son importance, relève pour examen systématique, de la commission spécialisée des marchés du génie civil à laquelle deux représentants du ministère de l'équipement assistent. Cette commission ne manquera pas d'examiner cette affaire attentivement et en toute objectivité dans une très prochaine séance avant de formuler son avis.

H. L. M. (exonération partielle du surloyer pour les retraités âgés de moins de soixante-cinq ans).

16692. — 8 février 1975. — **M. Ducoloné** expose à **M. le ministre de l'équipement** que l'article 8 de l'arrêté du 24 décembre 1969 prévoit une exonération de 50 p. 100 au moins du surloyer auquel ils sont assujettis pour les locataires d'H. L. M. âgés de plus de soixante-cinq ans. Or cet arrêté ne prévoit aucune disposition concernant les personnes qui prennent leur retraite entre soixante et soixante-cinq ans, notamment en cas d'inaptitude au travail. Il y a là une anomalie d'autant plus flagrante que d'autres textes législatifs contiennent des dispositions de cette nature : c'est le cas par exemple de la loi du 16 juillet 1971 concernant l'allocation de logement aux personnes âgées. Tout en réaffirmant l'opposition fondamentale des élus communistes au principe même du surloyer, il lui demande donc si, dans l'état actuel de la législation, il n'entend pas permettre aux personnes dont la retraite a été normalement liquidée entre soixante et soixante-cinq ans de bénéficier des soixante ans de cette exonération partielle.

Réponse. — Aucune disposition n'est prévue pour étendre aux personnes retraitées qui n'ont pas atteint l'âge de soixante-cinq ans les dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 24 décembre 1969 auquel se réfère l'honorable parlementaire. Toutefois, il est rappelé que toute pension de retraite étant inférieure au salaire perçu en période d'activité, le salarié qui prend sa retraite avant soixante-cinq ans (et même avant soixante ans) a droit à la réduction du surloyer en application des dispositions de l'article 7 du même texte. La réduction prend effet à compter du terme d'usage qui suit la notification de la nouvelle situation à l'organisme d'habitations à loyer modéré. Dans le cas où les ressources de l'intéressé red-

viennent inférieures au plafond autorisé, le surloyer cesse même complètement d'être appliqué et la suppression intervient à dater du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la preuve de la diminution des ressources a été apportée à l'organisme propriétaire.

Logement (conséquences sociales du projet de libération des loyers de logements anciens).

1677. — 8 février 1975. — **M. Lafay** se fait auprès de **M. le ministre de l'équipement** l'interprète des vives inquiétudes qu'éprouvent de nombreux locataires de logements anciens devant l'annonce, récemment réitérée, d'une prochaine libération des loyers des appartements classés, au titre de la loi du 1^{er} septembre 1948 modifiée, en catégorie II A. Si, comme l'affirment les déclarations ministérielles qui suscitent ces appréhensions, la réglementation des loyers dans le cadre des dispositions législatives précitées peut créer certaines rentes de situation, sources d'inégalités sociales, son abandon, même limité à la catégorie de logements susindiquée, aurait dans ce même domaine social des répercussions aussi dommageables que pénibles, si la mise en œuvre de la mesure annoncée n'était pas entourée de soins attentifs et de vigilantes précautions. Parmi les locataires des logements qui seraient ainsi concernés, il s'en trouve, notamment à Paris, que leur âge ou leurs revenus rendraient extrêmement vulnérables aux effets d'une réintégration brutale de leur loyer dans le secteur du droit commun des conventions locatives. Le sort de ces personnes qui, pour certaines d'entre elles, seraient affrontées à des situations réellement dramatiques, ne peut être ignoré par les initiatives que les pouvoirs publics se proposent de prendre. Au demeurant, la loi déjà citée du 1^{er} septembre 1948 prévoit explicitement, en son article 1 bis, que les décrets mettant fin totalement ou partiellement à la réglementation des loyers peuvent maintenir le bénéfice de ce régime au profit de certaines catégories de locataires ou occupants, en considération de leur âge ou de leur état physique et compte tenu de leurs ressources. Il lui saurait gré de bien vouloir lui donner l'assurance que les possibilités qu'offrent ces dispositions ne demeureront pas inexploitées lorsque viendra le moment de la décision. Il importerait en outre qu'un certain délai sépare la date de publication du décret qui concernera les logements de catégorie II A de la date d'effet du texte afin de permettre aux locataires et aux occupants visés par cette libération des loyers de disposer d'un laps de temps suffisant pour rechercher les moyens de faire face à la situation nouvelle qui leur est créée et qui peut ne leur laisser d'autre issue que celle de déménager, avec tous les soucis matériels et moraux que suppose toute translocation. Pour, à tout le moins, atténuer ces prévisibles et graves conséquences, il y aurait lieu d'adopter une procédure qui ne soit pas en retrait sur celle qui a été utilisée lors de la libération des loyers des appartements classés dans les catégories « exceptionnelles » et « I », qui, décidée par le décret n° 67-519 du 30 juin 1967, n'est entrée en vigueur qu'à compter du 1^{er} janvier 1968 pour les communes autres que celles comprises dans la région parisienne où ledit décret n'est devenu effectif qu'à partir du 1^{er} juillet 1968. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il entre dans ses intentions de s'inspirer de ce précédent pour l'élaboration des mesures qui feraient suite aux déclarations susrapportées.

Réponse. — La libération progressive des loyers des locaux anciens répond aux orientations de la commission de l'habitation des V^e et VI^e Plans en vue d'obtenir un certain équilibre entre les divers régimes de loyers dans des zones de maché homogène. Si la libération de la catégorie II A, correspondant à des locaux d'un standing certain, est envisagée actuellement, le Gouvernement est conscient des difficultés que pourraient rencontrer certaines familles et notamment les personnes âgées dans une telle éventualité. C'est pourquoi cette mesure, lorsqu'elle interviendra, sera accompagnée de toutes les précautions nécessaires pour sauvegarder les intérêts légitimes de ces locataires.

Taxe locale d'équipement (participation financière à l'aménagement d'un chemin rural réclamée à une association syndicale de propriétaires).

16013. — 15 février 1975. — **M. Bernard-Raymond** expose à **M. le ministre de l'équipement** que, dans la réponse à la question écrite n° 6536 (*Journal officiel*, Débats, Assemblée nationale, du 12 janvier 1974, p. 86), il est précisé qu'une commune où a été instituée la taxe locale d'équipement n'est pas en droit de demander à un constructeur une participation financière à l'aménagement d'un chemin rural communal, à la suite du permis de construire qu'elle a délivré audit constructeur, une telle exigence allant à l'encontre des dispositions de l'article 72 de la loi du 30 décembre 1967. Il lui expose le cas d'une association syndicale qui se voit réclamer, par l'intermédiaire du percepteur, le paiement d'une participation à des travaux d'aménagement d'un chemin public. Cette association, réunie en assemblée générale, constatant qu'elle n'est qu'un groupement de fait de propriétaires, entend déclarer au percepteur qu'elle n'est pas concernée par cette demande de paiement. Elle considère que, si l'administration

la transformait en administration syndicale autorisée, elle serait en mesure d'attaquer la commune devant le tribunal administratif. Il lui demande de quel recours dispose cette association pour s'opposer à la demande injustifiée de la commune et si, en attendant qu'une décision intervienne, le percepteur est en droit de menacer l'association de commandements de paiement et de saisies éventuelles.

Réponse. — Une commune ayant institué la taxe locale d'équipement n'est pas en droit de demander à un constructeur, ou à une association syndicale de constructeurs, une participation financière à l'aménagement d'un chemin rural communal. Cette interdiction résulte des dispositions de la loi du 30 décembre 1967, dite loi d'orientation foncière. Toutefois, il convient de préciser que la loi du 16 juillet 1971 autorise une commune à demander à un lotisseur ou à une association de lotis, des participations financières pour l'aménagement des réseaux propres à la desserte du lotissement, en particulier de la voirie. C'est pourquoi il serait souhaitable que l'honorable parlementaire saisisse les services du ministère de l'équipement du cas signalé, afin que ceux-ci puissent effectuer une enquête sur le différend qui oppose la commune et l'association syndicale.

Travaux publics.

Ingénieurs des T. P. E. : (contenu du projet de statut).

17020. — 22 février 1975. — **M. Boudon**, se référant à la réponse en date du 11 janvier 1975 aux questions écrites de MM. Raymond et Gissingier concernant le statut des ingénieurs des travaux publics de l'Etat émanant de **M. le ministre de l'équipement**, demande à celui-ci s'il serait possible de connaître le contenu des réformes visées dans cette réponse.

Réponse. — Le plan de réforme qui a été arrêté à la suite de la décision d'arbitrage rendue par **M. le Premier ministre** concernant le statut des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, comporte : la création, à compter du 1^{er} janvier 1976, d'un emploi fonctionnel de chef d'arrondissement atteignant au sommet l'indice net 575 ; l'augmentation, avec effet du 1^{er} janvier 1975, de l'effectif des ingénieurs divisionnaires qui serait porté de 590 à 890 dont 190 chefs d'arrondissement, soit un accroissement de cent unités par an pendant trois ans ; la normalisation de fait de l'accès à la classe exceptionnelle du premier niveau de grade afin qu'aucun ingénieur de travaux ne termine sa carrière à un indice inférieur à l'indice 500. Cet ensemble de mesures répond, sur les points essentiels, aux aspirations des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Il sera mis en application aussi rapidement que possible.

Travaux publics, conducteurs des T. P. E.

(classement dans la catégorie B de la fonction publique).

17058. — 22 février 1975. — **M. Villon** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur l'importance des fonctions remplies par les conducteurs des travaux publics de l'Etat et notamment sur le fait qu'ils exercent le contrôle financier des travaux exécutés et il lui demande s'il n'estime pas devoir donner satisfaction à leurs revendications tendant à être classés dans la catégorie B de la fonction publique vu que cette reclassification rétablirait la parité avec leurs homologues des douanes et des P. T. T. et que le conseil supérieur de la fonction publique a émis à plusieurs reprises des avis favorables à ce classement.

Réponse. — Le corps des conducteurs des travaux publics de l'Etat comporte un grade de conducteur classé dans le groupe VI et un grade de conducteur principal bénéficiant d'une échelle indiciaire intermédiaire entre celles des catégories C et B. Les conducteurs principaux bénéficient, en effet, en fin de carrière, d'un indice dont l'écart par rapport aux fonctionnaires du premier niveau de grade de la catégorie B, ne sera que de 30 points bruts au 1^{er} juillet 1976 (444 au lieu de 474). L'administration de l'équipement fait procéder actuellement à une étude portant notamment sur les missions et responsabilités assumées par les fonctionnaires intéressés. En fonction des résultats de cette étude, les départements de l'économie et de finances et de la fonction publique seront saisis de propositions concernant en particulier l'amélioration du classement indiciaire du corps des conducteurs des travaux publics de l'Etat.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

Produits alimentaires (pénurie d'huiles de régime dans le commerce de détail).

15628. — 18 décembre 1974. — **M. Saint-Paul** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que de nombreux malades astreints à une diététique particulière ne peuvent consommer que des huiles de régime (généralement à base de maïs). Or, depuis quelque temps, ces huiles sont introuvables en pharmacie ou dans le commerce. Il lui demande quelles sont les causes de cette pénurie, et les mesures qu'il compte prendre pour y remédier.

Réponse. — Le marché français en huiles de régime (notamment à base de maïs) est essentiellement tributaire de l'importation. En effet, il n'existe en métropole que deux établissements industriels qui produisent des huiles de maïs à partir de la graine. La plus grande partie des disponibilités est constituée d'huiles brutes importées et commercialisées soit en l'état, soit après raffinage. Or, au cours du deuxième semestre 1974, il s'est produit une distorsion importante entre le cours des huiles à l'importation et le prix autorisé pour la vente au consommateur. Il est arrivé que l'écart approche de 1 franc par kilogramme. Il en est résulté momentanément une rarefaction sensible des tonnages mis dans le circuit de la distribution. Mais les facteurs économiques de cette évolution ont pu être pris en considération et les prix autorisés à la vente ont fait l'objet d'un relèvement en décembre 1974. Il semble qu'à l'heure actuelle la situation soit pratiquement redevenue normale.

*Papier et papeterie
(récupération des emballages perdus en bois).*

16264. — 25 janvier 1975. — **M. Pranchère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie, et de la recherche** sur l'intérêt qu'il y aurait à inclure, dans les projets de développement des ressources papetières nationales, la récupération des emballages en bois qui sont actuellement détruits après usage. Selon certains experts, ces emballages représenteraient l'équivalent de cinq millions de stères de bois. Il lui demande s'il n'entend pas faire étudier cette suggestion par ses services et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires pour l'inclure dans le plan « papier » en cours d'élaboration.

Réponse. — Les problèmes posés par le recyclage des emballages en bois revêtent une importance particulière dans la conjoncture actuelle et ont retenu l'attention du ministre de l'industrie et de la recherche. L'utilisation des déchets de bois par les industries de la pâte à papier et des panneaux a été largement développée depuis un certain nombre d'années, puisqu'en 1974, sur les 17,5 millions de stères de bois utilisés, 4,2 millions représentent des déchets récupérés, principalement des délingures de scieries. Cependant, beaucoup de matières échappent au recyclage en raison de leur dispersion ou de difficultés techniques diverses. Il en est ainsi, notamment, des résanants de coupes de bois et des déchets produits par certaines industries transformatrices ou utilisatrices, par le bâtiment et par la distribution. En ce qui concerne les emballages (caisses, palettes, emballages légers, etc.), qui consomment un volume important de bois d'œuvre, leur récupération pose des problèmes d'ordre technique et économique qui n'ont pu jusqu'ici être résolus. La qualité et le coût de l'équipement nécessaire au broyage des emballages et de leur transformation en copeaux, en éliminant notamment les parties métalliques, supposent un débit élevé, qui n'est actuellement possible que dans certains cas. Des études sur le volume et la localisation des déchets de bois sont en cours au centre technique du bois. Elles permettront de déterminer les possibilités de récupération à un coût acceptable pour les industries utilisatrices et serviront de base aux programmes d'action qui seront mis en œuvre dans ce domaine. Par ailleurs, les recherches en vue de la mise au point de broyeurs plus légers pour les emballages seront accélérées.

*Papier et papeterie
(récupération des emballages perdus en bois).*

16311. — 25 janvier 1975. — **M. Gissinger** rappelle à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que le plan qui a été établi pour trouver une solution aux problèmes que pose à l'industrie française l'approvisionnement en papier d'emballage doit avoir pour effet de remédier au déficit de 3 milliards de francs qui existe dans cette branche d'activité. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de compléter ce plan en envisageant un recyclage des emballages en bois qui sont actuellement perdus. Ces emballages représentent environ 5 millions de stères de bois, soit un million et demi de tonnes par an qui ne donnent lieu à aucune récupération et qui sont généralement détruits par le feu dans des décharges organisées ou clandestines. Si leur recyclage, afin de fabriquer des pâtes à papier, était entrepris on pourrait attendre de cette récupération une économie en devises qui serait de l'ordre de 2 milliards de francs par an. Il lui demande si ses services ont engagé des études à ce sujet et souhaiterait connaître sa position à l'égard de la suggestion qu'il vient de lui exposer.

Réponse. — Les problèmes posés par le recyclage des emballages en bois revêtent une importance particulière dans la conjoncture actuelle et ont retenu l'attention du ministre de l'industrie et de la recherche. L'utilisation des déchets de bois par les industries de la pâte à papier et des panneaux a été largement développée depuis un certain nombre d'années, puisqu'en 1974, sur les 17,5 millions de stères de bois utilisés, 4,2 millions représentent des déchets récupérés, principalement des délingures de scieries. Cependant, beaucoup de matières échappent au recyclage en raison de leur dispersion ou de difficultés techniques diverses. Il en est ainsi, notamment, des résanants de coupes de bois et des déchets produits

par certaines industries transformatrices ou utilisatrices, par le bâtiment et par la distribution. En ce qui concerne les emballages (caisses, palettes, emballages légers, etc.), qui consomment un volume important de bois d'œuvre, leur récupération pose des problèmes d'ordre technique et économique qui n'ont pu jusqu'ici être résolus. La qualité et le coût de l'équipement nécessaire au broyage des emballages et de leur transformation en copeaux, en éliminant notamment les parties métalliques, supposent un débit élevé, qui n'est actuellement possible que dans certains cas. Des études sur le volume et la localisation des déchets de bois sont en cours au centre technique du bois. Elles permettront de déterminer les possibilités de récupération à un coût acceptable pour les industries utilisatrices et serviront de base aux programmes d'action qui seront mis en œuvre dans ce domaine. Par ailleurs, les recherches en vue de la mise au point de broyeurs plus légers pour les emballages seront accélérées.

*Industrie sidérurgique (congés forcés
et menace de chômage technique à Fos).*

16859. — 15 février 1975. — **M. Porell** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** qu'il vient d'être informé que la société Solmer a décidé l'arrêt momentané du haut-fourneau n° 1 du complexe sidérurgique de Fos. Ce sont d'abord les travailleurs qui feront encore les frais d'une politique dont ils ne sont pas responsables. En effet, cette décision aura pour conséquence immédiate d'entraîner des licenciements dans de nombreuses entreprises sous-traitantes de la région. D'autres part, l'ensemble du personnel de Solmer va être mis en congés forcés pour six jours à Pâques et la direction ne rejette pas l'éventualité d'un recours ultérieur au chômage technique. Ainsi donc, le pari de l'emploi à Fos n'aura-t-il pas été tenu ! Compte tenu de l'aide considérable que l'Etat a fournie à Solmer (près de 2,65 milliards de nouveaux francs à 6,75 p. 100 remboursable en vingt-cinq ans, exonération de la T.V.A., de la T.L.E., prix du terrain 4.45 francs le mètre carré vendu au-dessous de son prix réel, etc.), il lui demande quelles mesures il compte prendre pour exiger de Solmer : 1° qu'elle renonce aux mesures visant à mettre près de 6 000 personnes en congés forcés à Pâques et à faire supporter les difficultés actuelles uniquement par les travailleurs ; 2° que soit portée à trente-six au lieu de quarante heures la semaine de travail des salariés travaillant à feu continu et que soit établie la semaine de quarante heures pour les personnels de journée sans perte de salaire. Enfin, d'une façon plus générale, il désire savoir quelles dispositions le Gouvernement compte prendre pour obtenir une relance de l'industrie sidérurgique tant en Lorraine qu'à Fos, compte tenu des besoins nationaux et mondiaux en acier et des excellents résultats publiés dans la presse spécialisée et des derniers jours de décembre et obtenus par Sacilor et Usinor au cours de l'exercice 1974.

Réponse. — La sidérurgie française traverse actuellement une phase difficile consécutive à la diminution des commandes de l'acier constatée depuis quelques mois sur le marché intérieur et à l'exportation. Elle n'est pas la seule à être confrontée à la nécessité d'une baisse sensible de son activité puisque, en effet, pour l'ensemble des pays de la Communauté européenne, les commandes ont été, dans le dernier trimestre 1974, inférieures d'environ 30 p. 100 à leur niveau mensuel moyen du premier semestre de l'année. Toutes les sociétés sidérurgiques ont dû adapter leur niveau de production aux possibilités de vente. Elles l'ont fait jusqu'ici en évitant les licenciements et en réduisant au minimum les conséquences financières pour le personnel. Cet effort en faveur du maintien de l'emploi ne peut se faire qu'au prix d'une baisse de la production et par conséquent des résultats des sociétés qui se dégradent par ailleurs fortement du fait de la baisse du prix de vente et de l'augmentation des matières premières. On peut espérer que les bons résultats de l'année 1974 et une légère progression des commandes dans les prochains mois permettront aux sociétés sidérurgiques de passer cette période difficile sans aggraver les mesures prises. Mais il n'est pas possible, sans mettre en cause leur avenir et par conséquent celui de tous les travailleurs qu'elles emploient, de leur imposer des contraintes et des charges supplémentaires comme le suggère l'honorable parlementaire.

INTERIEUR

*Police (reclassement judiciaire
des commissaires divisionnaires retraités).*

15542. — 13 décembre 1974. — **M. Clerambeaux** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** qu'au congrès du syndicat national des commissaires de police à Nice le 22 octobre dernier, en accord avec ses collègues des finances et de la fonction publique, il a promis que 100 postes de commissaires divisionnaires, sur les 250 que compte ce grade, bénéficieraient, dès le 1^{er} janvier 1975 et dans un délai de 3 ans, du traitement afférent à l'indice hors échelle A. Les chefs de service de police retraités à l'échelon fonctionnel, ils étaient 15 et non pas 100 dans les postes les

plus importants de la police au moment de la création de cet échelon (arrêté du 9 février 1965), qui n'ont pas été nommés contrôleurs généraux comme leurs successeurs, aux fonctions parfois moins importantes, obtiendront-ils encore ce nouvel indice qui sera cependant attribué à des « emplois fonctionnels » dont le caractère parfois fictif, en raison du nombre, ne semble pas devoir faire de doute. Il insiste pour que l'article 16 du code des pensions soit loyalement appliqué et qu'un tableau d'assimilation figure dans le décret modifiant les statuts en faveur des retraités à l'échelon fonctionnel; sinon un grave préjudice sera porté à de bons serviteurs de l'Etat qui ne disposent maintenant pour défendre leurs droits trop souvent méconnus que de la voie du recours contentieux, coûteux et très long. Il lui demande si dans les modalités d'application de cette mesure, l'esprit de la loi — article 16 du code des pensions — ne sera pas délibérément et à nouveau faussé.

Réponse. — Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, connaît bien le problème évoqué dans la question écrite ci-dessus. Il est exact, qu'avant le 1^{er} janvier 1968, un certain nombre de fonctionnaires parvenus à la classe exceptionnelle du grade de commissaire divisionnaire exerçaient des fonctions dans des postes territoriaux qui n'ont plus été occupés, par la suite, que par des contrôleurs généraux des services actifs. C'est là une situation qui se rencontre fréquemment dans tous les secteurs de la fonction publique et qui n'a rien d'anormal. Ce qui est demandé ici, c'est que soit recherché le moyen pour les anciens commissaires divisionnaires parvenus au moment où ils ont été atteints par la limite d'âge à l'échelon terminal de ce grade et qui ont, de plus, occupé certaines fonctions territoriales maintenant excrécées par des contrôleurs généraux bénéficient des mêmes pensions dont jouiront les contrôleurs généraux quand ils seront mis à la retraite. Ce moyen, on doit le souligner, manquerait de base légale et partant d'efficacité. En effet, les dispositions conjointes des articles L. 15 et L. 16 du code des pensions, dont la rédaction est claire et précise, ne se prêtent pas à une interprétation différente de celle qui leur est donnée par M. le ministre de l'économie et des finances et que lui donneraient, tout porte à le penser, les juridictions administratives. Ces dispositions ont pour but de maintenir en quelque sorte à un niveau hiérarchique constant les pensions accordées aux retraités, mais elles ne permettent en aucune manière de procéder *a posteriori* à la reconstitution de carrière qui est sous-entendue dans le vœu tendant à ce que l'article 16 soit enfin « loyalement appliqué ». Ensuite, quand bien même la rédaction desdits articles viendrait à être modifiée par le législateur dans le sens voulu, la situation des retraités qui font l'objet de la présente question écrite n'en serait pas, semble-t-il, modifiée pour autant. C'est en effet un principe général du droit que la loi n'a point d'effet rétroactif.

Police (nomination de directeurs

à la tête des services administratifs de la police dans les préfetures).

15544. — 13 décembre 1974. — M. Delelis demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de bien vouloir lui faire connaître s'il serait exact, comme certains bruits le laisseraient penser, que les directions des services administratifs des S.G.A.P. auraient à accomplir des tâches moins importantes que les autres directions des préfetures ce qui aurait amené les autorités responsables à remplacer les directeurs par des attachés ou des attachés principaux en faisant fonction. Or, que ce soit en matière de formation professionnelle, de recrutement, de gestion du personnel, de contentieux et en particulier de finances pour lesquelles l'application des différentes législations accroissent démesurément les tâches à accomplir, il est indispensable que les directions des services administratifs soient dirigées par des chefs de division au même titre que les autres directions des préfetures parfois moins importantes. L'inspection générale de l'administration qui a eu lieu en 1973 a bien montré l'importance de ces directions qui conditionnent la bonne marche de l'ensemble des services de police.

Réponse. — L'importance des emplois de chef de la division administrative des S.G.A.P. ne peut qu'être confirmée par l'administration qui partage sur ce plan le sentiment de l'honorable parlementaire. Les postes concernés sont tenus, sauf exception, par des chefs de division de préfeture. Il peut arriver, comme c'est parfois le cas dans les préfetures, que certains de ces postes soient confiés à des attachés principaux ne remplissant pas encore les conditions requises pour pouvoir être inscrits au tableau d'avancement. La seule dérogation à cette règle concerne le S.G.A.P. de Metz où effectivement un attaché occupe le poste de directeur administratif. Cette situation a été motivée par des contingences locales qui gardent leur valeur et ne semblent pas susceptibles d'être modifiées dans un proche avenir.

Enseignants : intégration de tous les maîtres auxiliaires dans le corps des maîtres délégués.

15614. — 17 décembre 1974. — M. Ralite attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur la situation que connaissent actuellement un certain nombre de maîtres auxiliaires

quand au déroulement de leur carrière. La ville de Paris vient de créer un corps de maîtres délégués pour le dessin, l'éducation musicale et l'éducation physique dans les classes élémentaires. Le statut de ce nouveau corps d'enseignants prévoit l'intégration des maîtres auxiliaires I et II sans concours, mais au choix d'un jury préfectoral. Selon les vœux unanimes des conseillers de Paris, il était indispensable « de voir sauvegarder la situation de la totalité des maîtres auxiliaires en fonctions et en particulier les plus anciens ». Or, le jury préfectoral qui a siégé le 8 octobre 1974 a refusé l'intégration de 28 MA II d'éducation physique sur 135, 8 MA II de dessin sur 66, et 6 MA II de musique sur les 42 proposés. Ces « refusés » n'arrivent pas à connaître les critères qui président aux décisions de ce jury, et ils se voient donc dans l'obligation de subir les épreuves d'un concours, dont l'issue peut encore ne pas leur être favorable puisqu'il y a plus de candidats que de postes à pourvoir. Il s'agit là non seulement d'une rupture d'engagement, mais aussi d'un préjudice important fait à ces enseignants. Il lui demande quelles mesures il compte prendre d'urgence pour qu'il soit remédié à cette situation et pour que tous les MA II soient intégrés comme le prévoyait l'esprit du texte créant le corps des maîtres délégués.

Réponse. — L'arrêté préfectoral du 16 septembre 1974 fixant le statut particulier du nouveau corps des maîtres délégués pour l'enseignement du dessin, de la musique et de l'éducation physique dans les écoles primaires de la ville de Paris, a prévu en son article 16^o) des possibilités d'intégration au choix dans ce nouveau corps pour les maîtres auxiliaires de 1^{er} et 2^e catégories des enseignements spéciaux de l'ex-département de la Seine. Le jury, constitué à cet effet, a établi pour chacune des trois disciplines considérées la liste des maîtres auxiliaires choisis, pour être proposés à la titularisation au préfet de Paris. Par rapport à ces listes, il apparaît qu'effectivement, dans chaque discipline, un certain nombre de maîtres auxiliaires remplissant les conditions réglementaires fixées par le statut précité n'ont pas été retenus en vue de cette titularisation. Tout en rappelant qu'un jury n'a pas, en vertu d'une jurisprudence constante, à motiver ses décisions, il peut être assuré de celui qui a examiné le cas de tous les candidats susceptibles d'être nommés au choix comme maître délégué, l'a fait avec la pleine conscience de l'intérêt, non seulement desdits candidats mais également du nouveau corps puisque, en définitive, le taux d'intégration avoisine ou dépasse nettement 80 p. 100 des dossiers soumis. Au demeurant, comme le précisent un certain nombre de décisions de justice, l'autorité administrative investie du pouvoir de nomination ne peut sans commettre un acte illégal, soit prescrire à un jury de modifier ses propositions à l'effet d'ajouter ou de retrancher des noms de candidats, soit faire d'elle-même ce travail ou le confier à un autre jury.

Finances locales (remboursement de la T. V. A. au budget des communes).

16278. — 25 janvier 1975. — M. Duvillard demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, s'il peut lui faire le point de la question du remboursement au budget des communes de la taxe à la valeur ajoutée, conformément au vœu formulé depuis bien des années par l'association des maires de France. Un règlement équitable avant la fin de l'année 1975 de ce délicat problème paraît conditionner dans une large mesure les possibilités de travaux d'assainissement, eau potable, voirie, lotissement, etc., dont beaucoup de municipalités, rurales surtout, voudraient pouvoir s'occuper si seulement les moyens financiers leur en étaient donnés.

Réponse. — En adoptant l'article 141 de la loi de finances pour 1975, n° 74-1129 du 30 décembre 1974, le Parlement a statué sur la situation, au regard de la taxe sur la valeur ajoutée des services ci-après : fourniture de l'eau; assainissement, abattoirs publics; marchés d'intérêt national; enlèvement et traitement des ordures, déchets et résidus lorsque ce service donne lieu à paiement d'une redevance. Le problème plus général qu'évoque l'honorable parlementaire sera étudié avec une particulière attention par le comité qui vient d'être créé et qui, sous la présidence du Premier ministre, doit élaborer une réforme profonde des collectivités territoriales. Le Parlement sera saisi, le moment venu, de propositions concrétisant les travaux qui auront été effectués dans ce cadre.

JUSTICE

Départements d'outre-mer (textes législatifs applicables).

2802. — 27 juin 1973. — M. Fontaine expose à M. le ministre de la justice que le régime législatif des D. O. M. et singulièrement celui de la Réunion est d'une telle complexité que nul n'est à même de dresser la liste des textes applicables dans ces départements. En effet, trois régimes cohabitent : a) avant le 19 mars 1946, le texte s'applique s'il a fait l'objet d'une promulgation spéciale ou s'il a été étendu par décret; b) du 19 mars au 24 décembre 1946 le texte ne s'applique pas sauf mention expresse dans ce sens; c) à partir du

24 décembre 1946, le texte s'applique avec possibilité d'adaptation en vertu du décret du 26 avril 1960. Au surplus, ce qui vient aggraver la complexité du problème c'est qu'une loi ou un décret nouveau modifiant un texte antérieur non applicable est lui-même inapplicable. Dans ces conditions, seul un fichier complet et constamment tenu à jour permettrait de connaître l'état du droit applicable. Il lui demande dans ces conditions s'il est envisagé de procéder à l'établissement de ce document et dans l'affirmative dans quel délai il pourra être mis à la disposition des praticiens du droit.

6316. — 24 novembre 1973. — M. Fontaine fait observer à M. le ministre de la justice qu'après cinq mois d'attente il n'a toujours pas répondu à sa question n° 2802 par laquelle il lui exposait que le régime législatif des départements d'outre-mer, et singulièrement celui de la Réunion, est d'une telle complexité que nul n'est à même de dresser la liste des textes applicables dans ces départements. En effet, trois régimes cohabitent : a) avant le 19 mars 1946, le texte s'applique s'il a fait l'objet d'une promulgation spéciale ou s'il a été rendu par décret ; b) du 19 mars au 24 décembre 1946, le texte ne s'applique pas, sauf mention expresse dans ce sens ; c) à partir du 24 décembre 1946, le texte s'applique avec possibilité d'adaptation en vertu du décret du 26 avril 1960. Au surplus, ce qui vient aggraver la complexité du problème, c'est qu'une loi ou un décret nouveau modifiant un texte antérieur non applicable est lui-même inapplicable. Dans ces conditions, seul un fichier complet et constamment tenu à jour permettrait de connaître l'état du droit applicable. Il lui demandait s'il est envisagé de procéder à l'établissement de ce document et, dans l'affirmative, dans quel délai celui-ci pourrait être mis à la disposition des praticiens du droit. Il lui renouvelle donc la question, espérant qu'il pourra lui être répondu dans de meilleurs délais.

Réponse. — Un premier recensement de textes métropolitains qui n'étaient pas applicables dans les départements d'outre-mer a été effectué par les commissions d'études législatives créées dans ces départements par arrêté interministériel du 26 octobre 1960. M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer m'a indiqué qu'il suivait attentivement l'évolution des travaux de ces commissions. En ce qui concerne plus particulièrement la Réunion, il m'est signalé que le centre d'études administratives de Saint-Denis était en train d'achever un fichier des textes antérieurs à 1946, applicables dans les départements d'outre-mer, et des textes postérieurs à cette date qui n'y sont pas applicables.

Procédure civile (délai de présentation des rapports des experts).

15019. — 21 novembre 1974. — M. Cabanel attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les dispositions du décret n° 73-1122 du 17 décembre 1973 (*Journal officiel* du 22 décembre 1973) instituant une quatrième série de dispositions destinées à être intégrées dans le nouveau code de procédure. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable de rappeler par voie de circulaire adressée aux parquets l'obligation de respecter impérativement les articles 122 et 135 de ce texte relatifs aux délais dans lesquels les rapports doivent être déposés et les articles 104, 125, et 140 qui traitent de la taxation des honoraires des experts.

Réponse. — Le décret n° 73-1122 du 17 décembre 1973 instituant une quatrième série de dispositions destinées à être intégrées dans le nouveau code de procédure, et qui réglemente notamment les mesures d'instruction en matière civile, a fait l'objet d'une circulaire n° 74-2 du 29 janvier 1974. Cette circulaire comprend en annexe le rapport au premier ministre qui donne, sur chacune des matières traitées, des indications précises et complètes sur l'esprit dans lequel les nouvelles dispositions ont été élaborées et sur la manière de les appliquer. En ce qui concerne plus spécialement le respect du délai accordé à l'expert pour déposer son rapport le texte actuel ne prévoit pas de sanction dans le cas de dépassement du délai ; de telles sanctions conçues dans un cadre procédural auraient en effet risqué de porter préjudice aux parties elles-mêmes, en retardant le dépôt du rapport, s'il avait été recouru systématiquement à la nomination d'un nouvel expert. Il est permis de penser qu'à travers la mise en œuvre du décret du 31 décembre 1974 réglementant les listes des experts, les juridictions pourront plus aisément faire observer les délais octroyés, la sanction alors envisageable consistant en la radiation de la liste. L'obligation de consigner au secrétariat de la juridiction la provision à valoir sur la rémunération de l'expert a été l'objet de deux lettres circulaires en date des 18 décembre 1973 et 5 juin 1974. La seconde demande expressément aux premiers présidents des cours d'appel et aux procureurs généraux près ces cours de veiller à la stricte observation des nouvelles dispositions relatives à la consignation de ces provisions et aux conditions dans lesquelles les experts peuvent être autorisés, dans des cas limitativement énumérés, à prélever un acompte sur la somme consignée.

Pensions alimentaires (création d'une caisse versant les pensions et recouvrant les dettes alimentaires).

16309. — 25 janvier 1975. — M. Chaumont appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur le fait qu'un nombre très important de femmes divorcées ne peuvent percevoir les pensions alimentaires qui leur ont été allouées par les tribunaux, en dépit des mesures qui ont été récemment prises pour faciliter le versement des dites pensions. Cette situation se rencontre particulièrement lorsque le débiteur de la pension ne travaille pas, a des ressources insuffisantes ou est employé par des entreprises de travail temporaire, également, lorsqu'il réside dans un lieu inconnu de sa femme. Il lui demande s'il n'envisage pas de créer un organisme relevant de son ministère qui verserait directement les pensions alimentaires à leurs bénéficiaires, le recouvrement de la dette alimentaire non versée étant fait par l'Etat.

Réponse. — Le non-paiement des pensions alimentaires constitue depuis longtemps un problème préoccupant auquel le Gouvernement attache un intérêt tout particulier. Cette question a été réglée en dernier lieu sur le plan du droit civil par la loi du 2 janvier 1973 relative au paiement direct qui constitue un progrès certain. C'est ainsi qu'il a été constaté, à la seule paierie générale de la Seine, que le paiement direct avait complètement remplacé la procédure de saisie-arrêt pour la récupération des termes courants de la pension alimentaire. Quoi qu'il en soit, la loi du 2 janvier 1973 pas plus que les autres voies de droit (saisies, saisies-arrêts, poursuites en abandon de famille), ne peuvent régler toutes les difficultés auxquelles peuvent se heurter les créanciers d'aliments. Aussi, le Gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles mesures de nature à améliorer encore leur situation dans le cadre du projet de réforme du divorce, en prévoyant l'exécution de certains règlements pécuniaires entre époux, après divorce, par versement d'un capital ou transfert d'un bien productif de revenus ; en assortissant le paiement des rentes et pensions de garanties ; en obligeant enfin les débiteurs de pensions à faire connaître leur changement d'adresse à peine de sanctions pénales. Le Gouvernement souhaite néanmoins aller plus loin encore et a décidé que ces mesures doivent être complétées par un dispositif garantissant le paiement effectif des pensions et prestations dues aux créanciers d'aliments.

Débit de boissons (déclaration à souscrire en mairie pour toute acquisition d'un fonds de débit de boissons : cas où le propriétaire est une S. A. R. L.).

16870. — 15 février 1975. — M. Le Douarec expose à M. le ministre de la justice, qu'aux termes des articles 31 et 32 du code des débits de boissons, toute personne qui crée ou acquiert un fonds de commerce de débit de boissons est tenue de souscrire une déclaration en mairie, passible d'un droit de timbre (droit de licence). Dans le cas où le propriétaire du débit de boissons est une société à responsabilité limitée, si le gérant de celle-ci s'en rapporte pour la bonne exploitation du fonds, à un employé salarié, il lui demande si celui-ci doit souscrire une déclaration en mairie, en application des articles 31 et 32 précités ou de toute autre disposition législative ou réglementaire.

Réponse. — Sans préjudice de la déclaration prévue en cas de mutation dans la personne du propriétaire d'un débit de boissons, les déclarations prévues par les articles L. 31 et L. 32 du code des débits de boissons sont à la charge de l'exploitant. La notion d'exploitant est une notion de fait qui ne peut être utilement appréciée qu'à l'examen des circonstances de chaque cas d'espèce. Quel que soit le titre juridique invoqué et compte tenu de la part effective prise dans la gestion de l'établissement et dans les résultats de son exploitation.

Régimes matrimoniaux (appartement acquis pour l'usufruit par deux époux : le conjoint survivant devra-t-il une récompense à la communauté lors de la liquidation de celle-ci).

17197. — 22 février 1975. — M. Ligot expose à M. le ministre de la justice qu'un appartement, compris dans un ensemble immobilier, a été acquis pour l'usufruit, à l'aide de deniers communs, par deux époux, mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts et, pour la nue-propriété, par une tierce personne. L'acte d'achat stipule qu'en cas de mort de l'un des époux, l'usufruit est réservé jusqu'au décès de son conjoint. Ce dernier en retire alors un profit personnel puisqu'il bénéficie de la réservation de l'usufruit portant sur la moitié de l'appartement. Il lui demande si, en application de l'article 1437 du code civil, le conjoint survivant doit une récompense à la communauté lorsqu'il est procédé à la liquidation de celle-ci.

Réponse. — La présente question reprend les termes de celle qui a été posée le 20 décembre 1974 par M. Frédéric-Dupont, député, et à laquelle il a été répondu le 28 janvier 1975 (cf. J. O. Débats Assemblée nationale du 1^{er} février, p. 398).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Fonctionnaires : femmes fonctionnaires en disponibilité (modalités de leur réintégration).

16229. — 18 janvier 1975. — **M. Boulay** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation des femmes fonctionnaires de son administration qui ont obtenu une disponibilité pour élever un ou plusieurs enfants en bas âge. Il lui fait observer que les in réussées éprouvent les plus grandes difficultés à obtenir leur réintégration, celle-ci leur étant généralement refusée sur place, ce qui les contraint de quitter leur famille. C'est ainsi, par exemple, qu'un fonctionnaire des chèques postaux de Clermont-Ferrand a obtenu une proposition de réintégration à Paris ou à Lyon. Ces fonctionnaires refusent donc les postes qui leur sont proposés, d'autant plus qu'il existe à proximité de nombreux bureaux de poste non totalement pourvus en emplois titulaires. Certains des emplois non pourvus sont d'ailleurs souvent occupés par des auxiliaires. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° si ces fonctionnaires, qui sont contraintes au chômage, peuvent prétendre aux aides publiques aux chômeurs ; 2° dans la négative, quelles mesures il compte prendre pour que la réglementation actuelle soit assouplie en leur faveur, dès lors qu'il est évident que le poste proposé est contraire à l'intérêt familial et ne peut, pour ce motif, être accepté ; 3° pour quels motifs un droit de priorité à réintégration n'est-il pas institué pour les postes confiés à des auxiliaires, étant bien entendu que ceux-ci pourraient être reclassés dans d'autres postes.

Réponse. — L'article 29 du décret n° 59-309 du 14 février 1951, pris en application de l'article 45 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires, précise que la réintégration des fonctionnaires en disponibilité est de droit à l'une des trois premières vacances si la durée de la disponibilité n'a pas excédé trois années. Cette disposition est effectivement appliquée dans l'administration des P. T. T. et conduit, en fait à la réintégration sans délai des fonctionnaires qui acceptent un poste disponible quelconque. Il en est d'ailleurs pratiquement de même lorsque la durée de la disponibilité est supérieure aux trois années prévues par l'article 29 susvisé. Par contre, lorsqu'un fonctionnaire subordonne sa reprise de fonctions à une affectation dans une ou plusieurs résidences, il limite ainsi ses possibilités de réintégration et doit attendre qu'un poste devienne vacant dans l'une des localités recherchées. L'attente à laquelle il s'expose risque d'être très longue lorsque les résidences choisies sont affectées par les suppressions d'emploi consécutives aux opérations de modernisation des services. 1° La question de savoir si les fonctionnaires se trouvant dans cette situation peuvent prétendre aux aides publiques aux chômeurs se pose sur le plan interministériel et est donc de la compétence du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) ; 2° les problèmes soulevés sur le plan humain par une telle situation n'ont pas échappé à l'administration des P. T. T. et un certain nombre de mesures allant dans le sens suggéré par l'honorable parlementaire ont été mises en place. C'est ainsi que depuis 1973, les agents ayant épuisé leurs droits à disponibilité pour charges de famille conservent le bénéfice de la priorité de réintégration dans leur ancienne résidence ou dans la résidence de leur conjoint ; 3° les titulaires en instance de réintégration ne peuvent pas être nommés dans des emplois d'auxiliaires en conservant leur grade car ces postes présentent généralement un caractère précaire. Néanmoins, un droit de priorité leur est reconnu pour être utilisés temporairement comme auxiliaire et plusieurs centaines d'entre eux mettent à profit cette possibilité.

Postes (amélioration de la situation des gérants d'agences postales).

16924. — 15 février 1975. — **M. Villa** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation scandaleuse des gérants d'agences postales, personnel que l'on dit « étranger à l'administration ». De 1966 à 1973, 581 recettes-distribution, 910 bureaux de poste de 3^e et 4^e classe ont été supprimés. Certainement qu'il y en a eu d'autres en 1974. La suppression concerne particulièrement les petites communes rurales. Les bureaux de poste supprimés et les recettes-distribution ont été remplacés par des agences postales. Celles-ci sont tenues par des personnes qui assurent un grand nombre d'opérations postales, pour une rémunération de 350 à 400 francs par mois et ce pour un temps de présence obligatoire de plusieurs heures. Très souvent, en raison de la carence de l'administration des P. T. T., la commune, afin d'assurer à la population un service postal de qualité, verse sur son propre budget une indemnité complémentaire. D'autre part, le personnel de ces agences postales n'a aucune garantie de l'emploi et ne dispose d'aucun droit en matière de législation de travail. Tenant compte de ces faits, il lui demande s'il compte prendre des mesures pour assurer à ce personnel : 1° la garantie de l'emploi ; 2° le bénéfice des droits en matière de législation

sociale ; 3° la transformation du temps effectué par les gérants d'agences postales en heures d'auxiliaires équivalentes.

Réponse. — Les agences postales permettent d'assurer la desserte postale d'une localité lorsque la faible importance du trafic ne justifie pas l'utilisation à temps complet d'un agent de l'Etat et par conséquent la création ou le maintien d'un bureau de poste ordinaire. La gestion de ces établissements — dont 244 d'entre-eux, et non 910 comme l'indique l'honorable parlementaire, ont remplacé, entre 1966 et 1973, des recettes de 3^e et de 4^e classe — est confiée à des personnes étrangères à l'administration exerçant la plupart du temps une autre activité à titre principal et auxquelles l'exécution des opérations postales apporte un salaire d'appoint. Ce salaire est déterminé en prenant pour base de calcul d'une part le trafic de l'établissement, et d'autre part le traitement de début des auxiliaires de bureau, ce qui a pour conséquence de faire bénéficier les gérants d'agences postales des mêmes augmentations que celles accordées aux fonctionnaires. Cette rémunération étant liée au volume du trafic écoulé il n'est pas envisagé de la fixer par référence à une équivalence en heures supplémentaires. Longtemps considéré comme des travailleurs indépendants prêtant leur concours à l'administration, les gérants sont affiliés aujourd'hui au régime général des assurances sociales et à titre complémentaire — depuis le 1^{er} janvier 1971 — au régime des retraites de l'Ircantec. Ils bénéficient en outre d'un congé annuel de 24 jours ouvrables durant lequel ils continuent de percevoir la totalité de leur rémunération. La garantie de l'emploi ne peut toutefois leur être accordée car leur fonction est liée à une situation locale qui peut se modifier et conduire alors à la suppression de l'agence postale. Dans cette éventualité ils peuvent prétendre à l'allocation pour perte d'emploi et à l'allocation d'aide publique.

Postes (insuffisance du bureau de poste des quartiers du Plateau et des Fontenelles, à Nanterre).

16978. — 15 février 1975. — **M. Barbet** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** qu'afin de desservir les quartiers dits du Plateau et des Fontenelles, la ville de Nanterre avait construit en 1930 un bâtiment à usage de bureau de poste qu'elle devait mettre gratuitement à la disposition du ministère des P. T. T. pendant dix-huit années. La faible superficie de ce bureau (quatre-vingts mètres carrés) dont dispose le personnel et le public avait été jugée suffisante à l'époque, le quartier qu'il devait desservir étant peu densifié. Or, en 1930, la ville comptait environ 43 000 habitants alors qu'elle en totalise aujourd'hui 106 000 et son extension s'est surtout effectuée dans les quartiers cités ci-dessus consécutivement à l'aménagement de la zone de la Défense. L'insuffisance du bureau existant conduit, d'une part, le personnel à travailler dans des conditions d'inconfort et d'hygiène déplorables et, d'autre part, le public à des attentes interminables pour effectuer ses opérations. Pour pallier ces difficultés, la municipalité avait demandé qu'un local vacant de deux cents mètres carrés environ soit aménagé dans l'ensemble d'habitation dit « Lorilleux », dans la zone B1 de la Défense, en attendant la construction d'un bureau de poste pouvant répondre aux besoins actuels et futurs. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour mettre rapidement fin à une situation qui aurait dû cesser depuis longtemps déjà.

Réponse. — L'équipement postal de la ville de Nanterre fait actuellement l'objet d'une étude d'ensemble en liaison avec les services de l'établissement public pour l'aménagement de la Défense (E. P. A. D.). En effet, la plus grande partie du territoire de cette commune est incluse dans le périmètre d'action de l'E. P. A. D. Cette zone est l'objet d'une importante opération de rénovation et doit devenir le centre attractif de la ville. Nanterre comporte : une zone d'urbanisation ancienne, desservie du point de vue postal par Nanterre Principal, rue Maurice-Thorez et Nanterre Plateau en bordure de l'avenue Clemenceau ; une zone d'urbanisation récente dans laquelle fonctionne la recette succursale de Nanterre, cité Berthelot ; une zone en voie d'aménagement et d'urbanisation (secteurs B1 et B3) pour laquelle un programme d'équipement postal est en cours d'élaboration. Pour ce qui concerne plus particulièrement les quartiers du Plateau et des Fontenelles, un projet de réaménagement du réseau postal est à l'étude, il vise dans un premier temps à déplacer et à reconstruire vers le nord le bureau de Nanterre Plateau. Cette mesure est prévue en toute priorité puisqu'elle est inscrite avec le n° 1 de sa catégorie dans la liste départementale du VII^e Plan. La création d'un nouvel établissement au voisinage de la station R. E. R. Préfecture fait également l'objet de pourparlers avec l'E. P. A. D. de manière à trouver les emplacements les plus conformes aux besoins de la population. En attendant la réalisation de cette opération, il sera procédé dans un proche avenir à une augmentation de l'amplitude d'ouverture du bureau actuel (8 à 19 heures sans interruption alors qu'actuellement il est fermé entre 12 et 14 heures). J'ajoute, pour l'information de l'honorable parlementaire, que le développement, aux caractéristiques particulières, de tout le secteur considéré allant de la Défense à la

Préfecture de Nanterre a fait l'objet d'une étude complexe dont les conclusions seront très prochainement arrêtées. Un programme d'action cohérent portant sur l'ensemble de ce secteur sera dès lors défini avec précision.

Postes et télécommunications (reclassement des téléphonistes de l'Aisne et créations d'emplois).

17100. — 22 février 1975. — **M. Renard** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation particulièrement grave que connaissent les téléphonistes du département de l'Aisne. Par suite de l'automatisation, plusieurs dizaines d'entre elles sont licenciées ou menacées de l'être à brève échéance. L'Aisne est actuellement le département où les téléphonistes ont la plus grande durée hebdomadaire de travail : quarante heures pour trente-six à Paris, trente-huit à Reims. Des solutions existent au problème de l'automatisation permettant d'apporter au personnel de meilleures conditions de vie et de travail. Le trafic des bureaux de poste est en constante augmentation ainsi que celui des services de télécommunications (abonnements, service des essais et mesures). Pour faire face à ces augmentations, la création d'emplois s'impose. Or, à ce jour, ce sont les suppressions d'emploi et les licenciements qui répondent à cette juste revendication. En conséquence il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour maintenir l'emploi des téléphonistes dans le département de l'Aisne et s'il compte répondre favorablement prochainement à la création d'emplois nécessaires au bon fonctionnement des P.T.T.

Réponse. — L'administration mène sa politique d'automatisation intégrale du service téléphonique avec le souci permanent de limiter au minimum inévitable les désagréments entraînés pour le personnel — et en premier pour le personnel titulaire — par la suppression de postes de travail à l'exploitation manuelle. Au cas particulier, l'automatisation du réseau téléphonique de la région d'Amiens, qui va se terminer en 1978, entraîne chaque année des suppressions d'emplois d'opératrices proportionnellement au nombre de lignes d'abonnés automatisées. Ce nombre est de l'ordre de 7 000 pour 1975. Les postes de travail dont la suppression est prévue et qui se trouvent devenir vacants du fait du départ ou du reclassement anticipé des titulaires qui les occupaient, sont confiés à du personnel auxiliaire recruté à titre provisoire et informé de la précarité d'un emploi qu'il a du reste la possibilité d'abandonner à tout moment. Dans le département de l'Aisne, 70 postes de travail occupés par des auxiliaires seront supprimés en 1975. Préalablement à chaque suppression, des emplois de reclassement seront recherchés dans l'administration. Toutefois, ces emplois risquent d'être offerts en dehors de la résidence et parfois du département. Par ailleurs, des possibilités de réemploi seront également recherchées avec l'aide de l'agence nationale pour l'emploi dans les secteurs public et privé. En ce qui concerne la durée du travail, le régime particulier pour les opératrices du service téléphonique prévoit 36, 38 ou 40 heures de travail par semaine selon que le centre appartient au 1^{er}, 2^e ou 3^e groupe, d'après un classement national tenant compte de l'importance de chaque centre. D'autre part, pour répondre à la question concernant les bureaux de poste, mes services suivent avec une attention toute particulière l'évolution du trafic et des effectifs dans le département de l'Aisne. C'est ainsi que 27 emplois sont venus renforcer les effectifs du service général des bureaux de poste au cours des quatre années écoulées. Cet effort sera poursuivi en 1975 par l'attribution d'une dizaine d'emplois supplémentaires. Ainsi, le taux d'accroissement des effectifs des bureaux de poste du département de l'Aisne est, depuis plusieurs années, très nettement supérieur au taux d'augmentation de leur trafic.

Téléphone (application de l'ancien taux de la taxe de raccordement à une opération groupée rurale d'installation souscrite en décembre 1974).

17227. — 1^{er} mars 1975. — **M. Barberot** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** les faits suivants : une opération groupée rurale d'installations téléphoniques a été souscrite en décembre 1974 au profit des communes de Beny-Treffort, Saint-Etienne-du-Bols, auprès de la direction régionale des télécommunications de Lyon. La convention a été signée et le montant de l'avance remboursable réglée le 27 décembre 1974. Etant donné que ces formalités ont été accomplies avant le 31 décembre 1974, il lui demande de bien vouloir confirmer que le montant de la taxe de raccordement des installations téléphoniques concernées par cette opération groupée est maintenue à 500 francs et non pas égale au nouveau chiffre en vigueur au 1^{er} janvier 1975.

Réponse. — La double décision de ne plus accepter à partir du 1^{er} janvier 1975 les avances dont le coût est directement supporté par les particuliers et de porter de 500 francs à 1 100 francs le taux de la taxe de raccordement ne modifie par les accords

intervenus avant cette date, notamment en ce qui concerne les conditions financières de mise en service des lignes préfinancées. Dans ces conditions, si pour toutes les lignes réservées par une convention d'avance signée avant le 1^{er} janvier 1975 les versements éventuellement prévus de parts contributives forfaitaires de 297,50 francs restent exigibles, la taxe de raccordement est maintenue à son ancien taux, soit : 500 francs.

Téléphone (application de l'ancien taux de la taxe de raccordement aux demandes antérieures au 1^{er} janvier 1975).

17567. — 8 mars 1975. — **M. Mayoud** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** quelles dispositions il compte prendre en matière de taxe de raccordement téléphonique pour les demandes en instance (depuis plusieurs années parfois). Il semblerait logique que les candidats-abonnés, déjà pénalisés par la carence des pouvoirs publics en matière de télécommunications, bénéficient de l'ancien tarif lorsque leur demande a été déposée antérieurement à la décision d'augmentation.

Réponse. — L'inscription d'une demande formulée par un candidat abonné au téléphone n'entraîne aucun engagement pour l'intéressé auquel, contrairement à la pratique générale en matière de commande de biens non immédiatement disponibles, il n'est demandé aucun acompte et qui peut ainsi se raviser à son gré. L'engagement liant le client et le service des télécommunications ne prenant effet que le jour de la mise en service du poste d'abonné, c'est la taxe en vigueur à cette date qui est normalement perçue. Cette règle s'applique du reste lors de chaque changement de tarif et il en a été notamment ainsi en 1972, lorsque le montant de la taxe de raccordement a été ramené de 600 francs à 500 francs. Toutefois, lorsque l'administration procède à des extensions importantes des centraux, elle est conduite, pour des raisons pratiques, à installer les postes téléphoniques par avance chez les futurs abonnés, la mise en service de la ligne intervenant ultérieurement. Dans ce cas-là, et à titre exceptionnel, il a été décidé de considérer comme date de raccordement celle de la mise en place du poste et de l'essai de la ligne, lorsque ces opérations ont été réalisées avant le 31 décembre 1974 : la taxe s'élèvera donc à 500 francs pour toutes ces lignes, même si la mise en service en est différée pour des raisons techniques. Il est à rappeler, d'une part, que l'augmentation de la taxe de raccordement s'accompagne de la suppression tant des avances remboursables demandées aux particuliers, que des parts contributives en milieu rural, d'autre part, que les modalités de son recouvrement (500 francs à la souscription et 10 versements bimestriels de 60 francs) permettent de la rendre plus aisément supportable par les nouveaux abonnés.

QUALITE DE LA VIE

Urbanisme (graves inconvénients résultant de la réalisation de la rocade Sud autoroutière de Toulouse).

17472. — 20 juillet 1974. — **M. Andrieu** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur le tracé de la rocade Sud de Toulouse. Ce projet, qui viole le plan d'urbanisme de détail de la Z.U.P. de Rangueil traversée par cette voie, porte de graves atteintes au cadre de vie de plusieurs quartiers. Il entraîne notamment la démolition de plus de 200 maisons de construction récente, l'abattage de plus de 2 000 arbres, dont le magnifique parc du Sacré-Cœur de Rangueil, et soumet aux servitudes de vacance et de pollution des milliers d'habitants. Il est en outre un exemple concret de gaspillage, ainsi que l'atteste la destruction que cette rocade entraîne du réseau d'assainissement réalisé en 1969, c'est-à-dire au moment même où devaient être apposées les affiches de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, procédure qui a été opérée dans la plus évidente clandestinité. Le conseil général de la Haute-Garonne a d'ailleurs voté à l'unanimité une résolution condamnant ce projet qualifié d'« aberrant » et préconisant une priorité pour les transports en commun. Un comité de défense a été constitué groupant des milliers de résidents des quartiers affectés, dont une délégation a obtenu du conseil municipal de Toulouse la promesse d'un réexamen du dossier dès la rentrée d'octobre. Il demande en conséquence que soient prises dès maintenant toutes mesures conservatoires en vue d'éviter la pénétration du flux autoroutier en plein tissu urbain et d'envisager, dans une concertation souhaitable avec tous les intéressés, de nouvelles structures pour les transports urbains.

Réponse. — Le principe du tracé de la rocade Sud de Toulouse date de plus de dix ans, sa mise au point a été effectuée sans consultation de mon département ministériel qui n'était pas créé à cette époque. La rocade Sud de Toulouse doit principalement assurer la liaison entre les quartiers du Sud de Toulouse situés de part et d'autre de la Garonne, les infrastructures existantes ne permettant pas de faire face à l'accroissement du trafic entre les urbanisations nouvelles de la rive gauche (Z.U.P. du Mirail

et zone industrielle Sud) et celles de la rive droite (Z. U. P. de Rangueil et complexes scientifique et aérospatial). Cette rocade comprend trois sections distinctes qui sont à des stades d'élaboration différents. En ce qui concerne la première section comprise entre la R. N. 20 (Langlade) et le C. D. 4 (Empalot), les acquisitions foncières sont entièrement effectuées et une première chaussée a été mise en service au mois de novembre 1974. Pour la seconde section, qui est comprise entre le C. D. 4 et la R. N. 13, des accords amiables ont été conclus avec près des deux tiers des propriétaires, les travaux préparatoires sont en cours. Ces deux sections ne peuvent donc plus être remises en cause. Leur tracé figure d'ailleurs au projet du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S. D. A. U.) de l'agglomération toulousaine en cours d'établissement. Pour la troisième section, comprise entre la R. N. 111 et le futur échangeur des Herbettes, les inconvénients signalés par l'honorable parlementaire ont été reconnus et ont conduit à entreprendre un nouvel examen du tracé. Les résultats de cette étude seront soumis à l'examen de la commission locale d'aménagement et d'urbanisme qui précèdera la décision définitive.

Pollution (vallée de la Maurienne: convention de lutte contre la pollution signée avec le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann).

13866. — 3 octobre 1974. — **M. Jean-Pierre Cot** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** s'il peut confirmer ou infirmer l'information rapportée par la presse régionale, peu après sa visite en Maurienne, et selon laquelle une convention aurait été signée entre le ministre et le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann, au sujet de la lutte contre la pollution dans cette vallée de Savoie. Cette nouvelle a soulevé dans la population mauriennaise un espoir au moment où les travaux de captation actuellement en cours, en l'application de l'arrêté préfectoral de 1973, paraissent insuffisants pour arrêter les ravages du fluor dans la vallée. Il serait donc opportun de préciser quelles nouvelles mesures sont prévues par la convention en question et notamment si elle envisage une captation en toiture des émanations de fluor. Cette précision contribuerait à apaiser l'inquiétude croissante dans la vallée au sujet des effets de la pollution par le fluor, davantage que la déclaration très générale de **M. le secrétaire d'Etat à l'environnement**.

Réponse. — L'arrêté préfectoral du 6 mars 1973 relatif à l'usine de Saint-Jean-de-Maurienne a donné lieu à d'importants travaux de captation et d'épuration des gaz émis par les cuves. Ceux-ci ont été suivis de très près par le préfet de la Savoie assisté du service des mines au cours des années 1973 et 1974 et sont actuellement en cours d'achèvement. D'ores et déjà, une baisse importante des rejets fluorés a pu être obtenue, et l'objectif visé par l'arrêté de 1973 ne saurait tarder à être atteint. Il va sans dire que les améliorations à attendre quant à l'état de la flore touchée par les émissions ne peuvent être constatées dès aujourd'hui. Une enquête sera effectuée prochainement par le centre technique du génie rural des eaux et forêts à ce sujet. D'autre part, en dehors de la captation en toiture existant déjà sur une série de cuves, des dispositifs similaires ont été prévus dans le cas où les installations précédentes ne donneraient pas satisfaction.

Pêche (personnes âgées: exonération du timbre piscicole).

16001. — 11 janvier 1975. — **M. Mourot** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur la situation des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, non soumises à l'impôt sur le revenu, souhaitant posséder une carte de pêche. Il lui demande si une exonération du timbre piscicole ne pourrait être envisagée en leur faveur.

Réponse. — L'article 402 du code rural dispense, outre certaines autres catégories de personnes, les titulaires de la carte d'économiquement faible de faire partie d'une association agréée de pêche et de pisciculture et de payer la taxe piscicole lorsqu'ils ne pêchent qu'à la ligne flottante tenue à la main. Effectivement, cette exonération ne s'applique pas aux personnes de plus de soixante-cinq ans, non soumises à l'impôt sur le revenu, qui ne sont pas titulaires de la carte d'économiquement faible. Le conseil supérieur de la pêche qui est chargé de collecter et de répartir les fonds provenant de la taxe piscicole en vue de la surveillance de la pêche et de la mise en valeur du domaine piscicole national a souvent été saisi de demandes tendant à étendre à diverses catégories de personnes le privilège accordé par l'article 402 du code rural. Mais cet organisme s'est toujours opposé à ce que l'exonération prévue par l'article 402 du code rural soit étendue à de nouvelles catégories sociales quelque intéressantes qu'elles soient, estimant que l'avantage minime qui serait consenti à chaque bénéficiaire ne saurait justifier la perte globale des recettes qui en résulterait, et ce, au détriment de l'action piscicole dont il a la responsabilité dans l'intérêt général. En conséquence, il ne paraît pas possible d'aller à l'encontre de la position prise par les représentants des pêcheurs.

JEUNESSE ET SPORTS

Sports

(ostracisme de la télévision à l'égard du jeu de rugby à XIII).

16739. — 8 février 1975. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur l'ostracisme dont semble être victime actuellement le jeu à XIII à la télévision. Il lui demande pour quelles raisons ce sport qui compte plus de 15 000 licenciés et de nombreuses écoles de rugby est très souvent oublié dans les émissions sportives. La rencontre internationale France-Angleterre, qui s'est déroulée à Perpignan le 19 janvier 1975 n'a même pas été télévisée, alors que ce même jour a été retransmis en différé un match de rugby à XV opposant deux équipes étrangères. La presse sportive elle-même s'est émue de cet état de fait (*Midi-Olympique* et *Midi-Sports* du 27 janvier 1975). Il lui demande également quelles mesures il envisage de prendre pour que cesse cette mise à l'écart.

Réponse. — Bien que cette question échappe totalement à la compétence du ministre de la qualité de la vie — jeunesse et sports — en raison de la nature juridique des sociétés de télévision, ce département ministériel pense qu'il n'y a sans doute aucune raison d'utiliser le terme ostracisme pour qualifier l'attitude des trois sociétés à l'égard du jeu à XIII. Les résultats de ce sport sont en effet communiqués régulièrement dans les émissions sportives du dimanche, assez souvent illustrés de séquences filmées. Le choix des retransmissions sportives en direct ou en différé du dimanche après-midi est opéré à partir des goûts du public mais aussi de données techniques qui revêtent souvent une importance primordiale. A plusieurs reprises déjà des rencontres internationales ou même des rencontres du championnat de France de jeu à XIII ont été diffusées intégralement, notamment depuis le début de la saison en cours. On peut chiffrer à plus de cinquante le nombre de disciplines sportives qui font l'objet d'une pratique de compétition, ce qui explique que chacune d'entre elles ne puisse faire l'objet de séquences régulières de longue durée. Pour toutes ces raisons, il ne semble pas que les reproches adressés par les amateurs de jeu à XIII aux sociétés de télévision soient fondés.

SANTE

Sang (propagande gratuite à la radio et télévision en faveur de la transfusion sanguine).

16222. — 18 janvier 1975. — **M. Haesebroeck** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur l'intérêt qu'il y aurait à aider les centres de transfusion sanguine rattachés à la fédération française des donneurs de sang bénévoles. En effet, la propagande traditionnelle sous forme d'affiches et de tracts, s'avère insuffisante pour mieux faire connaître l'absolue nécessité de recueillir davantage de sang. Il lui demande s'il peut autoriser et décider une propagande permanente et gratuite sur les antennes de la radio et de la télé en faveur de la transfusion sanguine.

16751. — 8 février 1975. — **M. Huguet** rappelle à **Mme le ministre de la santé** les services importants rendus par la transfusion sanguine à la population de notre pays et à l'Etat, notamment en permettant d'économiser des sommes très importantes qui seraient à verser sous forme de pensions de veuves et d'orphelins — et les besoins toujours plus grands en sang humain et ses dérivés et lui demande s'il n'estime pas devoir accorder à la transfusion sanguine une propagande gratuite et efficace sur les antennes de la radio et de la télévision.

16856. — 15 février 1975. — **M. Bustin** expose à **Mme le ministre de la santé** que la demande de sang humain et des dérivés du sang augmente plus rapidement que les dons. La nécessité d'augmenter notablement les dons, pour éviter une rupture d'équilibre et éventuellement de limiter la fourniture du sang et de ses dérivés aux malades et aux blessés, s'avère indispensable. Les amicales de donneurs de sang bénévoles jouent un rôle irremplaçable en faveur de la collecte du sang mais leurs possibilités d'information et de propagande sont à la fois insuffisantes et dépassées. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que soient prises en considération les diverses démarches effectuées par les organisations de donneurs de sang bénévoles pour bénéficier de la gratuité ou de tarif réduit aux publicités de la radio ou de la télévision.

16926. — 15 février 1975. — **M. Maton** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur le refus jusqu'à présent opposé par les autorités responsables pressenties aux demandes de publicité gratuite sur les antennes de la radio et la télévision, présentées par la fédération française des donneurs de sang bénévoles. Il lui fait remarquer: 1° que les progrès réalisés par la médecine et la chirurgie, ainsi que la recherche médicale provoquent une demande toujours plus accrue de sang humain et des dérivés du sang; et qu'il importe, par ailleurs, d'assurer de façon convenable la four-

niture de sang et de ses dérivés aux malades et aux blessés dont le nombre grandit; 2° qu'à cet égard, ainsi que le lui signalent les amicales de donneurs bénévoles, il convient d'augmenter sensiblement les dons sous peine de connaître bientôt une rupture d'équilibre entre les besoins et les disponibilités; 3° que la multiplication des dons nécessaires ne saurait être obtenue par les seuls moyens publicitaires, très dérisoires, dont disposent les associations de donneurs existantes et qu'il conviendrait absolument, pour pallier cette sérieuse difficulté, de mettre en œuvre, surtout par la disposition de la radio et de la télévision, une propagande officielle, active et efficace. Propagande qui serait évidemment gratuite. En conséquence il lui demande en considérant le caractère tout à fait particulier du sujet et les devoirs de l'Etat, si elle n'estime pas qu'une telle propagande doit être assurée sur les antennes de la radio et de la télévision.

16967. — 15 février 1975. — **M. Maurice Andrieux** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur le problème que lui a posé l'association des amicales de donneurs de sang bénévoles. Les progrès réalisés par la médecine et la chirurgie ainsi que la recherche médicale occasionnent une demande toujours plus grande de sang humain et de ses dérivés. Il faut donc de toute évidence augmenter les dons. Les amicales de donneurs de sang bénévoles se sont chargées de réaliser un plan de propagande en faveur du don bénévole du sang. Cependant la publicité sous forme de tracts et d'affiches est insuffisante. L'action publicitaire en faveur du don du sang bénévole et de la transfusion sanguine — œuvre au service de la santé des hommes et de la science — devrait pouvoir bénéficier d'une propagande gratuite et efficace sur les antennes de radio et de télévision. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire à cette demande justifiée des donneurs de sang.

Réponse. — Il y a lieu de remarquer que malgré leur augmentation très importante de 1950 à 1972 les besoins en sang ont toujours été couverts. Depuis trois ans, la courbe ascendante des demandes de sang s'infléchit, ceci en raison d'une utilisation rationnelle des dérivés sanguins plus bénéfique pour les malades que la transfusion de sang total. La quantité de sang collecté est donc suffisante; toutefois, la préparation de certains dérivés nécessite du sang riche en anticorps et c'est pourquoi les centres de transfusion sanguine sont amenés à étendre leur appel à de nouveaux donneurs, augmentant ainsi la possibilité de trouver du sang ayant des caractéristiques particulières. En outre, il est souhaitable que le plus grand nombre possible de personnes soient sollicitées, le don du sang devant être considéré comme un devoir civique à remplir par tout individu bien portant. Compte tenu de ces considérations, il est à craindre que des appels souvent répétés sur les chaînes de radio et de télévision d'Etat laissent penser qu'il y a un manque de sang et que ce soit toujours les mêmes personnes qui soient conduites à donner leur sang sans que pour autant de nouveaux donneurs se manifestent. Afin d'éviter cet écueil, il apparaît nécessaire d'envisager une information plus complète du public sur le rôle et les besoins de l'organisation transfusionnelle. Une étude est entreprise en liaison avec la commission consultative de la transfusion sanguine et la fédération nationale des donneurs de sang bénévoles en vue d'établir le schéma d'une émission télévisée consacrée à la transfusion sanguine; dès l'achèvement de ce travail, des contacts seront pris avec les directeurs des trois chaînes nationales.

Sang (temps d'antenne gratuit à la télévision pour les associations de donneurs de sang).

17079. — 22 février 1975. — **M. Madrelle** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les demandes répétées et justifiées des associations de donneurs de sang tendant au bénéfice, à titre gracieux, d'un temps d'antenne à la télévision pour encourager le don du sang. Il lui demande ce qu'elle compte faire pour faire aboutir cette légitime revendication.

Réponse. — Il y a lieu de remarquer que malgré leur augmentation très importante de 1950 à 1972 les besoins en sang ont toujours été couverts. Depuis trois ans, la courbe ascendante des demandes de sang s'infléchit, ceci en raison d'une utilisation rationnelle des dérivés sanguins plus bénéfique pour les malades que la transfusion de sang total. La quantité de sang collecté est donc suffisante; toutefois la préparation de certains dérivés nécessite du sang riche en anticorps et c'est pourquoi les centres de transfusion sanguine sont amenés à étendre leur appel à de nouveaux donneurs, augmentant ainsi la possibilité de trouver du sang ayant des caractéristiques particulières. En outre, il est souhaitable que le plus grand nombre possible de personnes soient sollicitées, le don du sang devant être considéré comme un devoir civique à remplir par tout individu bien portant. Compte tenu de ces considérations, il est à craindre que des appels souvent répétés sur les chaînes de radio et de télévision d'Etat laissent penser qu'il y a un manque de sang et que ce soit toujours les mêmes personnes qui soient conduites à donner leur sang sans que pour autant de nouveaux donneurs se manifestent. Afin d'éviter cet écueil, il

apparaît nécessaire d'envisager une information plus complète du public sur le rôle et les besoins de l'organisation transfusionnelle. Une étude est entreprise en liaison avec la commission consultative de la transfusion sanguine et la Fédération nationale des donneurs de sang bénévoles en vue d'établir le schéma d'une émission télévisée consacrée à la transfusion sanguine; dès l'achèvement de ce travail, des contacts seront pris avec les directeurs des trois chaînes nationales.

TRAVAIL

*Allocations de maternité
(octroi sans conditions des délais de naissance).*

14753. — 8 novembre 1974. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre du travail** quand il va enfin modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 (art. L. 519 du code de la sécurité sociale) de manière à faire disparaître les délais en matière d'allocations de maternité. La chute rapide de la natalité rend plus nécessaire que jamais l'octroi de cette allocation.

Réponse. — La loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 portant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille a substitué aux allocations de maternité les allocations postnatales accordées sans condition d'âge de la mère ni de délai entre chaque naissance. Elles sont versées pour tout enfant du premier âge résidant en France, sous réserve que la mère y réside régulièrement à la date d'ouverture du droit. Le versement de ces allocations est subordonné à la présentation de l'enfant aux examens médicaux préventifs rendus obligatoires dans le cadre de la législation applicable en matière de protection maternelle et infantile, et donnant lieu à l'établissement de certificats de santé. Un décret en Conseil d'Etat doit fixer prochainement les modalités d'application de cette législation et notamment sa date d'entrée en vigueur à très brève échéance.

Agence nationale pour l'emploi (Pointage des chômeurs).

15537. — 13 décembre 1974. — **M. Mesmin** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'obligation qui est faite à certains chômeurs d'aller pointer dans un bureau de l'Agence nationale pour l'emploi, très éloigné de leur domicile. A titre d'exemple, un chômeur habitant à l'extrême sud du seizième arrondissement de Paris (porte de Saint-Cloud) doit aller pointer cité Charles-Gordon, dans le neuvième arrondissement, entre les stations de métro Pigalle et Saint-Georges, ce qui nécessite deux changements de métro et représente un voyage aller et retour de 13 km. Il lui demande s'il ne serait pas possible, pour un cas de ce genre, d'autoriser le chômeur à aller pointer plus près de son domicile, par exemple rue Sextius-Michel, à Paris (15°), ou, mieux encore, à la mairie de Boulogne.

Réponse. — Les services de l'agence nationale pour l'emploi, répartis par zone de compétence, sont structurés à Paris de manière que les tâches de contrôle d'inactivité des demandeurs secourus soient séparées, quant aux personnels et aux locaux, des tâches d'information, de conseil et de placement. Toutes ces missions participant du même processus, des inter-relations permanentes s'établissent nécessairement au niveau de l'ensemble que constituent l'antenne administrative et l'unité opérationnelle pour suivre la situation des demandeurs de leur ressort. C'est dans ces conditions que le centre administratif Charles-Gordon fonctionne avec l'agence de Paris-Chaillot qui couvre le 16^e arrondissement. Consciente des inconvénients pouvant résulter pour les intéressés du déplacement, en général bi-mensuel, imposé par l'obligation du contrôle, l'A.N.P.E. se préoccupe d'apporter, autant que possible, des accommodements à cette sujétion: ainsi, dans la limite des indications concernant les jours et heures d'ouverture des centres, les usagers ont-ils le choix du moment du « pointage » ce qui leur permet lorsqu'ils doivent utiliser les transports en commun, d'éviter l'affluence des voyageurs. Par ailleurs, des études sont actuellement en cours sur le contrôle des demandeurs d'emploi qui devraient aboutir à un allègement substantiel des formalités auxquels ceux-ci sont actuellement soumis.

UNIVERSITES

*Etudiants (meetings à caractère politique
tenus dans des locaux universitaires).*

16179. — 18 janvier 1975. — **M. François Bérard** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** s'il lui paraît normal que des meetings à caractère politique puissent se tenir dans des locaux universitaires tel celui organisé le 21 décembre 1974 à la Sorbonne (amphithéâtre Richelieu) pour protester contre une décision de justice dans le cadre d'une série de manifestations dont **M. le ministre de la justice** a souligné lui-même devant l'Assemblée nationale le caractère « intolérable » et les mesures qu'il compte prendre pour prévenir le renouvellement de pareils faits.

Réponse. — Aux termes de l'article 36 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, « les étudiants disposent de la liberté d'information à l'égard des problèmes politiques, économiques et

sociaux dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et ne troublent pas l'ordre public ». Le professeur délégué de l'ordre dans les locaux de la Sorbonne mis à la disposition de l'université de Paris I a été saisi par des étudiants de l'université, qui compte 7 000 étudiants en droit, d'une demande d'utilisation, le 20 décembre 1974, de 20 à 22 heures, d'un amphithéâtre afin d'y tenir une réunion-débat relative aux « conditions du procès Goldmann ». En application des dispositions de la loi d'orientation rappelées ci-dessus, cette autorisation a été accordée, puis, pour des raisons d'opportunité, repoussée au 21 décembre de 19 h 30 à 22 h 30. Toutes les précautions avaient été prises pour que la réunion, qui s'est tenue dans l'amphithéâtre Richelieu, se déroule sans incident. L'esprit de la loi d'orientation a été respecté puisque la réunion qui s'est tenue un samedi à partir de 19 h 30 ne risquait pas de nuire à l'enseignement dispensé habituellement dans l'amphithéâtre concerné, et qu'il n'en est résulté aucun trouble pour l'ordre public.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Article 139, alinéa 3, du règlement.)

Permis de construire (sanctions plus sévères aux infractions à l'obligation d'affichage sur le terrain).

16794. — 15 février 1975. — M. Massot rappelle à M. le ministre de l'équipement la question écrite qu'il lui posait le 19 novembre 1974 sous le numéro 14991, par la voie du *Journal officiel* au sujet de l'obligation de l'affichage du permis de construire sur les terrains où doivent être édifiées des constructions. Il attirait son attention sur le fait que l'affichage sur le terrain était la seule publicité efficace à l'égard des tiers : locataires occupant les lieux, voisins et d'une façon générale toutes les personnes intéressées directement ou indirectement par la démolition d'un vieil immeuble et la construction d'un nouveau. M. le ministre de l'équipement a bien voulu répondre (*Journal officiel* du 18 janvier 1975) en faisant référence au projet de loi n° 157 déposé sur le bureau du Sénat, projet qui prévoit des dispositions particulières de protection des locataires en cas d'éviction pour reconstruction ou modernisation de leur immeuble. Les dispositions prévues sont, sans aucun doute, efficaces, mais elles ne concernent que les seuls occupants de l'immeuble en voie de démolition et de reconstruction. Elles n'apportent aucun moyen d'information pour tiers en général : les voisins qui peuvent subir un grave préjudice du fait des travaux envisagés dans l'immeuble contigu, les personnes qui s'intéressent à l'aspect esthétique, aux souvenirs historiques d'un vieux quartier menacé de disparition. Cette information ne peut leur être fournie que par l'affichage sur le terrain du permis de construire, formalité exigée par le décret n° 70-146 du 28 mai 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 87 du code de l'urbanisme et de l'habitation et dont l'observation est sanctionnée par une amende de 2000 francs. Bien qu'il s'agisse d'une formalité peu contraignante, de nombreux promoteurs négligent de l'accomplir, préférant sans doute s'exposer au paiement d'une amende plutôt que d'alerter les tiers pendant la période où leurs réclamations sont recevables. Une observation stricte de l'obligation d'affichage devrait donc être exigée. C'est pourquoi il lui demande s'il n'envisage pas de rendre plus lourdes les sanctions prévues lorsque le permis de construire n'a pas été affiché sur le terrain, la seule sanction pouvant avoir une réelle efficacité étant évidemment la nullité du permis de construire et l'interdiction d'exécuter les travaux lorsque ledit permis n'a pas été affiché sur le terrain.

Hôpitaux (organisation et rémunération des services de garde).

16807. — 15 février 1975. — M. Cousté attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur le problème des services de garde dans les hôpitaux publics. En effet, il est indispensable pour la continuité des soins qui conditionne le bon fonctionnement et l'efficacité d'un hôpital que soit respectée la réglementation des services de garde. Or il apparaîtrait que le décret n° 73-146 du 15 février 1973, complété par l'arrêté du 15 février 1973, relatif à l'organisation, la récupération et l'indemnisation des gardes du personnel médical ne recevrait une application correcte ni du point de vue de l'organisation des gardes ni du point de vue de la rémunération de celles qui sont effectuées. C'est pourquoi il lui demande si, en tant que ministre de tutelle des hôpitaux, elle s'est préoccupée de cette situation et comment elle entend faire appliquer la réglementation ou modifier celle-ci si elle est apparue inapplicable.

Espaces verts (construction d'un ensemble commercial sur le seul espace vert de la cité Lapujade-Bonnefoy, à Toulouse).

16822. — 15 février 1975. — M. Andrieu fait part à M. le ministre de l'équipement de l'émotion qui s'est emparée des locataires et copropriétaires de la cité Lapujade-Bonnefoy, à Toulouse, lorsqu'ils ont constaté que le promoteur, la Société Deromedl, était en train d'édifier une construction à usage soit-disant commercial faisant disparaître le seul espace vert d'environ 1 800 mètres carrés qui existait pour un ensemble de 500 logements, dépourvu par ailleurs de toute aire de jeux, de tous locaux socio-culturels, ceci constituant un défi de béton à la qualité de la vie. Cette situation a donné lieu d'ailleurs à de nombreuses interventions des responsables de cette cité auprès de ces deux ministères respectifs et même auprès de M. le Président de la République, sans parler des autorités locales, maire et préfet, qui n'ont donné à ce jour aucune réponse. Or les travaux s'accroissent de façon à rendre impossible la récupération de ces espaces verts. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre d'urgence des mesures conservatoires pour interrompre les travaux, ordonner une enquête et tenir compte des impératifs si souvent invoqués pour la sauvegarde de l'environnement et du cadre de vie, mais trop souvent méconnus dans la réalité des faits, dont la cité Lapujade-Bonnefoy est un bien triste exemple.

H. L. M. (limitation des hausses de loyers).

16850. — 15 février 1975. — M. Labbé appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement sur les hausses des loyers exigées de leurs locataires par certains organismes H. L. M. Sans doute ces organismes sont-ils tenus d'assurer l'équilibre de la gestion de l'ensemble de leur patrimoine, ce qui leur impose de pratiquer des loyers calculés en fonction de cet objectif dans la limite de maxima réglementairement définis. Les majorations ne doivent pas entraîner, d'un semestre par rapport au semestre précédent, une hausse supérieure à 10 p. 100. On peut cependant observer que des offices qui connaissent sans doute des difficultés financières usent de la possibilité qu'ils ont de pratiquer une péréquation entre les loyers d'immeubles entrés dans leur patrimoine à des époques différentes pour appliquer aux plus anciens des hausses semestrielles à répétition de 10 p. 100. De tels ajustements sont excessifs dans le climat inflationniste actuel et ils risquent de déclencher des réactions d'augmentations en chaîne. Il apparaît indispensable que les loyers payés par les occupants d'H. L. M. qui appartiennent aux catégories de la population ayant les ressources les plus modestes ne puissent faire l'objet d'augmentations que leur répétition rend intolérables. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il envisage de prendre dans le cadre de la lutte contre l'inflation pour maintenir dans des limites raisonnables les hausses des loyers exigées par les organismes d'H. L. M.

H. L. M. (attribution de logements : modification des critères de priorité dans la région parisienne).

16852. — 15 février 1975. — M. Jans avait déposé le 11 août 1973 une question écrite à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, enregistrée sous le numéro 4085, pour attirer son attention sur les critères de priorité retenus dans la région parisienne pour les attributions de logements H. L. M. Dans sa réponse parue au *Journal officiel* du 22 septembre 1973, il lui faisait savoir qu'une réforme de l'arrêté du 1^{er} octobre 1968 fixant ces conditions d'attribution était actuellement à l'étude. Il demande à M. le ministre de l'équipement si les résultats de l'étude entreprise sont maintenant connus et les modifications qu'ils peuvent apporter sur le problème des critères de priorité, notamment en ce qui concerne la surface habitable : en effet, d'après l'actuelle législation, seuls les locataires ne disposant pas de plus de 4 mètres carrés par personne peuvent être reconnus prioritaires. De plus, il serait nécessaire d'ajouter à cette condition celle concernant la situation des familles qui, pour échapper à la crise du logement, paient des loyers très nettement supérieurs à leurs moyens. Certaines consacrent au loyer plus de 30 p. 100 de leurs revenus et se trouvent placées devant des situations dramatiques lorsque intervient la maladie, le chômage, le reclassement, etc.

Finances locales (augmentation des crédits versés par l'Etat pour l'entretien de la voirie et les travaux de déneigement).

16879. — 15 février 1975. — M. Besson attire l'attention de M. le ministre de l'équipement sur la vive irritation des élus départementaux devant la trop faible augmentation des crédits versés par l'Etat pour l'entretien de la voirie nationale secondaire transférée aux départements et, dans les départements de montagne, devant l'insuffisance de la prise en considération des charges de déneigement des mêmes voiries. Il lui demande s'il ne conviendrait pas : 1° d'indexer les crédits d'Etat, pour l'entretien du réseau national secondaire transféré, sur l'évolution des indices de coût

des travaux et, en particulier, l'indice T. P. 34; 2° de prévoir pour les départements de montagne, en plus de la subvention pour l'entretien de cette voirie, une dotation au kilomètre pour son déneigement.

Pétrole (constitution de moyens supplémentaires de stockage de produits pétroliers à la Réunion).

16898. — 15 février 1975. — **M. Debré** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** si son attention a été attirée sur l'insuffisance des capacités de stockage de produits pétroliers dont dispose le département de la Réunion et s'il n'estime pas utile d'appeler l'attention des sociétés pétrolières intéressées sur la nécessité de prévoir dans les meilleurs délais la constitution de moyens supplémentaires de stockage.

Commerçants et artisans (aide pour la reconversion des commerçants et artisans dont l'activité est compromise par la rénovation urbaine).

16979. — 15 février 1975. — **M. Hage** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la mise en œuvre de l'article 52 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat. Cet article prévoit que « les commerçants et artisans dont la situation est compromise de façon irrémédiable du fait d'une opération d'équipement collectif engagée par une collectivité publique ou un organisme en dépendant, et en priorité du fait d'une opération de rénovation urbaine, peuvent recevoir une aide pour leur reconversion lorsqu'ils ne bénéficient pas d'une indemnisation directe ». Cette mesure a été inspirée par le souci de trouver une solution équitable à la situation, jusqu'alors sans issue, des commerçants ou artisans dont l'activité a été sérieusement et durablement compromise par une opération d'équipement collectif mais qui ne remplissent pas les conditions juridiques leur ouvrant le droit à une indemnisation directe (indemnité d'expropriation s'ils sont propriétaires, ou d'éviction s'ils sont locataires). En effet, certaines opérations d'équipement collectif, par leur ampleur et leur durée, peuvent avoir des conséquences préjudiciables sur les conditions d'exploitation des entreprises commerciales ou artisanales voisines : disparition progressive de la clientèle habitant les immeubles démolis ; impossibilité pour la clientèle de continuer à fréquenter tel ou tel magasin après la réalisation d'un ouvrage important, par exemple un ouvrage routier ou autoroutier. Ces fonds ne peuvent désormais, ni procurer de revenus suffisants, ni être négociés. Leurs propriétaires se trouvent ainsi « bloqués » dans une situation qui ne leur laisse aucun espoir. L'article 1^{er} du décret n° 74-64 du 28 janvier 1974 précise que les personnes susceptibles de bénéficier de cette aide devront être touchées par des opérations qui figureront sur une liste arrêtée par le ministre de l'industrie. Jusqu'à présent, aucune suite ne paraît avoir été réservée à ces dispositions législatives ; la liste des opérations susceptibles de provoquer l'aide aux commerçants et artisans dont la situation est compromise par suite de la réalisation de ces projets ne paraît avoir été publiée. En outre, aucun commerçant ou artisan concerné ne paraît, à ce jour, avoir pu bénéficier de ces mesures d'aide. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage actuellement pour que l'article 52 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat entre enfin dans le domaine des applications concrètes.

Lotissements (majorités de propriétaires auxquelles le dossier d'un lotissement peut être modifié).

16981. — 15 février 1975. — **M. Philibert** expose à **M. le ministre de l'équipement** que l'article 38 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967 subordonne la modification des documents du dossier approuvé d'un lotissement à l'accord des trois quarts ou deux tiers des propriétaires détenteurs ensemble respectivement les deux tiers ou trois quarts des superficies. Par ailleurs, l'article 6 du décret n° 59-898 du 28 juillet 1959 précise que font partie du dossier du lotissement : les plans de situation, le règlement, le programme des travaux et les statuts de l'association syndicale libre. Il résulte des travaux préparatoires de l'article 38 qu'il a pour finalité d'éviter l'intangibilité des documents en rendant nulle de plein droit la fixation de majorités plus sévères pour leur modification (Conseil d'Etat, 5 décembre 1973). Dès lors, se pose la question de savoir si des majorités plus souples peuvent être admises. Une réponse négative paraît devoir être exprimée sur le point de la modification des documents autres que les statuts, à propos desquels l'administration se doit d'exercer son contrôle en raison de leurs aspects techniques et d'urbanisme. Par contre, les statuts de l'association syndicale libre, eu égard à leurs caractères de convention de droit privé relevant très largement de l'autonomie de la volonté, devraient pouvoir être révisés à telle majorité jugée opportune par l'association libre. Cette dernière, à la différence de l'association autorisée, n'est pas assujettie à la tutelle préfectorale et la fixation d'une règle plus souple que la règle inscrite dans l'article 38 respecterait bien le vœu du législateur, qui a été de créer un remède légal à l'intangibilité. Il lui demande quelle est son interprétation.

Permis de construire (dispense de son obtention pour les grands services nationaux établissant de nouvelles unités de production).

16989. — 15 février 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre de l'équipement** que les grands services nationaux, tels que l'E.D.F., ne sont soumis à l'obtention du permis de construire, lorsqu'ils établissent de nouvelles unités de production ou de distribution, qu'en ce qui concerne les bâtiments destinés aux bureaux et à l'habitation. Ce privilège peut paraître à bon droit exorbitant. Il interdit aux élus locaux et aux administrations préfectorales toutes interventions efficaces en matière de protection de l'environnement et de défense de la qualité de la vie. Il lui demande si l'annonce du programme nucléaire français et l'implantation prochaine de centrales sera soumise à l'obtention du permis de construire pour les seuls locaux d'habitation et d'administration ou pour les installations de production elles-mêmes.

Commerçants et artisans (aide à la reconversion des commerçants voisins des anciens abattoirs de La Villette à Paris[19^e]).

17011. — 22 février 1975. — **M. Paul Laurent** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur le problème posé aux commerçants de l'avenue Corentin-Cariou, dans le 19^e arrondissement de Paris, face aux anciens abattoirs de La Villette dont la situation financière est gravement compromise du fait de l'arrêt des activités du marché national de la viande. L'article 52 de la loi d'orientation du 27 décembre 1973 qui traite du problème des commerçants connaissant une situation comparable à celle évoquée ci-dessus indique qu'ils peuvent : « recevoir une aide pour leur reconversion lorsqu'ils ne bénéficient pas d'une indemnisation directe ». En conséquence, il lui demande de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'application de cet article en faveur des commerçants concernés afin de sauvegarder leurs intérêts.

Personnel des P. T. T. (reclassement des auxiliaires et contractuels libérés par l'automatisation).

17044. — 22 février 1975. — **M. Voilquin** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur le fait que l'automatisation de certains secteurs pose des problèmes de reclassement des personnels auxiliaires ou contractuels, souvent difficiles à résoudre. Sans nier les efforts accomplis sur les plans locaux et régionaux dans ce sens, il lui demande ce qu'il compte faire en ce qui concerne le reclassement, plus particulièrement des opératrices titulaires et auxiliaires, afin que l'Etat montre le bon exemple et qu'ainsi les intéressées ne se trouvent pas pénalisées à une époque où le problème de l'emploi devient de plus en plus préoccupant.

Etablissements scolaires (répartition par chapitres des contributions de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement).

17071. — 22 février 1975. — **M. Claude Weber** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** un certain nombre de précisions relatives à l'arrêté du 16 janvier 1975 (éducation, économie, finances), lequel fixe « le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements d'enseignement privé placés sous contrat d'association à l'enseignement public ». Il demande, en particulier, pour chaque type d'établissement (lycées, collèges, etc.), quelle part, quel montant ou quel pourcentage est affecté au paiement : du personnel, des frais d'entretien des bâtiments scolaires, des dépenses d'enseignement, des frais de fonctionnement et de la nourriture. Il pose les mêmes questions concernant le montant des dépenses de même nature subventionnées par l'Etat et ce pour les établissements publics nationaux ou nationalisés, ou municipaux.

Artisanat (moniteur de gestion artisanale).

17195. — 22 février 1975. — **M. Sauzedde** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** : 1° quelles sont les qualifications requises pour devenir moniteur de gestion artisanale ; 2° quel est le montant total annuel de la dépense entraînée par la création d'un poste de moniteur de gestion (salaire, charges sociales, frais annexes), quel est le taux de la subvention de l'Etat et quel est le montant maximum de la dépense subventionnable ; 3° combien y a-t-il actuellement de moniteurs subventionnés par l'Etat dans le département du Puy-de-Dôme, quel a été le montant global de la subvention versée en 1974 pour ces moniteurs et quel est le montant de la subvention prévue pour 1975.

Psychologues (situation des psychologues attachés hospitaliers).

17413. — 1^{er} mars 1975. — **M. Balmigère** expose à **Mme le ministre de la santé** que les arrêtés de nomination des psychologues attachés hospitaliers font référence au décret n° 61-592 du 9 juin 1961 et que, d'autre part, le décret n° 74-445 du 13 mai 1974 (chapitre IV, article 24) relatif aux dispositions transitoires et diverses stipule que: « Les attachés et les résidents étrangers désignés en application du décret n° 61-592 du 9 juin 1961 ou du décret n° 63-800 du 2 août 1963 en fonctions lors de la publication du présent décret sont assujettis au régime défini par le présent décret. En ce qui concerne les attachés de nationalité française, il leur sera tenu compte de l'ancienneté qu'ils ont acquise depuis leur date d'entrée effective en fonctions en qualité d'attaché, notamment en ce qui concerne la possibilité d'accéder d'emblée: au titre d'attaché, à la prorogation par période de trois ans, au titre d'attaché en premier ou à celui de consultant attaché »... Il lui demande: 1° si l'article 24 s'applique aux psychologues attachés hospitaliers nommés en fonction du décret de juin 1961; 2° à l'initiative de quelle autorité (chef des services médicaux ou administrateur du C.I.R.) un psychologue attaché hospitalier en fonctions à la date de ce décret peut être licencié; 3° si les psychologues attachés hospitaliers qui vont être payés à l'heure selon un nouveau régime le seront selon l'article 7 du décret du 2 août 1963, c'est-à-dire à 30 p. 100 du taux forfaitaire de la vacation.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17443. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de la justice** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6 du règlement.)

Radiodiffusion et télévision nationales (dispositions concernant les programmes en cas de circonstances portant atteinte à la continuité du service).

16121. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur l'article 1.4.3, section 1.4, du chapitre I: « En cas d'événement ou de circonstance de nature à porter atteinte à la continuité de service les sociétés nationales de programme devront accepter la décision d'émissions produites par les autres sociétés sur le réseau et les canaux qui leur sont habituellement réservés », du cahier des charges de l'établissement public de diffusion et des sociétés nationales de programme institués par la loi du 7 août 1974. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si cette disposition ne lui paraît pas contraire aux principes d'autonomie de chaque chaîne tel qu'il est prévu par la loi susvisée.

Radiodiffusion et télévision nationales (appels d'offre des sociétés nationales de programmes à des sociétés cinématographiques extérieures).

16122. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur les dispositions de l'article 4, section 2, du chapitre III: « Chaque fois que la société nationale recourt à des sociétés extérieures pour la réalisation de reportages ou de chroniques d'actualité, les sociétés cinématographiques de journaux filmés seront appelées à soumissionner au même titre que les autres sociétés extérieures ». Il lui demande d'intervenir auprès des sociétés nationales de programmes pour que l'appel aux sociétés privées se limite au seul cas où les moyens de production internes aux sociétés ne permettront pas d'assurer ces reportages ou chroniques d'actualités.

Radiodiffusion et télévision nationales (financement des émissions télévisées vers l'étranger).

16123. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** demande à **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** s'il envisage de faire rembourser par l'Etat l'ensemble des dépenses entraînées par la production et la diffusion d'émissions vers l'étranger prévues par les dispositions de la section 4.3. du chapitre IV du cahier des charges de l'établissement public de diffusion et des sociétés nationales de programme instituées par la loi du 7 août 1974.

Radiodiffusion et télévision nationales (restrictions à l'exercice du droit de grève).

16124. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur la lettre d'instruction adressée aux présidents des sociétés nationales de radiodiffusion télévision française par le secrétaire d'Etat, Porte-parole du Gouvernement, reproduite dans le journal *Le Monde* du 7 janvier 1975 et selon laquelle la grève sera dorénavant exclue dans ces sociétés le samedi, le dimanche et les jours fériés. En conséquence, il lui demande s'il ne considère pas que ces instructions sont contraires aux modalités du droit d'exercice de grève inscrites dans la Constitution et s'il ne juge pas que **M. le secrétaire d'Etat, Porte-parole du Gouvernement**, devrait, en tout état de cause, apporter soit un rectificatif à ses déclarations, soit déposer sur le bureau du Parlement un projet de loi modifiant ces modalités.

Radiodiffusion et télévision nationales (financement des diffusions gratuites à la radio des communications du Gouvernement).

16125. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur l'article 2.2.1, section 2.2, du chapitre II du cahier des charges de la société nationale de radiodiffusion instituée par la loi du 7 août 1974. Il lui fait observer que selon cette disposition, les communications du Gouvernement sont diffusées gratuitement. Or, compte tenu de la faiblesse des moyens budgétaires dont disposent les organismes précités, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il envisage, malgré cette disposition, de rembourser à la radio-télévision française, le coût de production et de diffusion de ces communications.

Radiodiffusion et télévision nationales (commission paritaire de contrôle de la neutralité de la société nationale de radiodiffusion).

16126. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** indique à **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** que selon la disposition au chapitre I^{er}, section 1.3, titre 1.3.1, du cahier des charges de la société de radiodiffusion française instituée par la loi du 7 août 1974: « La société nationale de radiodiffusion étant chargée d'une mission de service public ne peut privilégier aucune famille de pensée, aucune formation politique, aucun intérêt économique ou social. » Il lui fait observer toutefois qu'aucune autorité ne semble pouvoir juger ou contrôler si l'obligation inscrite dans cette disposition est correctement respectée. Dans ces conditions il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il ne lui paraît pas possible de mettre en place une commission paritaire chargée de contrôler les organismes précités et de faire rapport chaque année à la délégation parlementaire à la radio-télévision française.

Radiodiffusion et télévision nationales (émissions hebdomadaires à destination des personnes âgées et handicapées).

16127. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** indique à **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** que le chapitre III du cahier des charges de l'établissement public de diffusion et des sociétés nationales de programme (chaîne 1-chaîne 2) institués par la loi du 7 août 1974 n'a pas prévu au nombre des émissions régulières une série particulière diffusée chaque semaine dans l'après-midi à l'attention des personnes âgées et des handicapés. Compte tenu de la situation particulière de ces usagers il lui demande s'il envisage, malgré le silence du cahier des charges sur ce point, d'inviter les sociétés nationales de programme à réaliser ces émissions.

Radiodiffusion et télévision nationales (financement des diffusions gratuites à la télévision des communications du Gouvernement).

16128. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur les dispositions de l'article 2.2.1, section 2.2, du chapitre II du cahier des charges de programme institués par la loi du 7 août 1974. Il lui fait observer que selon cette disposition, les communications du Gouvernement sont diffusées gratuitement. Or, compte tenu de la faiblesse des moyens budgétaires dont disposent les organismes précités, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il envisage, malgré cette disposition, de rembourser à la radio-télévision française le coût de production et de diffusion de ces communications.

Radiodiffusion et télévision nationales (financement par l'Etat des émissions télévisées de formation professionnelle).

16129. — 18 janvier 1975. — **M. Filloud** demande à **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** si les émissions de formation professionnelle prévues par les dispositions du chapitre III,

section 12, du cahier des charges des sociétés nationales de programme instituées par la loi du 7 août 1974, seront bien financées par l'Etat grâce aux crédits inscrits en faveur de la formation professionnelle au budget des services généraux du Premier ministre, ces émissions entrant directement dans le cadre de l'action gouvernementale en matière de formation professionnelle.

Radiodiffusion et télévision nationales (financement par l'Etat des émissions radio de formation professionnelle).

16130. — 18 janvier 1975. — M. Filloud demande à M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) si les émissions de formation professionnelle et de promotion sociale prévues par l'article 3.7.12, section 3.7., du chapitre III du cahier des charges de la société nationale de radiodiffusion instituée par la loi du 7 août 1974 seront bien financées par l'Etat grâce aux crédits inscrits en faveur de la formation professionnelle au budget des services généraux du Premier ministre, ces émissions entrant directement dans le cadre de l'action gouvernementale en matière de formation professionnelle.

Radiodiffusion et télévision nationales (commission paritaire de contrôle de la neutralité de la télévision).

16131. — 18 janvier 1975. — M. Filloud indique à M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) que selon la disposition au chapitre I, section 1.3., titre 1.3.1., du cahier des charges de l'établissement public de diffusion et des sociétés nationales de programme instituées par la loi du 7 août 1974 « l'établissement public de diffusion et les sociétés nationales de programme étant chargés d'une mission de service public ne peuvent privilégier aucune famille de pensée, aucune formation politique, aucun intérêt économique ou social ». Il lui fait observer toutefois qu'aucune autorité ne semble pouvoir juger ou contrôler si l'obligation inscrite dans cette disposition est correctement respectée. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il ne lui paraît pas possible de mettre en place une commission paritaire chargée de contrôler les organismes précités et de faire rapport chaque année à la délégation parlementaire de la radiotélévision française.

Radiodiffusion et télévision nationales (financement des émissions radio vers l'étranger).

16132. — 18 janvier 1975. — M. Filloud demande à M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) s'il envisage de faire rembourser par l'Etat l'ensemble des dépenses entraînées par la production et la diffusion d'émissions vers l'étranger prévues par les dispositions de l'article 4.3., section 4.1., du chapitre IV du cahier des charges de la société nationale de radiodiffusion française instituée par la loi du 7 août 1974.

Fonds de solidarité des céréaliculteurs et éleveurs (utilisation des cotisations gérées par Unigrains).

16144. — 18 janvier 1975. — M. de Poupiguët rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'une cotisation prélevée systématiquement sur toutes les livraisons de céréales aux organismes stockeurs constitue les ressources du fonds de solidarité des céréaliculteurs et des éleveurs géré par Unigrains, dont l'une des sections : section II, sous-section IE2, concerne les secteurs : organisation des marchés ; organisation de la production dont les caisses de péréquation ; connaissance de la production et des marchés ; fonds de caution mutuelle ; aviculture. Ces ressources devraient permettre d'atténuer les distorsions de revenus entre productions céréalières et productions animales. Elles pourraient d'ailleurs être particulièrement efficaces si, à l'exemple des subventions accordées à l'exportation par le F.O.R.M.A. pour les viandes bovines et porcines, elles étaient en partie utilisées pour subventionner l'exportation de la production avicole. Or, il semble qu'en réalité les sommes ainsi disponibles sont principalement utilisées à renflouer des entreprises coopératives en difficultés ou à permettre à des coopératives de racheter d'autres affaires. Si tel est bien le cas, il est alors évident que les distorsions de concurrence qui résultent de ces interventions mettent elles-mêmes en difficulté les entreprises les mieux gérées, quelle que soit leur forme juridique, et constituent un élément important de la dégradation des marchés. Il lui demande, afin de faire toute la lumière sur l'emploi des fonds en cause, de bien vouloir faire connaître la liste des entreprises et des organismes bénéficiaires des fonds de la section II, sous-section I, du fonds de solidarité des céréaliculteurs et des éleveurs géré par Unigrains ainsi que les sommes versées à chacun d'eux depuis le début de l'activité du F.S.C.E. Il souhaiterait que la réponse à cette question précise si les fonds en cause ont été attribués à titre de prêts ou de subventions. Si certains constituent des prêts, dans quelles conditions ont-ils été accordés et dans quelles proportions ont-ils été jusqu'à présent remboursés.

Constructions scolaires

(participation de l'Etat sur la base du montant réel des dépenses).

16155. — 18 janvier 1975. — M. Montagne attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème posé aux petites communes, soucieuses d'accueillir les enfants dans des locaux conviviaux et adaptés et qui ont décidé la construction d'un groupe scolaire. Elles ont constaté que les subventions accordées par l'Etat n'ont pas varié depuis plus de dix ans en dépit de l'augmentation du coût de la construction de 252,3 p. 100. De plus, le programme scolaire a été accru en janvier 1974 (circulaire ministérielle du 20 août 1973) entraînant l'obligation de construire des ateliers, des bibliothèques, des salles polyvalentes. Il lui demande donc si l'Etat ne pourrait participer aux dépenses des communes pour les constructions scolaires sur la base du montant réel des dépenses effectuées.

Recherche médicale (crédits pour le fonctionnement du centre national de prévention et de recherche sur la myopathie).

16156. — 18 janvier 1975. — M. Jean Briane attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur le problème important que pose la lutte contre la myopathie et sur la nécessité de prévoir une augmentation importante des crédits budgétaires qui lui sont affectés. Au cours de l'examen du projet de loi de finances pour 1974, le ministre de la santé publique avait pris l'engagement d'assurer par des crédits publics le fonctionnement du centre national de prévention et de recherche sur la myopathie, dont l'action est primordiale pour la prévention et le traitement de cette maladie. Il lui rappelle la déclaration qu'elle a faite elle-même à l'Assemblée nationale au cours de l'examen du budget du ministère de la santé pour 1975, d'après laquelle des crédits sont prévus en 1975 pour la construction d'un laboratoire de l'I. N. S. E. R. M. auprès de la Croix-Rouge de Meaux, cette construction devant commencer au printemps et se terminer en dix-huit mois. Il lui demande de bien vouloir donner l'assurance que les engagements qui ont été pris par elle-même et par son prédécesseur seront intégralement réalisés.

Emploi (menaces sur l'emploi des salariés de la société Chopuzet de Bordeaux [Gironde]).

16171. — 18 janvier 1975. — M. Odru rappelle à M. le ministre de l'équipement sa question à l'Assemblée nationale concernant la situation des 2 500 travailleurs de la société Chopuzet. Depuis, cette situation n'a fait que s'aggraver et le tribunal de commerce de Bordeaux vient de décider la mise en liquidation judiciaire de la société. Les syndicats C. G. T., C. F. D. T. et C. G. C. ainsi que le comité de défense exigent une solution globale garantissant l'emploi de tous les salariés. Cette revendication est légitime car les salariés ne sont en rien responsables de la gestion financière de la société et des différends opposant le pool bancaire à la direction Chopuzet. Solidaire des travailleurs menacés dans leur emploi, il lui demande quelles mesures il a prises pour sauvegarder l'emploi des 2 500 ouvriers, employés, techniciens et cadres de la société Chopuzet.

Elevage (interdiction de la pratique du paiement par billets d'ordre aux éleveurs sur les foires).

16175. — 18 janvier 1975. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dangers que représente, pour les éleveurs, le fait qu'un certain nombre de marchands de bestiaux utilisent de plus en plus, sur les foires, un mode de paiement différé des sommes dues aux agriculteurs par billets à ordre. Il lui rappelle que l'article 13 de la loi de finances rectificative n° 66-948 du 22 décembre 1966 stipule que le règlement des transactions portant sur des animaux vivants ou sur les viandes ou les produits de l'abatage des mêmes animaux, doit être effectué soit par chèque barré, soit par virement en banque ou à un C. C. P. Il n'est pas tolérable de demander aux agriculteurs, qui constituent, dans le circuit de la viande, le maillon le plus vulnérable, de jouer le rôle de banquiers de tous les intermédiaires. Les effets de commerce remis par les marchands de bestiaux sur les foires ne peuvent pas être escomptés et constituent, pour les éleveurs, un risque trop grand, dans le cas de faillite ou de cessation de paiement de leurs débiteurs. Il lui demande si, pour mettre fin à ces pratiques et éviter des difficultés de trésorerie aux intermédiaires, auxquels l'acheteur d'aval demande des délais de paiement de plus en plus longs, et qui, dans le même temps, subissent un encadrement de crédit sévère, il n'y a pas lieu, d'une part, de prendre toutes mesures utiles pour faire respecter les dispositions de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat relatives au paiement, par les entreprises commerciales, de leurs achats de produits alimentaires périssables (art. 41) et, d'autre part, de prendre, soit par voie réglementaire, soit sur le plan législatif, toutes dispositions utiles afin de rendre obligatoire, sur tout le circuit commercial, le paiement dans les dix jours de toutes viandes fraîches ou réfrigérées, ce qui permettrait d'écartier la pratique du paiement différé sur les foires.

Négociants de bestiaux (gratification de membres de la famille en remerciement d'une aide: exclusion de l'assiette des cotisations agricoles sociales).

16197. — 18 janvier 1975. — **M. Valbrun** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que dans le commerce de négoce de bestiaux il est fréquent que le négociant soit amené à gratifier certains membres de la famille de l'éleveur en remerciement de l'aide qu'ils ont pu apporter dans les opérations matérielles de chargement des bestiaux dans les bétailières par exemple. Il lui demande si de telles gratifications peuvent être considérées, eu égard à leur modicité, comme exclues de l'assiette des cotisations et, dans la négative, si, au contraire elles doivent être reprises en tant que salaires et soumises au régime agricole.

Zones de montagne (consultation des professionnels de l'agriculture sur le nouveau zonage du département de la Savoie).

16200. — 18 janvier 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** demande à **M. le ministre de l'Agriculture** s'il ne lui paraît pas opportun de consulter les professionnels de l'agriculture avant qu'un classement définitif soit arrêté en ce qui concerne le nouveau « zonage » du département de la Savoie concernant la montagne et les zones défavorisées. Il lui signale l'inquiétude suscitée par le précédent de l'arrêté du 20 février 1974 classant diverses communes en dehors de toute consultation professionnelle.

Urbanisme (destination à donner à l'excédent résultant de l'opération du grand ensemble Massy-Antony).

16205. — 18 janvier 1975. — **M. Juquin**, se référant à sa question du 28 juillet 1973, expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur** que le bilan définitif de l'opération de construction du grand ensemble de Massy-Antony fait apparaître un excédent important. Cette somme ne saurait de toute évidence qu'être utilisée pour les habitants des deux communes intéressées. Or, l'Etat envisage de prélever sur cet excédent une somme de 12 000 000 de francs (1,2 milliard ancien) pour financer la réalisation d'une voie de desserte dite du « G.E.M.A. ». Selon les services de l'équipement, cette liaison se rattacherait au projet de prolongement de l'autoroute A10. Même si l'on admet le bien-fondé d'une pénétration de cette autoroute dans la banlieue sud de Paris, la voie de desserte du G.E.M.A. apparaît sans utilité réelle alors qu'elle causerait des nuisances considérables. En effet, une partie de son tracé est prévue en passage aérien pour franchir des voies ferroviaires de la S.N.C.F. et de la ligne de Sceaux. A l'inesthétique s'ajouteraient la pollution et le bruit du trafic s'échouant au niveau des étages des immeubles: il est aberrant de concevoir de tels projets, contre lesquels la réprobation des populations devient de plus en plus grande dans toute la France. L'irrationalité est d'autant plus marquée que les habitants de Massy et d'Antony ne tireraient pas un grand profit pratique du « G.E.M.A. ». Tout au plus peut-on penser que cette voie contribuerait à desservir un centre commercial du type de ceux de Vélizy ou de Belle-Epine, centres dont l'utilité n'est pas non plus évidente compte tenu de l'existence de commerces nombreux et variés dans la région. L'excédent réalisé par la société d'économie mixte « S.A.E.G.E.M.A. » doit être utilisé pour améliorer la vie dans le grand ensemble de Massy-Antony et non pour financer un projet de route qui, même s'il était valable, incomberait à l'Etat et à lui seul. La somme disponible de 12 millions permettra d'améliorer les espaces verts, d'installer des aires de jeux pour les enfants, etc., des parkings souterrains doivent être construits (il n'existe actuellement que 0,7 place de stationnement par logement, alors qu'il en faudrait 1,5). Des aménagements sont nécessaires pour améliorer la sécurité des piétons. Les habitants, leurs associations et leurs élus ne manquent pas de propositions. Il lui demande en conséquence: 1° s'il s'engage à ce que soit rapidement restituée aux habitants de Massy et d'Antony l'intégralité des excédents sur opération; 2° s'il compte abandonner définitivement le projet du « G.E.M.A. ».

Urbanisme (destination à donner à l'excédent résultant de l'opération du grand ensemble Massy-Antony).

16207. — 18 janvier 1975. — **M. Juquin**, se référant à sa question du 28 juillet 1973, expose à **M. le ministre de l'Équipement** que le bilan définitif de l'opération de construction du grand ensemble de Massy-Antony fait apparaître un excédent important. Cette somme ne saurait de toute évidence qu'être utilisée pour les habitants des deux communes intéressées. Or, l'Etat envisage de prélever sur cet excédent une somme de 12 millions de francs (1,2 milliard ancien) pour financer la réalisation d'une voie de desserte dite du Gema. Selon les services de l'équipement, cette liaison se rattacherait au projet de prolongement de l'autoroute A10. Même si l'on admet le bien-fondé d'une pénétration de cette autoroute dans la banlieue sud de Paris, la voie de desserte du Gema apparaît sans utilité réelle alors qu'elle causerait des

nuisances considérables. En effet, une partie de son tracé est prévue en passage aérien pour franchir des voies ferroviaires de la S.N.C.F. et de la ligne de Sceaux. A l'inesthétique s'ajouteraient la pollution et le bruit du trafic s'échouant au niveau des étages des immeubles: il est aberrant de concevoir de tels projets, contre lesquels la réprobation des populations devient de plus en plus grande dans toute la France. L'irrationalité est d'autant plus marquée que les habitants de Massy et d'Antony ne tireraient pas un grand profit pratique du Gema. Tout au plus peut-on penser que cette voie contribuerait à desservir un centre commercial du type de ceux de Vélizy et de Belle-Epine, centre dont l'utilité n'est pas non plus évidente compte tenu de l'existence de commerces nombreux et variés dans la région. L'excédent réalisé par la société d'économie mixte S.A.E.G.E.M.A. doit être utilisé pour améliorer la vie dans le grand ensemble de Massy-Antony et non pour financer un projet de route qui, même s'il était valable, incomberait à l'Etat et à lui seul. La somme disponible de 12 millions permettra d'améliorer les espaces verts, d'installer des aires de jeux pour les enfants, etc.; des parkings souterrains doivent être construits (il n'existe actuellement que 0,7 place de stationnement par logement, alors qu'il en faudrait 1,5). Des aménagements sont nécessaires pour améliorer la sécurité des piétons. Les habitants, leurs associations et leurs élus ne manquent pas de propositions. Il lui demande en conséquence: 1° s'il s'engage à ce que soit rapidement restituée aux habitants de Massy et d'Antony l'intégralité des excédents sur opération; 2° s'il compte abandonner définitivement le projet du Gema.

Cheminots (revendications des cheminots anciens combattants).

16214. — 18 janvier 1975. — **M. Lerue** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur le contentieux qui oppose le Gouvernement aux cheminots anciens combattants. Il lui fait observer que ce contentieux porte sur les points suivants: 1° la situation des déportés politiques, pour lesquels les intéressés demandent un droit aux bonifications de campagne pour les services accomplis par les titulaires de la carte du combattant volontaire de la Résistance, par assimilation aux droits reconnus aux Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande; 2° la situation des retraités percevant le minimum de pension, pour lesquels les intéressés demandent que les cheminots anciens combattants perçoivent le minimum de pension prévu par la loi et en sus les bonifications de campagne découlant du droit à réparation; 3° la situation des agents des réseaux secondaires pour lesquels les intéressés demandent que le décret n° 70-126 du 6 février 1970 soit complété en ce qui concerne la validation des services antérieurs à l'affiliation, afin que les agents retraités antérieurement au 30 septembre 1968 bénéficient des modalités résultant de ce décret et que les agents de réseaux secondaires soient mis à parité avec les agents du réseau national; 4° la situation des veuves des agents morts pour la France, pour lesquelles les intéressés demandent que les mesures accordées en 1966 aux veuves de fonctionnaires morts pour la France soient étendues aux veuves de cheminots. Il lui demande quelles suites il pense pouvoir réserver à ces revendications parfaitement justifiées.

Accidents du travail (prise en charge par la mutualité sociale agricole des accidents survenant aux aides bénévoles).

16221. — 18 janvier 1975. — **M. d'Allières** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que la loi du 25 octobre 1972, transférant à la mutualité sociale agricole les accidents du travail dans l'agriculture, a exclu de son champ d'application la garantie accordée aux aides bénévoles. Or, dans de nombreuses exploitations, petites et moyennes, des membres de la famille de l'exploitant apportent souvent, notamment pendant les vacances, une aide bénévole pour les travaux agricoles. Dans l'ancien système ils étaient garantis par les contrats conclus auprès des compagnies d'assurances, qui prenaient simplement comme base le revenu cadastral et le nombre de journées de travail. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'inclure la garantie de ce risque dans le contrat prévu par la mutualité sociale agricole.

Bruit (mesures à prendre en vue de réduire les nuisances dues à l'aéroport d'Orly).

16237. — 18 janvier 1975. — **M. Kalinsky** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** les propositions qu'il avait formulées dans sa question écrite n° 12957 du 10 août 1974 et qui viennent d'être reprises dans un avis émis par une très grande majorité des maires riverains de l'aéroport d'Orly au cours de la réunion qui s'est tenue le 3 décembre 1974 sous la présidence de **M. le préfet du Val-de-Marne**, à savoir: une inflexion vers le Sud de la trajectoire de décollage face à l'Est des avions et ce le plus tôt possible après le décollage afin de survoler les massifs boisés et diminuer très sensiblement le bruit subi par les communes de Valenton, Limeil-Brevannes, Bolssy-Saint-Léger et Sucy-en-Brie; un point de virage situé le plus à l'Est possible du département pour les avions qui prennent une route au Sud et en conséquence l'implantation d'une balise supplémentaire de radioguidage sur un terrain à déter-

minier dans le bois Notre-Dame; l'allongement des deux pistes principales de l'aéroport d'Orly de façon à neutraliser les parties de piste les plus proches des agglomérations; l'application systématique sur l'ensemble des avions des techniques actuelles de réduction du bruit des moteurs; la mise en place d'un réseau plus serré de contrôle des niveaux de bruit au-dessus de la région parisienne et l'application de sanctions plus sévères en cas de dépassement du niveau autorisé. Cette réunion a pu avoir lieu à la suite des nombreuses protestations des populations concernées et les avis émis ont été transmis à M. le secrétaire général de l'aviation civile. Il lui demande si des dispositions ont été prises pour répondre favorablement à ces avis des élus concernés et la date, qu'il espère la plus rapprochée possible, à laquelle il y sera répondu.

Conseils juridiques

(droit de faire état du diplôme d'aptitude aux fonctions de notaire).

16241. — 18 janvier 1975. — M. Lauriol expose à M. le ministre de la justice qu'en vertu de la loi n° 51-636 du 24 mai 1951, il est interdit aux agents d'affaires et conseils juridiques d'utiliser dans le cadre de leur activité certains titres (parmi lesquels ceux d'ancien notaire ou de notaire honoraire) et de se prévaloir de certains diplômes professionnels (parmi lesquels celui d'aptitude aux fonctions de notaire). Or, l'article 56 du décret n° 72-670 du 13 juillet 1972 relatif à l'usage du titre de conseil juridique précise que ne constitue pas une publicité prohibée le fait pour un conseil juridique de faire figurer dans sa correspondance ses titres ou diplômes universitaires ou professionnels. Parmi l'énumération des titres et diplômes considérés comme équivalents à la licence ou au doctorat en droit pour l'exercice des activités de conseils juridiques, l'article 2 de ce même décret mentionne précisément le « diplôme d'aptitude aux fonctions de notaire ». En l'état des textes susrappelés, il lui demande si le conseil juridique a le droit de mentionner dans sa correspondance le diplôme professionnel d'aptitude aux fonctions de notaire.

industrie mécanique (maintien et développement sur place des activités de l'entreprise Amtec-France de Nanterre).

16254. — 18 janvier 1975. — M. Barbet attire l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur les graves inquiétudes ressenties par les travailleurs de l'usine de Nanterre de l'entreprise Amtec-France quant au maintien sur place de ses activités. L'entreprise ne dispose pas de charges de travail suffisantes alors qu'elle appartient au secteur de la machine-outil qui entre pour une part importante dans le déficit de la balance des paiements puisque la France doit pourvoir 50 p. 100 de ses besoins par l'importation. Des informations obtenues, il s'avérerait que la direction de l'entreprise entreprendrait des travaux d'agrandissement de ses installations de province aux dépens de ses activités à Nanterre. Des menaces de licenciement pèsent donc sur les travailleurs d'Amtec-France. Devant la crise de l'emploi qui sévit actuellement dans la région parisienne, et dans tout le pays, et dont le Gouvernement commence à reconnaître la gravité, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il envisage de prendre pour le maintien et le développement sur place des activités de l'entreprise Amtec-France.

Successions (définition juridique et fiscale du testament-partage).

16792. — 15 février 1975. — M. Commenay expose à M. le ministre de la justice que, d'après la réponse à la question écrite n° 7309 posée par M. Ribadeau-Dumas (*Journal officiel*, Débats, Assemblée nationale, du 9 mars 1974, p. 1106), un testament ordinaire par lequel une personne sans postérité a divisé ses biens entre plusieurs bénéficiaires ne serait pas un partage. Cette affirmation est surprenante, car le caractère essentiel d'un partage est l'action de diviser une chose en parts. C'est précisément ce que fait un testament quand il répartit sa succession entre ses ascendants, son conjoint, ses héritiers collatéraux ou de simples légataires. Le principe énoncé par l'administration fiscale semble donc très discutable et ne paraît pas constituer une raison valable pour refuser de modifier le régime actuel de l'enregistrement des testaments. Il lui demande de faire connaître son avis à ce sujet.

Fiscalité immobilière (imperfection du décret du 30 janvier 1975 relatif aux déductions fiscales pour isolation thermique des logements).

16793. — 15 février 1975. — M. Schlosing expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 8-II de la loi de finances pour 1975 concernant les déductions fiscales relatives aux économies d'énergie a été élaboré et voté par le Parlement dans des termes précis. Le décret pris pour l'application de l'article 8-II, paru au *Journal officiel* du 30 janvier 1975, est particulièrement restrictif. En premier lieu il énumère limitativement les travaux ayant pour objet l'isolation thermique sans qu'il soit établi que cette liste est exhaustive; le décret va jusqu'à préciser les types de joints

d'étanchéité dont la pause permettra la déduction fiscale ou encore l'épaisseur minimale des isolants. En deuxième lieu, le texte énumère dans les mêmes conditions les appareils permettant la mesure ou la régulation du chauffage. En troisième lieu, le décret prévoit, dans des conditions limitatives, le remplacement d'une chaudière à fuel usagée alors que la loi visait le remplacement d'une chaudière « dans des conditions permettant une économie de produits pétroliers »; il est clair que l'économie de produits pétroliers peut résulter, soit directement, soit indirectement par voie de substitution, aussi bien d'une amélioration des conditions de fonctionnement d'un chauffage au gaz que d'un chauffage électrique par exemple; au surplus, le décret d'application impose l'utilisation d'équipements répondant aux normes définies par l'Afnor et, s'agissant des chaudières, la reprise de l'ancien appareil par le fournisseur. Il est clair, dans ces conditions, que les contribuables avertis par la presse ou ayant lu le texte de loi vont, de bonne foi, procéder à des travaux qui risquent, une fois terminés, de n'être pas admis en déduction par les services fiscaux; au motif que l'une des conditions exorbitantes posées par le décret ne se trouvera pas remplie. Dans ces conditions, il lui demande dans quel délai il compte modifier le décret n° 75-52 du 29 janvier 1975 qui n'est conforme ni à l'esprit, ni à la lettre du texte de loi pour l'application duquel il est pris.

Vin (important relèvement des forfaits applicables aux viticulteurs de la région de Toul (Meurthe-et-Moselle)).

16796. — 15 février 1975. — M. Pierre Lagorce signale à M. le ministre de l'économie et des finances que les viticulteurs de la région de Toul viennent de voir leur imposition forfaitaire considérablement relevée par l'administration compétente. Il lui demande s'il peut lui préciser sur quelle base ont été fixés les nouveaux forfaits appliqués aux viticulteurs du Toulouais, si ces forfaits correspondent bien à la politique gouvernementale selon laquelle l'impôt devrait être réparti d'une façon plus juste et quelles mesures il envisage de prendre pour que les viticulteurs du Toulouais ne soient pas injustement pénalisés, compte tenu du fait que pour vivre décemment une famille de viticulteurs doit exploiter au moins trois hectares en production.

Commerçants et artisans (résorption du déficit des caisses d'assurances et sociétés mutualistes).

16798. — 15 février 1975. — M. Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la charge supplémentaire que constitue, pour les commerçants et artisans, l'augmentation du taux des cotisations aux caisses d'assurances et aux organismes mutualistes. Cette augmentation survient à un moment où la conjoncture économique particulièrement défavorable fait baisser le chiffre d'affaires et les bénéfices. Pour de nombreux petits commerçants et artisans, une telle augmentation devient parfois insupportable. L'une des raisons principales de cette hausse des cotisations provient de la nécessité de combler un déficit de 350 millions de francs (35 milliards d'anciens francs) dû au non-paiement des cotisations par un nombre important d'assurés. La loi d'amnistie publiée au *Journal officiel* du 17 juillet 1974 a eu pour conséquence de priver les caisses de ces rentrées importantes et de les obliger à en répartir le montant sur l'ensemble des cotisants, y compris ceux qui avaient versé ponctuellement. Un tel état de chose conduit à une véritable discrimination dans ces catégories professionnelles. Il lui demande quelles mesures il compte prendre — outre l'avance de 150 millions remboursable consentie récemment — pour résorber le déficit actuel et le déficit prévisible, de nouvelles mesures semblant indispensables si l'on veut éviter une augmentation insupportable des cotisations surtout pour ceux, des commerçants et artisans, qui les ont toujours régulièrement acquittées.

Personnel des hôpitaux (extension des dispositions du décret du 10 janvier 1968 aux techniciens des services d'O. R. L. et de stomatologie).

16799. — 15 février 1975. — M. Sainte-Marie expose à M. le ministre de la santé que le décret n° 68-97 du 10 janvier 1968, paru au *Journal officiel* du 30 janvier 1968, relatif au recrutement et à l'avancement des personnels d'encadrement et l'exécution des services de pharmacie, de laboratoire et d'électro-radiologie dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics stipule dans sa section IV, sous le titre: Emploi communs aux services de pharmacie, de laboratoire et d'électro-radiologie, à l'article 19: « Le personnel commun aux services de pharmacie, de laboratoire et d'électro-radiologie comprend des aides (de pharmacie, de laboratoire et d'électro-radiologie). Les aides sont chargés notamment de la préparation du matériel et de l'entretien des appareils nécessitant des précautions spéciales ou une connaissance suffisante de leur utilisation et de leur fonctionnement ». L'hôpital public comprend dans les services médicaux communs des services de consultations d'O. R. L. et de stomatologie dont l'emploi n'est pas cité dans le décret n° 68-97 du 10 janvier 1968 à l'article ci-dessus cité. Cet emploi est occupé la plupart du temps par un agent des services intérieurs. C'était également des agents des services intérieurs »

qui occupaient avant la parution du décret, les emplois transformés depuis en emplois communs, aux services de pharmacie, de laboratoire et d'électro-radiologie. La définition du travail contenu dans l'article 19 du décret n° 68-97 du 10 janvier 1968 peut très bien s'appliquer au travail effectué dans les services d'O. R. L. et de stomatologie. Ces agents sont chargés de préparer du matériel devant servir aux soins pratiqués par le spécialiste; ils sont également chargés de l'entretien des appareils notamment de stérilisateur et de « tours » avec l'équipement dentaire. Il lui demande s'il n'estime pas que cet emploi devrait faire l'objet d'un additif au texte du 10 janvier 1968, régularisant ainsi une situation illogique qui défavorise certains agents par rapport à d'autres, alors que les agents occupant ces différents emplois ont des responsabilités semblables.

Handicapés (facilités de stationnement en faveur des titulaires de plaques G. I. C.).

16800. — 15 février 1975. — **M. Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** sur les problèmes de stationnement posés aux handicapés titulaires de la plaque de G. I. C. En effet, à l'heure actuelle, les handicapés peuvent stationner le plus près possible de l'endroit où ils se rendent, mais il ne s'agit là que d'une tolérance, ce qui entraîne souvent pour eux de très sérieuses difficultés. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que le droit de stationner soit acquis pour tous les véhicules dotés de la plaque de G. I. C.

Ex-assemblée de l'union française (application uniforme du règlement de la caisse des retraites du personnel).

16801. — 15 février 1975. — **M. Pierre Lagorce** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** les conditions exceptionnellement injustes dans lesquelles a été réglée la situation du personnel administratif de l'Assemblée de l'Union française. Ce personnel a été en effet purement et simplement licencié ou mis à la retraite d'office par le décret n° 59-616 du 12 mai 1959, pris en application de l'article 7 de l'ordonnance du 17 octobre 1958 relative au fonctionnement provisoire des pouvoirs publics. Il jouit donc du triste privilège de représenter le seul cas en France où aucun reclassement n'a été offert à des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé. Or le décret n° 74-474 du 17 mai 1974 est venu récemment modifier le décret n° 59-616 du 12 mai 1959 en accordant certains avantages à une seule des catégories du personnel de l'ancienne assemblée. Il semble difficile d'admettre le caractère fragmentaire de la mesure ainsi prise, ainsi que les conditions arbitraires dans lesquelles elle l'a été, la commission prévue par l'article 7 de l'ordonnance du 17 octobre 1958 n'ayant pas été consultée. Autant on peut se féliciter de voir le Gouvernement revenir sur cette pénible affaire, autant il est regrettable qu'il ait aggravé une injustice, en rétablissant partiellement certains des fonctionnaires de l'ancienne assemblée dans les droits que leur accordait le règlement de leur caisse de retraites, et en sacrifiant les autres. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui apparaît pas nécessaire, de prendre à bref délai toutes mesures utiles pour redresser cette situation, et faire bénéficier l'ensemble dudit personnel, des dispositions du règlement de sa caisse de retraites, notamment de son article 19.

Impôt sur le revenu (déduction pour frais professionnels de gérants minoritaires d'une S. A. R. L. du bâtiment).

16802. — 15 février 1975. — **M. Brillouet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en application des dispositions de l'article 5 de l'annexe IV du C. G. I., les ouvriers du bâtiment ont droit à une déduction supplémentaire de 10 p. 100 pour frais professionnels pour la détermination des salaires à retenir pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Eu égard à une réponse sénatoriale (rép. Eugène Ritzenthaler, sen., *Journal officiel* du 3 avril 1965, Débats, Sénat, p. 67, n° 4844), le gérant minoritaire d'une société à responsabilité limitée (donc salarié) ne saurait être admis au bénéfice de la déduction supplémentaire de 10 p. 100 pour frais professionnels. La question est de savoir si ces dispositions peuvent s'appliquer aux « trois » gérants minoritaires d'une société à responsabilité limitée. Au cas particulier de cette société, les trois gérants minoritaires sont en fait d'anciens ouvriers qui sont devenus associés et gérants, dans le cadre d'une effort de participation des salariés à la gestion de la société. Ils possèdent à eux trois 48 parts sur les 200 qu'en comporte le capital social. En fait, cette société qualifiée de « petite » n'a aucunement besoin de trois gérants pour s'occuper de la bonne marche de celle-ci. Ils n'ont d'ailleurs été nommés, tous les trois, aux fonctions de gérants que pour des considérations juridiques et de pure responsabilité. Ainsi pensons-nous que deux des gérants sont de véritables ouvriers du bâtiment, au sens de l'article 5 de l'annexe IV du C. G. I. En conséquence, peut-on faire application des dispositions de cette réponse ministérielle au sens littéral des termes employés. Ne faut-il pas, au contraire, faire un effort de recherche pour connaître si le travail réellement effectué par les gérants correspond aux dispositions de l'article 5 de l'annexe IV du C. G. I., qualifiant la profession d'ouvrier du bâtiment.

Jeunes (protection sociale des jeunes gens non salariés sans emploi après le service national).

16803. — 15 février 1975. — **M. Simon** expose à **M. le ministre du travail** que les jeunes gens non salariés qui, avant leur incorporation sous les drapeaux se trouvaient sans travail ne peuvent avoir droit aux diverses prestations de sécurité sociale après avoir satisfait leurs obligations militaires. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que la législation en la matière soit modifiée afin que les intéressés puissent, après leur libération du service militaire, bénéficier d'une protection sociale tant qu'ils n'ont pas trouvé un emploi salarié.

Associations de la loi de 1901 (exonération de l'impôt sur le revenu des remboursements de frais de déplacement de dirigeants).

16804. — 15 février 1975. — **M. Simon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la nouvelle rédaction de l'article 240 du code général des impôts fait obligation aux organismes ou personnes morales de déclarer au fisc toutes les rétributions ou avantages en nature accordés à des personnes non salariées et dépassant un minimum de 50 francs au titre d'une même année. Il lui précise que si les bénéficiaires de sommes n'excédant pas 1 200 francs par an ne seront pas imposables en raison du jeu de la déduction minimum forfaitaire, les intéressés qui percevront plus de 100 francs par mois en moyenne de remboursement de frais professionnels seront tenus de faire figurer ces sommes sur leur déclaration de revenu. Il attire son attention sur le fait que la plupart des associations à but non lucratif, les groupements folkloriques par exemple, dont les cadres, directeurs, trésoriers et secrétaires notamment, effectuent un travail bénévole, vont être placés dans l'impossibilité absolue de continuer leurs activités car elles ne pourront plus rembourser à leurs dirigeants leurs frais de déplacement, et lui demande s'il n'estime pas que la nouvelle réglementation en la matière devrait être assouplie en ce qui concerne les associations dont les statuts sont régis par la loi de 1901.

Assurance maternité (assouplissement des conditions d'attribution des allocations prénatales).

16805. — 15 février 1975. — **M. Simon** expose à **M. le ministre du travail** que les allocations prénatales ne sont servies qu'à la double condition qu'il y ait eu déclaration de grossesse avant le quatrième mois de la gestation et que la future mère ait subi trois examens médicaux. Il lui précise que très fréquemment de jeunes filles célibataires dissimulent leur grossesse aussi longtemps qu'elles le peuvent par crainte des réactions de leur entourage, de sorte qu'elles perdent une partie importante et quelquefois même la totalité des prestations prénatales qui auraient pu leur être accordées. Il lui demande s'il n'estime pas que dans des cas de ce genre l'actuelle réglementation ne devrait pas être assouplie afin de donner aux dirigeantes des caisses d'allocations familiales toute latitude pour régler les prestations prénatales à ces catégories particulières d'allocataires dont la plupart connaissent mal ou ignorent la législation en la matière, même si la déclaration de grossesse a été tardive et si les intéressés n'ont pas subi tous les examens médicaux normalement exigés.

Personnel de police (reconnaissance de la qualité de combattant aux fonctionnaires de l'ex-sûreté nationale ayant servi en Algérie entre 1952 et 1962).

16806. — 15 février 1975. — **M. Jean Briane** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** si les fonctionnaires de l'ex-sûreté nationale ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, alors qu'ils étaient affectés soit dans les corps urbains, soit dans les compagnies républicaines de sécurité, ou bien envoyés en mission temporaire, peuvent espérer bénéficier des avantages prévus par la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 étant fait observer que les conditions dans lesquelles ces fonctionnaires, placés sous l'autorité civile et militaire, ont été utilisés au cours des opérations de police, notamment au moment des événements d'Algérie, militent en leur faveur et devraient permettre de les voir figurer dans une des catégories de formations constituant les forces supplétives françaises.

Administration (opportunité de confier à des organismes privés les contrats d'études administratives).

16808. — 15 février 1975. — **M. Lafey** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que depuis plusieurs années l'administration paraît avoir une propension croissante à se décharger sur des organismes à caractère privé du soin de réaliser pour son compte des études que ses propres services

seraient, en maintes circonstances, certainement en mesure d'entreprendre par eux-mêmes et de mener à bien. Cette pratique, qui constitue l'une des manifestations du processus de démembrement qui affecte trop souvent le fonctionnement de l'administration, avait amené le législateur à demander, par le truchement de l'article 31 de la loi de finances rectificative pour 1967, la production périodique par le Gouvernement d'un rapport contenant la liste des organismes bénéficiaires de ces études et comportant un relevé des sommes versées pour les travaux considérés. Il lui saurait gré de bien vouloir lui indiquer, pour chacune des cinq dernières années, le montant de ces sommes et lui faire connaître si l'analyse de la situation que retracent les rapports en cause ne lui semble pas devoir militer en faveur d'un renforcement du contrôle de l'opportunité de la passation de ces contrats d'études et de l'engagement des dépenses qu'occasionne le règlement des correspondants, étant observé que pour le seul exercice 1973 le nombre des dites études ressortirait à 3 147.

Enseignants

(moyenne des notes administratives par discipline et par catégorie).

16910. — 15 février 1975. — **M. Tony Larue** demande à **M. le ministre de l'éducation** quelles étaient les moyennes des notes administratives pour chaque échelon telles qu'elles ressortent des tableaux des promouvables au titre de 1974-1975, pour chaque discipline et pour chacune des catégories suivantes: agrégés, certifiés, P. T. A. de lycée technique, chargés d'enseignement.

Comptables et experts comptables (examen des dossiers de demande).

16811. — 15 février 1975. — **M. Palewski** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le comportement inadmissible de son administration par rapport aux demandes légalement justifiées par un décret n° 70-147 du 12 février 1970 relatif à l'ordre des experts comptables et des comptables agréés. En effet, un certain nombre de personnes ont, en conséquence de ce décret, constitué un dossier qui aurait dû être examiné par l'administration. Or certains dossiers constitués conformément aux règlements en vigueur et déposés dès avril 1972 n'ont pas reçu de réponse sur l'issue de leur instruction. Il lui demande s'il peut prendre les mesures nécessaires afin de mettre un terme à cette situation intolérable qui discrédite non seulement l'administration mais l'ensemble des pouvoirs publics.

Musique (délégué musical de la région Nord-Pas-de-Calais).

16812. — 15 février 1975. — **M. Durieux** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** quels moyens administratifs et financiers seront mis à la disposition du délégué musical régional qui vient d'être nommé pour la région Nord-Pas-de-Calais.

Industrie aéronautique (conséquences pour l'industrie de l'aviation légère du renforcement de la taxation d'après les signes extérieurs de richesse).

16814. — 15 février 1975. — **M. Ginoux** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences très graves qui peuvent découler pour l'industrie de l'aviation légère française des dispositions de l'article 4 de la loi n° 74-644 du 16 juillet 1974 relative au renforcement de la taxation d'après les signes extérieurs de richesse. L'avion léger est un moyen de transport utilisé de plus en plus fréquemment par des personnes privées pour effectuer des déplacements dans le cadre de leur vie professionnelle. La fixation de la taxe nouvelle, au taux unique de 300 francs par cheval-vapeur de la puissance réelle de chaque avion, constitue une injustice fiscale si l'on compare la situation des utilisateurs d'avions de tourisme aux propriétaires de bateaux de plaisance à voile pour lesquels il est prévu un barème progressif. D'autre part, aucun abattement n'est accordé pour tenir compte de la vétusté des véhicules ainsi que cela est en usage dans le cas des voitures automobiles ou des motocyclettes. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en faveur des 30 000 pilotes privés dont les véhicules sont destinés au transport de particuliers.

Pensions de retraites civiles et militaires (pension de réversion pour les veufs de femmes fonctionnaires).

16815. — 15 février 1975. — **M. Donnez** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de l'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1973 (loi n° 73-1128 du 23 décembre 1973) modifiant l'article L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite, le conjoint survivant, non séparé de corps, d'une femme fonctionnaire peut, sous certaines réserves et dans certaines conditions, prétendre à 50 p. 100 de la pension obtenue par elle ou qu'elle aurait pu obtenir au jour de son décès augmentée, le cas échéant, de la moitié de la rente d'invalidité dont elle bénéficiait dès lors que se trouve remplie la condition d'antériorité du mariage prévue pour l'attribution des pensions de réversion.

Ces dispositions ne sont applicables qu'aux personnes dont le conjoint est décédé postérieurement à la date de promulgation de la loi du 23 décembre 1973. C'est ainsi que, dans le cas d'une femme fonctionnaire décédée le 27 novembre 1973, son conjoint ne peut prétendre au bénéfice d'une pension de réversion, même s'il remplit toutes les conditions prévues par la loi. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il est ainsi profondément injuste d'établir une distinction entre deux catégories de conjoints survivants suivant la date à laquelle est survenu le décès d'une femme fonctionnaire et s'il ne pense pas qu'il conviendrait de modifier la notion de non-rétroactivité des lois en matière de pension, en prévoyant que les avantages accordés par une loi nouvelle pourront s'appliquer aux personnes dont les droits se sont ouverts antérieurement à la date de promulgation de cette loi nouvelle, et ceci avec effet à compter de cette date.

Société de fait (chiffres d'affaires limites d'application du forfait à prendre en considération).

16816. — 15 février 1975. — **M. Forens** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, d'après la réponse donnée à la question écrite n° 6289 de **M. Marcel Molle** (*Journal officiel*, Débats Sénat, du 4 avril 1967, p. 99), une société de fait constitue, du point de vue fiscal, une juxtaposition d'entreprises individuelles. Il lui demande si, compte tenu de cette définition d'une « société de fait », il peut être considéré que dans une telle société les chiffres d'affaires limites d'application du forfait en matière d'impôt sur le revenu (catégorie des B. I. C.) et de taxes sur le chiffre d'affaires concernent chaque sociétaire pris séparément, c'est-à-dire si, lorsqu'il s'agit de deux associés de fait, pour apprécier si les chiffres d'affaires limites sont dépassés, il convient de prendre en considération le chiffre d'affaires de chacun d'eux et non pas le chiffre d'affaires global.

Décorations et médailles (médaille des évadés et médaille militaire: combattants de la région du Nord ayant rejoint l'armée française en septembre 1914).

16817. — 15 février 1975. — **M. Donnez** expose à **M. le ministre de la défense** qu'à la suite de la guerre 1914-1918 une décision avait été prise en faveur des combattants de la région du Nord, appartenant à la classe 1916 et suivantes qui, n'étant pas mobilisables en 1914, ont été surpris par l'arrivée rapide de l'ennemi et ont réussi à franchir les lignes pour rejoindre l'armée française fin septembre 1914. Un certain nombre d'entre eux se sont vu attribuer la médaille des évadés et la médaille militaire. Une date ayant été fixée par la commission Fayolle pour la présentation des demandes tendant à obtenir ces décorations, d'autres combattants, se trouvant dans les mêmes conditions, se sont vu opposer la forclusion. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait équitable de lever cette forclusion afin de permettre à ceux qui se sont ainsi engagés dans l'armée, après avoir traversé les lignes ennemies, de bénéficier de la médaille des évadés et de la médaille militaire.

T. O. M. (existence de barrières douanières entre la France et les territoires d'outre-mer).

16818. — 15 février 1975. — **M. Ginoux** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que, contrairement à toute logique, certaines barrières intérieures existant encore entre la France et les territoires d'outre-mer, tels que la Guadeloupe, au moment où, sur le plan européen, les mêmes barrières tendent à disparaître. Il lui cite le cas d'un laboratoire qui a expédié à son visiteur médical, à la Guadeloupe, des échantillons de médicaments. Ceux-ci n'ont pu être remis au destinataire qu'après acquittement d'une taxe. Bien entendu, le montant de ces frais a été réclamé au laboratoire qui s'étonne, à juste titre, du maintien d'une telle taxe, alors que le Gouvernement s'efforce d'améliorer les conditions de vie des habitants des territoires d'outre-mer et que le maintien de ces taxes entrave une expansion déjà compromise par de lourdes charges. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre toutes décisions utiles afin que soient supprimées de telles taxes qui apparaissent comme les vestiges d'un temps révolu.

Commerce extérieur (arrêt des importations de contre-plaqué en provenance du Sud-Est asiatique).

16819. — 15 février 1975. — **M. Brochard** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation difficile dans laquelle se trouve l'industrie des panneaux de contre-plaqué. Les travaux qui sont actuellement poursuivis, en vue d'une restructuration de cette industrie, permettent d'espérer que l'on arrivera à une solution à long terme. Mais, dans l'immédiat, il est indispensable qu'une aide rapide soit apportée, en bloquant pendant quelques mois les importations de contre-plaqué en provenance du Sud-Est asiatique à des prix de dumping (certains offres, en provenance de Malaisie, datant de la première quinzaine de janvier, représentent des prix C. I. F. inférieurs de 50 p. 100 au prix de vente normal du contre-plaqué en France). Si l'on veut

assurer un redressement de cette industrie, il est nécessaire que des décisions soient prises avant la fin de février, tant sur le plan français que sur le plan communautaire. Il lui demande s'il peut lui préciser les intentions du Gouvernement dans ce domaine.

Education (vacances de postes « Administration et intendance universitaires » : discrimination en fonction du sexe).

16821. — 15 février 1975. — **M. Gaussin** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Condition féminine)** sur les informations parues au *Bulletin officiel de l'éducation* n° 2 bis du 16 janvier 1975, pages 247 et suivantes, concernant les vacances de postes « administration et intendance universitaires ». Les déclarations de vacance de postes budgétaires dans les services des œuvres universitaires comportent des mentions qui excluent la candidature de fonctionnaires en raison de leur sexe. Il lui fait observer que le statut particulier des corps de l'administration et de l'intendance universitaires concernant les œuvres universitaires ne comporte aucune clause discriminatoire fondée sur le sexe. Une telle exclusion va à l'encontre, aussi bien de la position prise par les organisations syndicales représentatives de fonctionnaires, que des intentions manifestées à plusieurs reprises par le Gouvernement, et notamment des déclarations faites au cours du conseil des ministres du 5 février 1975 en faveur de la possibilité pour les femmes d'accéder à tous les emplois. Elle est en opposition avec le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par la Constitution de 1958 qui énonce en effet « que la loi garantit à la femme des droits égaux à ceux des hommes ». Le même principe a été affirmé par l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires qui, dans son article 7 (reprenant les dispositions de l'article 7 de la loi du 29 octobre 1946 relative au statut de la fonction publique) précise qu'il n'est fait aucune distinction entre les deux sexes, sous réserve des mesures exceptionnelles prévues par les statuts particuliers et justifiées par la nature des fonctions. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour assurer le respect de ces différents textes et faire en sorte que la politique d'égalité des droits affirmée par le Gouvernement soit appliquée dans toute l'administration.

Espaces verts (construction d'un ensemble commercial sur le seul espace vert de la cité Lapujade-Bonnefoy, à Toulouse).

16823. — 15 février 1975. — **M. Andrieu** fait part à **M. le ministre de la qualité de la vie** de l'émotion qui s'est emparée des locataires et copropriétaires de la cité Lapujade-Bonnefoy, à Toulouse, lorsqu'ils ont constaté que le promoteur la Société Deromedi était en train d'édifier une construction à usage soit-disant commercial, faisant disparaître le seul espace vert d'environ 1 800 mètres carrés qui existait pour un ensemble de cinq-cents logements, dépourvu par ailleurs de toute aire de jeux, de tous locaux socio-culturels : ceci constituant un défi de béton à la qualité de la vie. Cette situation a donné lieu d'ailleurs à de nombreuses interventions des responsables de cette cité auprès de ces deux ministères respectifs, et même auprès de **M. le Président de la République**, sans parler des autorités locales, maire et préfet, qui n'ont donné à ce jour aucune réponse. Or, les travaux s'accélérent de façon à rendre impossible la récupération de ces espaces verts. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre d'urgence des mesures conservatoires pour interrompre les travaux, ordonner une enquête et tenir compte des impératifs si souvent invoqués pour la sauvegarde de l'environnement et du cadre de vie, mais trop souvent méconnus dans la réalité des faits dont la cité Lapujade-Bonnefoy est un bien triste exemple.

Allocations de chômage (actrai à un résident originaire du Maroc, ancien condamné à un an de prison, et refus à un jeune demandeur d'emploi en instance d'incorporation).

16824. — 15 février 1975. — **M. Buffet** porte à la connaissance de **M. le ministre du travail** qu'après une tentative d'homicide volontaire sur la personne d'un conseiller général de Saône-et-Loire, un résident ordinaire d'origine marocaine, entré en France en 1969, a seulement été déferé devant le tribunal correctionnel de Mâcon. Condamné à une peine d'un an de prison, il a été élargi dans les plus brefs délais à la suite de l'intervention d'une assistante sociale et le service de la main-d'œuvre étrangère a saisi la justice pour le faire bénéficier des dispositions des articles 24 et 155-1 du nouveau code de la nationalité française, dans le but de surseoir à l'exécution d'un arrêté d'expulsion du ministre de l'intérieur pris à son encontre le 4 avril 1974. Un certificat de nationalité française lui a été délivré cinq mois plus tard et, en conséquence, il perçoit l'indemnité accordée aux travailleurs sans emploi, cependant que l'autorité militaire, saisie par le préfet, a refusé de l'incorporer. D'autre part, dans le département du Puy-de-Dôme, un jeune garçon, issu d'une famille de sous-officiers de carrière, en instance d'incorporation en qualité de gendarme auxiliaire, a été employé agricole après avoir subi en 1974 des examens et tests à la diligence de la direction de l'agriculture. Inscrit à présent comme demandeur d'emploi à l'agence d'Issoire, il

ne fait l'objet d'aucune proposition et ne bénéficie pas de l'indemnité accordée aux travailleurs sans emploi, alors même qu'entre-temps, le bénéfice des allocations familiales a été retiré à ses parents. Surpris par une telle incohérence dans l'application des lois, il lui demande si ce jeune demandeur d'emploi doit se comporter comme le condamné précité pour avoir satisfaction ou si, conformément aux droits des travailleurs sans emploi et aux bonnes mœurs, il peut être admis à bénéficier des dispositions bienveillantes de la législation.

Constructions rurales (crédits alloués à la région Auvergne).

16825. — 15 février 1975. — **M. Sauzedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'insuffisance des crédits alloués à la région Auvergne au titre des subventions pour les constructions rurales. Il lui fait observer que de nombreuses demandes en Instance ne pourront pas aboutir en 1975 bien qu'elles soient déjà anciennes. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° en ce qui concerne chacune des années 1971, 1972, 1973, 1974 et 1975, le montant des crédits accordés à chacun des quatre départements de la région Auvergne au titre du chapitre 61-72, articles 51 (bâtiments d'élevage), 52 (bâtiments d'exploitation) et 60 (bâtiments d'habitation), y compris les crédits supplémentaires accordés au titre de la rénovation rurale ou du fonds d'action rural ; 2° pour chacune des cinq années précitées et pour chacune des catégories d'intervention, le nombre, par département, de demandes déposées, le montant total des crédits ainsi demandés, le nombre de demandes satisfaites ; 3° s'il est exact que, désormais, certaines des subventions précitées seront réservées aux zones de montagne et, dans cette hypothèse, quels sont les cantons qui seront exclus du bénéfice des aides publiques dans l'Allier, le Cantal, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme ; 4° dans l'hypothèse d'une réponse affirmative au 3° ci-dessus, s'il n'estime pas que la discrimination qui est faite entre les zones de montagne et les autres zones porte atteinte au principe d'égalité des citoyens devant la loi ; 5° sur quel chapitre ont été prélevées les dotations complémentaires accordées en avril 1974 au département de l'Allier ; 6° quelles mesures il compte prendre pour que la région Auvergne, classée très largement en zone de rénovation rurale, puisse bénéficier des crédits qui lui sont nécessaires au titre des constructions rurales, compte tenu de la fragilité de l'économie agricole de cette région et de la nécessité d'apporter une aide réelle aux agriculteurs qui acceptent de rester sur place mais qui ne peuvent le faire qu'en modernisant leurs bâtiments d'habitation, d'élevage et d'exploitation.

Loi de finances (partie relative aux « services votés » : limitation aux crédits nécessaires à l'exécution des services approuvés l'année précédente).

16826. — 15 février 1975. — **M. Sauzedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences de la décision rendue le 30 décembre 1974 par le Conseil constitutionnel en ce qui concerne la présentation des documents budgétaires pour la partie des crédits relative aux services votés. Il lui fait observer qu'en vertu de l'article 33 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959, les services votés « représentent le minimum de dotations que le Gouvernement juge indispensable pour poursuivre l'exécution des services votés dans les conditions qui ont été approuvées l'année précédente par le Parlement ». Cet article figurant dans la partie de l'ordonnance qui traite de la présentation des documents budgétaires, et la même ordonnance stipulant que le projet de loi de finances doit être déposé le premier mardi du mois d'octobre précédant le début de l'exercice budgétaire en cause, il est évident que les termes « l'année précédente » font référence à l'année qui précède le dépôt des documents budgétaires. C'est en tout cas la thèse qui a prévalu devant le Conseil constitutionnel et qui doit servir désormais de base pour l'interprétation et l'application de l'ordonnance organique sur ce point. Il est évident que cette interprétation est contraire à la pratique suivie depuis plusieurs années en ce qui concerne le calcul des « mesures acquises » qui servent à déterminer les services votés. En vertu de cette pratique, c'est à tort, semble-t-il, que le budget 1975 des charges communes, pour ne retenir que cet exemple, a considéré comme mesures acquises les dépenses suivantes, décidées en 1974 sans que le Parlement se soit prononcé sur elles en 1973 à travers l'approbation qu'il doit donner aux conditions de l'exécution des services publics : incidence de l'emprunt extérieur de 1,5 milliard de dollars contracté en février 1974 (mesure 01-05-07), extension en année pleine des mesures intervenues en 1974 en faveur de la fonction publique (mesures 03-03-01, 03-03-02, 03-03-03, 03-03-04), non-reconductions (03-04-01, 02, 03, partie du 04, 05), application du décret n° 74-66 du 29 janvier 1974 (03-06-02), financement en année pleine de l'augmentation décidée le 1^{er} juillet 1974 en ce qui concerne le taux de l'allocation supplémentaire du F. N. S. (08-03-01). Dans ces conditions, il lui demande quelles instructions il pense pouvoir donner aux services compétents afin que le projet de loi de finances pour 1976 soit présenté conformément aux dispositions de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959, ainsi qu'à l'interprétation qui en a été donnée par le Conseil constitutionnel

ce qui doit conduire à porter désormais en « mesures nouvelles » toutes les variations de crédits découlant des mesures intervenues, par la voie législative ou réglementaire, dans le courant de l'exercice budgétaire 1975 (et qui ne trouvaient pas leur origine dans un texte législatif voté en 1974), faute de quoi les services votés resteraient calculés en intégrant des mesures qui, même si elles n'entrent pas dans le domaine de la loi, ont des incidences sur les conditions d'exécution des services publics qui doivent être, au plan budgétaire, soumises à l'approbation du Parlement.

Education physique (suppression de trois postes d'éducation physique au lycée Bellevue de Toulouse).

16827. — 15 février 1975. — **M. Andrieu** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports)** les raisons du transfert de trois postes d'enseignants en éducation physique sportive, existant au lycée Bellevue de Toulouse, dans trois autres établissements de cette ville. Ces transferts entraînent en effet, une diminution d'horaires d'E.P.S. dans certaines classes du 1^{er} cycle, et une diminution d'une heure dans toutes les classes du second cycle.

Taxe d'habitation (poids excessif pour les personnes de revenus modestes).

16828. — 15 février 1975. — **M. Andrieu** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'augmentation très importante des impôts locaux au titre de l'année 1974, qui frappe d'une façon injuste les personnes de revenus modestes, logées notamment dans les immeubles H.L.M., à travers la taxe d'habitation. Ces locataires qui supportent en même temps des charges et des loyers excessifs, se trouvent confrontés à une situation dramatique. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à l'égard de cette catégorie de citoyens qui doit être aidée dans la conjoncture économique difficile, en rétablissant une meilleure répartition fiscale.

Allocations de chômage octroyé aux jeunes gens libérés du service militaire qui ne retrouvent pas d'emploi.

16830. — 15 février 1975. — **M. Andrieu** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de certains jeunes gens qui, libérés du service militaire, ne retrouvent pas leur emploi, du fait souvent de la compression d'effectifs et qui ne peuvent bénéficier de l'indemnité au titre du chômage. En effet, ces jeunes gens, aux termes de la réglementation, ne peuvent justifier des 150 jours de travail salarié effectués au cours des douze derniers mois. Il lui demande s'il peut donner les instructions qui s'imposent pour réparer cette grave injustice.

Rapatriés (employé municipal titulaire ayant exercé en Algérie puis reclassé dans une commune de la métropole).

16831. — 15 février 1975. — **M. Duroure** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** si les employés municipaux titulaires ayant exercé leurs fonctions dans une commune d'Algérie et ayant été, après rapatriement, reclassés dans une commune de la métropole, avaient droit au moment de leur reclassement à l'indice qui était le leur en Algérie. Dans le cas où une personne n'a pas bénéficié de cette mesure est-elle fondée à réclamer la reconstitution normale de sa carrière depuis le jour de son affectation dans la municipalité métropolitaine.

Employés de maison (situation précaire en matière d'emploi : indemnité de l'Assedic).

16832. — 15 février 1975. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation particulièrement précaire des employés de maison qui perdent leur emploi : en cas de maladie, leur employeur ne les reprend ordinairement pas et lorsqu'ils sont au chômage ils ne touchent pas l'indemnité versée par l'Assedic. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures propres à remédier à cette situation.

Enfance martyre (renforcement de sa protection).

16833. — 15 février 1975. — **M. Pierre Lagorce** expose à **Mme le ministre de la santé** que le nombre d'enfants martyrs, victimes de sévices de la part des adultes, croît malheureusement d'année en année. Il apparaît donc nécessaire et urgent de modifier et de compléter la législation et la réglementation existantes afin d'assurer de façon plus effective et efficace la protection de l'enfance. Il lui demande si elle n'estime pas que pourrait répondre à cet objectif des mesures telles que : 1° l'institution d'un carnet de soins que les parents devraient tenir à jour pour l'enfant, de la naissance à la fin de l'obligation scolaire ; 2° la possibilité pour les assistantes sociales d'être, comme les médecins, relevés du secret professionnel lorsqu'elles constatent qu'un enfant est mal traité dans sa famille.

Préfecture (fonctionnaires du cadre des personnels de préfectures exerçant dans un secrétariat général pour l'administration de la police).

16834. — 15 février 1975. — **M. Philibert** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** que certains fonctionnaires appartenant au cadre national des personnels de préfecture, exerçant dans un secrétariat général pour l'administration de la police, lui ont adressé le 22 octobre 1973, une requête par laquelle ils lui ont fait part du malaise qu'ils ressentent, dû aux différences des avantages qu'ils n'ont pas par comparaison à ceux octroyés à leurs homologues de la police eux aussi affectés aux mêmes tâches dans les S.G.A.P. Cette requête faisait appel à son arbitrage et ils sollicitaient « de sa très haute bienveillance un examen approfondi de cette question qui pose un problème d'équité ». Aucune réponse n'a été donnée. C'est pourquoi il lui demande si le désir exprimé par ces fonctionnaires qui est celui de tout le cadre national des personnels de préfecture affectés dans les S.G.A.P., l'intégration dans le cadre des fonctionnaires administratifs de la police nationale, pourrait être envisagée dans un délai assez court, ce qui aurait pour grand avantage d'harmoniser les services de gestion des S.G.A.P. et surtout la carrière des personnels y exerçant leurs fonctions.

Investissements étrangers en France (prises de participation d'entreprises étrangères dans des entreprises françaises).

16835. — 15 février 1975. — **M. Huyghues des Etages** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui indiquer : 1° le nombre des entreprises françaises actuellement passées sous contrôle étranger ; 2° le nombre des entreprises françaises où des entreprises étrangères ont pris une participation minoritaire ; 3° la répartition dans les deux cas selon les nationalités ; 4° quelle est la composition de la commission qui autorise ces investissements étrangers et de qui dépendent les personnalités.

Service national (description du service national dans le livre blanc sur la défense nationale).

16837. — 15 février 1975. — **M. Longueue** rappelle à **M. le ministre de la défense** que le livre blanc sur la défense nationale, rédigé il y a quelques années sur les instructions de l'un de ses prédécesseurs, donnait des vertus du service national la description suivante : « Aujourd'hui placé selon le choix de chacun au moment le plus favorable, cette parenthèse d'une année à l'aube d'une vie d'homme peut et doit être saisie comme une occasion de réflexion sur la société, ses structures, ses pesanteurs et ses ouvertures. Le dépassement qu'offre une telle parenthèse, le contact renoué avec la nature par opposition aux servitudes d'une urbanisation envahissante, créent un climat de sérénité et de liberté propice à l'examen objectif de la place de chacun, de ses responsabilités propres, des solidarités fondamentales qui lient les hommes entre eux et de la hiérarchie des valeurs, singulièrement de celles que la défense a pour objet, en dernière analyse, de sauvegarder » (livre blanc, 1972, tome I, page 34). Il lui demande si ce texte est encore diffusé et s'il ne lui paraît pas nécessaire d'en rédiger une nouvelle version moins irréaliste, décrivant le service national tel qu'il est, et non tel qu'on souhaiterait qu'il soit.

Petites entreprises (modification de l'assiette des taxes et charges).

16839. — 15 février 1975. — **M. d'Harcourt** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** que de nombreuses petites entreprises, employant plus de dix salariés et qui, dans le cadre de la législation actuelle, doivent payer les taxes et les charges afférentes au nombre d'emplois, souhaiteraient plutôt être imposées sur le chiffre d'affaires que d'être contraintes, en raison de l'importance des charges, de congédier un ou deux salariés. Il lui demande s'il serait possible d'envisager une modification de la réglementation existant actuellement.

Français à l'étranger (déclaration de revenus d'un fonctionnaire à l'étranger).

16840. — 16 février 1975. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** à quel organisme un fonctionnaire à l'étranger doit adresser sa déclaration de revenus.

Enfance martyre (renforcement de sa protection).

16841. — 16 février 1975. — **M. Boyer** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur le douloureux problème de l'augmentation incessante du nombre des enfants martyrs. Il lui demande si elle n'estime pas qu'il serait souhaitable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative afin d'améliorer la protection de

l'enfance, notamment en instituant un carnet de santé régulièrement visé par les médecins et en relevant du secret professionnel les assistantes sociales qui viendraient à constater qu'un enfant est mal traité par sa famille.

Accidents du travail

(dépenses et recettes des accidents du travail en agriculture).

16843. — 15 février 1975. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il peut lui faire connaître les dépenses et les recettes des accidents du travail en agriculture depuis que cette gestion a été confiée à la mutualité agricole. Il aimerait également savoir pourquoi les jardiniers se voient frappés d'une cotisation qui dépasse 10 p. 100, bien supérieure à celle des autres catégories d'ouvriers agricoles et il demande s'il peut connaître la gestion de ce risque particulier. Il lui demande enfin de comparer la charge d'allocations familiales, relativement modeste, à celle qui lui apparaît démesurée d'accidents du travail.

Hôpitaux (accès par nomination ou choix des personnels des services techniques à l'emploi d'adjoint des cadres hospitaliers).

16844. — 15 février 1975. — **M. Bisson** rappelle à **Mme le ministre de la santé** que le décret n° 72-849 du 11 septembre 1972 a prévu que les personnels administratifs des établissements d'hospitalisation, de soins et de cure publics peuvent, sous certaines conditions, accéder par nomination au choix à l'emploi d'adjoint des cadres hospitaliers. Une telle mesure n'existe pas, par contre, au bénéfice des personnels des services techniques, lesquels, lorsqu'ils sont contremaîtres, doivent satisfaire aux épreuves d'un examen professionnel pour accéder à l'emploi d'adjoint technique (cf. décret n° 74-484 du 13 mai 1974). Il lui demande si elle n'estime pas équitable qu'une parité soit réalisée dans ce domaine afin que les contremaîtres soient également admis, dans certaines limites et s'ils remplissent des conditions adéquates d'ancienneté dans le grade, à postuler au choix à l'emploi d'adjoint technique.

Jeunes agriculteurs (gratuité des frais de mutation pour les échanges amiables qu'ils effectuent).

16845. — 15 février 1975. — **M. Deleune** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés que connaissent les agriculteurs et plus spécialement les jeunes exploitants agricoles. Il ne doute pas de la volonté du Gouvernement de faire le maximum d'efforts pour leur venir en aide. Il lui demande s'il peut envisager une mesure susceptible de donner satisfaction à de nombreux jeunes agriculteurs pendant la période d'installation. Il lui suggère que soit prise la décision de leur accorder la gratuité des frais de mutation lorsqu'il s'agit d'échanges amiables effectués entre jeunes agriculteurs. Le coût de la mesure suggérée serait certainement globalement très faible et assurerait aux intéressés un avantage indéniable.

Impôts (entreprises travaillant essentiellement par envois postaux : révision des forfaits à la suite de la grève des postes).

16846. — 15 février 1975. — **M. de Gastines** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en raison de la grève des postes et télécommunications certaines petites entreprises commerciales ou artisanales, travaillant avec des clients dans toute la France, n'ont pu expédier aucun colis postal depuis le 17 octobre jusqu'au 9 décembre 1974 pour les commandes reçues avant la grève. Elles ont dû attendre la fin de décembre pour recevoir de nouvelles commandes, soit deux mois et demi de perdus pour 1974. L'administration fiscale ne semble pas vouloir tenir compte de cette grève ni revoir le forfait B. I. C. établi pour deux ans. Il lui expose à cet égard le cas d'une petite entreprise travaillant uniquement par envois postaux dont le forfait fixé début 1974 pour 1973 et 1974 est de 15 000 francs et dont le chiffre d'affaires pour 1974 est seulement de 13 000 francs (déductions non comprises des frais divers ni des achats de marchandises). Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de donner des instructions afin, que dans les situations de ce genre, il puisse être procédé à une révision des forfaits établis.

Institutrice (privée sous contrat : réglementation en matière de congé de maladie et de congé de maternité).

16848. — 15 février 1975. — **M. Marquin** expose à **M. le ministre de l'éducation** la situation d'une institutrice privée, sous contrat, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique, qui, dans sa sixième année d'enseignement, a été placée en congé de maternité le 13 septembre 1973 par suite d'une grossesse difficile et n'a pu reprendre son travail qu'à l'issue de la naissance de son enfant. L'intéressée a, par la suite, bénéficié d'un congé de maternité du 25 mars au 30 juin 1974. Lors de son arrêt de travail pour maladie, elle a perçu, conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 16 novembre 1964, son traitement à taux plein pendant

les deux premiers mois, un demi-traitement pendant les deux mois suivants et les seules indemnités de sécurité sociale pendant le reliquat de ce temps d'absence. Par contre, l'inspection d'académie de Maine-et-Loire ne lui a versé aucun traitement pendant le congé de maternité, précisant qu'un congé de maternité précédé d'un congé de maladie sans traitement n'est pas rétribué. Cette interprétation ne paraît pas conforme aux prescriptions de la circulaire précitée qui indique : « En cas de grossesse, les agents féminins peuvent bénéficier, après un an de services, et sur production d'un certificat médical, d'un congé avec plein traitement, d'une durée égale à celle fixée par l'article 298 du code de la sécurité sociale. Il convient de préciser que les prestations d'indemnités journalières versées par la sécurité sociale viendront en déduction. » D'autre part, cette institutrice s'est vu retirer une part importante de son traitement pendant les vacances scolaires, en raison de ses précédents congés de maladie et de maternité. Il est à signaler que d'autres membres de l'enseignement ayant été, eux aussi, en congé de maladie sans traitement, ont été également pénalisés pour la même raison lors de leur rémunération pendant le temps des vacances. Il lui demande si les mesures prises dans les conditions rappelées ci-dessus sont conformes à la réglementation actuelle et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas opportun d'adapter cette réglementation qui s'avère indubitablement restrictive.

Accidents de la circulation (accidents dus aux bornes de signalisation placées au milieu des chaussées).

16849. — 15 février 1975. — **M. Turco** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que les bornes de signalisation placées au milieu des chaussées ou à certains carrefours sont souvent la cause d'accidents, parfois mortels. Dans un grand nombre de cas, ces accidents sont dus au fait que ces bornes sont insuffisamment visibles des automobilistes. Très souvent, il suffirait que la base de ces bornes soit peinte en blanc pour en assurer une meilleure visibilité. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'attirer l'attention des municipalités sur ce problème en leur suggérant cette solution simple et peu coûteuse susceptible de réduire les accidents.

Vin (crise du marché du vin et notamment des vins d'appellation d'origine contrôlée).

16851. — 15 février 1975. — **M. Houel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la crise qui frappe particulièrement les producteurs de vin d'appellation d'origine contrôlée (A. O. C.). Certes, la crise du marché du vin touche toutes les catégories et tous les types et qualités de vin. Les prix et les ventes ont fortement diminué partout. Mais, pour les vins de qualité, la situation est très sérieuse car les disponibilités, selon les régions et les crus, sont égales à deux et parfois trois récoltes. Les viticulteurs de ces aires de production n'ont guère comme revenu que les avances qui leur sont faites sur les stocks à un taux d'intérêt de 10,55 p. 100. Les raisons de la crise résultent sans doute pour une part de l'importance des deux dernières récoltes dans tous les compartiments de la production car l'encombrement du marché se répercute en cascade d'un secteur à l'autre. Toutefois, en ce qui concerne les vins de qualité, ce facteur d'ensemble a été aggravé par la réduction des débouchés en raison de l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la population travailluse et par la diminution importante des exportations due à la crise monétaire. De surcroît, les autorisations de plantations accordées, parfois directement par le ministère, à de gros négociants pour d'importantes superficies, ont contribué à réduire les débouchés des viticulteurs familiaux. Enfin, les importations de vin en provenance d'Italie et d'autres pays sont venues augmenter les disponibilités considérables qui pèsent sur l'ensemble du marché du vin et se reportent sur celui des vins de qualité. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne considère pas urgent de prendre les mesures suivantes : 1° arrêter les importations intra- et extracommunautaires ; 2° réduire de 17,6 p. 100 à 7 p. 100 le taux de la T. V. A. sur les vins ; 3° étendre pour cette campagne les primes de stockage aux vins de qualité, y compris aux vins d'appellation d'origine contrôlée ; 4° la prise en charge de la distillation imposée aux quantités de vin excédant le rendement maximum des vins d'appellation au prix de 8,78 francs le degré hecto fixé pour la distillation des vins de consommation courante ; 5° le financement des vins de qualité stockés au taux de 4,5 p. 100 au lieu de 10,55 p. 100 ; 6° l'encouragement à la construction de nouveaux moyens de stockage ; 7° aide à l'exportation ; 8° l'élaboration de mesures tendant à réorganiser le marché des vins d'appellation en vue de garantir un prix minimum à ces vins à la suite d'une réelle concertation avec les viticulteurs. Cet ensemble de mesures est attendu avec impatience par les viticulteurs familiaux dont la situation se détériore chaque jour. Elles correspondent à l'intérêt national en prévoyant l'avenir car les bonnes récoltes ne se produisent pas tous les ans. Elles sont réalisables financièrement, les exportations de vin de qualité étant une source de rentrée de devises comme le démontre l'expérience des années passées.

Police (création de postes de vacataires attribués à des fonctionnaires retraités).

16853. — 15 février 1975. — **M. Le Meur** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur** que l'ensemble des syndicats de la police nationale a fait part de son désaccord avec la création de 1 400 postes de vacataires et leur attribution à des fonctionnaires retraités. Les besoins en personnel étant unanimement reconnus, il s'agit de pourvoir à des emplois à assurer en permanence. Le recours à l'auxiliaariat ne saurait être admis en ce cas et va à l'encontre de l'orientation définie par le Gouvernement, puisque le Premier ministre a promis, à la demande des organisations syndicales, de réduire le nombre élevé d'auxiliaires de la fonction publique en titularisant une partie. La retraite à cinquante-cinq ans ayant été acquise en fonction de la pénibilité et des servitudes des emplois actifs, et une bonification spéciale permettant son calcul à un taux normal, il s'agit là plus d'une régression sur le plan social que de tourner de cette façon les textes statutaires. Demander à un fonctionnaire de rester sur place, dans le milieu auquel il est habitué, est en fait une incitation à ce qu'il travaille au-delà de l'âge normal. Ce recours officiel aux retraités pose d'ailleurs un autre problème : à un moment où la situation de l'emploi est préoccupante, il apparaît surprenant qu'au niveau gouvernemental on donne un tel exemple en privant de travail 1 400 demandeurs d'emplois aptes à remplir des tâches administratives. D'autre part, cette opération ne sera pas sans conséquence sur le triple plan administratif, juridique et psychologique. En effet, on peut craindre, et c'est déjà l'espoir de bien des candidats, que la nomination se fasse sur place non seulement géographiquement, mais aussi au point de vue des fonctions assurées. Ces nominations seraient ainsi de nature à bloquer certains postes donc à restreindre les possibilités de mutation et d'avancement. En outre, dans une profession où l'emploi anarchique des personnels amène d'innombrables infractions au code de procédure pénale, et alors qu'une mise en ordre est réclamée par tous, les errements actuels seraient amplifiés par l'emploi de personnes qui n'auraient cette fois une autre qualification juridique que celle de l'emploi qu'elles assurent, mais qui n'auraient en droit plus aucune qualification du tout du fait de leur position de retraités. En conséquence, il lui demande, fort de l'appui de la majorité des syndicats, quelles mesures il compte prendre pour l'annulation de cette décision qui risque de remettre en cause, à moyen terme, l'existence légale des corps permanents en place.

Formation continue (développement des activités de formation continue dans le cadre du ministère de l'éducation).

16854. — 15 février 1975. — **M. Maisonneux** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les activités de formation continue prises en charge par l'éducation nationale connaissent un tel développement dans un certain nombre de régions qu'il n'est plus possible, dans bien des cas, aux enseignants volontaires, d'assurer ces activités par le seul moyen d'heures supplémentaires. Si aucune solution n'était apportée rapidement à cette situation, l'éducation nationale se trouverait dans l'impossibilité de faire face aux responsabilités fondamentales qui sont les siennes en matière de formation continue et de répondre aux besoins exprimés par les travailleurs. La participation de l'éducation nationale à la formation continue donne toute satisfaction aux intéressés qui trouvent des garanties tant sur le plan du contenu scientifique que sur celui de l'indépendance et du désintéressement que seul un service public national est à même de leur assurer. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre rapidement pour permettre le développement indispensable des activités de formation continue dans le cadre de l'éducation nationale et, pour ce faire, s'il ne serait pas nécessaire de créer un certain nombre de postes à service mixte (enseignement traditionnel et formation continue) afin de permettre aux enseignants volontaires d'assurer, dans de bonnes conditions des activités de formation continue.

Communes (application au personnel technique du décret du 18 septembre 1974 relatif au statut des techniciens des T. P. E.).

16855. — 15 février 1975. — **M. Maçon** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, à quelle date il pense transmettre pour avis à la commission nationale paritaire du personnel communal la transposition du décret n° 74-817 du 18 septembre 1974, applicable au personnel de l'Etat (à partir du 1^{er} juillet 1973). Il lui fait remarquer que ce décret modifie le décret n° 70-903 du 2 octobre 1970 qui ne fut lui-même transposé au personnel communal qu'au 1^{er} janvier 1974, soit trois ans et trois mois plus tard.

Urbanisme (aménagement du Plateau de Palaiseau-Saclay).

16857. — 15 février 1975. — **M. Vizet** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie** que certaines informations laissent prévoir la réduction du projet des grandes écoles sur le Plateau de Palaiseau-Saclay à la seule école polytechnique, ce qui ôte toute

justification à l'urbanisation de ce plateau. Il lui demande dans ces conditions s'il n'entend pas répondre au vœu des communes du syndicat intercommunal et d'aménagement du Plateau de Saclay en prescrivant les mesures indispensables tendant : 1° au maintien de la vocation agricole d'une partie du plateau ; 2° à l'organisation d'un ensemble comprenant une zone boisée avec un parc urbain, qui constituerait ainsi un lieu de détente et de promenade admirablement bien situé ; 3° à la participation financière de l'Etat pour l'acquisition des sols et leur aménagement.

Etablissements universitaires (modification autoritaire du mode de scrutin pour l'élection du conseil d'université de Toulouse-Le Mirail).

16858. — 15 février 1975. — **M. Millet** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** : 1° comment il peut justifier la méthode autoritaire, contraire à l'esprit même de la loi d'orientation qui a présidé à la décision de modification du mode de scrutin pour l'élection du conseil d'université de Toulouse-Le Mirail ; 2° si ce mode de scrutin imposé procède de l'intention de reviser la loi d'orientation de manière autoritaire, sans consultation des organismes réglementaires ou des organisations représentatives habilitées à être entendues ; 3° quelles mesures il compte prendre après concertation et accord des organisations représentatives des personnels et des étudiants pour favoriser une consultation véritablement démocratique assurant une élection non contestable du conseil d'université de Toulouse-Le Mirail.

Enseignants (assistants titulaires de sciences, pharmacie, médecine à commission administrative paritaire).

16863. — 15 février 1975. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux universités** sur la situation actuelle des assistants titulaires de sciences, pharmacie, médecine ancien régime. En effet, depuis la suppression de leur représentation au comité consultatif des universités, découlant du décret n° 72-1016 du 6 novembre 1972, ces assistants ne disposent plus d'instance nationale pouvant assurer leur gestion, instance pourtant indispensable à l'examen de certains reports d'ancienneté, des problèmes relatifs au stage des assistants, etc. Comme tous les corps de fonctionnaires, le corps des assistants titulaires de l'enseignement supérieur doit être doté d'une telle instance, qui normalement prend la forme d'une commission administrative paritaire nationale. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour régler ce problème conformément au statut général de la fonction publique.

Transports scolaires (participation de l'Etat aux frais de transport hebdomadaire d'enfants contraints d'être placés en internat).

16865. — 15 février 1975. — **M. Bouvard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les charges supplémentaires que doivent supporter les familles dont les enfants, élèves dans un établissement du second degré, doivent être placés en internat, du fait de la distance qui existe entre la résidence de la famille et l'établissement et de l'absence de transports scolaires pouvant être utilisés. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas de la commune de Saint-Nicolas-du-Tertre, qui est rattachée au secteur scolaire de Ploermel-Coetquidan pour l'enseignement du second cycle. S'il existait un service de ramassage scolaire entre les deux communes, les jeunes, dont les familles habitent à Saint-Nicolas-du-Tertre, pourraient utiliser et les familles bénéficieraient alors de la participation financière de l'Etat aux dépenses de transports. En fait, aucun ramassage scolaire n'est organisé et, même s'il existait, le trajet quotidien serait d'une durée trop longue. Dans ces conditions, il n'existe d'autre formule que celle de l'internat ; mais les familles, alors même qu'elles doivent supporter un coût de scolarité plus élevé, puisqu'elles ont à payer les frais de pension, n'ont pas droit à une aide de l'Etat pour les dépenses de transports hebdomadaires. Or, ceux-ci sont d'autant plus coûteux qu'ils ne sont pas organisés par une collectivité. Il lui demande s'il n'estime pas opportun d'envisager une participation financière de l'Etat aux frais de transports scolaires hebdomadaires, lorsqu'il s'agit d'enfants qui doivent nécessairement être internes.

Taxe locale d'équipement (départements d'Alsace Lorraine : contribution aux dépenses d'équipement qui peut être exigée dans une commune où est instituée la T. L. E.).

16866. — 15 février 1975. — **M. Kiffer** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 72-1 de la loi du 30 décembre 1967 d'orientation foncière, modifié par l'article 18 de la loi n° 71-581 du 16 juillet 1971, dans les communes où est instituée la taxe locale d'équipement et dans celles qui ont renoncé à la percevoir, aucune contribution aux dépenses d'équipement public ne peut être obtenue des constructeurs, notamment sous la forme de participation financière des fonds de concours ou de réalisations de travaux. Il existe, cependant, certaines exceptions limitativement énumérées et qui concernent, notamment, les participations des riverains prévues dans la législation applicable dans les

départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Il semble que cette exception devrait être considérée comme une facilité et un avantage accordés aux habitants des trois départements concernés. Toutefois, dans la pratique, l'application de ce texte peut aboutir à une situation injuste en faisant supporter aux constructeurs, à la fois les droits des riverains calculés pour financer les travaux de voirie et réseaux divers d'une voie nouvelle et la taxe locale d'équipement. Certaines communes ont interprété les dispositions rappelées ci-dessus dans un sens équilibré : elles calculent les droits des riverains et ne demandent aux constructeurs que la différence entre le montant de ces droits et la taxe locale d'équipement. Mais, cette pratique n'est pas suivie par toutes les communes des trois départements et, certaines d'entre elles, réclament non seulement le paiement de la taxe locale d'équipement, ce qui est obligatoire, mais encore la totalité du coût des travaux de la voie nouvelle. Il en résulte que, dans ces départements, les constructeurs paient une taxe supérieure à celle réclamée aux autres citoyens français, ce qui est injuste et à la limite anticonstitutionnel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation regrettable.

Trésor (recours contre des mineurs ou majeurs en tutelle en remboursement de frais de tutelle).

16867. — 15 février 1975. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** dans quelle mesure le Trésor exerce un recours contre des mineurs ou des majeurs en tutelle en remboursement de frais de tutelle avancés par lui : 1° lorsque l'intéressé a été admis à l'aide judiciaire ; 2° lorsque pour un acte fait d'office par le juge des tutelles, celui-ci a rendu une ordonnance constatant l'insuffisance des ressources, ainsi qu'il est prévu à l'article R. 218 du code de procédure civile.

Agriculture (politique intérieure française en cas de refus de la C. E. E. de relever les prix agricoles).

16868. — 15 février 1975. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les organisations agricoles craignent que les Etats membres de la Communauté européenne n'acceptent pas la proposition faite par la France de relever les prix d'un certain nombre de produits agricoles. Dans le cas où cette hypothèse se réaliserait, il lui demande quelles dispositions il envisagerait de prendre sur le plan intérieur pour sauvegarder le pouvoir d'achat des intéressés.

Banques (banques écartées du placement d'emprunts en raison de l'appartenance confessionnelle des dirigeants).

16869. — 15 février 1975. — **M. Marcus** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est exact que des pressions ont pu s'exercer, avec succès, en vue d'écartier du placement d'emprunts certaines banques en raison de l'appartenance confessionnelle de leurs dirigeants. Il lui demande aussi s'il est vrai qu'une grande banque nationalisée s'est prêtée activement à une telle discrimination. Il lui demande enfin quelles mesures il entend prendre pour empêcher certains groupes internationaux de s'arroger le droit d'imposer en France une telle discrimination contraire aux lois comme à l'esprit des institutions françaises.

Education (vacances de postes « Administration et intendance universitaires » : discrimination en fonction du sexe).

16871. — 15 février 1975. — **M. Poperen** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Condition féminine)** sur le *Bulletin officiel de l'éducation* n° 2 bis (16 janvier 1975), pages 247 et suivantes : vacances de postes Administration et intendance universitaires. En effet, les déclarations de vacances de postes budgétaires situés dans les services des œuvres universitaires comportent des mentions qui excluent la candidature de fonctionnaires à raison de leur sexe, nonobstant les demandes réitérées à tous les niveaux des organisations syndicales représentatives et en particulier du syndicat national de l'administration universitaire F. E. N. Il lui demande quelles initiatives il compte engager afin que soit respecté effectivement le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par la Constitution de 1958 qui énonce en effet que : « la loi garantit à la femme des droits égaux à ceux des hommes » ; l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires déclare dans son article 7 (reprenant l'article 7 de la loi du 19 octobre 1946, « statut de la fonction publique ») qu'il n'est fait aucune distinction entre les deux sexes, sous réserves des mesures exceptionnelles prévues par les statuts particuliers et justifiées par la nature des fonctions. Il est précisé que les statuts particuliers des corps de l'administration et de l'intendance universitaires, comme la loi et les décrets concernant les œuvres universitaires, ne comportent aucune clause discriminatoire fondée sur le sexe.

Etudiants (internes en médecine des hôpitaux de Lyon : rétablissement de la déduction supplémentaire pour frais professionnels de 20 p. 100).

16872. — 15 février 1975. — **M. Poperen** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, pour respecter le principe de l'égalité devant la loi contenu dans la déclaration des droits de l'homme et solennellement réaffirmé par le préambule de la Constitution, il ne lui paraît pas souhaitable de faire annuler la décision prise par la direction départementale du Rhône qui supprime la déduction supplémentaire pour frais professionnels de 20 p. 100 accordée depuis 1951 aux internes en médecine des hôpitaux de Lyon, alors que les internes en médecine des hôpitaux de Paris continuent à bénéficier du même avantage.

Cuir et peaux (protection de l'industrie de la ganterie).

16873. — 15 février 1975. — **M. Galliard** attire l'attention de **M. le ministre du commerce extérieur** sur les très grandes difficultés auxquelles se trouve actuellement confrontée la profession de gantier. En effet les importations d'articles similaires à ceux de la production nationale et en provenance en particulier des régions asiatiques et de l'Est vont croissant. Qui plus est, certaines grandes administrations commencent à acheter ces produits à travers des importateurs français. De tels faits paraissent difficilement acceptables en la période difficile dans laquelle se trouve l'industrie nationale qui utilise beaucoup de main-d'œuvre féminine et se voit, par la diminution des commandes de l'industrie privée, amenée à diminuer ses horaires, voire à licencier du personnel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire diminuer cette concurrence anormale et pour le moins réserver l'exclusivité des marchés nationaux aux entreprises françaises déjà trop lourdement handicapées.

Impôts (suppression de toutes les recettes buralistes dans le canton de Ruffieux [Savoie]).

16875. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation créée par la suppression des quatre recettes buralistes qui existaient dans le canton de Ruffieux (Savoie). Les agriculteurs sont maintenant contraints de se rendre à Aix-les-Bains pour effectuer toutes leurs démarches à savoir deux fois à un mois d'intervalle, aussi bien pour des arrachages que pour des plantations de vigne, chaque fois qu'il y a une vente par fûts et une fois par mois pour le paiement de la T. V. A. pour les villiculteurs détenant des capsules en stock, etc. Compte tenu de l'éloignement qui impose aux intéressés une distance de trente à cinquante kilomètres aller et retour selon leur commune de résidence et eu égard à la nécessité hautement affirmée de réaliser des économies d'énergie il lui demande si en raison des exigences de l'actualité et des déclarations gouvernementales en faveur du maintien des services publics en milieu rural il ne conviendrait pas de réinstaller au moins une recette buraliste dans ce canton défavorisé.

Finances locales (augmentation des crédits versés par l'Etat pour l'entretien de la voirie et les travaux de déneigement).

16878. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la vive irritation des élus départementaux devant la trop faible augmentation des crédits versés par l'Etat pour l'entretien de la voirie nationale secondaire transférée aux départements et, dans les départements de montagne, devant l'insuffisance de la prise en considération des charges de déneigement des mêmes voiries. Il lui demande s'il ne conviendrait pas : 1° d'indexer les crédits d'Etat, pour l'entretien du réseau national secondaire transféré, sur l'évolution des indices de coût des travaux et en particulier l'indice TP 34 ; 2° de prévoir pour les départements de montagne en plus de la subvention pour l'entretien de cette voirie une dotation au kilomètre pour son déneigement.

Finances locales (augmentation des crédits versés par l'Etat pour l'entretien de la voirie et les travaux de déneigement).

16880. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la vive irritation des élus départementaux devant la trop faible augmentation des crédits versés par l'Etat pour l'entretien de la voirie nationale secondaire transférée aux départements et, dans les départements de montagne, devant l'insuffisance de la prise en considération des charges de déneigement des mêmes voiries. Il lui demande s'il ne conviendrait pas : 1° d'indexer les crédits de l'Etat, pour l'entretien du réseau national secondaire transféré, sur l'évolution des indices de coût des travaux et en particulier l'indice TP 34 ; 2° de prévoir, pour les départements de montagne, en plus de la subvention pour l'entretien de cette voirie, une dotation au kilomètre pour son déneigement.

Finances locales (accès aux prêts bonifiés de la caisse des dépôts pour tous les équipements subventionnés par l'Etat, les départements ou les régions).

16881. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur l'un des problèmes importants que pose l'insuffisance des dotations de l'Etat en matière de subventions aux communes pour leurs équipements. Les départements et les établissements publics régionaux sont de plus en plus amenés à aider les communes pour les mêmes réalisations mais à ce jour les communes subventionnées par les départements ou les régions rencontrent des difficultés pour obtenir des emprunts. Il lui demande si dans le contexte ainsi créé par l'Etat il ne conviendrait pas de donner à toutes les communes par un simple souci de justice, les mêmes possibilités d'accès aux prêts bonifiés de la caisse des dépôts, que leurs projets soient subventionnés par l'Etat, les régions ou les départements.

Finances locales (accès aux prêts bonifiés de la caisse des dépôts pour tous les équipements subventionnés par l'Etat, les départements ou les régions).

16882. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'un des problèmes importants que pose l'insuffisance des dotations de l'Etat en matière de subventions aux communes pour leurs équipements. Les départements et les établissements publics régionaux sont de plus en plus amenés à aider les communes pour les mêmes réalisations mais à ce jour les communes subventionnées par les départements ou les régions rencontrent des difficultés pour obtenir des emprunts. Il lui demande si dans le contexte ainsi créé par l'Etat il ne conviendrait pas de donner à toutes les communes, par un simple souci de justice, les mêmes possibilités d'accès aux prêts bonifiés de la caisse des dépôts, que leurs projets soient subventionnés par l'Etat, les régions ou les départements.

Finances locales (accès aux prêts bonifiés de la caisse des dépôts pour tous les équipements subventionnés par l'Etat, les départements ou les régions).

16883. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur l'un des problèmes importants que pose l'insuffisance des dotations de l'Etat en matière de subventions aux communes pour leurs équipements. Les départements et les établissements publics régionaux sont de plus en plus amenés à aider les communes pour les mêmes réalisations mais à ce jour les communes subventionnées par les départements ou les régions rencontrent des difficultés pour obtenir des emprunts. Il lui demande si dans le contexte ainsi créé par l'Etat, il ne conviendrait pas de donner à toutes les communes, par un simple souci de justice, les mêmes possibilités d'accès aux prêts bonifiés de la caisse des dépôts, que leurs projets soient subventionnés par l'Etat, les régions ou les départements.

Administration (création de services publics ruraux polyvalents).

16884. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les problèmes posés par les fermetures successives de services publics intervenues en milieu rural au cours des années écoulées. Compte tenu du grave handicap que constitue cette situation pour certains secteurs ruraux il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir, fût-ce à titre expérimental, la création d'un service public rural polyvalent regroupant un certain nombre de tâches confiées précédemment aux recettes postales et buralistes, en y adjoignant les ventes de timbres ou vignettes en tout genre.

Administration (création de services publics ruraux polyvalents).

16885. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les problèmes posés par les fermetures successives de services publics intervenues en milieu rural au cours des années écoulées. Compte tenu du grave handicap que constitue cette situation pour certains secteurs ruraux il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir, fût-ce à titre expérimental, la création d'un service public rural polyvalent regroupant un certain nombre de tâches confiées précédemment aux recettes postales et buralistes en y adjoignant les ventes de timbres ou vignettes en tous genres.

*Administration
(création de services publics ruraux polyvalents).*

16886. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les problèmes posés par les fermetures successives de services publics intervenues en milieu rural au cours des années écoulées. Compte tenu du grave handicap que constitue cette situation pour certains secteurs ruraux, il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir, fût-ce à titre expérimental, la création d'un

service public rural polyvalent regroupant un certain nombre de tâches confiées précédemment aux recettes postales et buralistes en y adjoignant les ventes de timbres ou vignettes en tout genre.

Anciens combattants (militaires ayant participé aux opérations de maintien de l'ordre à Madagascar).

16887. — 15 février 1975. — **M. Gilbert Faure** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** s'il lui paraît possible d'étendre les dispositions de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 aux militaires ayant participé aux opérations de maintien de l'ordre à Madagascar du 30 mars au 30 octobre 1947 et qui ne peuvent pour l'instant prétendre à aucun des avantages prévus en faveur des anciens combattants.

Armes (croissance des ventes d'armes à l'étranger).

16889. — 15 février 1975. — Après les déclarations faites dernièrement par **M. Hugues de l'Estolle** selon les termes desquelles les ventes d'armes françaises à l'étranger représenteraient en 1974 16 milliards de francs, **M. Besson** demande à **M. le ministre de la défense** : 1° s'il est en mesure de confirmer le chiffre précité indiqué par un haut fonctionnaire ; 2° si la croissance de ces ventes d'armes lui paraît conforme aux déclarations faites par **M. le Président de la République** lors de la dernière campagne présidentielle ; 3° si elle est de nature à renforcer la position de la France dans sa mission de paix, en particulier lorsque, à l'occasion d'un conflit, elle sera amenée à demander aux belligérants de faire laire les armes qu'elle leur aura vendues.

Service national (accidents coûtant la vie à des appelés du contingent en temps de paix).

16890. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur l'émotion que suscitent les accidents coûtant la vie à des appelés du contingent en temps de paix. Pour faire suite aux aspirations souvent exprimées par les familles des victimes, il lui demande : 1° quel est le nombre d'accidents d'appelés survenus au cours de l'année 1974 ; 2° quelles sont les causes les plus fréquentes d'accidents ; 3° quelles mesures sont prises pour que des règles de sécurité soient mises en œuvre à l'occasion de tout exercice ; 4° dans quelles conditions, en cas de décès, une véritable enquête peut être confiée à des fonctionnaires civils.

Education (délégués départementaux : extension de leur rôle à toute la période de scolarité obligatoire).

16891. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur un problème concernant les délégués départementaux de l'éducation nationale. Certains de ses prédécesseurs n'ayant pas écarté la possibilité d'étendre le rôle de ces délégués à toute la période de scolarité obligatoire il lui demande s'il n'estimerait pas souhaitable de prendre cette mesure à l'occasion du renouvellement triennal des nominations de ces délégués qui doit intervenir au cours de la présente année.

Impôts (perception de Lescheraines [Savoie] : nomination d'un percepteur titulaire).

16892. — 15 février 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur une délibération du comité syndical intercommunal de construction de la perception de Lescheraines (Savoie) en date du 21 décembre 1974, délibération par laquelle, à l'unanimité, la nomination d'un percepteur titulaire a été instamment réclamée. Il lui demande quelle réponse il envisage de faire à cette sollicitation présentée par sept communes rurales qui ont dû faire l'effort de la construction d'une perception neuve voici dix ans et qu'irritent à juste titre l'insécurité du logement de fonction, les risques d'effraction en l'absence de tout personnel permanent et l'insuffisance du service assuré au public par une ouverture des bureaux à temps très partiel.

Enseignements (revalorisation indiciaire des professeurs techniques adjoints de lycée).

16893. — 15 février 1975. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les professeurs techniques adjoints de lycée n'ont pas bénéficié de la revalorisation indiciaire accordée à leurs collègues du seul enseignement technologique. Les P. T. A. de lycée sont, pour la plupart, issus du cadre des P. T. A. des collèges d'enseignement technique. Ayant préparé et réussi le concours permettant cette mutation, ils espéraient, par voie de conséquence, bénéficier aussi d'une promotion indiciaire. Leur salaire actuel n'étant donc plus en rapport avec leur nouvelle qualification, il lui demande quelles mesures peuvent être prises, le plus rapidement possible, pour donner satisfaction à ces fonctionnaires, aussi compétents que dévoués.

Etablissements thermaux (parution du décret relatif à l'exercice de soins à donner aux curistes hospitalisés).

16894. — 15 février 1975. — **M. Masquère** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur le fait qu'aux termes de l'article 29, alinéa 8, du décret du 11 décembre 1958, « dans les hôpitaux ou services hospitaliers réservés aux malades qui suivent une cure thermique et dont la liste est établie par le ministre de la santé publique... les médecins exerçant régulièrement dans la localité siège de l'établissement peuvent, à la condition de figurer sur une liste établie annuellement par le préfet sur proposition de l'inspecteur divisionnaire de la santé suivant les règles prévues par... décret... soigner les malades admis dans ces hôpitaux et services ». Or, le décret annoncé depuis plus de seize ans n'est pas encore intervenu. Il en résulte de graves inconvénients pour les communes dotées d'un hôpital thermal car, en l'absence de ce texte, les commissions administratives ne peuvent organiser de façon satisfaisante le service des soins à donner aux curistes hospitalisés. Il lui demande s'il n'estime pas devoir hâter la parution du décret susvisé.

Assurance vieillesse (application d'une nouvelle majoration forfaitaire des pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1972).

16895. — 15 février 1975. — **M. Albert Bignon** rappelle à **M. le ministre du travail** que la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles a eu pour effet la prise en compte de trente-sept années de cotisations pour le calcul des droits à pension (au lieu de trente années antérieurement) et de porter le montant des pensions à 50 p. 100 du salaire moyen annuel de base (au lieu de 40 p. 100 antérieurement). Ces améliorations sont intervenues progressivement entre le 1^{er} janvier 1972 et le 1^{er} janvier 1973. Cependant l'article 8 de la loi du 31 décembre 1971 prévoit que les pensions dont l'entrée en jouissance est antérieure au 1^{er} janvier 1972 et qui ont été liquidées sur la base d'une durée d'assurance de trente années ne sont majorées forfaitairement que de 5 p. 100. Pour de nombreux assurés qui se trouvent dans cette situation bien qu'ayant cotisé pendant trente-cinq ou quarante ans il s'agit là d'une disposition parfaitement inéquitable puisque si leur pension a été liquidée au taux de 40 p. 100 elle se trouve simplement portée actuellement au taux de 42 p. 100 au lieu de 50 p. 100 pour ceux ayant cotisé pendant trente-sept années et demie. Le Gouvernement ayant manifesté son souci de diminuer les inégalités qui existent entre Français, il lui demande s'il peut envisager une modification de la loi précitée afin que les retraités se trouvant dans cette situation puissent bénéficier d'une nouvelle majoration forfaitaire qui pourrait par exemple être de 15 p. 100, ce qui les mettrait simplement sur un pied d'égalité avec les retraités dont la pension a été liquidée à partir du 1^{er} janvier 1972. Par ailleurs, le décret n° 72-1129 du 29 décembre 1972 portant réforme du mode de calcul des pensions de vieillesse des travailleurs salariés du régime général de sécurité sociale prévoit que le salaire servant de base au calcul de la pension est le salaire annuel moyen correspondant aux dix meilleures années d'assurance et non plus aux dix dernières comme c'était autrefois le cas. Les dispositions en cause s'appliquent aux pensions prenant effet à compter du 1^{er} janvier 1973 ou d'une date postérieure. Ainsi certains retraités ne peuvent bénéficier ni des améliorations provenant des dispositions de la loi du 31 décembre 1971 ni de celles du décret du 29 décembre 1972. S'agissant de ce dernier texte, il lui demande s'il peut envisager son application rétroactive.

Donation (donation à sa fille d'une propriété agricole exploitée par un fermier en vertu d'un bail à long terme : cas d'une résiliation de ce bail, postérieure à la donation, pour une raison de force majeure).

16896. — 15 février 1975. — **M. Bisson** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un exploitant agricole né en 1909 mettant en valeur environ 90 hectares, bénéficie depuis le mois de mars 1974 d'un bail à long terme (dix-huit ans) sur une superficie de 40 hectares d'herbages. Le propriétaire de cette superficie a fait donation de cet immeuble à sa fille postérieurement à la conclusion du bail, et les droits de mutation ont été calculés en application des dispositions de l'article 2 de la loi n° 70-1298 du 31 décembre 1970. Or il se trouve que pour raison de santé le fermier doit réduire son activité et de ce fait envisage de cesser l'exploitation de la superficie de 40 hectares sur laquelle porte le bail à long terme. Le propriétaire bénéficiaire de la donation consentirait à accepter une résiliation de bail et à consentir à un nouveau locataire un nouveau bail à long terme. Si cette opération intervient, il lui demande si la réduction des droits de mutation appliquée à la donation intervenue sera remise en cause ? Une réduction de droits serait-elle encore appliquée si au cours du nouveau bail une mutation à titre gratuit intervenait ? Il convient de souligner que lorsqu'il avait accepté le bail à long terme le fermier envisageait de céder en cours de bail la location à son fils également cultivateur, mais il se trouve qu'en raison de circonstances particulières le fils ne peut accepter cette cession de bail, ce qui contraint à la résiliation le père qui doit absolument réduire son activité.

Rentes viagères (majorations légales accordées aux crédirentiers de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse).

16897. — 15 février 1975. — **M. Chaumont** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la procédure d'application des majorations légales accordées aux crédirentiers de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces majorations sont en premier lieu sans rapport avec les augmentations réelles du coût de la vie. D'autre part, elles sont appliquées sur la valeur nominale des arrérages, les taux ne tenant pas compte de la dépréciation depuis l'aliénation du capital. Il lui fait observer à ce sujet qu'une rente sécurité sociale pour accident du travail payée 100 francs en 1959 est payée 463,80 francs en octobre 1974, les majorations successives de sécurité sociale s'appliquant logiquement chaque fois au dernier trimestre perçu. En mettant en parallèle une rente souscrite à la C.N.R.V., également en 1959, il est constaté que cette rente d'une valeur initiale de 10 francs ne s'élève en 1974 qu'à 132 francs. Il souhaite que cesse l'assimilation des retraites C.N.R.V./C.N.P. à des placements d'argent car le capital d'un placement est toujours réservé alors que le capital des retraites C.N.R.V./C.N.P. est définitivement aliéné et, dans cette optique, il lui demande s'il ne peut pas reconsidérer les modalités de détermination des taux de majoration en les appliquant, non à la valeur nominale des arrérages, mais aux derniers arrérages perçus.

Exploitants agricoles (extension de la législation sociale agricole appliquée en métropole aux D. O. M.).

16899. — 15 février 1975. — **M. Debré** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** les conclusions du rapport déposé par la mission d'étude à la Réunion présidée par **M. Sanger** et aux termes desquelles les charges sociales que doivent acquitter les cultivateurs réunionnais sont sensiblement plus onéreuses que les charges acquittées par les cultivateurs de la métropole et lui demande, en conséquence, dans quelles conditions et selon quel échéancier il compte étendre la législation sociale agricole aux départements d'outre-mer.

S. A. F. E. R. (déroulement de la réforme foncière à la Réunion).

16900. — 15 février 1975. — **M. Debré** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si son attention a été attirée sur le fait que la réforme foncière, entreprise jusqu'à présent avec succès à la Réunion par la S. A. F. E. R., se trouve freinée : 1° par la non-application à la Réunion des dispositions relatives aux groupements agricoles d'exploitation en commun (G. A. E. C.) ; 2° par l'application à l'improviste d'une décision diminuant les taux de subventions versées par son ministère pour permettre le financement des travaux d'aménagement indispensables à la rétrocession de lots à de nouveaux exploitants, et lui demande, en conséquence, les dispositions qu'il compte prendre pour corriger cet état de choses.

Tourisme

(désignation d'un délégué régional au tourisme à la Réunion).

16901. — 15 février 1975. — **M. Debré** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** s'il n'estime pas nécessaire, conformément à un vœu émis par le conseil régional et à des engagements antérieurement pris par l'administration centrale, de désigner un délégué régional au tourisme pour la Réunion.

Sites et monuments historiques

(retards dans l'application de la loi sur leur protection à la Réunion).

16902. — 15 février 1975. — **M. Debré** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** si son attention a été attirée sur les retards d'application à la Réunion de la loi de 1965 qui étend aux départements d'outre-mer la législation protectrice des monuments historiques et des sites, et s'il n'estime pas, compte tenu à la fois des risques provoqués par l'urbanisation croissante de l'île et des exigences de protection en vue du développement du tourisme, qu'une suite rapide doit être donnée aux propositions de classement ou d'inscription déjà envisagées et que des instructions puissent permettre de nouvelles enquêtes.

Pensions de retraite civiles et militaires (amélioration du régime de pension des conjoints survivants de femmes fonctionnaires du cadre local d'Alsace-Lorraine).

16904. — 15 février 1975. — **M. Gissinger** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1973 (n° 73-1128 du 21 décembre 1973) a apporté des améliorations appréciables au régime de pension des conjoints

survivants de femmes fonctionnaires. Il lui signale que ces dispositions ne concernent pas toutefois les fonctionnaires du cadre local d'Alsace-Lorraine. Il lui demande si cette extension ne pourrait pas être envisagée au profit de ces derniers et les mesures en cause être mises en œuvre à compter de la date d'application de la loi précitée.

Equipement rural (crédits consacrés aux secteurs d'adduction d'eau, assainissement, remembrement rural, électrification et enseignement agricole).

16905. — 15 février 1975. — **M. Glissinger** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il peut lui faire connaître : a) sur le plan national ; b) sur le plan de la région Alsace et du département du Haut-Rhin : le montant des crédits consacrés au titre des lois de finances des années du VI^e Plan à chacun des secteurs suivants : adduction d'eau rurale ; assainissement ; remembrement rural ; électrification et enseignement agricole. Il souhaite également savoir le taux de réalisation dans le cadre du VI^e Plan pour ces différents secteurs.

Prélèvement conjoncturel (calcul de l'assiette : modification de la marge de référence en fonction de la variation éventuelle de la provision pour hausse de prix inscrite au bilan).

16907. — 15 février 1975. — **M. Hardy** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les articles 9 et 11 de la loi n° 74-1189 du 19 décembre 1974 instituant un prélèvement conjoncturel disposent que la marge de référence servant de calcul de l'assiette du prélèvement est le cas échéant « majorée ou réduite de la variation par rapport à l'exercice de référence de la provision pour fluctuation de cours inscrite au bilan de l'entreprise ». L'intérêt de cette correction éventuelle de la marge de référence est d'atténuer sinon de supprimer les excédents de marge résultant du comportement inflationniste au niveau des approvisionnements de certains secteurs d'activité qui ont pour objet principal de faire subir en France la transformation de matières premières ou de produits acquis sur les marchés internationaux ou même sur le territoire national, lorsque les variations de prix sont liées au cours internationaux. Il lui demande si dans les corrections apportées à la marge de référence par l'article 9 précité, il n'a pas été omis de tenir compte de la variation éventuelle par rapport à l'exercice de référence, de la provision pour hausse de prix inscrite au bilan. Il convient à cet effet de rappeler que la provision pour hausse de prix prévue à l'article 39-1 (5^e, 3^e alinéa) du code général des impôts a pour objet, comme la provision pour fluctuation des cours, d'atténuer les excédents de marge dus à l'effet inflationniste existant dans certains secteurs de l'économie au niveau des approvisionnements. Certaines activités liées à l'agriculture et donc aux effets des intempéries, dans les vins et spiritueux notamment, subissent des hausses de prix souvent amplifiées par la demande d'un marché de pénurie qu'elles pallient par la provision pour hausse de prix, n'étant pas autorisées à pratiquer la provision pour fluctuation de cours ; il n'est pas rare de rencontrer en l'espace d'une année et dans le négoce d'eaux-de-vie, par exemple, des hausses de prix moyennes de 30 ou 40 p. 100. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il compte prendre pour réparer l'omission rappelée plus haut et éviter en définitive que des excédents de marges non liés au comportement inflationniste actuel, mais résultant de la nature ou de la spécificité d'un marché de pénurie ou spéculatif soient laxés, alors que les mêmes excédents couverts par la provision pour fluctuation de cours n'entrent pas dans l'assiette du prélèvement.

Alcools (eaux-de-vie de Cognac : bonification supplémentaire de 1 p. 100 accordée au titre du forfait de T.V.A.).

16908. — 15 février 1975. — **M. Hardy** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** pourquoi les eaux-de-vie de Cognac ne bénéficient pas de la bonification supplémentaire de 1 p. 100 accordée au titre du forfait de T.V.A. Les eaux-de-vie de Cognac et les vins bénéficiaient auparavant d'une ristourne au titre du forfait de T.V.A. calculé au taux de 2,40 p. 100. Le taux ayant été porté à 3,40 p. 100 seuls les vins bénéficient de la ristourne supplémentaire de 1 p. 100 alors que les eaux-de-vie de Cognac semblent ne pas profiter de cet avantage. Cette nouvelle situation apparaît comme particulièrement injuste puisque les eaux-de-vie de Cognac proviennent de la distillation du vin de la région et doivent donc être traités, comme cela était d'ailleurs le cas auparavant, sur un pied d'égalité avec les vins. Dans ces conditions, il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à ce regrettable état de chose qui, au yeux de nombreux propriétaires viticulteurs apparaît comme une injustice.

Assurance vieillesse (harmonisation des dates de revalorisation des pensions et de relèvement de leur plafond).

16910. — 15 février 1975. — **M. Offroy** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'une question avait été posée à l'un de ses prédécesseurs sur les modalités de revalorisation annuelle des pensions déjà liquidées (question écrite n° 4924, réponse *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, n° 3, du 19 janvier 1974, p. 248). La réponse précitée disait que des dispositions étaient en cours d'élaboration en vue d'harmoniser les dates de revalorisation des pensions de vieillesse et de relèvement du plafond de ces pensions ce qui aurait pour effet d'éviter les inconvénients que connaissent de nombreux retraités, lesquels ne peuvent bénéficier des revalorisations auxquelles ils pourraient prétendre dans la mesure où celles-ci ont pour effet de porter leur pension à un niveau supérieur à un plafond qui n'est pas majoré en même temps que les pensions elles-mêmes. La conclusion de la réponse qui vient d'être rappelée disait que des recherches en vue de nouvelles simplifications étaient poursuivies. Or depuis le 1^{er} janvier 1974 les pensions déjà liquidées sont revalorisées deux fois par an, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année, par application d'un coefficient de majoration fixé par arrêté ministériel (décret n° 73-1212 du 29 décembre 1973). Depuis l'abandon de la revalorisation annuelle qui intervenait au 1^{er} avril, le problème est encore plus complexe et il serait souhaitable que les modifications du plafond interviennent aux dates fixées pour les revalorisations des pensions, c'est-à-dire au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet. Il lui demande si les études dont faisait état la conclusion de la réponse précitée ont été poursuivies et s'il envisage de retenir la disposition qu'il vient de lui suggérer.

Participation des travailleurs (distribution d'actions gratuites : exonération du droit d'apport et octroi d'avantages fiscaux).

16911. — 15 février 1975. — **M. Pujol** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le cas des sociétés désireuses de procéder à une distribution d'actions gratuites à leur personnel dans le cadre de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959, tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, modifiée notamment par le décret n° 74-482 du 17 mai 1974. Cette ordonnance stipule dans son article 10 (alinéa 3) : « ...Lorsque la participation du intéressement est réalisé sous forme de création ou de distribution d'actions en faveur des travailleurs, les opérations afférentes sont exonérées des taxes et droits qui sont normalement applicables à de telles opérations. » Cette exonération qui tendait à permettre à la société de ne pas acquitter le droit d'apport a été ultérieurement supprimée. D'autre part, la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, dispose, dans son article 33 (codifié sous les articles 81 (16^e) et 220 bis du code général des impôts) : 1° « Toute société qui attribue gratuitement à l'ensemble de son personnel des actions ou parts sociales de son capital a droit à une réduction de l'impôt sur les sociétés dont elle est redevable au taux de 50 p. 100. Cette réduction est égale au produit dudit impôt par le rapport existant à la clôture de chaque exercice entre le montant nominal des actions ou parts ainsi attribuées depuis cinq ans au plus et le capital total de la société ; 2° l'attribution des titres n'est pas assimilée à un revenu pour l'application du versement forfaitaire sur les salaires et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et ne donne lieu à la perception d'aucun impôt ; 3° l'application des dispositions qui précèdent est limitée aux opérations réalisées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. » Il se trouve, cependant, que le décret susvisé n'a toujours pas été publié à l'heure actuelle. Il lui demande dès lors si, dans le dessein de se conformer à la volonté du législateur, légitimement soucieux d'encourager l'actionnariat populaire, il entre dans ses intentions : 1° de rétablir l'exonération du droit d'apport initialement prévu par l'article 10 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; 2° de faire en sorte que soit publié au plus tôt le décret d'application prévu par l'article 220 bis du code général des impôts, de telle sorte que les sociétés concernées et leur personnel puissent bénéficier des avantages fiscaux décidés par la loi.

Enseignants (revalorisation indiciaire des professeurs techniques adjoints de lycée).

16912. — 15 février 1975. — **M. Dutard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des professeurs techniques adjoints de lycée technique, qui s'étonnent de ne pas avoir bénéficié de la revalorisation indiciaire accordée, dans le cadre de la promotion des enseignements technologiques, à leurs collègues des collèges d'enseignement technique. Ils enseignent dans les classes de l'enseignement technique long, préparant au baccalauréat de technicien et constatent que leur salaire n'est plus

en rapport avec leur qualification. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation, qui compromet la nécessaire revalorisation de l'enseignement technique.

Sociétés pétrolières (crédits d'impôt dont bénéficie abusivement la Compagnie française des pétroles au titre de ses achats en Irak et en Iran).

16913. — 15 février 1975. — M. Odru rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les travaux récents d'une commission parlementaire d'enquête ont mis en lumière le fait que la Compagnie française des pétroles n'a plus ni en Irak ni en Iran de concessions pétrolières et que dans ces deux pays elle achète purement et simplement du brut à deux sociétés nationales. Dans ces conditions, le prix acquitté correspond à une transaction commerciale normale et n'incorpore plus, quelle que soit la présentation qui peut être faite, d'impôts ou de redevances. Il n'y a donc plus lieu de faire bénéficier cette société, dans le cadre du régime du bénéfice mondial, du crédit d'impôts correspondant à ces achats. Il lui demande en conséquence : 1° pourquoi la C. F. P. continue de déduire de l'impôt qu'elle doit au Trésor français des sommes qui peuvent, au titre même de la législation en vigueur, être considérées comme des crédits d'impôts ; 2° s'il n'entend pas mettre fin immédiatement à cette situation, compte tenu des pouvoirs que lui donne l'article 209 quinquies du code général des impôts.

Impôt sur les sociétés (sociétés ayant leur siège social en Nouvelle-Calédonie : déduction des droits de sortie).

16914. — 15 février 1975. — M. Odru demande à M. le ministre de l'économie et des finances, compte tenu de la réponse qui lui a été faite le 12 décembre 1974 par M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, si les sociétés qui ont leur siège social en France et des activités en Nouvelle-Calédonie : 1° ont déduit, antérieurement à 1974, de leurs impôts sur les sociétés la totalité des droits de sortie perçus au profit des territoires de la Nouvelle-Calédonie ; 2° s'il en a été de même pour l'exercice 1974 pour la totalité de ces droits, compte tenu de l'affectation donnée à la subvention de cinquante millions inscrite dans le dernier collectif de 1974 ; 3° si ces dispositions continueront de s'appliquer en 1975 envers la société métallurgique Le Nickel dans laquelle la S. N. P. A. a pris une participation de 50 p. 100 aux côtés d'une filiale du groupe Rothschild.

Industrie du livre (licenciement collectif à l'entreprise France Edition et Publication).

16916. — 15 février 1975. — M. Rallie attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation préoccupante dans laquelle se trouvent les travailleurs de l'entreprise France Edition et Publication après que la direction ait fait connaître son intention de procéder au licenciement collectif de 400 personnes, soit environ un sixième de l'effectif, touchant toutes les catégories du personnel. Cette mesure, qui s'avère sans justification réelle, s'inscrit dans une politique qui aboutit au démantèlement de la presse et de l'industrie du livre en général. Les députés communistes ne sauraient admettre que les dirigeants du groupe fassent payer aux travailleurs qui n'en sont aucunement responsables les conséquences de cette politique néfaste. C'est pourquoi il lui demande en leur nom quelles mesures il compte prendre pour que soient rapportés tous les licenciements et pour assurer le plein emploi dans ce secteur industriel.

Testaments partage (droits d'enregistrement).

16917. — 15 février 1975. — M. Lamps expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'application contenue dans la réponse à la question écrite n° 7309 posée par M. Ribadeau Dumas (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 9 mars 1974, p. 1106) n'est pas convaincante. En effet, un partage est un acte qui règle les parts d'une succession. Or un testament ordinaire par lequel une personne sans postérité a divisé ses biens entre ses héritiers n'a pas d'autre but que de déterminer la part que recevra chacun des intéressés. On ne voit donc pas pourquoi l'administration prétend que ce testament n'a pas le caractère d'un partage et s'obstine à maintenir en vigueur une disparité de traitement qui pénalise injustement les enfants légitimes. La réglementation qui consiste à taxer un testament plus lourdement sous prétexte que les bénéficiaires sont les descendants directs du testateur n'a jamais été approuvée par la Cour de cassation, car elle est contraire à la plus élémentaire équité et à la volonté du législateur. Depuis plusieurs années, une modification du régime actuel de l'enregistrement des testaments est réclamée avec insistance. Il lui demande s'il est disposé à reconsidérer ce problème qui intéresse de nombreuses familles françaises.

Etablissements scolaires (reclassement indiciaire des conseillers pédagogiques).

16918. — 15 février 1975. — M. Gilbert Schwartz rappelle à M. le ministre de l'éducation : 1° que le décret du 6 septembre 1972 (*Journal officiel* du 9 septembre 1972, *Bulletin officiel de l'éducation nationale* n° 35 du 21 septembre 1972) attribuait à certains personnels de l'éducation nationale une indemnité de charges administratives ; 2° qu'en ce qui les concerne, les conseillers pédagogiques recevaient 1 350 francs par an à compter du 1^{er} janvier 1972 (arrêté du 25 septembre 1972, *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 9 novembre 1972, n° 42) ; 3° que cette indemnité a été versée pour 1972 et 1973 ; à compter du 1^{er} janvier 1974 elle était supprimée et remplacée par un reclassement de ces personnels au deuxième groupe de direction d'établissements spécialisés. Les crédits nécessaires étaient d'ailleurs inscrits au budget de 1974 ; 4° que depuis janvier 1974, les conseillers pédagogiques ne perçoivent plus leur indemnité de charges administratives mais ne bénéficient pas du reclassement annoncé. Il lui demande : 1° quand seront signés les décrets d'application concernant le reclassement de cette catégorie de personnel ; 2° si, tant que ces décrets ne sont pas publiés, les dispositions antérieures ne peuvent pas être maintenues ; 3° si les crédits nécessaires au reclassement ont été prévus au budget 1975.

Contribution foncière (transfert de charge au profit des propriétaires de forêts et au détriment des cultivateurs).

16919. — 15 février 1975. — M. Villon signale à M. le ministre de l'économie et des finances que la taxe foncière sur les forêts ayant été diminuée, cette taxe a été augmentée pour les terres de culture et les prés, bien que le revenu réel des forêts ait augmenté alors que celui des propriétés agricoles a diminué. Ces modifications de la taxe ont pour résultat que les communes comportant une forte part de forêts sur leur territoire ont été obligées d'augmenter de façon importante le taux de leurs impôts locaux. Ainsi les contribuables de deux communes de l'Allier, Isle-et-Bardais et Vitray, voient leur imposition doubler par rapport à 1973. Il s'agit là d'un véritable transfert des charges au détriment des cultivateurs mais au profit des propriétaires de forêts, et notamment de l'Etat. Il demande s'il compte prendre des mesures afin que la décision autoritaire de modification des revenus cadastraux soit rapidement révisée avec la participation des représentants des différentes catégories de contribuables et que les réclamations adressées aux services fiscaux par les contribuables, victimes des faits exposés, soient largement prises en considération.

Sécurité sociale (contrôles médicaux exercés par l'organisme Sécurex à la demande des employeurs).

16921. — 15 février 1975. — M. Houël fait part à M. le ministre du travail des agissements de l'organisme Sécurex. Cet organisme effectue des contrôles médicaux à la demande des employeurs, contrôles venant s'ajouter évidemment à ceux pratiqués par les médecins conseils des caisses de sécurité sociale. Il apparaît que les contrôles mis en place par le patronat visent à restreindre la liberté des prescriptions qui est un principe fondamental de l'exercice médical, comme le prévoit le code de déontologie. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour empêcher le développement de ces méthodes.

Sociétés pétrolières (participation prise par la Société nationale des pétroles d'Aquitaine dans la société Le Nickel : incidences fiscales).

16922. — 15 février 1975. — M. Odru rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la Société nationale des pétroles d'Aquitaine a pris, aux côtés d'une filiale du groupe Rothschild, une participation de 50 p. 100 dans la société métallurgique Le Nickel (S. L. N.). Il lui demande, compte tenu de la réponse qui lui a été faite le 12 décembre 1974 par M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, si les déficits déclarés depuis 1972 par la société Le Nickel ne contribueront pas, dans le cadre du régime du bénéfice consolidé prévu par l'article 209 quinquies du code général des impôts, à réduire encore la dette fiscale de la S. N. P. A., alors que les travaux récents d'une commission d'enquête parlementaire ont montré que les sociétés françaises qui produisent des hydrocarbures ne paient que des impôts d'un montant ridiculement faible.

Industrie mécanique (établissements Amtec-France : réduction de la production de tours à broches multiples).

16923. — 15 février 1975. — M. Houël porte à la connaissance de M. le ministre des affaires étrangères les faits suivants : les travailleurs des Etablissements Amtec-France (American Technic) des usines de Nanterre (Hauts-de-Seine), de Villeurbanne et de Chassieu

(Rhône) sont très inquiets de leur avenir. Il semblerait, en effet, d'après les rares informations que le personnel possède sur la situation de ces entreprises qu'une partie importante de la production de tours à broches multiples, c'est-à-dire 70 p. 100, cesserait d'être fabriquée. Ces 70 p. 100 étant représentés par des marchés que la société possède avec les pays socialistes. Si cela est exact, il lui demande s'il ne pense pas que la disparition de ces marchés avec les pays socialistes peut provenir de la rupture de l'accord commercial U.S.A.-U.R.S.S. Dans ces conditions et si la réponse était positive, il lui demande quelles dispositions son ministère et le Gouvernement entendent prendre pour sauvegarder le potentiel de fabrication de cette société, qui est une production unique en France et donc, par conséquent, source de devises pour notre pays.

Pollution (graves nuisances subies par les habitants de la région du Rhône, notamment des communes de Feyzin, Irigny et Vernaison).

16925. — 15 février 1975. — **M. Houël** se faisant l'écho des populations des communes de Feyzin, Irigny, Vernaison, émues des projets d'installation d'usines de traitements de déchets industriels (Apora), de régénération des huiles (Sopaluna) et d'enrobage de bitume (S. P. A. P. A.), sur un site déclaré zone verte par le plan d'occupation des sols, attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur les graves nuisances que subissent les populations de ce secteur. Il demande si ces implantations ne pourraient pas être réalisées sur un site plus approprié et que toutes mesures soient prises pour qu'elles n'apportent aucune nuisance à l'environnement. Il attire également son attention sur l'insuffisance notoire de l'usine Apora, en ce qui concerne la destruction des déchets industriels. Cette usine ne correspond aucunement aux besoins de la région. Il serait nécessaire de développer les études et recherches pour la destruction réelle de ces déchets et d'installer une plate-forme apte à dépolluer l'ensemble du complexe des usines chimiques de Saint-Fons, Pierre-Bénite, Feyzin. Cette plate-forme devrait utiliser toutes les techniques actuelles (et non se contenter d'incinérer les déchets) et être financée par les pollueurs, c'est-à-dire les industriels concernés. Il lui demande s'il envisage une telle solution pour résoudre le problème des déchets industriels. La population n'a plus à supporter les nuisances des entreprises de ce secteur. Ainsi, l'usine « Produits chimiques Ugine Kulmann » de Pierre-Bénite déverse dans le Rhône de telles quantités de sulfate de chaux que les îlots formés, gênant la navigation, sont détruits tous les mois à la dynamite. Cette usine est également responsable d'une grave pollution atmosphérique par le rejet dans l'air de grandes quantités de vapeurs acides dues au fonctionnement défectueux d'une unité de fabrication de l'acide sulfurique. Les usines du complexe de Saint-Fons déversent de telles quantités d'effluents nauséabonds dans le canal du Rhône, en aval du barrage de Pierre-Bénite, qu'on peut voir sur des photos aériennes que le tiers du canal est constitué par ces déversements noirâtres produisant de la mousse. Le Rhône est régulièrement recouvert de mousse et d'hydrocarbures, la raffinerie de Feyzin, les usines Rhône-Poulenc, Rhône-Progil empestent l'atmosphère. Il lui demande s'il envisage de prendre rapidement des mesures pour que cessent ces atteintes intolérables à l'environnement de cette région. Il attire de nouveau son attention sur le fait que la loi du 16 décembre 1964 de lutte contre la pollution des eaux ne peut être appliquée par manque d'arrêtés ministériels prévus par l'article 3 du décret d'application du 23 février 1973. Il attire son attention sur l'insuffisance des mesures prises contre la pollution de l'air par la création de « zones de protection spéciales » qui considèrent la pollution de l'air comme un fait accompli. Il lui demande s'il n'est pas envisagé de mesures plus efficaces de lutte contre la pollution de l'air, notamment l'obligation pour les industriels de se munir d'installations antipolluantes ou de choisir une méthode de fabrication absolument propre.

Assurance vieillesse (calcul sur les dix meilleures années : extension aux pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1973).

16927. — 15 février 1975. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la grande disparité qui existe en matière de retraite vieillesse du régime général de la sécurité sociale, selon que celle-ci est calculée sur le salaire des dix dernières années, comme c'est le cas pour les travailleurs ayant accédé à la retraite avant le 1^{er} janvier 1973 ou sur le salaire des dix meilleures années comme c'est le cas pour les travailleurs ayant accédé à la retraite après le 1^{er} janvier 1973. Il lui cite le cas de deux ouvriers métallurgistes ayant travaillé dans la même entreprise ; le premier, ouvrier qualifié de troisième catégorie bien qu'ayant 164 trimestres valables et bénéficiant d'une bonification pour avoir élevé trois enfants, perçoit une retraite inférieure d'environ 26 p. 100 par rapport à celle de son collègue ouvrier qualifié de deuxième catégorie qui pourtant n'avait que 163 trimestres valables et ne bénéficie d'aucune bonification pour enfant. Il attire son attention sur le fait que l'écart constaté est encore plus sensible lorsque la comparaison est faite avec des travailleurs accédant maintenant à la

retraite. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à cette injustice et si notamment il ne prévoit pas d'appliquer aux retraites établies avant le 1^{er} janvier 1973 le principe du calcul sur les dix meilleures années de carrière.

Médecine du travail (organisation dans les professions agricoles à la Guadeloupe).

16928. — 15 février 1975. — **M. Guillod** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que jusqu'à ce jour le décret n° 68-614 du 8 juillet 1968 du code rural rendant obligatoire l'organisation de la médecine du travail dans les professions agricoles n'a pas encore reçu d'application à la Guadeloupe. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour l'application effective de ce décret dans les D.O.M.

Vin (charges fiscales excessives pesant sur les viticulteurs).

16930. — 15 février 1975. — **M. Hardy** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les graves difficultés devant être rencontrées au cours de l'année 1975 par les viticulteurs de son département, en ce qui concerne le paiement de l'impôt sur le revenu. En effet, par suite du retard apporté à la fixation des tarifs des bénéfices agricoles de 1972, un grand nombre de viticulteurs auront à payer au cours du premier semestre 1975 : a) le solde de l'impôt sur le revenu de 1972 ; b) l'impôt 1973 sur les bénéfices agricoles selon le tarif publié au *Journal officiel* du 21 janvier 1975 ; c) enfin, l'acompte provisionnel 1975 sur les impôts 1974 par référence à l'impôt de 1973. Or, l'impôt 1973 sera très élevé en raison du caractère exceptionnel de la récolte de cette année-là, alors même que son paiement intervient à un moment où le marché des eaux-de-vie connaît un net ralentissement. De nombreux viticulteurs, contribuables de bonne foi, se trouvent donc dans l'impossibilité totale de faire face à leurs obligations. Il apparaît d'autre part, que le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation aux taux respectifs de 5, 10 et 15 p. 100 sur les revenus 1973, payable en 1974, va encore alourdir ces impositions à un moment où ce prélèvement ne peut plus jouer son rôle initial de lutte contre une surchauffe qui n'existe plus dans la conjoncture régionale actuelle. Ceci est d'autant plus regrettable que la restitution de tout ou partie de cet impôt doit intervenir au cours de l'année 1975. Pour remédier à ces graves difficultés, il lui demande s'il peut : 1° reporter après le 15 avril 1975 la mise en recouvrement des rôles de l'I.R.P.P. 1973, ou bien examiner la possibilité de ne pas faire application de la majoration de 10 p. 100 prévue par l'article 1761 du code général des impôts pour les viticulteurs payant l'acompte de 60 p. 100 sur les revenus 1973 ; 2° ne pas appliquer les taux fixés pour le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation puisque la restitution doit se faire en partie cette année, mais de les remplacer par les taux de 0 p. 100 (au lieu de 5 p. 100), 5 p. 100 (au lieu de 10 p. 100) et 10 p. 100 (au lieu de 15 p. 100).

Travail (statistiques sur l'absentéisme par maladies dans les entreprises : contrôle de ces absences).

16931. — 15 février 1975. — **M. Julia** demande à **M. le ministre du travail** s'il dispose de statistiques concernant l'absentéisme par maladies dans les entreprises industrielles et commerciales. D'après une enquête faite il y a quelques années par une organisation professionnelle, il semble que l'absentéisme-maladies soit influencé par toute une série de facteurs. Ainsi, il aurait été constaté dans certaines entreprises une influence sensible des congés payés sur l'absentéisme immédiatement antérieur ou postérieur. Certains congés payés seraient prolongés par des arrêts pour maladies. Parmi les causes d'absentéisme, également signalées, figurent les travaux agricoles, les vendanges, la chasse, la pêche. Pour ces deux dernières activités, les absences seraient généralement accolées à un week-end ou un jour férié. L'absentéisme serait plus accentué le lendemain des fêtes locales. Par ailleurs, l'absentéisme féminin plus élevé en moyenne que celui du personnel masculin augmenterait avec le nombre d'enfants à charge et l'absentéisme à l'occasion des congés scolaires semblerait avoir tendance à se développer. Il serait en outre plus important chez les hommes célibataires particulièrement le lundi. Enfin, si l'influence de l'ancienneté apparaît comme négligeable, il semblerait bien que l'absentéisme soit plus élevé chez les ouvriers plus âgés et particulièrement ceux qui effectuent des travaux pénibles. En outre, la possibilité de se faire mettre en congés maladie en attendant l'âge de la retraite semblerait très utilisée. L'absentéisme également assez élevé chez les jeunes comporterait des absences plus fréquentes mais cependant plus courtes que chez les personnes âgées. Enfin d'une manière générale, il varierait en sens inverse de la qualification professionnelle. Par contre, l'influence de l'importance et des conditions de trajet semblerait peu sensible sauf dans quelques régions où les conditions hivernales rendent parfois les déplacements difficiles.

Il aurait été également remarqué que les absences sont en augmentation lorsqu'une grève est sur le point de se déclencher. Il serait intéressant de savoir si des statistiques sérieuses permettent d'avoir des indications à cet égard. Il souhaiterait en outre savoir si l'absentéisme a progressé au cours des dix dernières années. Il lui demande enfin de quels moyens disposent les organismes de sécurité sociale pour s'assurer que les absences pour maladies sont bien justifiées. Il serait intéressant à cet égard de connaître le nombre de vérifications effectuées par le médecin-contrôleur des caisses de sécurité sociale, en rapprochant le nombre de contrôles effectués du nombre d'absences pour maladies enregistrées. Le problème est incontestablement très important puisque les absences injustifiées grèvent d'une manière anormale et très lourdement le budget de la sécurité sociale. Il lui demande si des solutions sont envisagées pour lutter contre ces formes d'absentéisme. Il lui demande enfin s'il n'y aurait pas intérêt, dans la mesure où les études entreprises sont encore insuffisantes, à y faire participer une commission tripartite qui comprendrait des représentants des employeurs, des représentants des syndicats ouvriers et des représentants des organisations médicales.

Veuves (octroi d'une demi-part supplémentaire dans la détermination du quotient familial).

16932. — 15 février 1975. — **M. Le Theule** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation difficile de nombreuses veuves qui, au décès de leur conjoint, voient leur quotient familial intervenant dans le calcul de l'impôt sur le revenu ramené de deux parts à une part, alors que leurs charges principales sont pratiquement inchangées. Il lui demande si, pour tenir compte de cette permanence de la quasi totalité des charges, il ne pourrait être envisagé d'attribuer une demi-part supplémentaire dans la détermination du quotient familial des veuves.

Patente (assouplissement des délais imposés pour le dépôt de la demande d'exonération temporaire).

16934. — 15 février 1975. — **M. Raynal** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances**, qu'au terme de l'article 14 de l'arrêté du 28 mai 1970, concernant l'exonération temporaire de la patente, les demandes correspondantes doivent être déposées au plus tard avant le début de la réalisation des investissements et adressées à la direction régionale des impôts territorialement compétente. Assez souvent, les chefs d'entreprises adressent de telles demandes avec un certain retard, soit parce qu'ils sont négligents ou mal informés, soit parce que, confondant prime de développement régional et allègement fiscal, ils sollicitent la première en espérant bénéficier du second. Les directions générales des impôts et le conseil du fonds de développement économique et social quand il est saisi de cas litigieux) appliquent la règle de l'antériorité de la demande avec une extrême rigueur, s'attachant à la lettre et non à l'esprit de l'arrêté et sanctionnant ainsi très lourdement le manque d'information administrative des entreprises naissantes. Il s'étonne d'autant plus de cette attitude d'extrême rigueur, qu'elle est en contradiction totale avec celles des conseils municipaux qui ont voté l'exonération temporaire et ont ainsi décidé de priver volontairement leur budget de précieuses ressources, afin de faciliter la création d'emplois sur le territoire qu'ils administrent. Il lui demande s'il peut faire modifier comme suit l'article 14 de l'arrêté du 28 mai 1970 par l'insertion du texte suivant, entre les deuxième et troisième paragraphes actuels dudit article: « Toutefois, quand le bénéficiaire éventuel de l'exonération de la patente, aura sollicité l'octroi d'une prime de développement régional ou similaire (prime d'équipement, hôtelier, informatique, etc.), la date de la demande d'exonération de patente à prendre en considération sera, en cas de dépôt tardif du dossier, celle de la lettre d'intention, adressée par l'intéressé au préfet de région, et acceptée par celui-ci, comme point de départ du programme printable ».

Fonctionnaires (accidents de service: dispense d'avance de frais).

19935. — 15 février 1975. — **M. Alain Bonnet** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la réponse à la question écrite n° 13892 (Débats, Assemblée nationale, n° 96, du 4 décembre 1974, p. 7363) selon laquelle serait étudiée une procédure évitant aux fonctionnaires victimes d'un accident en service, d'avoir à avancer le moindre frais, si minime soit-il. Selon cette même réponse, la solution devait intervenir « prochainement » mais à l'heure actuelle aucune décision ne semble avoir été prise et les fonctionnaires intéressés continuent à avancer des frais qui atteignent rapidement des sommes assez élevées, compte tenu notamment du prix des médicaments ou des autres prescriptions médicales. Il lui demande donc où en est présentement cette question.

Maire (maire instituteur qui loue l'appartement de fonctions de l'école à un ouvrier municipal).

19936. — 15 février 1975. — **M. Alain Bonnet** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** s'il est normal et réglementaire qu'un maire qui est aussi l'instituteur d'un petit village, loue l'appartement de fonctions de l'école (qu'il n'occupe plus, ayant fait construire une villa) à un ouvrier municipal, père de famille nombreuse, alors que ledit appartement est contigu à la mairie et situé au-dessus de la salle de classe, avec une seule entrée commune aux deux locaux administratifs. Il lui demande quelle procédure il faudrait éventuellement appliquer dans l'avenir, si un nouvel instituteur nommé dans ce village souhaitait occuper ledit appartement de fonctions et que le locataire actuel, muni de reçus de loyer et pouvant ainsi prouver qu'il est un locataire de bonne foi, refusait alors de le quitter devant l'impossibilité de se loger ailleurs avec sa famille. Il lui demande également ce qu'il faudrait faire si un nouveau maire jugeait que cette situation « gêne » le fonctionnement normal des services de la mairie et de l'école.

Assurance maladie (refus de remboursement des prestations maladie à un travailleur non salarié non agricole grabataire en raison d'un paiement tardif de cotisation).

19937. — 15 février 1975. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre du travail** qu'un travailleur non salarié non agricole (commerçant) est atteint depuis plus d'un an d'une grave maladie incurable ayant engendré au cours des mois des débours médicaux et pharmaceutiques; l'intéressé depuis le début de sa maladie est totalement inapte au travail et son activité commerciale est poursuivie par son épouse. La caisse d'assurance maladie à laquelle ce commerçant est obligatoirement affilié vient de lui retourner un dossier de maladie afférent aux débours des mois de mai et juin 1974 en lui précisant textuellement ce qui suit par une lettre circulaire datée du 23 janvier 1975: « Veuillez trouver en retour votre dossier maladie pour lequel nous ne pouvons donner une suite favorable, votre cotisation pour la période du 1^{er} avril 1974 au 30 septembre 1974 n'ayant été réglée que le 18 juillet 1974 », et cette même lettre circulaire précise à ce grabataire « qu'il lui est toutefois loisible de contester la décision correspondante devant la commission de recours gracieux de la caisse ». La maladie reconnue ayant une origine antérieure à cette cotisation couverte un peu tardivement pendant la période de soins est-elle soumise aux textes interprétés par cette caisse, alors que pendant le même laps de temps les prestations sont remboursées avec plusieurs mois de retard. Il lui est demandé si cette position de cette caisse maladie s'inscrit dans une exacte application des textes régissant cette matière.

Impôt sur le revenu (salariés résidant dans des communes autour de Bordeaux: déduction des frais de déplacement).

19939. — 15 février 1975. — **M. Durand** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que son administration semble ne plus admettre que les salariés résidant dans des communes comme celle d'Andernos-les-Bains et travaillant chaque jour à Bordeaux puissent déduire leurs frais de déplacement du montant de leurs revenus. Il lui souligne que le montant de ces frais de déplacement était établi conformément au tarif fixé par l'administration et se substituait à une déclaration forfaitaire de 10 p. 100. Il attire son attention sur le fait que cette modification à l'ancienne pratique risque de porter un gros préjudice à certaines communes parce qu'elle aura un effet dissuasif sur l'implantation d'une population active et permanente. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable d'en revenir à une disposition remontant à plus de 15 ans et qui, jusqu'ici, a toujours donné satisfaction tant à l'administration qu'aux contribuables intéressés.

Fiscalité immobilière (déduction du revenu imposable des dépenses de ravalement d'une façade et des dépenses de régulation de chauffage).

19941. — 15 février 1975. — **M. Alain Bonnet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** comment il compte appliquer l'article de la loi de finances pour 1975, lorsque le total, dépenses de ravalement d'une façade plus les dépenses de régulation de chauffage, dépassera le plafond fixé. Il lui soumet l'exemple fictif suivant: sur le même immeuble, début 1974, ravalement de la façade (coût 8 200 francs) et en octobre 1974, pose de robinets thermostatiques sur les radiateurs du chauffage central (coût 850 francs). Il lui demande si cette deuxième dépense qui ne peut être déduite cette année pourra l'être l'année prochaine. Une réponse négative serait une pénalisation de fait pour ceux qui ont suivi les conseils du Gouvernement en faisant des travaux pour économiser l'énergie dès 1974.

Retraites complémentaires (information des salariés par les employeurs de leurs droits en matière de retraite).

16942. — 15 février 1975. — **M. Welsenhorn** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que de nombreux retrattés n'ont pas fait valoir leurs droits à une retraite complémentaire ou ne l'ont fait qu'avec d'importants retards dans l'ignorance qu'ils sont de cette possibilité, ayant cessé leur activité avant la signature des conventions d'affiliation de leurs employeurs à ce régime. Les informations parues à ce titre dans la presse sont insuffisantes, dans la mesure où elles sont lues, à l'égard de bon nombre de personnes âgées qui ne saisissent pas la portée des renseignements fournis. L'action menée par les centres d'information et de coordination d'action sociale est à mettre au crédit des responsables des régimes de retraites complémentaires et permet de toucher davantage de retrattés intéressés. Ces formes d'information ne sont toutefois pas personnalisées et ne peuvent, de ce fait, avoir l'impact total souhaité. Il lui demande si des mesures ne pourraient être envisagées afin que les employeurs soient invités à informer individuellement — par lettre recommandée éventuellement — leurs anciens salariés des droits qui sont les leurs en matière de retraite complémentaire, de façon que ces avantages sociaux n'échappent pas à ceux qui peuvent légitimement y prétendre.

Education spécialisée (élèves moniteurs éducateurs : octroi d'une bourse et des avantages accordés aux étudiants).

16943. — 15 février 1975. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation des élèves moniteurs éducateurs qui ont quitté un emploi pour entreprendre une formation après avoir reçu la promesse qu'une bourse leur serait attribuée, et auxquels, à l'heure actuelle, on refuse ces bourses, ce qui se traduit pour certains d'entre eux par l'obligation d'interrompre leur formation, alors que les services de l'enfance inadaptée manquent de personnel qualifié. Il lui demande s'il ne serait pas équitable, d'une part, d'accorder aux élèves moniteurs éducateurs le bénéfice des avantages prévus pour les étudiants, ainsi que l'octroi d'une allocation leur permettant de faire face à leurs dépenses de formation, d'autre part, d'assimiler les moniteurs éducateurs, dans l'exercice de leur profession, à des travailleurs sociaux. Il lui demande également quelles mesures elle envisage pour donner une solution satisfaisante aux problèmes posés par la formation et le statut des moniteurs éducateurs.

Education (vacances de postes Administration et intendance universitaires : discrimination en fonction du sexe).

16944. — 15 février 1975. — **M. Gagnaire** expose à **M. le Premier ministre (Condition féminine)** que dans le *Bulletin officiel de l'éducation* n° 2 bis du 16 janvier 1975 (p. 247 et suivantes); cation nationale n° 2 bis du 16 janvier 1975 (p. 247 et suivantes), sous le titre *Vacances de postes (Administration et intendance universitaires)*, les déclarations de vacances de postes budgétaires situés dans les services des œuvres universitaires comportent des indications qui excluent la candidature de fonctionnaires en raison de leur sexe. Cette exclusion va à l'encontre des demandes faites à tous les niveaux par les organisations syndicales représentatives, tendant à supprimer toutes discriminations entre les deux sexes. Elle est également en opposition avec le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par la Constitution de 1958 qui dispose en effet que « la loi garantit aux femmes des droits égaux à ceux des hommes ». Enfin, il convient de rappeler que l'ordonnance du 4 février 1959, portant statut général des fonctionnaires, prévoit dans son article 7 (repenant l'article 7 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut de la fonction publique) qu'il n'est fait aucune distinction entre les deux sexes, sous réserve des mesures exceptionnelles prévues par les statuts particuliers des corps de l'Administration et de l'intendance universitaires » ne comportent aucune clause discriminatoire fondée sur le sexe. Il lui demande quelles mesures il a l'intention de prendre pour faire respecter dans toutes les administrations le principe de l'égalité des droits entre l'homme et la femme rappelé dans les textes ci-dessus.

Expropriation (parution du R. A. P. relatif à la récupération des plus-values acquises à la suite de travaux publics).

16946. — 15 février 1975. — **M. Bouvard** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 55 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsque par suite de l'exécution de travaux publics, des propriétés privées auront acquis une augmentation de valeur distincte de celle visée à l'article 20 de ladite ordonnance, la plus-value pourra être récupérée sur les intéressés dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique. Etant donné que ce dernier texte n'a jamais été publié et que, d'autre part, les articles 30 à 32 de la loi du

16 septembre 1807, modifiée par l'article 1^{er} du décret-loi du 30 octobre 1935, relatif à la récupération des plus-values acquises par suite de l'exécution de travaux publics, ont été abrogés, les dispositions de l'article 55 susvisé sont actuellement inapplicables. Il lui demande comment il se fait que le règlement d'administration publique ainsi prévu n'est pas intervenu, et quelles mesures il compte prendre afin qu'il soit publié dans les meilleurs délais.

Baux commerciaux et baux de locaux d'habitation (dépôt de fonds de garantie : versement aux locataires d'un intérêt).

16947. — 15 février 1975. — **M. Stehlin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que les baux en location de locaux commerciaux, d'habitation ou autres, conclus entre bailleurs et locataires, donnent généralement lieu à des dépôts de fonds en garantie de la bonne exécution des clauses du bail et à titre de provisions de prestations. Le bailleur détient ainsi, pour un temps plus ou moins long, des sommes souvent importantes, dont il dispose à sa guise. Il lui demande s'il pourrait être envisagé d'exiger des bailleurs le versement aux locataires d'un intérêt, au moins égal au taux des avances de la Banque de France, en rémunération des fonds qu'ils déposent au titre de garantie ou de provision.

Aéronautique (conséquences pour l'industrie de l'aviation légère du renforcement de la taxation d'après les signes extérieurs de richesse).

16948. — 15 février 1975. — **M. Stehlin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la gravité des conséquences de la loi du 16 juillet 1974, n° 74-644 (collectif budgétaire) pour l'avenir de l'industrie de l'aviation légère. La taxation d'après les signes extérieurs de richesse frappe l'avion léger d'une manière inéquitable. En effet : 1° alors que tous les biens recensés comme des signes extérieurs de richesse font l'objet d'un abattement pour vétusté, l'avion est considéré comme un bien physiquement inaltérable; 2° alors que la taxation de la puissance des moteurs de bateaux, par exemple, se fait selon un barème progressif avec un maximum de 300 francs le cheval, la taxation des aéronefs est linéaire avec un taux unique de 300 francs le cheval; 3° alors enfin, que l'avion léger, qui est un moyen de transport évolué, est utilisé de plus en plus fréquemment par des personnes privées pour des déplacements dans le cadre de leur vie professionnelle, est considéré par le fisc comme un simple passe-temps, à l'image des bateaux de plaisance, réservé à de rares privilégiés. Il lui demande si les faits qui précèdent ne peuvent pas être pris en considération pour une plus grande justice fiscale à l'égard des pilotes et propriétaires d'avions légers, par une modification de l'article 4 de la loi précitée.

Cadres (conséquences du relèvement du plafond d'assujettissement des salaires à la sécurité sociale sur le montant de leur retraite complémentaire).

16949. — 15 février 1975. — **M. Médecin** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le mécontentement qui règne parmi les cadres à la suite du relèvement important qu'a subi le plafond d'assujettissement des salaires à la sécurité sociale à compter du 1^{er} janvier 1975. Les nouveaux plafonds accusent en effet un relèvement de 18,50 p. 100 par rapport à ceux qui étaient en vigueur en 1974. Une telle évolution entraîne pour les cadres une diminution importante du montant de leur retraite complémentaire. Il lui fait observer que le relèvement de ce plafond est calculé chaque année en fonction de l'évolution du salaire horaire de l'ouvrier. Or, ce dernier évolue dans des proportions beaucoup plus fortes que celui des cadres. C'est ainsi que, pour l'année 1974, les statistiques font apparaître que le salaire horaire ouvrier s'est accru de plus de 20 p. 100 alors que dans le même temps le salaire moyen des cadres n'augmentait que de 13 p. 100. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable de modifier la réglementation actuelle de manière à ce que le plafond de la sécurité sociale évolue en fonction de l'augmentation moyenne de l'ensemble des salaires et non pas seulement d'après l'évolution du seul salaire horaire ouvrier.

Postes et télécommunications (direction des câbles sous-marins : mensualisation des salaires).

16950. — 15 février 1975. — **M. Le Penec** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles sont les raisons du retard considérable apporté à la conclusion du projet de mensualisation des salaires élaboré par la direction des câbles sous-marins et les représentants des équipages. Ce projet a été transmis il y a plus de neuf mois au contrôle du ministère des finances, avec avis favorable de la direction des câbles sous-marins et du ministère des P. T. T.

Education (vacances de postes Administration et intendance universitaires: discrimination en fonction du sexe).

16951. — 15 février 1975. — **M. Pignion** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Condition féminine)** sur le *Bulletin officiel* de l'éducation nationale, n° 2 bis, du 16 janvier 1975 (p. 247 et suivantes): Vacances de postes (Administration et intendance universitaires). En effet, les déclarations de vacances de postes budgétaires situés dans les services des œuvres universitaires comportent des mentions qui excluent la candidature de fonctionnaires en raison de leur sexe, nonobstant les demandes réitérées à tous les niveaux des organisations syndicales représentatives et en particulier du syndicat national de l'administration universitaire F. E. N. Il lui demande quelles initiatives il compte prendre afin que soit respecté effectivement le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par la Constitution de 1958 qui énonce en effet que: « la loi garantit à la femme des droits égaux à ceux des hommes »; l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires déclare dans son article 7 (représentant l'article 7 de la loi du 19 octobre 1946: Statut de la fonction publique) qu'il n'est fait aucune distinction entre les deux sexes, sous réserve des mesures exceptionnelles prévues par les statuts particuliers et justifiées par la nature des fonctions. Il est précisé que les statuts particuliers des corps de l'administration et de l'intendance universitaires, comme la loi et les décrets concernant les œuvres universitaires ne comportent aucune clause discriminatoire fondée sur le sexe.

Lotissement (double imposition à la T. V. A. dans le cas de vente d'un terrain compris dans un lotissement communal).

16952. — 15 février 1975. — **M. Caro** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'application des dispositions concernant la T. V. A., aboutit à une double imposition dans le cas de la vente d'un terrain compris dans un lotissement communal. La commune doit en premier lieu acquitter la T. V. A. sur les travaux de viabilisation selon les règles prévues pour les travaux immobiliers. Cette taxe qui constitue un élément du prix de revient du terrain est incorporée dans le prix de vente. Par ailleurs, la vente du terrain viabilisé entraîne le paiement par l'acquéreur de la T. V. A. à la fois sur le prix exprimé et sur les charges, et notamment les frais de viabilisation, en vertu de l'article 265 du code général des impôts. L'acquéreur qui n'a pas supporté directement la charge de la taxe sur les travaux de viabilisation ne peut en opérer la déduction. Il lui demande, dans ces conditions, quelles mesures il compte prendre pour supprimer cette double imposition.

Droit de mutation (donation faite par un héritier exécutant un legs verbal du défunt).

16953. — 15 février 1975. — **M. Noal** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que **M. le secrétaire d'Etat** au budget, dans une réponse en date du 22 juillet 1954 (*Journal officiel*, 22 juillet 1954, Débats, Assemblée nationale, p. 35161), a précisé que la nullité de plein droit dont sont entachés les legs verbaux s'oppose en principe à ce qu'il soit tenu compte de ces libéralités pour la liquidation des droits de mutation par décès, mais que toutefois, dans les cas exceptionnels où la validité d'un legs verbal peut être admise par application de la jurisprudence de la Cour de cassation, les droits de mutation par décès sont perçus sur ce legs d'après le degré de parenté entre le testateur et le légataire. Il semble que la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider que, quand les héritiers exécutent un legs nul ou un legs verbal du défunt avec l'intention de se conformer à ses désirs, ils ne font pas une donation mais exécutent une obligation naturelle (v. Aubry et Rau, droit civil, 6^e édition, par Bérin, t. IV, § 297, note 6, et les arrêts cités, trib. civ. Versailles, 17 octobre 1940 [*Gaz. Pal.* 1940, 2.79]), étant entendu qu'il faut constater à la fois l'intention du défunt de faire un legs et l'intention de l'héritier de l'exécuter (v. cass., req., 20 novembre 1876; S. 1877, 1.69; D. 1878, 1.376); la délivrance emportant présomption de l'existence de legs et ne constituant donc pas une donation de la part de l'héritier qui délivre (cass., civ. 27 décembre 1963, GP 1964, p. 340). Ceci rappelé, il lui demande donc si les précisions données au deuxième paragraphe de la présente demande correspondent bien à ce que le secrétaire d'Etat au budget avait énoncé comme « cas exceptionnel où la validité d'un legs verbal peut être admise par application de la jurisprudence de la Cour de cassation » et qu'en conséquence si l'exécution de tels legs doit bien donner lieu au droit de mutation par décès d'après le degré de parenté entre le testateur et le légataire. Exemple étant pris d'un enfant qui exécute un legs verbal de son père avec l'intention de se conformer à ses désirs de voir son épouse recueillir dans sa succession la toute propriété des immeubles constituant le logement familial, des meubles meublants garnissant ledit logement et du peu de matériel servant à la petite exploitation agricole.

Médecin (à temps partiel d'un hôpital non universitaire: accès au poste de chef de service).

16954. — 15 février 1975. — **M. Maurice Faure** demande à **Mme le ministre de la santé** dans quelles conditions et selon quelle procédure un médecin, chirurgien, spécialiste ou biologiste d'un hôpital non universitaire, portant le titre défini par l'article 35, du décret n° 74393, du 3 mai 1974, et exerçant ses fonctions à temps partiel dans un service plein temps, peut accéder au poste de chef de ce service lorsque celui-ci est déclaré vacant.

Emploi (crise en Côte-d'Or).

16955. — 15 février 1975. — **M. Pierre Charles** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que le marché de l'emploi continue à se dégrader en Côte-d'Or, les fermetures d'usines succèdent aux licenciements collectifs et au chômage partiel, notamment dans les régions de Beaune et de Dijon. De nombreuses usines ont attendu la fin de l'année 1974 pour fermer durant plusieurs jours leurs ateliers, pour réduire leurs horaires de travail. C'est ainsi que de fin septembre à fin novembre les demandes d'emploi non satisfaites ont augmenté de 40 p. 100 en Bourgogne et qu'elles concernent 4,6 p. 100 de la population salariée du secteur privé. En Côte-d'Or, 3 355 demandes d'emploi non satisfaites ont été recensées au 30 novembre 1974, soit 89 p. 100 de plus qu'il y a un an. En conséquence, il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour que les crédits des investissements publics soient augmentés en rapport avec les besoins du département de la Côte-d'Or, de manière à améliorer la sécurité de l'emploi.

Mines (retraités des mines: bonification d'ancienneté pour les périodes de guerre ou de captivité).

16956. — 15 février 1975. — **M. Simon** demande à **M. le ministre du travail** s'il n'estime pas équitable que les retraités des mines qui sont anciens combattants ou ex prisonniers de guerre puissent obtenir, comme les autres catégories de fonctionnaires et des personnels des entreprises nationales, que leurs périodes de guerre ou de captivité comptent double pour le calcul des annuités ouvrant droit à la pension de retraite.

Infirmières

(hospitalières: amélioration de leur situation).

16959. — 15 février 1975. — **M. Simon** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les sérieuses difficultés rencontrées par un grand nombre d'établissements hospitaliers du secteur public dans le fonctionnement de leurs services de soins en raison de la pénurie d'infirmières. Il lui demande quelles sont ses intentions à l'égard de ce problème et quelles mesures sont envisagées pour revaloriser cette fonction, la rendre surtout moins astreignante et favoriser ainsi le recrutement en milieu hospitalier de ces auxiliaires médicales indispensables.

Accidents du travail (rentes des ayants droit de la victime d'un accident du travail suivi de mort).

16960. — 15 février 1975. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le retard apporté à l'application de la loi n° 74-1027 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux rentes attribuées aux ayants-droit de la victime d'un accident de travail suivi de mort, qui prend effet au 1^{er} janvier 1974. Des veuves attendent la réparation d'une injustice dont elles sont l'objet depuis de nombreuses années. Le retard va entraîner des difficultés aux organismes de sécurité sociale, à la fois pour l'examen des droits et la mise en paiement. En conséquence il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de publier rapidement l'arrêté d'application de cette disposition.

Sécurité sociale minière (mineurs convertis restant affiliés à la sécurité minière; situation de leurs employeurs).

16961. — 15 février 1975. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'application du décret n° 75-8 du 6 janvier 1975 portant application de la loi de finances rectificative pour 1973 (art. 1^{er}) intéressant les mineurs convertis affiliés à la sécurité sociale minière pour les risques invalidité, vieillesse et décès. Les nouvelles dispositions ne prévoient aucune limite de durée d'affiliation. Or les employeurs des mineurs convertis s'efforcent d'engager à cotiser pour eux au régime minier pour une période limitée à la date à laquelle les intéressés atteindraient le minimum de quinze ans de services pour leur ouvrir droit à pension. Il est donc possible que leurs employeurs soient, en regard du décret du 6 janvier 1975, repreneurs pour continuer à cotiser au régime minier. Des difficultés analogues pourraient d'ailleurs surgir pour tous les mineurs convertis puisque l'accord préalable de leurs employeurs n'est plus demandé, alors que ces derniers auront à verser au

régime minier des cotisations plus élevées que celles du régime général et tenir une comptabilité séparée pour ces travailleurs. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'apporter quelques précisions sur ces questions.

Sécurité sociale minière (précisions sur le maintien des mineurs convertis à la sécurité sociale minière).

16962. — 15 février 1975. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'application du décret n° 75-8 du 6 janvier 1975 intéressant les mineurs convertis, il lui demande s'il peut lui préciser les questions suivantes : 1° le mineur converti pourra-t-il prétendre au bénéfice de l'invalidité professionnelle, qui n'existe pas du régime général et dans quelles conditions ; 2° la décision d'affiliation prise par la société de secours apparaît opposable à l'employeur. Ce dernier ne peut-il refuser le choix exprimé par l'assuré ; 3° ne serait-il pas souhaitable que le service du personnel des houillères pour les agents convertis en application du décret du 6 janvier 1975 leur propose de signer, avant leur départ, une demande de maintien d'affiliation à la société des secours miniers de référence.

Education physique (crédits affectés aux établissements scolaires pour la location d'installations sportives).

16964. — 15 février 1975. — **M. Ducloné** rappelle à **M. le ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports)** l'audience qu'il avait accordée le 7 février 1974 à une délégation de l'association des maires de France au cours de laquelle plusieurs questions lui avaient été posées sur la location des installations sportives mises à la disposition de l'enseignement secondaire. Sur ce point, sa réponse a été la suivante : « Pour la location des installations sportives, mises à la disposition de l'enseignement secondaire, des crédits ont bien été prévus puisqu'ils sont ouverts au budget, à raison de 5,60 francs par élève en 1973, 6,80 francs en 1974 et cette année cette somme devrait être portée à 10 francs. » En conséquence il lui demande : 1° pour quelles raisons deux établissements (un C.E.T. étatisé et un C.E.S. nationalisé), se trouvant sur la commune de Malakoff, se sont vus répondre par les services ministériels qu'aucun crédit n'était prévu pour la location des installations sportives ; 2° s'il existe des crédits et quelles mesures il compte prendre pour remédier à une telle situation.

Industrie mécanique (réductions d'horaires et licenciements à la Société Sonofam de Bonneuil).

16966. — 15 février 1975. — **M. Kolinsky** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les licenciements collectifs que la Société Sonofam qui fabrique de petits articles métalliques pour l'industrie automobile et pour diverses branches de l'habillement, prévoit à Bonneuil pour le mois de février 1975. Fin 1968 cette société employait 660 personnes dont 530 à Bonneuil. Ces effectifs ont été ramenés aujourd'hui à 440, dont 407 à Bonneuil, et devraient tomber, si les licenciements prévus étaient autorisés, à 367 à la fin du mois de mars 1975. En outre la durée hebdomadaire du travail a été réduite de quarante-trois à trente-cinq heures, entraînant, selon les catégories, une perte de 25 à 40 p. 100 du salaire. Une telle situation est la source de très grandes difficultés pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi ou ont vu leur rémunération réduite très fortement et ne laisse pas d'inquiéter ceux qui ont échappé aux précédentes réductions d'effectifs. Or, ces travailleurs ne sont en rien responsables d'une situation qui résulte d'une gestion orientée uniquement vers le profit à court terme sacrifiant les investissements indispensables pour suivre l'évolution du marché, marché déprimé par la politique d'austérité mise en œuvre par le Gouvernement au détriment du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est ainsi que les salaires des professionnels ont été maintenus depuis trois ans à un niveau si bas qu'un très grand nombre de ces ouvriers ont quitté l'entreprise, rendant impossibles l'adaptation de l'outillage et le lancement d'articles nouveaux. C'est ainsi que la direction a fait travailler en 1974 un nombre très important d'heures supplémentaires sans commune mesure avec le niveau des commandes, aboutissant à la création d'un stock estimé à quatre mois de production, qui est revendu aujourd'hui au prix fort pendant qu'une grande partie du personnel est mis au chômage partiel. C'est ainsi que la direction persiste à envisager un licenciement collectif concernant des personnes âgées de moins de soixante ans alors que soixante-dix personnes rempliraient les conditions pour obtenir la mise en pré-retraite. Il lui demande en conséquence : 1° quelles mesures il entend prendre pour empêcher tout licenciement à la Sonofam non accompagné d'un reclassement préalable ; 2° quelle suite il entend donner à la demande des syndicats C. G. T. et C. F. D. T. visant à permettre aux travailleurs de bénéficier dès l'âge de soixante ans d'une retraite décente, mesure qui permettrait de réduire considérablement le nombre de chômeurs ; 3° quelles mesures d'urgence sont prises pour indemniser à 100 p. 100 les travailleurs frappés par le chômage partiel.

Constructions scolaires (reconstruction du C. E. S. Edouard-Pailleron, à Paris (19')).

16968. — 15 février 1975. — **M. Fiszblin** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il peut lui indiquer à quelle date les travaux de reconstruction du C. E. S. Edouard-Pailleron, à Paris (19'), sont prévus. En effet, si l'instruction judiciaire se poursuit, si les experts ont déposé leurs conclusions et si un certain nombre d'inculpations ont été prononcées, il semble que plus rien ne s'oppose maintenant à cette reconstruction. Par ailleurs, il est absolument urgent de reloger les élèves actuellement dispersés dans des locaux provisoires. D'autant qu'il est évident que l'ensemble de la charge financière doit être assumée par le ministère de l'éducation dont la responsabilité a été gravement engagée, précédemment, dans le choix d'un type de construction ne répondant pas aux normes de sécurité.

Industrie alimentaire (annonce de fermeture de la Brasserie Pfaffenhojfen et de la Brasserie de Colmar).

16969. — 15 février 1975. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'annonce de la fermeture de la Brasserie de Pfaffenhojfen (groupe d'union des brasseries) et de la Brasserie de Colmar (groupe Albraheinecken) à la fin de la saison brassicole et sur le fait que la fermeture de ces deux brasseries pénalise 230 ouvriers, qui vont se trouver sans emploi, et ce qui risque également de porter un grave préjudice à la brasserie alsacienne et à sa réputation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces brasseries puissent continuer à fonctionner normalement afin que les ouvriers puissent garder leur emploi et assurer la sécurité de leur emploi, et qu'il n'y ait pas de démantèlement des richesses naturelles régionales.

Education (aménagement indiciaire provisoire des carrières des inspecteurs départementaux de l'éducation, des inspecteurs de l'enseignement technique et des inspecteurs de la jeunesse et des sports).

16971. — 15 février 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des inspecteurs départementaux de l'éducation, des inspecteurs de l'enseignement technique et des inspecteurs départementaux de la jeunesse, des sports et des loisirs. Il lui demande s'il compte donner suite au projet d'aménagement indiciaire provisoire de leurs carrières, qui n'a pas reçu de suite depuis la fin de l'année 1973.

Enseignants (insuffisance des possibilités de formation des professeurs de travaux manuels éducatifs).

16973. — 15 février 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'insuffisance des possibilités de formation des professeurs de travaux manuels éducatifs. Pour les candidats en particulier, ne sont délivrés chaque année que vingt certificats d'aptitude à l'enseignement des travaux manuels donnant droit à l'entrée au centre de préparation au professorat de travaux manuels du boulevard Bessière, à Paris. Les étudiants et étudiantes de ce centre ne bénéficient pas du régime des I. P. E. S., alors que leur seul débouché est l'enseignement. La bourse qu'ils perçoivent est très insuffisante, alors même que leurs études leur imposent une importante contribution financière. Aucune équivalence n'est accordée avec un diplôme universitaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer un traitement d'élèves-professeurs à ces enseignants en formation et pour permettre la formation d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés dans cette discipline.

Education physique (création d'un second poste d'enseignant au C. E. T. de Morsang-sur-Orge).

16974. — 15 février 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports)** sur la situation de l'éducation physique et sportive au C. E. T. de Morsang-sur-Orge (Essonne). Un seul poste d'E. P. S. est pourvu dans cet établissement. Quatre classes de seconde année, représentant 120 élèves, sont privées de cet enseignement. Il lui demande s'il s'engage à créer un deuxième poste d'enseignant en éducation physique et sportive au C. E. T. de Morsang-sur-Orge.

Emploi (crise de l'emploi dans l'arrondissement d'Avesnes ; menace de fermeture de l'entreprise Feutres et amiettes du Nord).

16975. — 15 février 1975. — **M. Eloy** attire tout particulièrement l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de l'entreprise Feutres et amiettes du Nord, sise à Bavay, arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe (Nord). Victime de la politique de concentration et de resserrement du crédit organisée par le Gouvernement, cette société

bavaisienne est aux prises avec de graves difficultés et songe à fermer très prochainement ses portes. Ses 61 travailleurs et travailleuses sont menacés de perdre leur emploi et risquent de venir grossir les rangs des quelque quatre mille demandeurs d'emploi actuellement recensés dans l'arrondissement. Cette fermeture ne survient-elle pas après les licenciements de Bouly (Fourmies), H. K. Porter (Marpent), Titan-Coder (Maubeuge), la récession du textile dans la région de Fourmies, la stagnation des usines Chaussons à Maubeuge et l'annonce de la suppression prochaine de 120 emplois au dépôt S. N. C. F. d'Aulnoye ? Le bassin de la Sambre, « poumon » de l'arrondissement d'Avesnes, a déjà suffisamment fait les frais de la politique de « restructuration » et d'austérité prônée par le patronat et le Gouvernement. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre d'urgence : 1° pour que soit maintenue en activité l'entreprise Feutres et amiantes du Nord ; 2° pour stopper l'hémorragie d'emplois qui sévit dans l'arrondissement d'Avesnes qui dispose de tous les atouts humains indispensables à un redémarrage économique immédiat.

Instituteurs (loi Roustan sur le rapprochement des conjoints : insuffisante application dans le département de l'Hérault).

16976. — 15 février 1975. — M. Balmisère expose à M. le ministre de l'éducation que la loi Mario Roustan de 1921 donne aux instituteurs et institutrices la possibilité de solliciter le rapprochement des conjoints. Avec sa capitale universitaire, le département de l'Hérault possède une forte proportion d'employés, de cadres, de fonctionnaires et connaît pour cela un important contingent d'enseignants « roustaniens ». De 1967 à 1974, il a été enregistré entre 120 et 150 demandes annuelles de rapprochement. Par contre, les intégrations souhaitées sont particulièrement réduites, passant de 25 pour chacune des années 1970 et 1971, à 8 en 1972, 5 en 1973 et 7 en 1974. Le principe d'attribution des 25 p. 100 des postes vacants aux « roustaniens », pourtant insuffisant, n'est même pas respecté. Les enseignants (et enseignantes notamment) concernés, sont obligés d'attendre plusieurs années (certains attendent depuis sept à huit ans) subissant un préjudice financier très important et se trouvant pratiquement en situation de chômeurs, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à ce délicat problème qui comporte de graves conséquences sur le plan familial et humain en même temps qu'il laisse sous employé un capital intellectuel si utile à la nation.

Emploi (crise dans le département de la Somme, notamment dans le bâtiment).

16980. — 15 février 1975. — M. Lamps attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation difficile de l'emploi dans le département de la Somme, notamment dans le bâtiment, où de nombreux licenciements ont eu lieu. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

Assurance vieillesse (pensions des personnes incapables au travail et mise à la retraite d'office : calcul au taux de 50 p. 100).

16984. — 15 février 1975. — M. Boulay appelle l'attention de M. le ministre du travail sur l'inégalité existant entre les personnes incapables au travail et mise à la retraite d'office et les personnes qui restent en activité jusqu'à soixante-cinq ans. Dans le premier cas, la pension est calculée au taux de 50 p. 100 du salaire tandis que dans le second cas elle n'est établie qu'au taux de 40 p. 100. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de faire cesser cette injustice et d'établir désormais toutes les pensions sur la base de 50 p. 100 minimum.

Département (agents titulaires du cadre des commis départementaux affectés à un service extérieur : accès au concours interne de secrétaire administratif de préfecture).

16986. — 15 février 1975. — M. Duroure attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur la situation des agents titulaires appartenant au cadre des commis départementaux, et affectés à un service extérieur tel que direction des services vétérinaires ou direction de l'action sociale, qui sont candidats au concours de secrétaire administratif de préfecture. Ces agents se voient refuser le droit d'inscription au concours interne d'accès à ce dernier cadre, quelle que soit leur ancienneté, pour le motif qu'ils n'exercent pas dans une préfecture, condition exigée par le décret n° 65-323 du 23 avril 1965 et reprise par la notice relative à la carrière de secrétaire administratif de préfecture publiée par le bureau de recrutement, de la formation et des stages du ministère de l'intérieur. Il s'ensuit une inégalité entre les commis départementaux, ceux d'entre eux qui sont affectés dans un service préfectoral ayant seuls le droit de bénéficier de l'avantage important offert par le concours interne pour accéder à la carrière de secré-

taire administratif de préfecture. L'affectation dans un service de la préfecture ou dans un service extérieur ne résultant pas, en règle générale, d'une préférence exprimée par l'intéressé, la décision de l'autorité préfectorale est génératrice de cette inégalité préjudiciable aux agents affectés dans les services extérieurs. Il lui demande s'il ne juge pas opportun de prendre les mesures appropriées permettant l'égalité de traitement de tous les agents du cadre « commis départementaux », et éventuellement de tous autres cadres départementaux au regard du droit d'inscription au concours interne de secrétaire administratif de préfecture quelles que soient les affectations qu'ils ont reçues.

Radiodiffusion et télévision (création des comités régionaux consultatifs de l'audiovisuel).

16987. — 15 février 1975. — M. Filloud attire l'attention de M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) sur les dispositions de l'article 10 de la loi relative à la radiodiffusion et à la télévision qui prévoit la création auprès de chaque centre régional d'un comité régional consultatif de l'audiovisuel dont la composition doit être fixée par décret, après avis des conseils régionaux concernés. Il s'étonne que les conseils régionaux n'aient pas encore été saisis, alors que la loi du 7 avril est entrée en application depuis le 6 janvier 1974. Il lui demande si la procédure de constitution des comités régionaux consultatifs de l'audiovisuel sera très prochainement engagée, afin que les conseils régionaux se prononcent au cours de leur prochaine session.

Radiodiffusion et télévision française (création d'un comité consultatif des programmes pour les D. O. M.-T. O. M.).

16990. — 15 février 1975. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le Premier ministre sur les dispositions de l'article 10 de la loi relative à la radiodiffusion-télévision française qui prévoit la création d'un comité consultatif des programmes pour les D. O. M.-T. O. M. assistant le président du conseil d'administration et dont la composition doit être fixée par arrêté ministériel, après avis des conseils généraux ou assemblées territoriales. Il s'étonne que les conseillers généraux ou assemblées territoriales n'aient pas été encore saisis, alors que la loi du 7 août est entrée en application depuis le 6 janvier 1975. En conséquence, il lui demande si la procédure de constitution de ce comité consultatif sera bien engagée d'urgence afin que les conseillers généraux puissent se prononcer au cours de leur prochaine session.

Veuves d'anciens combattants (bénéfice d'annuités pour la liquidation des pensions pour les périodes de mobilisation ou de captivité).

16992. — 15 février 1975. — M. Chénard expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les anciens combattants et ex-prisonniers de guerre bénéficiaient pour la liquidation de leur pension vieillesse d'annuités correspondant à des périodes de mobilisation ou de captivité. Il lui demande s'il ne pense pas que toutes mesures utiles devraient être prises à son initiative et en accord avec son collègue le ministre de l'économie et des finances pour que ces heureuses dispositions soient étendues aux veuves non remariées d'anciens combattants des guerres 14-18 et 39-45.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6 du règlement.)

Hôpitaux psychiatriques (insuffisance de personnel et de locaux à l'hôpital de Moisselles [Val-d'Oise]).

15445. — 11 décembre 1974. — M. Jans attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur le fait que l'hôpital de Moisselles, dans le Val-d'Oise, a été transformé en hôpital psychiatrique pour les Hauts-de-Seine, après la dévolution des biens due à l'éclatement de l'ancien département de la Seine. Cet hôpital est affecté, pour l'essentiel, aux malades des communes de Levallois, Clichy, Asnières et Gennevilliers. Or le manque d'effectif, l'entassement des malades, l'exiguïté des locaux sont pour le moins préjudiciables aux traitements nécessités dans un tel établissement. En effet, les infirmières ne sont pas assez nombreuses pour assurer les soins nécessaires à un nombre de malades sans cesse croissant et qui s'entassent dans des dortoirs de vingt-cinq lits ou dans des chambres avec des lits en surnombre. De plus, il n'existe aucune séparation entre les

malades dont les troubles ont des origines diverses : les personnes séniles, les intoxiqués par l'alcool, les handicapés mentaux légers ou profonds se trouvent ainsi rassemblés sans distinction. Il lui demande : 1° le nombre d'infirmières et le nombre de malades affectés à Moisselles au 1^{er} novembre 1974 ; 2° s'il ne serait pas utile et plus humain de séparer les malades suivant la cause de leur affection permettant ainsi des soins plus efficaces ; 3° si, malgré les travaux d'agrandissement à Moisselles, la création d'un autre centre psychiatrique pour les communes précitées ne s'avère pas absolument indispensable.

Energie hydro-électrique (compatibilité du tracé de l'autoroute B 49 avec les possibilités d'équipement de la moyenne Isère).

15455. — 11 décembre 1974. — **M. Malsonnat** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche**, consultée sur le tracé de l'autoroute B 49 qui, dans sa portion soumise à enquête, suit approximativement en rive droite de l'Isère le canal prévu par l'E. D. F. pour réaliser la chute de Voreppe, la direction d'E. D. F. a répondu qu'elle n'avait aucune remarque ou objection à formuler sur ce tracé, étant donné que le projet d'aménagement de l'Isère moyenne peut être considéré comme définitivement abandonné. Cette décision est particulièrement lourde de conséquences pour l'avenir de notre région et incompréhensible dans la conjoncture énergétique qu'à l'heure actuelle connaît la France. En effet, le volume des études et réalisations faites dans le secteur concerné par l'E. D. F. en vue de production d'énergie hydro-électrique lui donne une position d'antériorité qu'elle n'a pas à abandonner. De plus, en l'état actuel du problème de l'énergie, rien ne permet de préjuger de l'utilité prochaine des aménagements concernés, surtout après la position prise par le Premier ministre à l'Assemblée nationale au cours du débat sur l'énergie. Aussi, la validité économique des critères motivant l'abandon du projet, à savoir le faible coût actuel du nucléaire, risque fort dans un proche avenir de rejoindre des critères de 1967 établis sur la baisse du prix de la calorie pétrolière. L'avenir énergétique de la France exige plus que jamais le développement des diverses sources d'énergie nationales et pour ce faire le développement, entre autres, de l'équipement hydro-électrique du pays. Aussi est-il indispensable que le tracé de l'autoroute n'hypothèque en rien les possibilités d'équipement hydraulique futur de la vallée de l'Isère et que les études à ce sujet soient sérieusement reprises. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le tracé de l'autoroute n'hypothèque en rien les possibilités d'équipement hydraulique du site de la moyenne Isère.

Industrie textile (rémunérations et garanties d'emploi des salariés de l'entreprise Lebocey, à Troyes [Aube]).

15457. — 11 décembre 1974. — **M. Ralite** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation de l'entreprise Lebocey, à Troyes, spécialisée dans la fabrication des métiers à bonneterie. Cette entreprise a déjà reçu en 1973 une aide de 3 milliards d'anciens francs. Or, depuis cette date, ses effectifs sont passés de 850 à 650. Aujourd'hui, le patron demande une nouvelle aide de 2 milliards, alors qu'il envisage de licencier prochainement 187 personnes. En même temps, il entend diminuer les salaires de 41 personnes sous prétexte qu'il les considère comme anormalement élevés et bloquer les salaires de 400 personnes pendant deux ans. Devant cette situation inadmissible, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour garantir le maintien de l'emploi de tous les travailleurs de cette entreprise et que leur soit assurée une progression normale des salaires correspondant à l'évolution du coût de la vie.

Santé scolaire (centre médico-scolaire de Garges-lès-Gonesse : versement de la subvention due).

15472. — 12 décembre 1974. — **M. Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le non-versement à la municipalité de Garges-lès-Gonesse (95) d'une subvention de l'Etat pour la construction d'un centre médico-scolaire qui lui a été alloué le 8 novembre 1961 par la commission des centres médico-scolaires de l'académie de Paris. Le versement de cette subvention d'un montant de 20 264 F a été demandé après exécution des travaux le 20 octobre 1966 à **M. l'inspecteur d'académie de Versailles**. Or, en 1964, une réforme en avait transféré la compétence au profit du ministre des affaires sociales. Le 15 janvier 1969, la direction départementale de l'action sanitaire et sociale de Versailles a transmis le dossier à ce ministre. Malgré les nombreuses démarches tant de monsieur le maire de Garges que de **M. le préfet du Val-d'Oise**, cette subvention n'a toujours pas été versée. Il a posé une question écrite n° 3751 à ce sujet à **Mme le ministre de la santé** laquelle a répondu que le versement de la subvention était impossible pour une opé-

ration engagée et terminée depuis des années. Cependant un retard administratif n'est pas dû à une mauvaise volonté de la municipalité de Garges qui a fait la demande de subvention normalement et qui n'est en aucun cas responsable du transfert de responsabilité entre ministères, ni entre préfectures du fait de la création du Val-d'Oise. En conséquence, il lui demande s'il peut prendre toutes les mesures propres à empêcher que la municipalité de Garges-lès-Gonesse ne soit pénalisée dans ses réalisations sociales par une lutte de compétence entre ministères, et en tout état de cause faire le nécessaire pour que cette subvention soit enfin versée.

Emploi (entreprise Manubat-Pingon : menaces de licenciement).

15481. — 11 décembre 1974. — **M. Ballot** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur les menaces qui pèsent sur l'entreprise Manubat-Pingon tant à Dijon qu'à Commeny et Belley. Dans l'immédiat, 400 licenciements devraient être effectués. Cette entreprise est spécialisée dans la construction de matériels pour chantiers du bâtiment. Ces matériels sont pour une part importants exportés vers l'étranger. Il lui demande s'il peut intervenir pour empêcher tout licenciement et pour assurer le fonctionnement d'une entreprise qui, au moment où le Gouvernement parle beaucoup de la nécessité d'exporter, est susceptible d'apporter à notre industrie une rentrée appréciable de devises.

Exploitants agricoles (détérioration du pouvoir d'achat).

15490. — 12 décembre 1974. — **M. Duvilleard** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** les graves préoccupations des agriculteurs, dont le pouvoir d'achat semble s'être détérioré en 1974 par rapport à l'année précédente 1973. Les intempéries climatiques constatées dans la plupart des régions ont grandement contribué, ces derniers mois surtout, à faire empirer la situation. Le président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture s'en est d'ailleurs fait l'écho auprès de **M. le Premier ministre**. Il lui demande donc quelle suite le Gouvernement entend réserver à la démarche de **M. le président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture**.

Elevage (aide exceptionnelle : octroi aux exploitations annexées à des établissements d'enseignement agricole).

15494. — 12 décembre 1974. — **M. Simon** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les exploitations annexées à des établissements d'enseignement agricole ne bénéficient pas de l'« aide exceptionnelle » de deux cents francs pour les quinze premiers bovins de l'exploitation et de cent francs pour les quinze premières truies. Il lui souligne que ces exploitations ne bénéficient d'aucune subvention et sont donc soumises aux mêmes difficultés que les exploitations privées. Il lui demande s'il n'estime pas que ces établissements devraient eux aussi bénéficier de cette subvention à l'élevage bovin et porcin.

Médecins (ruraux : augmentation de l'indemnité kilométrique).

15984. — 11 janvier 1975. — **Mme Fritsch** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés que rencontrent les médecins ruraux qui subissent les conséquences de la crise économique actuelle et, en particulier, de l'augmentation du prix de l'essence et lui demande si, dans le cadre des pourparlers ayant trait à la fixation des tarifs conventionnels, il n'estime pas souhaitable que soit accordée à ces médecins une augmentation sensible de l'indemnité horokilométrique afin de leur permettre de supporter l'accroissement de leurs dépenses de transports.

Etablissements scolaires (remise en état du lycée Saint-Louis à Paris).

15990. — 11 janvier 1975. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de l'éducation** que le lycée Saint-Louis, un des plus anciens et des plus illustres établissements français, est dans un état rare de saleté, de délabrement. Le misérabilisme du décor n'est pas sans influencer l'état d'esprit des jeunes qui sont appelés à y passer plusieurs années dans un travail assidue. Il lui demande donc si un effort spécial ne pourrait pas être fait en faveur de Saint-Louis.

Chômage (garantie de ressources des salariés de plus de soixante ans licenciés et titulaires d'une pension militaire proportionnelle).

15991. — 11 janvier 1975. — **M. Aubert** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés que cause l'application de l'accord du 27 mars 1972 aux salariés âgés de plus de soixante ans licenciés de leur emploi et bénéficiaires, au titre d'une première

activité professionnelle, d'une pension militaire proportionnelle. En effet, aux termes de cet accord garantissant un minimum de ressources jusqu'à soixante-cinq ans la pension militaire proportionnelle des intéressés vient en déduction du montant de la garantie de ressources. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures afin que les pensions militaires, compte tenu de leur caractère particulier, ne soient pas assimilées à une pension d'assurance vieillesse pour le bénéficiaire du régime de la garantie de ressources institué au profit des travailleurs sans emploi de plus de soixante ans.

Cadastre

(indications du détail des nouvelles valeurs locatives du foncier bâti).

15992. — 11 janvier 1975. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir donner les instructions et les moyens à ses services du cadastre pour que les mairies puissent avoir le détail des nouvelles valeurs locatives du foncier bâti de la loi du 31 décembre 1973. En effet, les maires n'ont aucun élément pour répondre aux questions des redevables qui demandent comment leur taxation a été calculée. De plus, les services du cadastre répondent généralement qu'ils n'ont pas les moyens nécessaires pour faire leur travail. Il aimerait enfin pouvoir être fixé rapidement devant les difficultés locales qui s'accroissent.

Manuels et fournitures scolaires

(mise en application de leur gratuité en sixième).

15995. — 11 janvier 1975. — **M. Blary** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, conformément à la loi n° 74-248 du 28 juin 1974, la gratuité des livres et fournitures scolaires est accordée à compter de l'année scolaire 1974-1975 aux élèves des classes de sixième et qu'il est alloué les crédits correspondants, soit 45 francs par élève de classes de sixième et 75 francs unitaire par classe de sixième nouvellement créée. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas, d'une part, d'autoriser les chefs d'établissements à acquérir auprès des organismes extra-scolaires (associations de parents d'élèves, office d'achat, etc.) les livres que ces associations ont acheté et qu'elles mettaient à la disposition des élèves, car que feraient ces organismes qui, jusqu'à présent, ont pratiqué le prêt des manuels aux familles contre une cotisation et, d'autre part, de permettre aux chefs d'établissements qui en ont la possibilité d'acheter des manuels d'autres classes sur les crédits spéciaux, ce qui permettrait d'ores et déjà d'étendre la gratuité scolaire.

Assurance invalidité (prélèvement du plafond de ressources au-delà duquel le montant de la pension est diminué).

15998. — 11 janvier 1975. — **M. Godefroy** expose à **M. le ministre du travail** la situation d'une personne âgée de cinquante ans qui a cotisé aux assurances sociales pendant trente-huit ans. Depuis le 1^{er} juin 1971 l'intéressé est titulaire d'une pension d'invalidité d'un montant annuel de 7 200 francs. En raison de l'insuffisance de cette pension il continue d'exercer une activité professionnelle non salariée. Etant marié, son revenu total, pension d'invalidité comprise, ne doit actuellement pas dépasser 9 000 francs par an, sinon la pension d'invalidité est diminuée en conséquence. Il lui demande si les plafonds fixés à ce sujet qui sont actuellement de 6 500 francs pour une personne seule et 9 000 francs pour un ménage ne peuvent être relevés. Il est évident en effet que les plafonds en cause sont absolument insuffisants pour permettre de vivre même modestement.

Associations de 1901 (exonération de la T. V. A. sur les manifestations des associations sportives et culturelles).

15999. — 11 janvier 1975. — **M. Guerneur** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la contradiction qui existe entre les encouragements prodigués par les pouvoirs publics à l'égard des associations sportives et culturelles et la reconnaissance de l'action menée par celles-ci, d'une part, et le maintien de la T. V. A. sur les recettes provenant des manifestations fort justement encouragées, d'autre part. Il lui fait observer que les associations en cause ne peuvent maintenir leur effort que grâce au dévouement particulièrement désintéressé d'animateurs qui ne négligent ni leur temps ni leur peine pour donner aux activités culturelles, sportives et de loisirs, vivement appréciées de la population, la place qu'elles méritent dans un pays cultivé. Il lui demande, en conséquence, s'il peut tenir compte des difficultés de trésorerie que rencontrent ces associations et d'envisager à leur profit une exonération de la T. V. A. à laquelle elles sont paradoxalement soumises.

Remembrement (conservation obligatoire des arbres et du bocage dans les opérations de remembrement).

16004. — 11 janvier 1975. — **M. Peyret** rappelle à **M. le ministre de la qualité de la vie (Environnement)** que la réglementation actuellement appliquée ne peut obliger, notamment dans le cadre d'une opération de remembrement, les propriétaires ou les exploitants agricoles à conserver les arbres et les haies s'ils désirent les abattre ou les arracher. Il lui signale que, dans une commune de la Vienne, un remembrement « nouveau style » vient d'être envisagé, qui prévoit par accord entre les services de la direction départementale de l'agriculture et les exploitants agricoles concernés et préalablement aux travaux des géomètres, l'établissement d'un canevac des haies à conserver obligatoirement dans le nouveau parcellaire. En appelant son attention sur l'originalité de cette entreprise et sur l'accueil que cette idée a rencontré tant auprès des services techniques intéressés que de la population, il lui demande s'il n'estime pas opportun qu'une modification de la réglementation existante impose cette conservation des arbres et du bocage, notamment dans les opérations de ce type, faisant passer aussi dans les faits la reconnaissance de l'utilité du couvert végétal qui est un des aspects essentiels de la protection de la nature.

Organisation administrative

(décentralisation et régionalisation de l'université).

16015. — 11 janvier 1975. — **M. Notebart** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** quelles dispositions il entend prendre en vue de mettre fin à la centralisation excessive et néfaste du système universitaire actuel. Il importe, en effet, d'adapter l'enseignement aux nécessités régionales et de permettre aux enseignants de pouvoir envisager un déroulement de carrière normal en province.

Gaz (revalorisation des commissions des revendeurs de bouteilles de gaz liquéfié).

16021. — 11 janvier 1975. — **M. Mourou** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que sa question écrite n° 14035, parue au *Journal officiel* des Débats (Assemblée nationale), n° 62, du 9 octobre 1974, n'a pas reçu de réponse. Comme il tient à connaître celle-ci il lui renouvelle les termes de sa question et lui expose la situation de certains revendeurs de bouteilles de gaz liquéfié exerçant leur profession en milieu rural. Par exemple, il était accordé en 1968 à ces revendeurs 2 francs par charge vendue et livrée mais ils devaient obligatoirement reverser 1,10 franc à leurs vendeurs, il leur restait alors 0,90 franc.

En 1970, 2,29 francs — 1,35 franc, reste 0,94 franc ;
En 1972, 2,52 francs — 1,50 franc, reste 1,02 franc ;
En 1973, 2,72 francs — 1,62 franc, reste 1,10 franc ;
En 1974, 2,92 francs — 1,76 franc, reste 1,16 franc.

Les revendeurs détaillants ont vu leur prime fixe passer de 1,10 franc à 1,76 franc en six ans (soit une augmentation de 60 p. 100) mais il n'en est pas de même des revendeurs à domicile dont la prime est passée dans le même temps de 0,90 franc à 1,16 franc. La société concédant se trouve en position de force par rapport au concessionnaire. Il lui demande en conséquence s'il ne pourrait être envisagé de réexaminer les modalités de calcul des conditions de vente et que les commissions accordées aux revendeurs soient automatiquement revalorisées en fonction de l'augmentation des charges qui leur incombent.

Fonctionnaires

(abattement de 6 p. 100 des annuités de certains fonctionnaires).

16023. — 11 janvier 1975. — **M. Peyret** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir lui préciser à quel correspond la retenue de 6 p. 100 des annuités non rémunérées prélevées sur le salaire de certains fonctionnaires. D'autre part, ne trouve-t-il pas abusif que ledit prélèvement ne puisse pas être pris en compte pour la constitution du droit ou pour la liquidation de la pension.

Gendarmerie

(maintien à Bellac de l'escadron en place depuis 1928).

16024. — 11 janvier 1975. — **M. Longueue** rappelle à **M. le ministre de la défense** sa réponse à la question écrite n° 14870 relative au maintien à Bellac de l'escadron de gendarmerie implanté depuis 1928, publiée au *Journal officiel* (Assemblée nationale, débats parlementaires), n° 1 du 4 janvier 1975. Il lui demande d'indiquer avec précision à quel « avis émis en son temps par la commission de développement économique régional » il s'est référé. Il lui signale en outre qu'il n'a pas répondu à la question posée : « quelles dis-

positions sont envisagées pour Bellac afin que les principes définis par le Premier ministre dans sa déclaration du 5 juin 1974 et par la circulaire n° 74-384 du 17 juillet 1974 de M. le ministre de l'intérieur entrent dans les faits ».

Maisons de retraite et hospices (augmentation du montant minimum d'argent laissé à la disposition des pensionnaires).

16027. — 11 janvier 1975. — **M. Hersant** rappelle à **Mme le ministre de la santé** qu'une somme minimale de 50 francs est laissée à la disposition des personnes placées dans un établissement au titre des personnes âgées, infirmes, aveugles ou grands infirmes, dans le but de leur allouer un minimum d'argent de poche. En tout état de cause, 90 p. 100 des ressources de ces personnes sont affectées à la couverture de leurs frais d'hospitalisation ou d'entretien. Il peut apparaître choquant que seulement 10 p. 100 de leurs ressources restent à la disposition de ces personnes handicapées par l'âge, la maladie ou l'infirmité et que ce minimum de 50 francs ne réponde en rien aux besoins des personnes hébergées, certes, mais qui n'en ont pas moins le désir parfois d'améliorer leur ordinaire ou d'offrir quelque menu cadeau à l'un de leurs proches. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour réévaluer cette somme dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne tient pas compte de l'actuel coût de la vie.

Formation professionnelle (habilitation des maisons familiales rurales à la formation d'apprentis).

16030. — 11 janvier 1975. — **M. Maujourn du Gasset** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les maisons familiales rurales, d'éducation et d'orientation donnaient à l'origine un enseignement agricole et général. Mais, dans le but de s'adapter aux mutations du monde rural, certaines se sont orientées en partie vers un enseignement de type artisanal, apprentissage dans le secteur des métiers, orientation nouvelle entraînant le concours financier de l'Etat. Il lui demande qui est habilité à donner à un établissement la reconnaissance en tant que centre de formation d'apprentis (C.F.A.).

Anciens combattants (revalorisation de l'indemnité de repos allouée aux personnes convoquées devant les centres de réforme).

16035. — 11 janvier 1975. — **M. Brun** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** que, répondant le 31 mai 1974 à sa question du 30 mars 1974, n° 9944, il lui avait indiqué que « la possibilité d'une revalorisation des indemnités versées aux personnes convoquées devant les centres de réforme » faisait l'objet d'une étude attentive ». Il lui demande quels ont été les résultats de cette étude et si l'on peut espérer que l'indemnité de repas de 1,50 franc versée aux intéressés va bientôt être fixée à un chiffre plus en rapport à la dépense réellement exposée.

T. V. A. (imposition à la T. V. A. de la location d'un local à usage agricole).

16036. — 11 janvier 1975. — **M. Chaumont** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le problème suivant : l'article 260-I (5) du code général des impôts permet aux bailleurs d'immeubles ou de locaux nus destinés à un usage industriel ou commercial de soumettre leur location à la T. V. A. Une décision administrative du 15 juin 1969 a étendu cette faculté aux locations d'immeubles à usage de bureaux afin de tenir compte de la possibilité d'opter pour la T. V. A. qui par ailleurs est offerte aux personnes qui exercent une activité de caractère libéral et de l'intérêt corrélatif que peut présenter pour elles une option de la part du propriétaire des locaux dans lesquels elles exercent leur activité. Dans ces conditions, il est demandé si le bailleur d'un local à usage agricole peut soumettre la location de ce local à la T. V. A. compte tenu que le locataire qui est agriculteur a, tout comme les personnes exerçant une activité libérale, la possibilité d'opter. D'autre part, si le locataire est une société anonyme exerçant une activité agricole, il sera soumis à la T. V. A. en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt du 20 février 1974, requête n° 89 237) du fait que la société est commerciale de par sa forme. Les locaux loués à un tel locataire seraient-ils assimilés à des locaux à usage industriel et commercial au sens de l'article 260-I (5) du code général des impôts.

Banques (taxes sur la tenue des comptes et sur les chèques émis. Réalité de cette information).

16038. — 11 janvier 1975. — **M. Fanton** a appris avec étonnement que les établissements bancaires envisageaient d'établir une taxe sur la tenue des comptes bancaires ou sur les chèques émis par les titulaires de compte. Il demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si cette information correspond à la réalité et, dans

l'affirmative, les mesures qu'il compte prendre pour interdire, du moins aux établissements nationalisés, de recourir à une telle pratique. Si l'on comprend que les établissements bancaires soient préoccupés par les conséquences des dispositions législatives récemment votées sur l'obligation de régler tous les chèques en dessous de 100 francs, cela ne saurait justifier un alourdissement des charges imposées à tous les titulaires de compte, les établissements devant au préalable prendre toutes les dispositions nécessaires pour diminuer les risques qu'ils encourent du fait des chèques sans provision. Il semblerait enfin paradoxal qu'une telle disposition soit prise en un moment où la politique du Gouvernement vise au « refroidissement de l'économie » et au contrôle justifié d'un certain nombre de prix.

D. O. M. (menace de disparition des exportations d'ananas de conserve de la Martinique).

16039. — 11 janvier 1975. — **M. Petit** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation de l'ananas de conserve à la Martinique. Cette exportation, qui n'existe pas dans d'autres D. O. M., se trouve actuellement menacée de disparition après celle de l'ananas frais. L'augmentation des coûts des différents facteurs de production, la dégradation des prix de vente sous la pression d'une concurrence active de la part de pays aux salaires très inférieurs et sans charges sociales, l'importance consécutive et catastrophique des stocks font craindre la cessation de cette production. Elle représente cependant la troisième activité exportatrice du département avec 400 000 heures de travail. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour sauver cette production en péril.

Rentes viagères (indexation des rentes servies aux fonctionnaires retraités par la Préfon).

16040. — 11 janvier 1975. — **M. Sauvage** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la Préfon (caisse nationale de prévoyance de la fonction publique), organisme sous la tutelle de l'Etat, a été créée pour assurer aux fonctionnaires et assimilés une rente viagère venant compléter leur retraite en contrepartie de versements de cotisations annuelles effectuées au cours de leurs années d'activité. Il semble que plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires ont adhéré à la Préfon afin d'obtenir un complément de retraite. Il convient de signaler que les retraités de la Préfon sont mécontents en raison des conditions d'imposition de la rente viagère qui leur est servie et compte tenu du fait que celle-ci ne bénéficie pas d'une revalorisation normale. La rente versée est amputée de l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que la retraite à laquelle elle s'ajoute sur la déclaration d'impôt. Cette rente est considérée très injustement comme acquise à titre gratuit parce que les cotisations annuelles ont pu être déduites des revenus. Cette interprétation est extrêmement critiquable car cette rente cesse au décès du titulaire et le capital versé est perdu. Il serait donc normal que la rente en cause soit considérée comme acquise à titre onéreux et bénéficie de l'abattement pour imposition prévu pour des rentes de ce type. Il est en effet difficile de considérer que cette rente a été acquise à titre gratuit alors qu'elle n'a bénéficié que d'une exonération d'impôt représentant 10 ou 20 p. 100 sur des cotisations déduites des revenus. Une révision des majorations prévues pour la rente servie apparaît en outre comme indispensable. La Préfon a en effet prévu que la rente une fois acquise serait majorée chaque année de 4 p. 100 et que la cotisation supporterait en contrepartie une augmentation de 5 p. 100. Il est bien évident que le taux de majoration appliqué à la rente est parfaitement dérisoire en raison de l'augmentation actuelle du coût de la vie. Il semble qu'ait été mis à l'étude un projet portant indexation sur les 295 articles de consommation courante des rentes versées en compensation d'un capital perdu comme cela existe d'ailleurs fréquemment pour les rentes viagères provenant de la vente d'un bien immobilier. Il lui demande si le Gouvernement envisage bien de déposer un tel projet et dans l'affirmative s'il n'estime pas indispensable que les rentiers de la Préfon bénéficient d'une telle mesure.

Femmes (affiliation obligatoire à la sécurité sociale des mères chefs de famille non salariées).

16041. — 11 janvier 1975. — **M. Welsenhorn** rappelle à **M. le ministre du travail** que les personnes assurant, moyennant rémunération, la garde et l'entretien des enfants qui leur sont confiés par les parents, sont affiliées obligatoirement aux assurances sociales mais ne peuvent toutefois prétendre aux prestations de la sécurité sociale que si elles gardent au moins trois enfants. Il lui fait observer que, par contre, la femme seule (célibataire, divorcée ou veuve), n'exerçant pas d'activité professionnelle et élevant à son foyer ses propres enfants ne bénéficie pas de ces avantages ou seulement alors par le truchement d'une assurance volontaire, très

ouïteuse. Il lui demande s'il ne convient pas de constater à ce propos une regrettable anomalie et si, dans le cadre d'une politique familiale dont chacun s'accorde à reconnaître la nécessité, il n'envisage pas de mettre en œuvre un texte législatif accordant l'affiliation obligatoire à la sécurité sociale et, partant, l'attribution des divers avantages qui en découlent, aux femmes seules restant au foyer pour y élever au minimum trois enfants.

Vieillesse

(Exonération de la taxe piscicole en faveur des personnes âgées).

16042. — 11 janvier 1975. — **M. Le Foll** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne serait pas possible d'envisager l'exonération de la taxe piscicole pour les personnes âgées disposant d'un revenu très modeste, pour lesquelles la pêche peut représenter un loisir à encourager.

Elevage de porcs (aide du F. O. R. M. A. aux éleveurs isolés).

16047. — 11 janvier 1975. — **M. Pranchère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que les échanges extérieurs de porc se sont soldés, au terme des neufs premiers mois de 1974, par un déficit record d'un volume de 153 000 tonnes et d'une valeur de 1 100 millions de francs et que ses services prévoient que le déficit global de l'année sera d'environ 1,6 milliard de francs, en augmentation de 13 p. 100 sur celui de 1974. Il lui apparaît, dans ces conditions, que les divers plans de « relance porcine » n'ont pas atteint leurs objectifs et que cet échec tient, entre autres raisons, au fait qu'ils ont délibérément écarté du bénéfice des aides du F. O. R. M. A. les petits éleveurs, accélérant ainsi la disparition d'une fraction non négligeable de la production dont la qualité était d'ailleurs souvent supérieure à celle des élevages dits rationnels. Il lui demande en conséquence s'il n'entend pas, afin de porter la production nationale au niveau des besoins du pays, prendre les dispositions nécessaires pour que les aides du F. O. R. M. A. soient désormais accordées aux producteurs isolés qui, notamment dans les régions de montagne, ne désirent pas ou n'ont pas la possibilité, pour des raisons diverses, d'adhérer à des groupements.

Jeunes travailleurs (décret autorisant l'établissement de cartes professionnelles aux jeunes gens de dix-huit à vingt et un ans).

16054. — 11 janvier 1975. — **M. Lucas** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le retard apporté à la parution du décret autorisant l'établissement de cartes professionnelles aux jeunes gens âgés de dix-huit à vingt et un ans. Selon des exemples précis, l'embauche de jeunes de dix-huit à vingt et un ans dans des compagnies d'assurances a dû être différé. En conséquence, il lui demande quand ce décret paraîtra.

Etablissements scolaires (préparation du B. E. P. sanitaire et social au C. P. P. R. d'Houdain [Pas-de-Calais]).

16058. — 11 janvier 1975. — **M. Maurice Andrieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des élèves du C. P. P. R. d'Houdain, rattaché au C. E. T. de Bruay-en-Artois. Ces élèves fréquentent cet établissement dans le but de préparer le concours d'entrée aux écoles d'infirmières et d'infirmiers. Or à la rentrée scolaire, cette orientation a été abandonnée et les enfants préparent maintenant un B. E. P. agent administratif avec quelques heures de renforcement pour la préparation au concours d'entrée à l'école d'infirmières. Le programme du B. E. P. agent administratif ne correspond pas aux matières exigées au concours d'entrée aux écoles d'infirmiers et les enfants ne peuvent ainsi préparer convenablement leur concours. Les parents s'inquiètent à juste titre pour l'avenir de leurs enfants. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de faits qui porte un grave préjudice à ces élèves et s'il n'estime pas nécessaire de remplacer le B. E. P. agent administratif par un B. E. P. sanitaire et social.

Tourisme social

(projet de centre de vacances d'Erbalunga Brando [Corse]).

16059. — 11 janvier 1975. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur les difficultés rencontrées par le C. C. A. S. pour la réalisation d'un projet de centre de vacances à Erbalunga Brando en Corse destiné à permettre aux retraités de l'E. D. F. de disposer d'un centre correspondant à leurs besoins et à leurs ressources. Le C. C. A. S. a fait l'acquisition d'un terrain de sept hectares susceptible de recevoir une telle réalisation, mais n'a pu obtenir jusqu'ici le permis de construire, les motifs invoqués étant la présence d'une tour classée à moins de 500 mètres et l'existence de projets d'équipements

communaux sur une partie du terrain. Or le C. C. A. S. s'est déclaré prêt, d'une part, à adapter son projet pour obtenir une intégration optimale dans le site et, d'autre part, à envisager la possibilité d'une cession d'une partie des terrains dans des conditions très favorables à la commune. Il est clair en outre que les motifs invoqués sont contradictoires car si la protection du site impliquerait l'abandon de tout projet de construction, il serait également difficile d'y implanter les équipements projetés. Tout semble indiquer en conséquence que le refus du permis de construire ne vise pas à préserver le site mais bien à empêcher la réalisation d'un projet de tourisme social d'une grande utilité à la fois pour ses futurs usagers et pour l'activité économique de la localité d'accueil où seraient créés, directement ou indirectement, un bon nombre d'emplois. Il lui demande en conséquence s'il n'entend pas examiner avec son collègue ministre de l'équipement les moyens de surmonter les obstacles constatés aujourd'hui et de favoriser l'aboutissement d'un projet exemplaire du point de vue du tourisme social.

Produits agricoles (encouragements nécessaires pour aboutir à l'auto-suffisance de certaines productions).

16060. — 11 janvier 1975. — **M. Jourdan** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'aggravation des déficits de certaines branches agricoles françaises. La production française de riz se dégrade. Elle est passée de 71 607 tonnes en 1963 à 28 000 tonnes en 1974, ce qui va obliger à payer en devises les 134 000 tonnes nécessaires pour couvrir les besoins du pays. Les raisons de la régression de cette culture sont évidentes : en dix ans le prix d'intervention communautaire qui est le prix de base du riz à la production n'a augmenté que de 23 p. 100 alors que les charges de production ont cru d'autant pour la seule année 1974. Cette dégradation de notre commerce extérieur pour le riz n'est pas isolée puisqu'on la retrouve dans d'autres branches (plus de 100 milliards d'anciens francs de déficit pour le commerce extérieur de porc, 150 milliards d'anciens francs de déficit pour les aliments du bétail, 200 milliards d'anciens francs pour les produits de la forêt, couverture de nos besoins en tabac à 40 p. 100, des produits de l'horticulture à 50 p. 100, etc.). Cette situation est d'autant plus scandaleuse que la production française de ces branches pourrait facilement aboutir à l'auto-suffisance, voire à des excédents exportables : les conditions naturelles sont largement suffisantes. Au moment où on nous rebat les oreilles avec la nécessité d'équilibrer notre commerce extérieur, une telle politique aboutissant à ces déficits est véritablement anti-nationale. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que les encouragements nécessaires soient donnés aux producteurs concernés, pour que la France s'oriente rapidement vers l'auto-suffisance ou au moins réduise ses déficits dans les branches où la production ne couvre pas les besoins pour lesquelles les possibilités naturelles existent, telle le riz, l'élevage du porc, celui du mouton ou de cheval, le tabac, l'horticulture, les plantes prolégumineuses, les produits de la forêt, le blé dur, certains fruits, telles les châtaignes ou les légumes de serres, etc.

Enseignement technique

(C. A. P. et B. E. P. des sections Hôtellerie).

16064. — 11 janvier 1975. — **M. Jourdan** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les élèves de la section Hôtellerie des C. E. T. ne peuvent cette année se présenter au certificat d'aptitude professionnelle, en application du décret n° 72-396 du 9 mai 1972. Or, dans l'industrie hôtelière, le B. E. P. n'est pas reconnu, ce qui est considérablement les élèves rentrés en C. E. T. après leur B. E. P. C. Dans ces conditions, il lui demande : 1° quelles dispositions il compte prendre pour permettre que les élèves de la section Hôtellerie se présentant au B. E. P. puissent également se présenter au C. A. P. ; 2° quelles mesures il pense arrêter pour obtenir de l'industrie hôtelière la reconnaissance du B. E. P. (le contraire serait la négation même de l'existence des collèges d'enseignement technique).

Assurance maladie (situation des concubines de salariés assujettis).

16066. — 11 janvier 1975. — **M. Millet** rappelle à **M. le ministre du travail** que la femme qui vit en concubinage ne bénéficie pas des avantages sécurité sociale de son compagnon. Néanmoins en cas de maladie nécessitant des moyens financiers, l'aide médicale ne lui sera accordée qu'après la prise en compte des ressources du compagnon. Il y a là une situation tout-à-fait anormale et contradictoire qui risque de poser des problèmes sérieux en cas d'affections particulièrement onéreuses. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit mis fin à cette anomalie.

*Anciens combattants
(assimilation des prestataires militaires étrangers de 1940).*

16068. — 11 janvier 1975. — **M. Chevènement** demande à **M. le ministre de la défense** : 1° s'il lui paraît normal que les blessés des compagnies de prestataires militaires étrangers, généralement anciens combattants de l'armée républicaine espagnole, armés à Dunkerque ou sur la Loire en mai-juin 1940, puissent encore être considérés comme victimes de simples « accidents du travail » ; 2° quelles mesures peuvent être prises pour donner à ces soldats des droits équivalents à ceux des anciens combattants français.

*D. O. M. (statut discriminatoire
des ouvriers de l'Etat de recrutement local).*

16071. — 11 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre de la défense** que la situation des ouvriers de recrutement local de la défense nationale du groupe Antilles-Guyane comporte à ce jour de nombreuses anomalies qui ont été, mais en vain, depuis des années signalées à l'administration. Les ouvriers des D. O. M. se voient appliquer dans nombre de ses aspects la même réglementation qu'en métropole (salaire, avancement, notation, etc.), par contre, le bénéfice de la mensualisation est limité aux seuls ouvriers de la défense nationale en service en métropole. Depuis le mois d'août 1968, les salaires des ouvriers en régie directe ont été alignés sur ceux des ouvriers à statuts. Il lui demande quelles sont les raisons pour lesquelles la mensualisation n'est pas observée pour les ouvriers de recrutement local de la défense nationale du groupe Antilles-Guyane ; pourquoi, dans les D. O. M., les salaires des ouvriers en régie directe n'ont-ils pas été alignés sur ceux des ouvriers à statuts.

*Départements d'outre-mer (subventions compensatrices
aux marins-pêcheurs victimes du blocage des prix du poisson).*

16073. — 11 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en raison du blocage des prix du poisson dans les départements d'outre-mer, les artisans marins-pêcheurs subissent une telle récession de leur standard de vie, déjà fort modeste, qu'elle provoque la disparition d'un grand nombre d'entre eux et plonge des dizaines de familles nombreuses dans une misère incompatible avec la dignité de la personne humaine. Sachant que des subventions compensatrices sont versées aux producteurs agricoles touchés par la crise, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de dégager des crédits nécessaires, pour qu'une aide de même type soit consentie à cette profession menacée de disparition au moment où le prix du poisson subit une forte hausse dans les départements d'outre-mer et où cette nourriture de base doit être importée au détriment de la balance commerciale.

*Crédit immobilier (augmentation du montant des prêts spéciaux H.L.M.
et du Crédit foncier).*

16077. — 11 janvier 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne lui paraît pas nécessaire d'augmenter le montant des prêts spéciaux consentis pour l'accession à la propriété H.L.M. et ceux consentis par le Crédit foncier de France pour permettre aux acquéreurs ayant des revenus modestes de suivre l'augmentation des prix du logement autrement que par des prêts bancaires aux taux à la fois prohibitifs et rares.

Direction de l'administration générale et des affaires sociales (recensement et garantie d'emploi des auxiliaires de bureau et de service).

16080. — 11 janvier 1975. — **M. Vacant** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui faire connaître les résultats exhaustifs de l'enquête menée auprès des recteurs, académie par académie, portant sur les auxiliaires de bureau et de service relevant de la direction de l'administration générale et des affaires sociales (circulaire D. A. G. A. S. n° 73-495 du 26 novembre 1973, B. O. E. N. n° 45 (6 décembre 1973)). Il souhaite également savoir si, dans chaque académie, au sein de chaque rectorat, un fichier académique des auxiliaires est effectivement constitué et si, par ailleurs, le libellé des engagements ne fait pas obstacle, dans toutes les académies, à l'application de la réglementation prévue en matière de licenciement, le cas échéant (décret n° 75-512 du 22 juin 1972, B. O. E. N. n° 28) et de perte d'emploi (circulaire F. P. du 29 septembre 1970, B. O. E. N. n° 39).

*Vignette automobile
(inconvenients résultant de l'obligation du reçu à conserver).*

16087. — 11 janvier 1975. — **M. Marle** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation suivante : en 1956, la vignette automobile se présentait sous forme de talon que le conducteur devait conserver sur lui et présenter à toute réquisition. Ce système entraînait des contraintes évidentes puisque, chaque fois que le véhicule changeait de conducteur, le talon devait changer de main. C'est pourquoi, à la suite de différentes suggestions d'origine parlementaire et par souci de simplification, en 1970, la vignette a pris la forme d'un timbre adhésif à coller sur le pare-brise. Or, depuis l'arrêté du 21 juillet 1972, la vignette se compose de deux parties : un timbre adhésif à coller sur le pare-brise et un reçu à conserver et à présenter à toute réquisition, le défaut d'apposition du timbre de même que le défaut de présentation du reçu étant tous deux sanctionnés par une amende. Ce système fait ainsi réapparaître les inconvenients de celui de 1956 tout en y ajoutant des sujétions complémentaires. Il lui demande si cette réglementation très contraignante, voire vexatoire, pour les conducteurs, est en harmonie avec celle d'autres pays européens et, dans la négative, s'il ne serait pas possible d'unifier les réglementations en simplifiant les errements actuels.

*Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(allocation pour assistance d'une tierce personne).*

16088. — 11 janvier 1975. — **M. Lafay** remercie **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** d'avoir bien voulu, par la réponse apportée le 31 mai 1974 à sa question écrite n° 9075 du 2 mars 1974, lui donner l'assurance que ses services se préoccupaient de remédier aux difficultés préjudiciables aux pensionnés qu'occasionne l'application de l'article L. 18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, et avaient, dans ce but formulé des propositions faisant l'objet d'un examen concerté avec les autres départements ministériels intéressés. Quel que soit le caractère encourageant de cette réponse, il est cependant à craindre que les espérances qu'elle éveille ne tardent beaucoup à se concrétiser ou ne soient même déçues. Maints précédents prouvent, en effet, que les études de l'espèce ne progressent qu'avec une extrême lenteur et, en l'occurrence, quelques signes précurseurs laissent à penser que certaines tendances voudraient orienter les travaux en cours dans le sens d'une réforme qui, sous couvert d'une extension du champ d'application de l'article L. 18 déjà cité, altérerait la substance de ce régime en lui substituant des dispositions qui s'analyseraient finalement en une régression. Une telle mesure serait évidemment inacceptable pour les anciens combattants. Il se refuse pour sa part à l'envisager, en considérant que le meilleur moyen qui s'offre pour prévenir pareille issue consiste à centrer la concertation annoncée par la réponse susrapplée sur un objectif moins ambitieux mais plus réaliste que celui autour duquel semblent actuellement graviter les conversations interministérielles. Il s'agit moins de modifier le libellé d'une loi que de faire en sorte que l'application de cette dernière demeure empreinte du sens humain et du libéralisme qui avait d'abord présidé à sa promulgation puis entouré les modalités de sa mise en œuvre jusqu'à la guerre 1939-1945. Il est nécessaire de revenir à cette conception parfaitement traduite et rappelée par l'arrêt que le Conseil d'Etat a rendu le 12 juin 1963 dans l'affaire Debatisse. Il faut que soit définitivement abandonnée la manière de voir éminemment restrictive à laquelle s'en tient trop souvent l'administration pour liquider les dossiers de pensions susceptibles de motiver l'octroi de l'allocation de l'article L. 18. Si le cadre étroit de ces vues reflétait réellement les intentions du législateur, comment pourrait-il y avoir encore place pour l'attribution de la majoration de pension dite du « double article 18 », puisque la rigueur introduite par la doctrine administrative pour l'appréciation des droits au bénéfice de l'allocation de base pour assistance constante d'une tierce personne, couvrirait toutes les situations et ne permettrait donc plus que subsistent de cas pressentant un degré de gravité supérieur à celui que vise le régime de l'article L. 18. Il est, enfin, souhaitable que l'administration ne s'écarte pas de l'attitude qu'elle a adoptée, notamment à l'égard du jugement rendu le 12 juin 1961 dans l'affaire Cornebise par la cour régionale des pensions de Besançon, et s'abstienne en conséquence désormais de se pourvoir contre les décisions de justice favorables aux pensionnés demandeurs de l'allocation de l'article L. 18 car, en faisant ainsi appel, les services ne méconnaissent-ils pas la vocation fondamentale du secrétariat d'Etat qui est d'assurer la tutelle c'est-à-dire au premier chef la défense des intérêts des anciens combattants. La satisfaction des diverses exigences qui viennent d'être énoncées n'implique pas une modification de la législation. Une simple circulaire peut y pourvoir. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'en prévoir rapidement la publication, après qu'elle ait été élaborée en accord avec non seulement les autres ministères intéressés mais aussi les organisations représentatives du monde des anciens combattants.

T. V. A. (redressements fiscaux sur les constructions sur lotissements communaux dans le Bas-Rhin).

16090. — 11 janvier 1975. — M. Zeller expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'à l'heure actuelle, dans le département du Bas-Rhin, des centaines de redressements fiscaux sont opérés auprès de contribuables qui ont construit sur des terrains équipés dans le cadre de lotissements communaux — ces redressements correspondant à la perception de la T. V. A. sur les frais de viabilité. Il lui demande s'il ne lui paraît pas qu'il serait justifié de renoncer à cette perception, lorsqu'il s'agit d'une commune n'ayant pas pris la position d'assujetti à la T. V. A., étant donné que les travaux d'équipement inclus dans le prix de cession payé par les acquéreurs ont déjà supporté la T. V. A.

Assurance invalidité
(revalorisation de l'allocation pour conjoint à charge).

16096. — 11 janvier 1975. — Mme Constans expose à M. le ministre du travail que l'allocation pour conjoint à charge qui a été instituée en mars 1941 et dont le montant avait été fixé à cette époque à 12,50 francs est aujourd'hui encore versé à 12,50 francs par trimestre s'entend. Elle lui demande si elle n'envisage pas de revaloriser cette allocation.

Anciens combattants pensionnés militaires (dérogations aux conditions d'accès à certains emplois publics).

16097. — 11 janvier 1975. — M. Legrand attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les difficultés de reclassement d'anciens combattants pensionnés militaires. A titre d'exemple, il lui signale le cas de l'un d'entre eux, âgé de trente-quatre ans, ancien combattant d'Algérie, handicapé physique à 50 p. 100, possesseur du titre de reconnaissance de la nation. Il a bénéficié d'une rééducation professionnelle, il est titulaire depuis 1971 d'un brevet de technicien en biologie de l'académie de Limoges. Il lui fait observer que le décret n° 73-1095 du 29 novembre 1973 supprime la validité de ce diplôme. L'intéressé, qui a obtenu, après des efforts méritoires, une possibilité de reclassement, ne peut poser sa candidature à un poste de technicien de laboratoire. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de préciser certaines dérogations permettant aux anciens combattants pensionnés militaires, de poser leur candidature au recrutement de postes prévus au décret du 29 novembre 1973.

O. R. T. F. (sort des fonctionnaires ayant accompli trente ans de services).

16102. — 11 janvier 1975. — M. Fanton s'étonne, auprès de M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement), de n'avoir pas reçu de réponse de M. le secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement, à la question écrite qu'il lui avait posée et qui a été publiée sous le numéro 14291 au Journal officiel de l'Assemblée nationale du 17 octobre 1974 (p. 5126). Cette absence de réponse est particulièrement regrettable car la question posée concernait la situation de certains agents de l'ex-O. R. T. F., situation à propos de laquelle il espérait obtenir les précisions demandées avant le 31 décembre 1974, date à laquelle l'O. R. T. F. a cessé d'exister. Il espère donc que la présente question qui renouvelle les termes de la précédente obtiendra de sa

part une réponse rapide. Il appelle son attention sur les dispositions de l'article 3 du décret n° 74-792 du 24 septembre 1974 fixant les conditions d'application des articles 27 et 28 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision. Aux termes de l'article précité les agents de la radiodiffusion et télévision française qui ont demandé à conserver la qualité de fonctionnaire et qui appartiennent à l'un des corps régis par un statut particulier interministériel sont reclassés dans l'un des corps régis par le même statut. Il lui demande si les agents concernés par cette mesure ayant une ancienneté de plus de trente ans et qui sont de ce fait très attachés à l'O. R. T. F. où ils ont accompli toute leur carrière ne pourraient être, sur leur demande, reclassés en priorité dans l'organisme liquidateur de l'Office. Il souhaite également savoir s'il ne pourrait être envisagé que les fonctionnaires ayant accompli au minimum trente ans de services bénéficient d'une mesure de déagement des cadres, une disposition similaire étant déjà intervenue à l'égard des personnels de la radiodiffusion par un arrêté du 27 février 1951 pris en application de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947. Cette dernière possibilité pourrait être motivée par les craintes que peut susciter la conjoncture actuelle dans les domaines de l'emploi et de la recherche d'une activité professionnelle pour les jeunes.

Rectificatifs.

I. — Au Journal officiel du 15 février 1975
(Débats parlementaires, Assemblée nationale).

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 560, 2^e colonne, réponse de M. le secrétaire d'Etat aux transports à la question n° 15997 de M. Bonhomme, à la 14^e ligne, au lieu de : « ...certaines dispositions relatives aux camions bennes immatriculés antérieurement au 1^{er} janvier 1975 », lire : « ...certaines dispositions relatives aux camions bennes immatriculés antérieurement au 1^{er} janvier 1973 ».

II. — Au Journal officiel du 8 mars 1975
(Débats parlementaires, Assemblée nationale).

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 882, 2^e colonne, réponse de M. le secrétaire d'Etat aux universités à la question n° 15846 de M. Mexandeau, à la 28^e ligne, au lieu de : « ... afin de favoriser la concentration entre les établissements... », lire : « ... afin de favoriser la concertation entre les établissements... ».

III. — Au Journal officiel du 15 mars 1975
(Débats parlementaires, Assemblée nationale).

1^o RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 964, 2^e colonne, question de M. Cousté à M. le ministre du travail, au lieu de : « 4786 », lire : « 14786 ».

2^o QUESTIONS ÉCRITES POUR LESQUELLES LES MINISTRES DEMANDENT UN DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE POUR RASSEMBLER LES ÉLÉMENTS DE LEUR RÉPONSE

Page 975, 1^{re} colonne, question de M. Longequeue à M. le ministre de l'agriculture, au lieu de : « 19938 », lire : « 16938 ».